s
13
9a
67
in Franç.

CANADA

# EXPOSÉ BUDGÉTAIRE

PRÉSENTÉ PAR

## L'HONORABLE MITCHELL SHARP

MINISTRE DES FINANCES

DÉPUTÉ D'EGLINTON

À LA

## CHAMBRE DES COMMUNES

LE 1er JUIN 1967

FINANCE - TREASURY BOARD
LIBRARY
- 8 DEC 1971
BIBLIOTHÈQUE

ROGER DUHAMEL, M.S.R.C.
IMPRIMEUR DE LA REINE ET CONTRÔLEUR DE LA PAPETERIE
OTTAWA, 1967

Fin/TB Library - Bibliothèque Fin/CT
3 0145 00077534 3

# TABLE DES MATIÈRES


| | Page |
|---|---|
| Introduction | 3 |
| Souplesse fiscale | 4 |
| Relations fédérales-provinciales | 4 |
| Commission royale d'enquête sur la fiscalité | 5 |
| Horaire de la réforme fiscale | 6 |
| Modifications tarifaires de la négociation Kennedy | 6 |
| Revue économique | 7 |
| Le budget de 1966 | 7 |
| Adoucissement des restrictions | 8 |
| Objectifs économiques généraux | 8 |
| Pressions, prix et productivité | 9 |
| Les perspectives économiques | 9 |
| Perspectives en matière d'habitation | 10 |
| Pressions sur les prix | 10 |
| Perspectives à court terme | 11 |
| Perspectives à long terme | 11 |
| Programmes de productivité | 12 |
| Prix et coûts | 13 |
| Les comptes du gouvernement | 14 |
| Les perspectives budgétaires | 14 |
| Tableau I—Recettes budgétaires et recettes de la caisse de sécurité de la vieillesse | 15 |
| Ensemble des exigences financières | 15 |
| La politique budgétaire et les modifications fiscales | 16 |
| Les médicaments | 17 |
| Machines servant à la production | 18 |
| Tarif | 18 |
| Perspectives budgétaires modifiées | 19 |
| Tableau II—Recettes budgétaires et de la caisse de la sécurité de la vieillesse pour 1967-68 | 19 |
| Conclusion | 20 |
| Résolutions—La Loi sur la taxe d'accise | 20 |
| —Tarif des douanes | 21 |
| Tableau—Recettes et dépenses du gouvernement fédéral sur la base des comptes nationaux | 25 |
| —Dépenses du gouvernement fédéral: conciliation des états des comptes publics et des comptes nationaux | 26 |
| —Revenus du gouvernement fédéral: conciliation des états des comptes publics et des comptes nationaux | 27 |
| Documents budgétaires | |
| Partie I—Livre blanc économique pour 1967 | 33 |
| Partie II—Revue des comptes de l'État, 1966-67 | 135 |

# EXPOSÉ BUDGÉTAIRE

PRÉSENTÉ PAR

L'HONORABLE MITCHELL SHARP

MINISTRE DES FINANCES

CHAMBRE DES COMMUNES, LE 1er JUIN 1967

## LE BUDGET

EXPOSÉ FINANCIER ANNUEL DU MINISTRE DES FINANCES

**L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances)** propose que M. l'Orateur quitte le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

—Monsieur l'Orateur, grâce à l'obligeance du bibliothécaire du Parlement, j'ai passé quelques heures aujourd'hui à feuilleter le premier exposé budgétaire présenté à la Chambre des communes il y a près d'un siècle par l'honorable John Rose, ministre des Finances. Cela m'a quelque peu réconforté et encouragé d'apprendre que M. Rose a pris tout un après-midi et une partie de la soirée pour faire un exposé de recettes et de dépenses inférieures à 20 millions de dollars et que lorsqu'il exprimait de temps à autre la crainte d'ennuyer la Chambre, on l'interrompait en criant «non, non». Je promets de ne pas suivre son exemple ce soir. Je compte néanmoins sur la même indulgence de la part des députés.

M. Rose était orateur éloquent et, à l'occasion du budget du centenaire, j'aimerais citer quelques extraits du premier budget après la Confédération.

A passer en revue les faits...

...dit M. Rose,

...j'y vois, si la divine providence nous bénit, la promesse d'un avenir certain et prospère pour nous. Si nous travaillons ensemble harmonieusement, si nous nous efforçons de cimenter l'union, si nous développons les ressources variées et abondantes des diverses provinces, nous avons en nous tous les éléments nécessaires à la construction d'une collectivité prospère et puissante. Au Bas-Canada nous avons un peuple frugal, industrieux et attaché au sol, non pas nomade, mais stable heureux, bien adapté aux entreprises de fabrication; tandis que dans l'Ouest nous avons d'immenses richesses agricoles, et dans l'Est d'importantes richesses maritimes. Je ne suis pas un enthousiaste, mais je dis qu'en dépit d'un climat rigoureux, de nombreuses difficultés à surmonter, nous avons dans un peuple égal à la tâche par son endurance, son énergie, son sens de l'économie, et dans nos ressources importantes et variées, la promesse d'un avenir qui nous permettra de ne rien avoir à envier à d'autres pays.

(*Applaudissements*)

Certains députés applaudissent, tout comme les députés le faisaient en 1868. Puis M. Rose déclarait, comme tous ses successeurs l'ont fait et comme tout les miens le feront:

Maintenant, monsieur l'Orateur, je ne voudrais pas donner l'impression qu'en signalant ces perspectives de prospérité pour le pays, je veux que nous nous lancions dans de folles dépenses. Au contraire, nous devrions être très prudents dans nos débours et tenir compte du moindre shilling que nous engagerons.

Ce qui a donné lieu à de vifs applaudissements à l'époque.

Je crois que, peu importe le gouvernement au pouvoir, le peuple exigera une administration prudente et économe de la chose publique. J'affirme que nous, qui occupons ces banquettes, avons manifesté le désir d'adopter cette ligne de conduite.

J'appuie sur cette assertion. Finalement, permettez-moi de citer un autre passage tiré de cet exposé budgétaire qui date d'un siècle et qui a attiré mon attention:

Quiconque considère la population de ce Dominion—de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de Québec et d'Ontario—doit constater qu'en dépit de caractéristiques importantes très différentes, elle se ressemble sur certains points: elle n'a pas contracté d'habitudes extravagantes ou fastueuses, elle est courageuse, persévérante, industrieuse et énergique et possède toutes les qualités requises pour exploiter les ressources d'un nouveau pays. Bien que notre richesse ne s'accumule



95150—1½

pas aussi rapidement que sous d'autres climats, nous faisons peu de dépenses extravagantes ou ostentatoires.

Puis vient cette phrase mémorable:

La natalité est plus ferme et plus soutenue.

Il n'y a pas lieu de se demander si cette déclaration a été accueillie avec enthousiasme ou non. Je reviens maintenant à l'exposé budgétaire de 1967, année de notre centenaire.

• (8.10 p.m.)

Monsieur l'Orateur, les derniers dix-huit mois ont été fertiles en événements dans le domaine financier: un budget et un mini-budget, trois bills modifiant la loi de l'impôt sur le revenu, un autre modifiant les dispositions fiscales de la loi sur la sécurité de la vieillesse, deux modifiant la taxe de vente, deux restrictions temporaires visant les immobilisations des entreprises, le début du régime de pensions du Canada qui avait des répercussions fiscales importantes, plusieurs revisions de la politique de dépenses du gouvernement, un débat majeur sur l'inflation en septembre dernier et une longue suite d'audiences par un comité mixte au sujet de la hausse des prix à la consommation.

Souplesse fiscale

Cette expérience indique que nous pouvons agir avec souplesse quant à la nature de nos mesures fiscales et d'autres instruments de notre politique fiscale, et au moment de leur mise en œuvre. Puisque le Parlement siège maintenant presque sans arrêt douze mois de l'année et qu'il modernise sa procédure, il peut agir assez vite pour adopter les mesures nécessaires à la mise en œuvre d'une politique fiscale souple sans avoir à déléguer au gouvernement des pouvoirs extraordinaires à exercer en cas de besoin, comme on l'a parfois proposé. Il n'y a pas lieu de prendre des mesures dans nos budgets annuels pour parer aux éventualités économiques des douze prochains mois dont on pourrait s'occuper plus tard quand on saurait mieux à quoi s'en tenir.

Relations fédérales-provinciales

Au cours des dix-huit derniers mois, il s'est produit d'importants faits nouveaux dans nos relations fiscales et économiques avec les provinces. Au sein du comité du régime fiscal se sont déroulées d'importantes discussions sur les ententes fiscales qui devraient être conclues dans l'avenir entre les gouvernements fédéral et provinciaux. Ces ententes ont un effet significatif sur l'utilisation des domaines fiscaux par les deux niveaux de gouvernement et sur les programmes de dépenses du gouvernement fédéral, des provinces et des municipalités. Au nom du gouvernement fédéral, j'ai proposé qu'on tente au moyen d'arrangements fiscaux de définir plus clairement les responsabilités respectives des deux niveaux de gouvernement afin de raffermir, au sein de leurs juridictions respectives, les rôles des gouvernements fédéral et provinciaux. J'ai proposé une nouvelle méthode très détaillée d'aborder la légalisation des revenus des provinces. Ce nouveau régime de péréquation a été inclus dans une revision importante de la loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces que le Parlement a approuvée cette année en mars. Comme les paiements de péréquation augmenteront automatiquement à mesure que les provinces auront besoin de plus de revenus, les provinces les moins riches ainsi que les autres seront mieux en mesure de financer leurs responsabilités croissantes au moyen de mesures fiscales provinciales plutôt que fédérales. Au cours des discussions, on a reconnu qu'il faudrait harmoniser les priorités fédérales et provinciales, à l'égard des recettes et des dépenses, à la suite de discussions fédérales-provinciales régulières et exhaustives, plutôt qu'à la suite de réunions tenues tous les cinq ans et n'ayant trait qu'aux négociations sur le partage des impôts.

Ces nouvelles ententes fiscales comprennent d'importants transferts fiscaux relatifs à l'enseignement. Des réductions de l'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés ont été accordées pour qu'il soit plus facile aux provinces d'augmenter leurs impôts d'un montant correspondant pour financer le coût de l'enseignement supérieur. Ces transferts d'impôts, de concert avec les subventions de redressement et les subventions spéciales de péréquation que le Parlement a autorisées, garantiront que le transfert fiscal total aux Trésors provinciaux équivaudra à au moins 50 p. 100 des frais de fonctionnement de l'enseignement postsecondaire, au sens large du mot. Cette nouvelle mesure, qui remplace l'ancien régime d'assistance aux universités et aux autres institutions d'enseignement postsecondaire, est une étape très importante pour raffermir l'aide financière à l'enseignement supérieur sans restreindre le moindrement, en aucune façon, l'autorité et la responsabilité des gouvernements et des Assemblées législatives des provinces dans le domaine de l'enseignement. Cette aide accrue aux études su-

périeures a commencé à être accordée au même moment où nos subventions à la construction d'institutions techniques et professionnelles étaient éliminées graduellement et où nos contributions à d'autres programmes de formation technique et professionnelle étaient remplacées par les nouveaux arrangements relatifs à l'instruction postsecondaire et à notre nouveau programme de formation des adultes. Pour cette raison, on n'a pas parfaitement saisi toute l'ampleur du fardeau financier que le Parlement a assumé dans ces nouveaux arrangements. J'estime que grâce à nos mesures relatives à l'instruction postsecondaire et à la formation de la main-d'œuvre, compte tenu de l'élimination graduelle des subventions à la formation professionnelle, le Parlement fournira cette année, d'une façon ou de l'autre, 300 millions de dollars de plus que l'an dernier pour ce qui est de ces fins essentielles.

Il est devenu manifeste au cours des réunions fédérales-provinciales de l'an dernier que l'ensemble des gouvernements canadiens, en répondant aux besoins et aux réclamations des Canadiens en général, ont accru leur activité au point où chaque niveau d'autorité hésite beaucoup à hausser les impôts comme il le faudrait pour réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés. En octobre dernier, on a pu se faire une idée de la somme globale des besoins, à la suite des extrapolations de dépenses et des recettes publiques établies à l'intention du comité fédéral-provincial du régime fiscal. D'après les chiffres sommaires publiés, on peut s'attendre que les dépenses provinciales et municipales combinées augmentent pendant la période de cinq ans comprise entre l'an dernier et 1971 à un taux d'environ 8½ p. 100 par an. Selon les programmes établis au début de 1966, les dépenses fédérales augmenteraient d'environ 6½ p. 100 par année. Depuis lors, les gouvernements fédéral et provinciaux ont entrepris de nouveaux programmes de dépenses. Dans notre cas, par exemple, le supplément de revenu garanti accordé aux vieillards pensionnés viendra grossir le total obtenu par extrapolation. Des additions subséquentes, cependant, n'ont pas modifié les tendances générales révélées par les extrapolations du comité du régime fiscal.

Le taux de croissance des recettes, aux taux d'imposition courants l'an dernier, a été extrapolé à environ 7½ p. 100 par an, pour les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux pris ensemble, dans les conditions économiques présumées. Les taux d'imposition fédéraux ont été relevés modérément en décembre, après la fin de cette étude, et certains taux d'imposition provinciaux ont été augmentés ce printemps, mais sans changer sensiblement les tendances révélées par l'étude. En face de notre besoin commun de recettes accrues—et la Chambre constatera que d'après les extrapolations, les dépenses s'accroîtraient plus rapidement que les recettes provenant des impôts actuels—il est naturel que les gouvernements fédéral et provinciaux aient peine à s'entendre sur l'usage des différents domaines fiscaux.

## Commission royale d'enquête sur la fiscalité

Depuis nos principaux entretiens avec les provinces, nous avons reçu et commencé d'étudier le rapport de la Commission royale d'enquête sur la fiscalité. Nous le considérons comme un rapport réfléchi, radical et stimulant, mais qui fourmille de problèmes tant techniques qu'administratifs, pour ne rien dire des problèmes politiques. On y propose des réformes majeures à notre impôt sur le revenu, y compris l'inclusion dans une assiette compréhensive de l'impôt d'un grand nombre de recettes maintenant exemptes d'impôt ou imposées en vertu d'autres lois, comme la loi de l'impôt sur les biens transmis par décès.

La Commission, nommée par le gouvernement qui nous a précédés, et je n'ai rien à redire à cela, car je suis convaincu que notre système fiscal a besoin d'être revisé sans délai, nous recommande une politique générale qui met d'abord l'accent sur l'équité, recherchée avec plus de sérieux et de logique que jamais. Elle joindrait à l'équité la neutralité économique, au plus haut degré possible, dans la législation fiscale, fin de donner au marché et au secteur privé de l'économie l'entière liberté de prendre leurs décisions sans se laisser influencer par le régime fiscal. La Commission voudrait que nous ayons surtout recours aux programmes de dépenses pour mettre en vigueur les politiques en vertu desquelles nous cherchons par des moyens financiers à atteindre des objectifs économiques définis comme l'encouragement de la recherche et d'autres formes bien précises d'activité, comme l'exploitation minière.

Il y a un aspect du rapport de la Commission qui mérite une discussion publique plus étendue que celle que j'ai constatée jusqu'à présent. C'est que l'impôt compréhensif sur le revenu des particuliers proposé par

la Commission doit être selon la Commission elle-même, utilisé avec mesure. D'après la proposition de la Commission, cet impôt produirait des revenus de plus de moitié inférieurs à la totalité des revenus publics nécessaires à tous les paliers du gouvernement au Canada.

Les gouvernements devraient donc continuer de compter sur d'autres instruments fiscaux à tous les paliers, fédéral, provinciaux et municipaux, pour prélever la majeure partie des revenus nécessaires. Évidemment, il n'y a pas de solution facile aux problèmes de la fiscalité ou aux questions fédérales-provinciales que nous devons envisager.

Horaire de la réforme fiscale

J'ai déjà annoncé que le gouvernement ne se propose pas de prendre des décisions sur les principaux aspects de la réforme de notre régime fiscal avant que d'autres aient eu l'occasion d'étudier le rapport de la Commission royale et de faire leurs commentaires. J'ai cependant souligné que nous ne devons pas laisser s'écouler un intervalle trop long avant d'obtenir cette étude et ces commentaires.

Je crois que nous pouvons raisonnablement essayer de préparer pour la fin de cette année un Livre blanc qui exposerait nettement, mais sans tous les détails d'un projet de loi, les principales propositions du gouvernement. Nous pourrions aussi songer à la préparation d'un avant-projet de loi pour illustrer la façon dont les propositions du gouvernement pourraient être appliquées. Je serais heureux que le Parlement en discute. Après avoir reçu les opinions des députés et de tous les intéressés, nous pourrions examiner de nouveau notre avant-projet et présenter ensuite un texte législatif, en invitant le Parlement à l'adopter. Évidemment, nos réformes exigeront beaucoup de temps et d'efforts de la part du gouvernement et du Parlement au cours de 1968. Je ne m'attends pas que cette revision de l'impôt sur le revenu fasse partie de la procédure budgétaire mais qu'elle constitue plutôt une série d'étapes distinctes.

• (8.20 p.m.)

J'ai déjà demandé aux contribuables de m'adresser par écrit, d'ici la fin de septembre, leurs commentaires sur les principales recommandations de la Commission royale d'enquête. J'ai déjà indiqué ailleurs la liste des principales questions sur lesquelles je demande des commentaires et je ne vais pas maintenant vous faire perdre votre temps en les répétant.

Il va sans dire que, sur ces questions qui constituent l'essence même du rapport de la Commission royale d'enquête, je serai heureux d'entendre les vues des députés et des membres de l'autre endroit, de même que celles des contribuables, des experts et des associations de tous genres. Je préférerais recevoir par écrit d'abord les vues et les suggestions des gens de l'extérieur du Parlement.

En parlant de notre programme de réforme fiscale, je n'ai mentionné que l'impôt sur le revenu. Les propositions de la Commission royale d'enquête sur la taxe de vente entraînent beaucoup moins de complications et n'exigeront pas autant de travail préliminaire. Je ne demande donc pas qu'on me fasse parvenir dès maintenant des commentaires à ce sujet.

La nécessité de prendre le temps d'étudier convenablement le rapport et d'en discuter avant de prendre des décisions afférentes ne manquera pas de laisser dans l'incertitude les contribuables qui font des projets d'avenir. Il est impossible d'empêcher pareille incertitude une fois que le rapport est publié. Voilà pourquoi, entre autres, il faut agir aussi vite qu'il est raisonnable et possible de le faire mais ce n'est pas une excuse pour aller trop vite ou pour ne pas tenir compte de ce que les gens ont à dire sur une question qui les touche de si près. Le 11 mai, j'ai tenté de dissiper en partie l'inquiétude au sujet du jour où l'on mettra peut-être fin à l'encouragement qu'offre la loi actuelle pour l'ouverture de nouvelles mines, si le gouvernement décidait que les recommandations de la Commission doivent être acceptées. Voilà surtout sur quoi la loi actuelle renferme un encouragement important et au sujet duquel on s'interroge par suite du rapport de la Commission. Je ne peux rien promettre quant aux divers changements qui pourraient être apportés sans anticiper les décisions que le gouvernement n'a pas encore prises et sans porter préjudice à l'étude sérieuse du sujet.

Modifications tarifaires de la négociation Kennedy

La politique fiscale n'est pas le seul domaine où des changements importants se produisent. Depuis près de quatre ans les représentants du gouvernement mènent la plus importante série de négociations commerciales et tarifaires entreprises jusqu'ici. Comme on le sait, la négociation Kennedy s'est terminée de façon satisfaisante et on prépare maintenant le détail des ententes générales qui ont été conclues. Par entente entre tous les pays négociateurs, les résultats seront rendus publics vers le 1er juillet. Je regrette de ne pouvoir dire maintenant à la Chambre à quelles conclusions importantes les négociations ont mené, ni lui exposer quelles résolutions tarifaires permettront au Canada de remplir certains des engagements contractés en échange de concessions d'autres pays. Je me propose de confier au comité des voies et moyens les résolutions tarifaires déposées ici ce soir

jusqu'à ce que le résultat des négociations soit annoncé; nous présenterons alors en détail aux honorables députés les résultats des négociations sur notre propre tarif et sur les tarifs étrangers, et présenterons au comité les autres résolutions tarifaires requises pour permettre les changements que le Canada s'est engagé à faire. Il faudra aussi, avant le milieu de l'année 1968, modifier les dispositions du Tarif des douanes qui régissent l'application des droits antidumping, ce que nous ferons après avoir entendu l'avis des intéressés, et je leur ai demandé publiquement à tous de donner leur avis, car il y aura un intervalle avant la date de publication de la convention internationale et la nécessité que nous en insérions les clauses dans nos propres mesures législatives avant le milieu de 1968.

Dans son exposé budgétaire du 16 mars 1964, mon prédécesseur, l'actuel président du Conseil privé, a donné en détail les principes directeurs dont le Canada s'est inspiré dans la négociation Kennedy. Il a expliqué que le Canada offrirait d'échanger des concessions de valeur comparable plutôt que d'offrir des réductions tarifaires linéaires. Il a ensuite résumé les quatre considérations fondamentales devant nous guider dans nos négociations; premièrement, le principe de la réciprocité dans les termes de l'échange; deuxièmement, la nécessité de promouvoir par les négociations une croissance équilibrée de l'économie canadienne, surtout en donnant à nos industries secondaires accès à de nouveaux marchés d'exportation; troisièmement, la nécessité de réaliser un certain équilibre entre les concessions accordées et les concessions obtenues dans les divers secteurs et régions de l'économie canadienne; quatrièmement, la nécessité d'éviter tout genre de prétendue négociation tarifaire qui puisse risquer de déséquilibrer notre balance des paiements. Je puis dire maintenant sans hésitation qu'on a satisfait à toutes ces considérations fondamentales. La chose sera facile à voir quand nous pourrons publier les résultats.

Revue économique

Je passe maintenant à l'examen de la situation économique et de sa portée sur le budget.

Lors de la préparation de mon budget l'an dernier, il semblait que 1966 serait, et c'est bien ce qui s'est produit, une année où s'imposeraient des restrictions—restrictions monétaires d'abord, puis restrictions fiscales, et ensuite, restrictions volontaires de ceux qui exercent des pressions sur l'économie.

Les premières cotisations au régime des pensions du Canada et à la Régie des rentes du Québec ont entraîné une certaine restriction fiscale au début de l'année. Il s'agissait de paiements très considérables, atteignant près de trois quarts de milliard de dollars par année. Les fonds ont été prêtés aux gouvernements provinciaux et à leurs organismes. Mon prédécesseur avait prévu, dans son budget d'avril 1965, la restriction fiscale que causerait, dans ses débuts, le versement des cotisations; il avait néanmoins signalé aussi la nécessité de tenir compte de l'effet de ces fonds sur les dépenses des provinces ou de leurs organismes. En l'occurrence, on peut noter que le total, en dollars du Canada, de nouvelles émissions nettes de titres des provinces ou de titres garantis par elles en 1966 s'est accru d'un montant supérieur au montant total que ces deux régimes de pensions ont permis d'investir dans ces titres.

Il y aurait sans doute eu une hausse marquée de ces emprunts sans l'entrée en vigueur des cotisations aux régimes de pensions, mais l'influence restrictive de ces cotisations sur l'économie semblerait, en rétrospective, avoir été largement compensée par un déboursement accru de fonds empruntés qu'ont fait les provinces et leurs organismes.

Deuxième élément de la politique fiscale l'an dernier: les efforts visant à comprimer l'accroissement des dépenses dans le secteur public. Ces efforts ont surtout porté sur les programmes de construction puisque la pression d'une demande excessive sur l'industrie du bâtiment s'est manifestée surtout au cours du deuxième semestre de 1965 et des premiers mois de 1966. Il a parfois été possible de différer certaines dépenses de construction, bien qu'il ait fallu, malgré tout, dans bien des cas, continuer des programmes d'envergure en cours, y compris les vastes projets rattachés à l'Expo et au centenaire. D'autres dépenses du secteur public, surtout les paiements de transfert aux particuliers, en vertu de nos programmes de sécurité sociale, ont sensiblement augmenté. Les feuilles de paye de l'Etat ont aussi augmenté de façon sensible à la suite de l'augmentation rapide des taux de salaires dans le secteur public comme ailleurs.

• (8.30 p.m.)

Le budget de 1966

Au moment du budget, en mars dernier, il était évident que d'autres restrictions fiscales s'imposeraient. Deux mesures temporaires présentées immédiatement visaient les immobilisations du secteur des affaires, pour lequel le relevé habituel pendant l'hiver prévoyait une autre augmentation assez sensible. L'une de ces mesures consistait en une réduction temporaire des allocations du coût en capital sur les nouveaux investissements, pendant une période de dix-huit mois, sauf modification, et l'autre consistait en un impôt remboursable sur les «bénéfices en espèces» des entreprises. Dans la même intention, il était

proposé que l'abolition de la taxe de vente sur les machines et l'outillage de production soit prévue en deux étapes, le premier arvil 1967 et le premier avril 1968, pour encourager davantage le renvoi des immobilisations. Il était manifeste également, en mars de l'an dernier, qu'il fallait comprimer modérément le niveau croissant des dépenses de consommation. A cette fin, on a pris le contre-pied, à partir du 1er juillet, de la réduction spéciale d'impôt, présentée en 1965, comme une mesure expansionniste, et des modifications venaient alléger le fardeau des personnes à faibles revenus.

J'avais prédit que ces diverses mesures réduiraient modérément l'accroissement excessif des demandes s'exerçant sur l'économie en 1966. J'ai ajouté, en terminant mon exposé budgétaire:

«Notre situation exige que nous restreignions quelque peu notre expansion; elle n'appelle pas la déflation. Comme nation, nous devons modérer l'accélération, non la freiner. Nous sommes pour la croissance, mais pour une croissance soutenue, non pour des fluctuations irrégulières. Ce budget est marqué au coin de la modération. C'est ce dont nous avons besoin aujourd'hui si nous voulons orienter notre économie vers des années successives de progrès et de prospérité soutenue.»

Voilà les mots que j'employais dans l'exposé budgétaire d'il y a un an.

En septembre, l'expansion commençait effectivement à perdre de son élan mais nous nous inquiétions tous des tendances inflationnistes si répandues au cours du premier semestre de cette année-là, ainsi que des graves conflits du travail, de plus en plus nombreux et des relèvements considérables de salaires. En faisant une revue de la situation à la Chambre, le 8 septembre dernier, j'ai annoncé, au nom du gouvernement, l'ajournement de certaines augmentations prévues des dépenses et le maintien des restrictions concernant nos programmes d'investissements. Ces annonces, l'inquiétude évidente du Parlement devant les tendances inflationnistes de l'époque, et la réaction salutaire, provoquée dans certains milieux, par la situation et par l'appel du gouvernement, ont tous concouru, je pense, à refroidir une économie surchauffée.

En décembre, la situation économique s'était améliorée, le taux d'expansion de la demande s'était manifestement modéré et la nécessité de présenter de nouvelles mesures de restrictions fiscales ne semblait pas s'imposer. Dans le cadre du mini-budget du 19 décembre, on a présenté des mesures en vue d'accroître le revenu, mais juste assez pour contrecarrer les répercussions des dépenses autorisées au sujet du supplément de revenu garanti, prévues alors sur notre situation financière et sur l'économie. On visait par là à maintenir l'équilibre précaire que l'économie semblait avoir atteint.

## Adoucissement des restrictions

Au cours des dix premières semaines de 1967, il est devenu évident que l'accroissement rapide des dépenses d'immobilisations des entreprises commerciales avait ralenti et que nous pouvions et devions éliminer les restrictions découlant de l'impôt remboursable frappant les bénéfices des sociétés. Le 10 mars, j'ai annoncé que le gouvernement avait l'intention de présenter une mesure législative pour mettre fin à la perception de cet impôt à la fin de ce mois. Peu de temps après, le 22 mars, et pour la même raison, nous avons décidé de fixer à la fin de mars l'expiration de la période au cours de laquelle les nouvelles dépenses d'immobilisations seraient assujetties à des taux réduits d'allocation du coût en capital.

Au cours de l'hiver et du printemps derniers, alors que les pressions excessives s'exerçant sur notre économie se sont atténuées, nous avons pu encourager une détente des conditions touchant le monnaie et le crédit et permettre une croissance plus rapide de la masse monétaire et des prêts bancaires. Cela cadrait avec les idées que j'ai émises à la Chambre en septembre dernier. Toutefois, les taux d'intérêt sur les prêts à long terme ont été, comme d'habitude, influencés considérablement par les taux en vigueur aux États-Unis et par la nécessité de ne pas tarir le flux des prêts à long terme que les marchés de capitaux des États-Unis fournissent au Canada. Je saisis cette occasion pour appuyer publiquement et sans réserve la direction et la politique de la Banque du Canada au cours de la récente période de difficultés et de perpétuelle évolution pour ce qui est de nos marchés monétaires et financiers.

Au cours de l'hiver, le gouvernement a relâché les restrictions spéciales qu'il imposait à ses propres programmes de dépenses d'immobilisations depuis août 1965. Ce changement n'a pas encore entraîné d'augmentation marquante des sommes affectées à la construction pour l'année en cours mais, à mon avis, il provoquera cette augmentation l'an prochain.

## Objectifs économiques généraux

Ces dernières années, dans l'élaboration de ses politiques économiques d'ensemble, le gouvernement a respecté les objectifs généraux qui, selon le Conseil économique, avaient été fixés par le Parlement lorsque ce dernier a établi le mandat du Conseil. Les voici:

—plein emploi
—croissance économique rapide
—stabilité raisonnable des prix

—situation viable de la balance des paiements, et

—répartition équitable de revenus croissants.

Un coup d'œil rétrospectif sur l'an dernier montre clairement que nous avons atteint certains de ces objectifs, mais pas tous. Notre taux de chômage, en particulier, qui avait été de près de 8 p. 100 au début de 1961, amorce de la longue période d'expansion, a été réduit à environ 3.5 p. 100 pour l'ensemble du pays, à 2.5 p. 100 en Ontario et à 2.1 p. 100 dans les provinces des Prairies. Le taux de croissance de la main-d'œuvre, comme celui des investissements, était élevé—mais non le taux de notre productivité. Grâce à l'afflux considérable et soutenu de capitaux et malgré les problèmes dont souffrent les marchés financiers des États-Unis, la situation de notre balance des paiements était viable. D'autre part, l'augmentation des coûts de production et des prix au Canada a été beaucoup trop rapide. Les taux de croissance des investissements commerciaux et des dépenses publiques étaient clairement anormaux et ne pouvaient se maintenir.

Des influences spéciales étaient à l'œuvre pendant 1965 et 1966 et ont sans aucun doute contribué à l'augmentation excessive des prix et des salaires, bien qu'il soit difficile d'en déterminer l'importance. La hausse des prix des aliments était causée en grande partie par des pénuries temporaires de viande. La répartition régionale de notre chômage et les restrictions aux qualifications et à la mobilité de notre main-d'œuvre ont évidemment contribué dans une certaine mesure à l'augmentation rapide des salaires. Certains des changements rapides reflétaient les efforts des travailleurs dans certaines régions, pour rattraper ceux dont les salaires étaient plus élevés. L'extension de la négociation collective à de nouvelles catégories de travailleurs—dont certains recevaient des salaires relativement bas—y était pour quelque chose. De nombreux facteurs institutionnels et historiques entraient en ligne de compte en plus des forces économiques révélées par les données statistiques du marché du travail.

## Pressions, prix et productivité

Quelles qu'en soient les causes complexes, il ne fait pas de doute que les Canadiens n'avaient pas encore appris à se discipliner; trop d'entre eux ont voulu profiter de la situation à la hâte, ne laisser échapper aucune occasion, créant ainsi une demande trop lourde pour l'économie. Cela n'a pas manqué de faire monter les prix. Les Canadiens n'ont pas voulu se rendre à l'évidence, et admettre qu'à l'accroissement du revenu doit correspondre l'accroissement de la productivité, afin d'éviter les échecs et l'inflation qui sont la séquelle d'un désir d'enrichissement poursuivi aux dépens de ses concitoyens. En 1966, notre productivité industrielle et commerciale ne s'est guère accrue, notre récolte phénoménale de grains mise à part; par conséquent, l'accroissement considérable du revenu moyen ne reposait pas sur des fondements solides.

Nous pouvons espérer qu'avec le temps nous pourrons améliorer la compétence et la mobilité de notre main-d'œuvre, notre technologie, la capacité professionnelle de nos chefs d'entreprises et la compétitivité de notre industrie. Cela nous permettra de relever notre productivité et d'obtenir un rendement plus réel pour notre travail. En outre, cela nous permettrait de résorber le chômage sans provoquer d'inflation ni créer de déséquilibre et d'arriver à ne plus avoir que 3 p. 100 de chômeurs, en 1970, proportion suggérée il y a quelques années par le Conseil économique. Pour y arriver, il faut allier croissance et stabilité.

## Les perspectives économiques

Après cette revue de faits récents, voyons maintenant notre situation et nos perspectives d'avenir.

Pour l'emploi, la situation est assez bonne. Notre effectif de main-d'œuvre continue à s'accroître rapidement. La proportion de chômeurs pour tout le pays, ajustée par rapport aux variations saisonnières, était de 3.9 p. 100 le mois dernier. La production s'est évidemment accrue comparativement à l'an passé, mais elle reflète le pourcentage décevant de l'amélioration de notre productivité. De plus, il ne faut pas compter sur une récolte aussi exceptionnelle que celle de l'an dernier.

La balance des paiements du compte courant indique une amélioration par rapport à l'année passée, tant pour le commerce des marchandises que pour les invisibles. Encore une fois, nos exportations jusqu'à maintenant ont été satisfaisantes.

Les importations ont augmenté d'une façon relativement modérée. Nous comptons cette année sur des bénéfices bien plus élevés que d'habitude au chapitre du tourisme à cause de l'Expo et du centenaire. Nous avons réussi jusqu'à présent à combler le solde déficitaire du compte courant d'une façon normale pour nous, soit par des emprunts considérables à long terme et par des placements directs de capitaux étrangers dans des entreprises au Canada. Nos arrangements avec les États-Unis en ce qui concerne la balance des paiements fonctionnent sans accroc. Notre déficit du compte courant demeure plus élevé que ce qui me paraîtrait souhaitable comme objectif à long terme. Toutefois, à l'heure actuelle, ce déficit du compte courant et l'entrée de capitaux qui s'y rattache nous aident considérablement à faire face aux immobilisations éle-

vées qui se font au Canada. Autrement, il nous faudrait un volume bien plus considérable d'épargne intérieure.

Je m'attends à ce que la demande relative aux exportations et aux biens de consommation continue d'être assez forte en 1967, sans retrouver le taux d'accroissement de l'an passé, surtout pour la consommation de biens durables. Le rythme d'augmentation des dépenses du gouvernement pour les biens et les services s'est ralenti, quoique les paiements de sécurité sociale augmentent plus rapidement.

Nous sommes tous au courant de l'étude d'après laquelle les dépenses d'investissements prévus par les entreprises commerciales ont légèrement baissé cette année, surtout si l'on tient compte des coûts plus élevés, alors que, les années passées, ces dépenses augmentaient très rapidement. La suppression des restrictions temporaires imposées l'année dernière peut fort bien amener une revision en hausse de ces projets.

Perspectives en matière d'habitation

La construction domiciliaire est un élément clé dans la situation de cette année. Ce secteur a été la principale victime de la hausse rapide des investissements en 1965 et 1966. Les demandes d'épargne des entreprises commerciales et des gouvernements pour d'autres fins ont causé une pénurie de fonds pour le logement. L'accroissement continue de l'épargne, un accroissement relativement modéré des dépenses d'établissement du secteur des affaires et la diminution des besoins de capitaux pour financer des stocks accrus devraient libérer plus de fonds pour le financement hypothécaire.

Le gouvernement prend des mesures afin d'assurer le financement de la construction domiciliaire. Le budget de la Société centrale d'hypothèques et de logement, déposé en janvier dernier, prévoit des débours de 788 millions en vue de financer, sous diverses formes, la construction d'habitations, notamment un programme de prêts hypothécaires directs pour la construction au printemps de vingt mille logis, afin d'assurer un regain d'activité dans l'industrie de la construction de logements, qui a subi un recul l'an dernier. Parmi les capitaux requis cette année—j'y reviendrai—le financement des prêts pour la construction d'habitations et des prêts hypothécaires aux agriculteurs représente globalement un montant dépassant la moitié du total net considérable des emprunts faits par les provinces et les organismes provinciaux l'an dernier. Cela illustre clairement nos efforts importants dans ce domaine.

• (8.40 p.m.)

Je suis persuadé que l'augmentation des capitaux et des ressources pouvant servir à la construction de logements se traduira par une expansion de l'industrie du bâtiment durant l'été et l'automne. Tout comme mon collègue, le ministre du Travail, j'estime que nous devrions atteindre cette année le chiffre de 160,000 mises en chantier de logements.

Pressions sur les prix

L'aspect le moins favorable de la situation pour 1967, au Canada comme dans beaucoup d'autres pays, est la hausse incessante des coûts et des prix. Les prix à la consommation continuent à monter de façon alarmante dans tous les compartiments, sauf pour les denrées alimentaires. On peut constater l'effet de toutes sortes d'influences particulières de mois en mois, et on peut aussi se rendre compte que l'indice des prix ne tient pas toujours compte de l'amélioration de la qualité des produits et des services. Néanmoins, même si l'on tient compte de ces éléments, le taux d'augmentation des prix à la consommation ne peut être indéfiniment toléré. L'augmentation des prix des aliments au cours des deux dernières années révèle que l'accroissement des besoins d'outre-mer et la prospérité de l'Amérique du Nord créent une demande supérieure aux ressources du continent nord-américain. Dans d'autres secteurs, la montée des prix provient, dans la plupart des cas, de la hausse des salaires et des profits exigés par ceux qui jouissent d'une position privilégiée sur le marché ou d'avantages à la table de négociation, ou encore des efforts de ceux qui ne veulent pas se laisser distancer par les chefs de file.

La diminution des bénéfices révèle qu'en général les frais de production ont monté plus rapidement que les prix. Le coût de toutes sortes de choses dont les entreprises ont besoin a augmenté: matières premières, accessoires, biens d'équipement et bâtiments. Certains de ces produits doivent être importés et reflètent la hausse des prix mondiaux, tandis que d'autres s'achètent chez nous. La statistique des salaires horaires dans les vastes compartiments industriels de la transformation et du bâtiment révèle une augmentation sensible par rapport à l'an dernier, et une augmentation correspondante des frais de main-d'œuvre par unité de production. Les augmentations de salaires obtenues cette année par la négociation collective sont égales à celles de l'an dernier. La plupart des augmentations de salaires et de traitements, les traitements des dirigeants y compris, dépassent de loin l'accroissement de la productivité. Il faut donc nécessairement prévoir une nouvelle hausse des prix.

Perspectives à court terme

Compte tenu de tous les éléments, et avant tout remaniement fiscal, je prévois que l'accroissement total du produit national brut de cette année sera moindre que l'accroissement anormalement élevé de l'an dernier. Nous prévoyons également que l'accroissement de l'emploi sera moindre cette année que celui que nous avons constaté dans le marché du travail tendu de l'an dernier. Tenant compte de l'accroissement sensible de la main-d'œuvre prévu pour cette année, on peut s'attendre à une légère recrudescence provisoire du chômage. On peut s'attendre à une hausse des prix moins prononcée que celle de l'an dernier, et à une autre compression des bénéfices.

J'ose formuler ces conclusions, si désagréables soient-elles, parce qu'elles sont indispensables pour comprendre l'embarras de notre situation à court terme pendant la période de transition actuelle qui suit l'expansion très rapide des dernières années.

Perspectives à long terme

Qu'arrivera-t-il après 1967? D'après moi, notre produit national brut devrait augmenter plus rapidement en 1968 que cette année. La hausse des dépenses affectées à la construction domiciliaire devrait être plus forte, ainsi que celle des dépenses d'investissement dans le domaine commercial. Les députés du gouvernement pour les biens et services continueront probablement à augmenter, surtout au niveau provincial et municipal.

Bien que nous ne puissions pas compter sur notre chance récente en ce qui concerne les récoltes de céréales, nos exportations devraient refléter la phase ascendante généralement prévue aux États-Unis cette année, ainsi que les meilleures perspectives commerciales qu'offrent les nouveaux accords commerciaux. Il est difficile de prévoir au-delà de l'année en cours, et un pays qui dépend autant que le Canada du commerce et de la finance internationale doit toujours reconnaître que sa situation comporte plus de risques que celle des pays à économie plus fermée. Compte tenu des aléas on peut s'attendre raisonnablement, je pense, à une situation économique plus dynamique l'année prochaine et à un chômage réduit.

Dans les deux ou trois ans qui vont suivre, nous pouvons prévoir un nouvel accroissement marquant de notre main-d'œuvre à mesure que les nombreux enfants, fruits de l'élan démographique d'après-guerre, viendront grossir les effectifs ouvriers. On peut s'attendre également à ce que s'accroisse encore la proportion des femmes mariées désireuses de se trouver un emploi. Notre politique d'immigration viendra, elle aussi, grossir notre main-d'œuvre, qui sera mieux formée et plus mobile. Nous posséderons les effectifs nécessaires à une expansion marquante.

Le taux de formation des familles devrait augmenter, et les migrations au Canada devraient se poursuivre. Ces deux facteurs produiront un accroissement de la demande en ce qui concerne le logement et l'équipement social. La demande devrait aussi s'accroître pour ce qui est des biens de consommation durables ainsi que de la production et les investissements industriels nécessaires pour répondre aux demandes accrues des consommateurs canadiens.

Au chapitre des échanges internationaux, le Canada aura de nouvelles possibilités par suite des importants accords commerciaux que l'on est en train de conclure à Genève. Il y aura aussi plus de concurrence dans notre commerce international. Notre industrie et notre main-d'œuvre devront livrer une vive concurrence à celles des États-Unis et d'outremer. Les coûts joueront un rôle important. Les possibilités pour le commerce, la production, l'embauche et les investissements existeront—mais nous devrons les chercher et les retenir, et non simplement les exiger.

En ce qui concerne les investissements commerciaux futurs, il est encourageant de noter que nous ne semblons pas avoir accumulé une capacité excédentaire générale. L'industrie canadienne, d'une façon générale, semble nécessiter un stock de capital fixe égal en valeur à environ 2½ fois la valeur de sa production annuelle. Pour que ce stock de capital reste à jour et continue de croître à un rythme correspondant à la croissance de la production, il semble nécessaire en général que 15 p. 100 de notre PNB soit consacré aux investissements commerciaux. La proportion du PNB utilisée à cette fin est montée jusqu'à 17¾ p. 100 en 1957, et tombée à environ 12⅓ p. 100 en 1962, et est remontée à 16⅓ p. 100 en 1966, ce qui était probablement un taux trop élevé et insoutenable. Les investissements commerciaux ont probablement baissé maintenant, mais ils devraient se maintenir au niveau moyen de 15 p. 100 au cours des prochaines années si nous gérons bien nos affaires. Les investissements commerciaux peuvent et doivent rester le principal facteur dynamique dans notre économie outre les exportations.

On prévoit un très important marché dans le secteur domiciliaire pour les prochaines années. La croissance et le mouvement de la population en sont la garantie. Mais le coût des maisons, et dans une moindre mesure, des appartements, est en hausse. Il en est de même du coût des terrains munis des services d'utilité publique, surtout dans les régions métropolitaines. Le fait qu'on s'appuie considérablement sur l'impôt foncier pour financer

le gouvernement local et une bonne partie de l'enseignement rend encore plus onéreuse l'accession à la propriété.

Je m'attends que la construction domiciliaire augmente d'ici quelques années, mais n'espérons pas la voir atteindre des niveaux satisfaisants ni amener l'orientation la plus souhaitable d'aménagement urbain tant que ce dernier ne sera pas mieux conçu, mieux contrôlé, ni mieux financé en général au Canada. C'est l'une des principales raisons pour lesquelles le gouvernement a, dans le discours du trône, proposé une étude spéciale de l'aménagement urbain, en collaboration avec les gouvernements provinciaux.

Nous pouvons nous attendre que les Canadiens exigeront des services publics croissants qui requerront des dépenses à tous les paliers du gouvernement. Il restera, bien sûr, à financer ces dépenses, à leur fixer des priorités, comme à établir des ordres de priorité entre les dépenses du secteur public, celles des entreprises commerciales et celles des consommateurs, de sorte que les dépenses globales de l'économie canadienne et notre capacité de production puissent s'équilibrer.

Pour qui réfléchit sur ces perspectives des prochaines années, il est évident, je crois, et la Chambre en conviendra avec moi, j'en suis certain, que notre principal problème ne consistera pas à maintenir la demande à un niveau suffisamment élevé comme ce fut le cas immédiatement avant et après 1960. J'entrevois plutôt deux problèmes plus difficiles. Le premier sera d'atteindre à un meilleur taux de croissance de notre productivité, trop bas depuis quelques années. Le second consistera à restaurer la stabilité de nos prix et coûts de production. Certes, il s'agit là de problèmes liés dont la solution est essentielle au maintien d'un haut niveau d'emploi.

• (8.50 p.m.)

Programmes de productivité

Nous sommes en train d'élaborer activement des mesures tendant à améliorer notre productivité.

Premièrement, à tous les paliers du gouvernement, nous accordons d'abord la priorité à la formation de nos jeunes, tant élémentaire et spécialisée que technique et professionnelle. Vu le taux de croissance élevé des groupes d'âge de 15 à 25 ans environ, cette priorité accordée à l'instruction publique obère le budget des dépenses. C'est un bon placement, mais nous devrions comprendre et surtout les députés devraient comprendre qu'il réduit les avantages immédiats dont nous pourrions jouir dès maintenant sous forme d'un niveau de vie plus élevé, à titre de particuliers.

Deuxièmement, nous sommes en train de travailler d'urgence à la réalisation d'un important programme de formation et de recyclage de notre main-d'œuvre adulte. L'an dernier, le gouvernement a reconnu que cela relevait de la responsabilité fédérale, et il a décidé de s'en occuper activement. Le succès du programme améliorera les occasions d'emploi et notre productivité future. Pour encourager la mobilité de la main-d'œuvre, nous avons actuellement un régime réaliste de subventions de mobilité et des arrangements pour les travailleurs qui leur sont assurés par un service de la main-d'œuvre que nous étendons et améliorons comme il se doit, afin qu'un tel régime soit efficace.

Troisièmement, nous affectons plus d'hommes et plus d'argent, à la recherche et au développement scientifique et technique, surtout dans l'industrie, au moyen d'un vaste éventail de programmes destinés à rendre notre industrie et notre économie plus productives en général. Les gouvernements fédéral et provinciaux mettent au point de meilleurs projets régionaux et offrent une aide meilleure pour encourager l'industrie à s'implanter là où elle peut utiliser la main-d'œuvre disponible qui, sans elle, serait en chômage ou mal employée.

Ces importantes mesures positives amélioreront notre productivité avec le temps et nous permettront de viser des taux d'emploi progressivement plus élevés, sans inflation. Elles nous permettront de progresser plus vite et d'aller plus loin.

Nous mettons aussi au point des projets visant à améliorer les chances de ceux qui travaillent présentement dans des industries et au sein d'occupations moins productives. Par l'ARDA et les programmes connexes, nous encourageons l'amélioration radicale de l'économie et de la société des régions rurales où la productivité a été lamentablement basse. Dans d'autres régions rurales, nos programmes réguliers de crédit agricole et d'autres programmes intéressant l'agriculture aident à assurer l'unification et favorisent l'amélioration des exploitations agricoles, de sorte que nos agriculteurs peuvent continuer à améliorer leur productivité et ainsi participer de façon constructive à la hausse de nos normes de vie. Dans les provinces atlantiques, on fait beaucoup pour perfectionner les installations de base nécessaires à une économie productive et l'on remporte beaucoup de succès en permettant à de nouvelles industries de s'y établir. Au Cap-Breton des efforts particuliers sont déployés pour réorienter l'économie et la développer sur des bases constructives à mesure qu'on supprime l'exploitation non rentable des mines de charbon.

Nos politiques commerciales et douanières aideront aussi avec le temps à favoriser les unités industrielles les plus productives et à réduire les moins productives. Pour atteindre ce but, nous nous proposons, si certaines in-

dustries devaient être gravement atteintes par les accords commerciaux découlant de la négociation Kennedy, de mettre à leur disposition des mesures convenables pour les aider à procéder aux adaptations nécessaires.

Essentiellement, toutefois, la productivité n'est pas quelque chose que l'État peut réaliser. C'est une tâche qui incombe à chacun de nous. C'est sourtout une tâche qui incombe au patronat et au salariat. Elle doit être recherchée dans toutes les industries—celles qui sont déjà productives autant que celles qui sont retardataires. On devrait chercher à améliorer la productivité non seulement là où elle se mesure facilement, comme dans les industries de fabrication, mais aussi dans nombre d'industries de prestations de services et au sein de l'État où on ne peut l'évaluer. Ce qui nous intéresse, ce sont les résultats réels. C'est cela, et presque cela uniquement, qui permettra aux Canadiens d'obtenir des normes de vie plus élevées.

Prix et coûts

Le principal obstacle qui pourrait, selon moi, nous empêcher d'atteindre une croissance stable au cours des prochaines années, c'est le danger d'augmentations excessives des prix et des coûts. Depuis deux ans, dans ce domaine, nous avons perdu du terrain. D'avril 1965 à avril de cette année, l'indice des prix à la consommation s'est élevé de 7.3 p. 100—et le taux s'est accéléré récemment pour les catégories autres que les aliments. Les salaires et les traitements ont augmenté à des taux plusieurs fois supérieurs à l'augmentation générale de notre productivité par tête. Le coût unitaire de la main-d'œuvre dans l'industrie a augmenté de près de 6 p. 100 par rapport à la plus récente période de douze mois pour laquelle je possède une statistique. Le revenu personnel par tête, qui comprend toutes sortes de revenus, qu'ils proviennent de salaires, de bénéfices ou de versements de l'État, a augmenté de 17.6 p. 100 au cours des deux années qui ont suivi le dernier trimestre de 1964. C'est l'indice le plus général du mouvement ascendant des revenus, comparativement aux prix.

A moins d'être freinée, cette augmentation des coûts et des prix produira nécessairement des inégalités et des dissensions croissantes à l'intérieur de notre pays, cependant que nous aurons plus de peine à soutenir la concurrence des États-Unis. Le développement de l'industrie canadienne s'en trouverait sérieusement limité et nous échouerions dans nos efforts pour maintenir un taux constant d'expansion dans les emplois disponibles pour notre main-d'œuvre croissante.

Cet accroissement des prix et des coûts résulte en partie des exigences excessives imposées à notre économie ou à d'importants secteurs de celle-ci. Cette pression a légèrement diminué au cours des douze derniers mois et devrait, dans l'ensemble, être sensiblement moindre en 1967 qu'en 1966. Nous devons et, à mon avis, nous pouvons organiser notre économie de manière à éviter les pressions excessives de la demande qui entraînent inévitablement l'augmentation des prix.

Mais les difficultés viennent aussi du pouvoir qu'exercent les entreprises commerciales sur le marché et de celui qu'exercent les syndicats au chapitre de la négociation collective. Nous en avons connu beaucoup d'exemples au cours des deux dernières années. Il est plus difficile de prendre des mesures à l'égard de cette cause de la tendance inflationniste dans notre économie. Elle a des racines profondes dans la structure de notre société libre. Nous sommes, pour la plupart, mieux organisés et plus actifs lorsqu'il y va de nos intérêts particuliers que lorsqu'il s'agit de sauvegarder l'intérêt public—c'est-à-dire notre bien collectif.

A plusieurs reprises au cours de l'année, j'ai exhorté à la modération ceux qui peuvent exercer un certain pouvoir sur le marché ou à la table des négociations collectives, leur demandant de se soucier de l'intérêt public et de ne pas abuser des possibilités maintenant offertes à un si grand nombre par suite de notre prospérité. Je reprends ici cette exhortation. Ce n'est qu'en usant de beaucoup de précaution et de retenue, cette année, que nous pourrons freiner le taux d'augmentation des coûts et des prix. Si nous essayons tous d'exploiter à plein notre pouvoir de négociation, dans la présente conjoncture, nous pouvons certes nous nuire les uns aux autres. Certains y gagneront, mais d'autres y perdront forcément.

Nous, parlementaires, venons tout juste d'accorder le droit aux négociations collectives aux employés de notre fonction publique. Nous avons reconnu et accepté les responsabilités que cela comporte pour le gouvernement à titre d'employeur. Nous avons aussi des responsabilités envers les contribuables qui devront en acquitter le coût, et nous avons également la charge de gérer l'ensemble de l'économie. A la lumière de toutes ces obligations, le gouvernement et les représentants de ses employés devraient tâcher de parvenir à des règlements qui soient conformes aux normes établies dans le secteur des affaires et que l'économie est raisonnablement capable de supporter.

A l'occasion, au cours de l'année, j'ai parlé de la possibilité, pour le Canada, d'adopter une certaine politique de revenus ou certains «principes directeurs» en ce qui concerne les hausses de salaire et de prix. D'autres pays ont fait des efforts en ce sens avec plus ou moins de rigueur et ont obtenu des résultats

divers, allant de la réussite à l'échec. Tout comme le gouverneur de la Banque du Canada, j'attacherais beaucoup de prix à certains moyens propres à soutenir les politiques fiscale et monétaire en mobilisant la force de l'opinion publique en faveur d'un comportement non inflationniste de la part de ceux qui sont en mesure d'exercer de fortes pressions sur le marché. Comme le Conseil économique, toutefois, je reconnais qu'il est très difficile d'agir ainsi au Canada en adoptant des mesures rigides exprimées en critères quantitatifs ou en modalités précises de comportement. Comme je le disais le huit septembre dernier à la Chambre, une politique efficace de ce genre nécessiterait une collaboration active entre les gouvernements fédéral et provinciaux et l'empressement du monde des affaires, des syndicats et de la classe ouvrière...

**L'hon. M. Bell:** Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement, mais d'une façon tout amicale afin d'aider au ministre à présenter son exposé. Il le prononce tellement vite que les membres de la Chambre et les personnes dans les tribunes ont peine à comprendre ce qu'il dit. Si le ministre voulait bien ralentir son débit dans une proportion d'environ 20 p. 100, je suis sûr que son exposé y gagnerait beaucoup. Si j'ai interrompu le ministre, et j'espère qu'il m'en saura gré, c'était avec les meilleures intentions du monde.

**L'hon. M. Sharp:** Je remercie le député et je suivrai son conseil. Très conscient de la longueur de mon exposé, j'espérais le présenter sans prendre trop de temps. J'ai cru que mon raisonnement était familier aux députés et qu'ils pouvaient le suivre de près et attentivement.

**M. Douglas:** Bravo.

**L'hon. M. Sharp:** Je vais tâcher de m'en tenir au conseil de l'honorable représentant.

Comme je le disais en septembre dernier à la Chambre, une politique efficace de ce genre nécessiterait une collaboration active entre les gouvernements fédéral et provinciaux et l'empressement du monde des affaires, des syndicats et de la classe ouvrière à suivre une direction centrale généralement admise et respectée. Ces conditions requises n'existent certainement pas au Canada à l'heure actuelle.

Bien que des critères en tant que tels ne soient peut-être pas pratiques au Canada en ce moment, j'ai l'intention de continuer à exposer ce que les faits indiquent comme étant possible et ce qu'ils révèlent être illusoire. De cette façon, je crois, nous pourrons arriver à une compréhension plus approfondie et plus générale de ce qui est physiquement possible, afin que l'opinion publique puisse être mobilisée et sache résister aux mesures de nature clairement inflationnistes. Une opinion de ce genre peut aider à persuader le patronat, le salariat et le gouvernement à suivre les méthodes qui provoqueront un fléchissement du mouvement ascensionnel des prix à la consommation qui s'est produit au cours des douze derniers mois. Cet exposé budgétaire et les autres déclarations d'ordre économique qui suivront de temps à autre devraient contribuer au moins à la discussion sur nos possibilités et nos limites, ce qui favorisera non seulement une meilleure compréhension, mais aussi l'approbation générale si essentielle au succès en pareil domaine.

• (9.00 p.m.)

## Les comptes du gouvernement

Monsieur l'Orateur, je devrais maintenant parler brièvement des comptes de l'État pour la dernière année financière.

Les recettes budgétaires pour 1966-1967 sont évaluées à 8,366 millions de dollars, augmentation d'un peu plus de 100 millions par rapport aux prévisions revisées de mon budget supplémentaire des dépenses du 19 décembre dernier. Les dépenses budgétaires ont atteint le chiffre estimatif de 8,794 millions de dollars, comparativement au montant de 8,580 millions de dollars prévu en décembre. Sur la base traditionnelle des comptes publics, le déficit s'établissait à 428 millions de dollars, contre une prévision de 320 millions de dollars dans le mini-budget.

D'après les comptes économiques nationaux, les opérations du gouvernement se sont soldées par un excédent de quelque 141 millions de dollars en 1966-1967, comparativement à 576 millions l'année précédente.

L'ensemble de nos besoins en espèces pour la dernière année financière, compte tenu des opérations non budgétaires, a été de 719 millions de dollars, dont 711 millions provenaient de l'augmentation de notre dette non échue et non remboursée, et 8 millions de la diminution de nos soldes bancaires.

## Les perspectives budgétaires

Si les perspectives économiques que j'ai exposées se réalisent, nos lois actuelles sur l'impôt devraient nous assurer des rentrées budgétaires d'environ neuf millards de dollars pendant l'année financière en cours, soit 1967-1968. Si la Chambre y consent, j'aimerais consigner ici au hansard, pour consultation facile, un tableau indiquant les recettes prévues, par principales catégories et les recettes intéressant la sécurité de la vieillesse.

**Des voix:** Entendu.

[*Note de l'éditeur: Voici le tableau en question.*]

TABLEAU I

RECETTES BUDGÉTAIRES ET RECETTES DE LA CAISSE DE SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE

| — | 1966–1967 (estimation) | 1967–1968 (Avant les modifications fiscales |
|---|---|---|
| | (en millions de dollars) | (en millions de dollars) |
| *Recettes budgétaires* | | |
| Impôt sur le revenu des particuliers | 2,472 | 2,815 |
| Impôt sur le revenu des sociétés | 1,593 | 1,570 |
| Impôt de retenue visant les non-résidents | 204 | 190 |
| Impôt sur les biens transmis par décès | 101 | 110 |
| Droits de douane | 777 | 815 |
| Taxe de vente | 1,513 | 1,695 |
| Autres droits et taxes | 776 | 835 |
| Total des recettes fiscales | 7,436 | 8,030 |
| Recettes non fiscales | 930 | 970 |
| Total des recettes budgétaires | 8,366 | 9,000 |
| *Recettes de la caisse de sécurité de la vieillesse* | | |
| Impôt sur le revenu des particuliers | 576 | 785 |
| Impôt sur le revenu des sociétés | 150 | 161 |
| Taxe de vente | 560 | 597 |
| Total des recettes de la caisse de sécurité de la vieillesse | 1,286 | 1,543 |

**L'hon. M. Sharp:** Calculées sur la base utilisée par nos statisticiens pour nos comptes économiques nationaux, nos rentrées s'élèveront vraisemblablement à environ 10,990 millions de dollars. Le détail des recettes et des dépenses ainsi établies figurent dans des tableaux. Je demanderais l'autorisation d'inclure ces tableaux au hansard, à la suite de la résolution des voies et moyens, selon la pratique des dernières années.

**Des voix:** D'accord.

**L'hon. M. Sharp:** Cette année, je trouve plus difficile de prévoir les dépenses que les recettes parce que nous avons tant de nouveaux programmes dont il est difficile d'estimer le coût avant d'avoir acquis plus d'expérience à leur sujet. Ainsi, on m'a informé, la semaine dernière, que notre nouveau programme de formation des adultes coûtera, cette année, 50 millions de plus que les montants inscrits dans les prévisions budgétaires. On constatera dans le Livre blanc que nos comptes de l'an dernier, soit pour 1966-1967, accusent une dépense totale sensiblement plus élevée que les prévisions du budget, mais que les recettes ont été telles que prévues, à 1 p. 100 près. En cherchant à faire des prévisions pour cette année, je me suis efforcé de tenir compte de cette expérience ainsi que de l'enthousiasme et de la persistance de mes collègues et des autres députés concernant des projets valables mais coûteux.

Cette année, je prévois que l'ensemble de nos dépenses budgétaires s'élèvera à 9,700 millions de dollars. Sur la base de nos comptes économiques nationaux, elles seraient de 11,220 millions. Ces chiffres, compte tenu des recettes prévues, représentent un déficit de nos comptes budgétaires de 700 millions, avant les modifications à l'impôt et, sur la base des comptes économiques nationaux, un déficit de 230 millions. Aucun de ces chiffres ne comprend les recettes provenant du régime de pensions du Canada qui seront placées dans des titres provinciaux et qui, prévoyons-nous, atteindront quelque 640 millions de dollars.

## Ensemble des exigences financières

Outre nos comptes budgétaires au chapitre du revenu et des dépenses, nous devons tenir compte de bon nombre d'opérations qui modifient notre actif et notre passif enregistrés, lorsqu'il s'agit de déterminer le total des exigences financières. La plus considérable de ces autres exigences en espèces découle des prêts, placements et avances que nous consentons aux sociétés de la Couronne, pour leur permettre d'effectuer leurs opérations, y compris surtout les prêts hypothécaires considérables consentis par la Société centrale d'hypothèques et de logement et la Société du crédit agricole. Il y a également les prêts consentis à d'autres organismes, y compris les programmes nationaux et l'aide aux pays sous-développés. Le total des exigences nettes relativement à ces prêts et placements, cette année, sera d'environ 1,550 millions de dollars, selon mes prévisions. Nous avons, en contre-

partie, des recettes nettes en espèces d'environ 620 millions de dollars provenant des fonds de pension des employés de l'État, de la vente de rentes, d'assurances et ainsi de suite, et de l'excédent qui s'accumule actuellement dans la Caisse de sécurité de la vieillesse, ainsi que diverses recettes nettes au montant de 110 millions de dollars.

Compte tenu de ces opérations et de diverses autres transactions de moindre importance, mais sans tenter de prévoir les exigences relatives au fonds des changes découlant de la balance des paiements internationaux à l'avenir, j'estime le total de nos exigences en espèces—qui seront comblées grâce aux opérations relatives à la dette publique ou à la réduction de nos soldes bancaires—à 1,520 millions de dollars, contre 719 millions au cours de l'année financière précédente. Nos soldes d'avoirs canadiens en espèces, au 31 mars, s'établissaient à 796 millions de dollars, y compris 188 millions provenant de l'impôt remboursable des sociétés, qui a été mis à part dans nos comptes mais que j'entends considérer maintenant comme n'importe quelle autre partie de nos soldes d'ici son remboursement. Ce remboursement net, cette année, se chiffrera par 52 millions de dollars, en plus des autres besoins que j'ai mentionnés.

Nous pourrons peut-être utiliser avec prudence une partie de ces larges soldes en espèces pour répondre à nos besoins au cours de l'année. Il est évident, toutefois, que nous devrons affronter une tâche ardue pour emprunter de l'argent cette année. Jusqu'ici, au cours de l'année financière, nos ventes nettes d'émissions mises sur le marché, y compris les bons du Trésor, s'élèvent à 245 millions de dollars, et j'espère faire d'autres progrès dans ce secteur au cours de l'été. Nous pourrons probablement vendre à la Caisse d'assurance-chômage pour environ 100 millions de dollars de titres non négociables. Nous nous emploierons encore cette année à vendre le plus possible d'obligations d'épargne du Canada, étant donné qu'elles nous permettent d'atteindre des sources d'épargne sur lesquelles peu d'emprunts peuvent exercer une telle attraction. Comme le flux de l'épargne reste élevé dans notre économie, je ne doute pas qu'il sera possible de satisfaire, au cours de la présente année financière, aux vastes besoins du gouvernement canadien.

La politique budgétaire et les modifications fiscales.

Les conditions économiques et la position budgétaire que j'ai décrites pour cette année posent un problème important et difficile pour notre politique fiscale. Les pressions exercées sur notre économie se sont modérément relâchées depuis l'an dernier, et il semble que l'expansion de la production cette année ne portera peut-être pas l'économie à ce qu'on considérait auparavant comme sa pleine capacité théorique. Par ailleurs, le problème des hausses anormales de prix et de coûts demeure toujours. Il importe de freiner ces forces inflationnistes dans l'intérêt de la croissance à long terme et de la stabilité.

L'économie est en équilibre approximatif en période de rajustement, s'éloignant quelque peu de la surchauffe de l'an dernier.

Le déficit modeste prévu au budget fédéral, exprimé en fonction de nos comptes économiques nationaux, constituera une force modérée de soutien cette année. Les prêts que nous consentirons sont un élément plus important pour soutenir l'activité, notamment dans le domaine de la construction de logements, et préparer la voie à d'autres améliorations l'an prochain et par la suite.

En conséquence, notre situation au chapitre du budget et des emprunts, telle que nous la prévoyons, est celle qui s'impose et qui est souhaitable cette année. Elle constituera un élément constructif de notre économie. En outre, nous pouvons, je crois, sans danger et à bon escient faire des changements fiscaux que j'exposerai dans un instant, en vue de réduire les prix et les coûts même si, ce faisant, nous diminuions un peu les recettes fiscales en perspective.

Compte tenu de ces faits et de cette politique, je prévois que le produit national brut du Canada cette année dépassera celui de l'an dernier de $6\frac{1}{2}$ à 7 p. 100, disons $6\frac{3}{4}$ p. 100, chiffre que j'ai utilisé pour calculer notre revenu estimatif. L'augmentation pourrait être plus forte mais, en pareil cas, elle s'accompagnerait probablement d'une nouvelle hausse des prix qui n'est pas souhaitable. A la lumière de mes remarques antérieures, il faut compter que les prix entraîneront une hausse d'au moins 3 p. 100 du produit national brut. Si la hausse des prix et du produit national brut dépassait mes prévisions, il en résulterait inévitablement une hausse de nos revenus, ce qui aurait un effet stabilisateur. Je tiens à souligner que cette année il est plus difficile que d'habitude de faire des prévisions ou d'élaborer une politique par suite de la période de redressement que nous traversons.

Des gens, y compris un certain nombre de députés, se disent sans doute que nous aurions dû atteindre notre situation actuelle, tant pour le budget que pour l'économie du pays, tout en maintenant nos dépenses et nos impôts à un niveau moins élevé. Cela est logique en matière d'économie politique, mais n'est certes pas conforme aux vues de la Chambre, qu'il s'agisse de l'opposition ou du gouvernement, quant à l'importance de nos programmes de dépenses publiques. Quoi qu'il en soit, ce n'est pas ce soir que nous pourrons choisir.

• (9.10 p.m.)

Dans les circonstances, et suivant cette politique générale, je propose ce soir quelques réductions de la taxe de vente et des droits de douane. Avec les modifications tarifaires qui seront annoncées en juillet, ces réductions devraient contribuer à l'abaissement des coûts et des prix et à l'accroissement de l'efficacité. Les augmentations modestes de la demande globale qui découle de ces modifications seront d'une importance et d'une nature propres à favoriser le maintien de la production en cette année de transition, sans ajouter aux pressions générales qui s'exercent sur les coûts et les prix.

Après examen des diverses demandes et propositions que j'ai reçues en vue de modifications de détail à l'impôt sur le revenu, en attendant la grande réforme prévue pour l'an prochain, j'ai décidé de ne pas proposer de modifications à la loi de l'impôt sur le revenu dans le présent budget. Cette nouvelle devrait réjouir le Parlement qui, en un an, a étudié de nombreuses questions d'impôt sur le revenu et qui doit s'attendre à un travail des plus importants et des plus difficiles relativement à la loi de l'impôt sur le revenu en 1968.

Par conséquent, les modifications fiscales proposées sont relativement simples et seront, à mon avis, généralement bien accueillies et avantageuses.

Les médicaments

La première modification que je propose est la suppression de la taxe de vente sur les médicaments en tant que partie d'une lutte importante menée par le gouvernement contre le prix élevé des médicaments. Il s'agit d'aider le consommateur, surtout le malheureux qui doit payer des prix élevés pour les médicaments dont il a besoin pour lui-même ou pour sa famille. Le comité spécial de la Chambre sur le coût et le prix des produits pharmaceutiques a préparé un rapport complet où il recommande cette mesure ainsi que d'autres. Mes collègues qui s'occupent particulièrement des médicaments annonceront sous peu la politique du gouvernement en ce qui concerne certaines des autres recommandations du comité. La suppression de la taxe de vente doit faire partie d'un programme efficace, visant à réduire les prix des médicaments et faisant appel à la concurrence dans l'industrie pharmaceutique, tant au Canada qu'à l'étranger.

J'accepte les recommandations du comité visant à prendre les mesures nécessaires pour limiter l'application des droits de dumping aux médicaments d'une *espèce* fabriquée au Canada plutôt qu'aux médicaments d'une classe ou espèce fabriquée au Canada. Le décret du conseil nécessaire a été promulgué aujourd'hui en vertu de l'article 6 du tarif douanier. Cette modification réduira considérablement la portée de l'application des droits de dumping et est de nature à encourager la concurrence en matière de prix.

Il n'est pas nécessaire en ce moment, à mon sens, de demander à la Commission du tarif de revoir, comme l'a recommandé le comité, la structure tarifaire des médicaments. J'ai déjà confié ce travail à mon ministère et, dans les résolutions tarifaires déposées ce soir, je propose un nouveau barème de taux qui entrera en vigueur immédiatement. On a tenu compte de ces propositions dans nos négociations à Genève, mais notre but principal, en apportant ces modifications, est d'en faire profiter le consommateur canadien.

Relativement à la taxe de vente, je propose une exemption de caractère général, s'appliquant à tous les médicaments, vendus sur ordonnance ou non, pour usage de l'homme ou de l'animal. J'ai songé à l'exemption restreinte ne s'appliquant qu'aux médicaments achetés sur ordonnance, que le comité a recommandée, mais il est difficile de définir cette catégorie aux fins de la taxe frappant les fabricants, à moins de dresser une liste des médicaments particuliers ainsi visés, ceux, est-il à présumer, qui se vendent uniquement sur ordonnance. Ainsi seraient omis de nombreux médicaments ordinaires, dont on fait grand usage, et le gouvernement préfère donc s'en tenir à l'exemption plus étendue, plus facile à comprendre.

Il se pose un grave problème quant au moment favorable à l'entrée en vigueur de l'exemption de la taxe de vente sur les médicaments et quant à ses rapports avec les stocks que les grossistes et les détaillants se sont procurés antérieurement. Il est peu pratique de rembourser la taxe qui a été payée sur ces marchandises en magasin, et le procédé serait contraire à la pratique que nous suivons généralement. Il est fort souhaitable que la réduction du coût correspondant à la taxe profite au consommateur aussitôt que possible. Il est également souhaitable que le commerce soit mis au courant des changements de politique pertinents. Je propose donc que l'exemption de la taxe de vente prenne effet à trois mois de ce jour, soit le 1er septembre. Les consommateurs ne doivent pas compter que le prix des médicaments se ressente pleinement de la suppression de la taxe de vente avant cette date.

Nous estimons que la perte de revenu qu'entraînera l'exemption proposée de la taxe de vente sur les médicaments, sera de 22 millions de dollars par année—et peut-être de la moitié de cette somme pour l'année financière courante. Les trois quarts de la réduction s'inscrivent au chapitre des recettes budgétaires, et le dernier quart, à celui de l'impôt de la sécurité de la vieillesse.

L'ensemble des changements relatifs à la taxe de vente, au tarif et aux droits de dumping, de même que les propositions qu'annonceront mes collègues, devrait susciter une concurrence accrue dans la vente des médicaments au Canada et, finalement, entraîner pour le consommateur des économies plus considérables que le montant de la taxe de vente supprimée.

Machines servant à la production

[*Français*]

La deuxième modification fiscale d'importance que je propose a trait aux machines et appareils de production. Nous avions proposé l'application d'une taxe de vente de 6 points de pourcentage sur les machines et appareils de production jusqu'au 1er avril prochain, pour retarder certaines dépenses d'immobilisations. Dans la conjoncture économique actuelle, nous ne désirons plus limiter les dépenses d'immobilisations et je propose qu'on élimine immédiatement cette taxe de 6 p. 100. Cette mesure sera d'un avantage additionnel en réduisant quelque peu à l'avenir les frais de production dus à l'achat de ces machins et de cet équipement cette année, ce qui permettra aux producteurs canadiens de soutenir de façon plus avantageuse à l'avenir la concurrence des producteurs étrangers.

D'après mes prévisions, cette modification réduira les recettes d'environ 60 millions de dollars pendant l'année financière en cours, et la diminution s'exprimera ainsi: la moitié dans les recettes budgétaires, et l'autre dans les recettes de la Caisse de sécurité de la vieillesse.

J'ai étudié de nombreuses recommandations me proposant de supprimer les taxes d'accise spéciales sur les postes de télévision, les postes de radio, les phonographes, les tubes électroniques, les bijoux et certains autres articles. J'ai décidé de les envisager au regard de notre programme de réforme fiscale, mais de ne pas prendre de dispositions particulières à leur égard pour l'instant. Je ne vois aucune raison économique ou sociale qui justifierait une importante perte de recettes cette année et nous ne pourrions remplacer les recettes perdues qu'en faisant de plus amples réformes.

On m'a également proposé d'abolir la taxe sur les appareils de télévision capables de capter les émissions à très haute fréquence afin d'encourager la vente de ces appareils et d'encourager également l'utilisation de nombreux autres canaux de télévision. Je vois d'un assez bon œil le but que vise cette suggestion, mais je crois qu'on peut mieux l'atteindre d'une autre façon.

[*Traduction*]

Tarif

J'aimerais m'arrêter à trois des modifications que j'apporte au Tarif ce soir.

La première a trait au numéro tarifaire qui prévoit l'entrée en franchise des «tracteurs à combustion interne». La modification proposée vise à redonner à ce numéro la portée qu'il avait avant une déclaration de la Commission du tarif en septembre dernier. Quand ce numéro a été inclus dans le Tarif la première fois, le sens du mot «tracteur» était assez clair. Toutefois, le progrès technologique et les modifications apportées à la forme de la machine ont donné lieu depuis à une évolution graduelle et créé diverses sortes de véhicules à moteur comme les tracteurs-pelles, les dozers et les «débusqueuses».

Devant la difficulté accrue d'établir une distinction entre les tracteurs et d'autres machines, le ministère du Revenu national a demandé à la Commission du tarif de préciser la position juridique et d'indiquer les critères qui devraient régir la classification des marchandises suivant le numéro tarifaire se rapportant aux tracteurs relativement aux autres positions tarifaires. Le 20 septembre 1966, la Commission du tarif a fait une déclaration où elle exposait un certain nombre de critères qui faisaient relever de ce poste un certain nombre de classes de machines qui n'avaient pas été admises auparavant en franchise en vertu du tarif de la nation la plus favorisée, notamment les tracteurs-pelles, les dozers, les débusqueuses et chargeuses de billes.

La Commission a bien précisé qu'il s'agissait d'une décision sur le sens juridique du poste tarifaire et elle a indiqué qu'en rendant cette décision, elle ne pouvait pas tenir compte des répercussions sur la production canadienne.

La modification projetée du numéro tarifaire en exclura les machines autopropulsées intégrées servant à des fins spéciales dont j'ai parlé et, pour plus de certitude, un certain nombre d'autres qui ne sont pas admises à l'heure actuelle en vertu de ce poste tarifaire. Les usines de production pour bon nombre de ces machines avaient été établies au Canada au cours des années, à la condition que l'outillage soit dûment imposable en vertu des postes concernant les machines que renferme le Tarif. Les dozers à chenilles, les débusqueuses et chargeuses de billes reviendront à la classification tarifaire qu'ils occupaient avant la décision de la Commission du tarif. Je propose que le droit qui frappe les tracteurs-pelles intégrés soit de 15 p. 100 en vertu du tarif de la nation la plus favorisée, au lieu de 22½ p. 100. A cette fin, je recommanderai un nouveau poste tarifaire. Les tracteurs de ferme et les autres continueront, bien entendu, d'entrer en franchise.

Pour expliquer la deuxième modification tarifaire, je rappellerai que l'importation de la margarine et des substituts semblables du beurre est interdite depuis nombre d'années. Cette interdiction rigide a été une source de difficultés pour les gens qui souffrent de certaines allergies et qui n'ont pu obtenir des sortes de margarine spéciales non fabriquées au Canada.

J'ai reçu beaucoup de lettres, et je suis sûr que nombreux sont les députés qui ont reçu de semblables instances. Je propose que le gouverneur en conseil soit autorisé à décréter, par règlement, des exemptions à cette interdiction dans des cas spéciaux.

La troisième modification tarifaire proposée a trait au programme automobile. Il existe, à l'heure actuelle, une disposition tarifaire prévoyant un drawback de 99 p. 100 du droit payable sur les machines et certains appareils et instruments de précision d'une classe ou d'une espèce non fabriquée au Canada, lorsqu'ils servent à la fabrication de véhicules automobiles et de pièces de ces véhicules. Cette disposition est en voie d'être élargie et elle est aussi étendue aux fabricants d'accessoires d'automobiles. Le changement profitera surtout aux petites entreprises canadiennes qui fabriquent des accessoires d'automobiles.

Outre celles qui découlent de la négociation Kennedy, et que je présenterai plus tard, les autres modifications tarifaires que je propose maintiennent des dispositions existantes ou apportent des allégements.

Les résolutions tarifaires que je propose ce soir entraîneraient une petite réduction de nos recettes douanières, mais cette réduction devrait être entièrement annulée par l'augmentation des recettes douanières que nous pouvons attendre d'une importation accrue de machines de production par suite de la suppression de la dernière fraction de la taxe de vente les frappant. Les recettes douanières seront, bien sûr, touchées par les modifications tarifaires découlant des accords sur la négociation Kennedy, mais ces modifications n'entreront pas en vigueur dès maintenant et les changements qu'en subiront nos recettes n'interviendront que dans les derniers mois de l'année financière. J'ai décidé qu'il serait peu sage et inutile d'en tenir compte ici.

## Perspectives budgétaire modifiées

Les modifications fiscales que j'ai proposées diminueraient nos recettes budgétaires d'un montant estimatif de 40 millions de dollars pendant l'année financière en cours et augmenteraient du même montant notre déficit prévu—qui s'établirait à 740 millions de dollars. Elles diminueront également les recettes de la caisse de la sécurité de la vieillesse d'une somme estimative de 33 millions de dollars. Ceci laissera un déficit au chapitre des recettes aux comptes économiques nationaux d'environ 300 millions de dollars. L'ensemble de nos exigences de caisse s'accroîtra également de 73 millions de dollars—à environ 1,590 millions de dollars en tout.

Si la Chambre est d'accord, monsieur l'Orateur, j'aimerais consigner ici au hansard un tableau indiquant les recettes prévues avant et après les modifications fiscales.

**Des voix:** D'accord.

[*Note de l'éditeur: Voici le tableau en question.*]

TABLEAU II

RECETTES BUDGÉTAIRES ET DE LA CAISSE DE LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE POUR 1967-1968

| — | Avant les modifications fiscales | Après les modifications fiscales |
|---|---|---|
| | (en millions de dollars) | (en millions de dollars) |
| *Recettes budgétaires* | | |
| Impôt sur le revenu des particuliers | 2,815 | 2,815 |
| Impôt sur le revenu des sociétés | 1,570 | 1,570 |
| Impôt de retenue sur les non-résidents | 190 | 190 |
| Impôt sur les biens transmis par décès | 110 | 110 |
| Droits de douane | 815 | 815 |
| Taxe de vente | 1,695 | 1,655 |
| Autres droits et impôts | 835 | 835 |
| Total des impôts | 8,030 | 7,990 |
| Recettes non fiscales | 970 | 970 |
| Total des recettes budgétaires | 9,000 | 8,960 |
| *Recettes de la Caisse de la sécurité de la vieillesse* | | |
| Impôt sur le revenu des particuliers | 785 | 785 |
| Impôt sur le revenu des sociétés | 161 | 161 |
| Taxe de vente | 597 | 564 |
| Total des recettes de la sécurité de la vieillesse | 1,543 | 1,510 |

Conclusion

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, il s'agit ici d'un budget tendant à perpétuer le progrès tant en fonction de notre bien-être économique qu'en fonction de nos efforts soutenus pour déterminer l'allure de notre prospérité.

Cette année, tout comme en 1966, il n'y a pas de panacée économique unique de nature à garantir notre prospérité pendant l'année à venir. Au cours des dix-huit derniers mois, la souplesse de notre méthode fut la plus efficace possible. Le présent budget doit être considéré comme une nouvelle étape du processus ininterrompu de rajustement économique.

La décision de ne pas augmenter le taux de l'impôt sur le revenu est une mesure concrète qui permet au budget de soutenir notre économie dans la mesure qui s'impose cette année. En même temps, nous avons lancé un programme d'envergure pour abaisser le prix des médicaments. Les accords tarifaires de la négociation Kennedy nous ont valu une nouvelle mesure à ajouter à la gamme variée des programmes au moyen desquels nous cherchons à moderniser notre régime économique et à augmenter notre productivité. Nous devons continuer à poursuivre avec vigueur ces réformes à longue échéance. En même temps, notre but immédiat saute aux yeux: réaliser un progrès économique constant et équilibré, tout en évitant l'écueil de l'inflation et les autres dangers économiques qui pourraient anéantir nos espoirs de croissance soutenue.

## RÉSOLUTIONS

### RÉSOLUTION RELATIVE À LA LOI SUR LA TAXE D'ACCISE

La Chambre décide qu'il y a lieu de présenter une mesure en vue de modifier la Loi sur la taxe d'accise et de statuer, entre autres choses:

1. Que, à compter du 2 juin 1967, toutes les marchandises énumérées à l'annexe V de ladite Loi seront exemptes de la taxe de vente.

2. Que, à compter du 1er septembre 1967, les matières, substances, mélanges, composés ou préparations, quelle que soit leur composition ou leur forme, y compris les matières devant servir exclusivement à leur fabrication, vendus ou représentés comme devant servir au diagnostic, au traitement, à l'adoucissement ou à la prévention d'une maladie, d'un trouble physique, d'un état physique anormal ou de leurs symptômes, chez l'homme ou les animaux, ou au rétablissement, à la correction ou à la modification des fonctions organiques de l'homme ou des animaux, seront exempts de la taxe de vente, mais que cette exemption ne s'appliquera pas aux cosmétiques ni aux confiseries.

3. Que, à compter du 2 juin 1967, les marchandises figurant au numéro tarifaire 48100-1, à savoir: les «chaussures ou appareils spécialement fabriqués sur commande pour une personne souffrant d'une infirmité ou d'une déformation du pied ou de la cheville», et au numéro tarifaire 48105-1, à savoir: les «paires de chaussures particulières pour pieds défectueux ou anormaux, quand elles sont achetées sur l'ordonnance écrite d'un médecin», et les articles et matières devant servir exclusivement à leur fabrication, seront exempts de la taxe de vente.

4. Que, à compter du 2 juin 1967, les appareils de respiration artificielle achetés ou loués sur l'ordonnance écrite d'un médecin par un particulier souffrant de troubles respiratoires, pour son propre usage, seront exempts de la taxe de vente.

5. Que, à compter du 2 juin 1967, les plans et dessins, les devis connexes, tout ce qui en tient lieu, et les reproductions de ce qui précède, vendus à des fabricants ou producteurs ou importés par eux pour être employés directement à la fabrication ou à la production de marchandises, seront exempts de la taxe de vente.

6. Que, lorsque les matériaux destinés exclusivement à la construction d'habitations d'étudiants ont été achetés par ou pour une société appartenant intégralement à Sa Majesté ou soumise à son autorité, du chef d'une province, et établie à la seule fin de fournir des habitations aux étudiants d'universités ou d'autres maisons d'enseignement semblables, le ministre du Revenu national peut, sur demande faite par cette société sous la forme prescrite par le Ministre, dans les deux ans qui suivront la date de l'achat des matériaux, verser à cette société un montant égal à la taxe imposée par la Partie VI de ladite Loi et payée à leur égard.

1. La Chambre décide qu'il y a lieu de modifier la liste A du *Tarif des douanes* par le retranchement des numéros tarifaires 20925–1, 21045–1, 22001–1, y compris l'énoncé qui le précède, 22002–1, y compris l'énoncé qui le précède, 22003–1, y compris l'énoncé qui le précède, 26325–1, 40938–1, 42761–1, y compris l'énoncé qui le précède, 42762–1, y compris l'énoncé qui le précède, 44043–1, 44047–1, 47600–1, 56400–1 et 69315–1, des énumérations de marchandises et des taux de droits inscrits en regard de chacun de ces numéros, ainsi que par l'insertion, dans ladite liste, des numéros, des énumérations de marchandises et des taux de droits suivants:

| Numéro tarifaire | — | Tarif de préférence britannique | Tarif de la nation la plus favorisée | Tarif général | Droits en vigueur avant les droits proposés dans le présent budget | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Tarif de préférence britannique | Tarif de la nation la plus favorisée | Tarif général |
| *3805–1* | *Levure, n.d.* | 5 p.c. | 10 p.c. | 25 p.c. | 15 p.c. | 20 p.c. | 25 p.c. |
| *15640–1* | *Tequila ..... le gallon d'esprit-preuve*<br>*En plus de cela, pour tous les tarifs, $9 le gallon d'esprit-preuve*<br>*Lorsque la marchandise mentionnée dans le présent numéro tarifaire est d'une force supérieure ou inférieure à la preuve, sa mesure et les droits à acquitter devront être majorés ou réduits proportionnellement pour toute force supérieure ou inférieure à la preuve.* | $5.00 | $5.00 | $10.00 | $5.00 | $10.00 | $10.00 |
| 20925–1 | Chlorure de potasse ..... (En vigueur jusqu'au 31 décembre 1968) | En fr. | En fr. | 25 p.c. | En fr. | En fr. (En vigueur jusqu'au 31 décembre 1967) | 25 p.c. |
| 21045–1 | Hypochlorite de soude en solution ..... (En vigueur jusqu'au 31 décembre 1968) | 15 p.c. | 20 p.c. | 30 p.c. | 15 p.c. | 20 p.c. (En vigueur jusqu'au 31 décembre 1967) | 30 p.c. |
| 22001–1 | Toutes préparations médicinales et pharmaceutiques, composées de plus d'une substance, *même contenant de l'alcool*, y compris les médicaments brevetés, spécialités pharmaceutiques, teintures, pilules, poudres, tablettes, trochisques, pastilles, capsules remplies, sirops, cordiaux, amers, anodins, toniques, emplâtres, liniments, pommades, onguents, pâtes, gouttes, eaux, essences et huiles ..... | 15 p.c. | 15 p.c. | 25 p.c. | 17½ p.c.<br>17½ p.c.<br>25 p.c. | 20 p.c.<br>20 p.c.<br>25 p.c. | 25 p.c.<br>40 p.c.<br>60 p.c. |

| Numéro tarifaire | — | Tarif de préférence britannique | Tarif de la nation la plus favorisée | Tarif général | Droits en vigueur avant les droits proposés dans le présent budget: Tarif de préférence britannique | Tarif de la nation la plus favorisée | Tarif général |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Tout article compris dans le présent numéro et renfermant plus de quarante pour cent d'esprit-preuve sera soumis au droit de.....par gallon | $1.50 | $1.50 | $2.00 | $2.00 | $2.00 | $3.00 |
| | et | 15 p.c. | 15 p.c. | 25 p.c. | 20 p.c. | 20 p.c. | 30 p.c. |
| *22003–1* | *Produits pharmaceutiques, n.d.*..... | 15 p.c. | 15 p.c. | 25 p.c. | 15 p.c. | 20 p.c. | 25 p.c. |
| 26325–1 | Composés de plomb-tétraméthyle, dans lesquels le plomb-tétraméthyle est l'élément dominant en poids..... (En vigueur jusqu'au 31 décembre 1968) | 12½ p.c. | 12½ p.c. | 25 p.c. | 12½ p.c. | 12½ p.c. (En vigueur jusqu'au 31 décembre 1967) | 25 p.c. |
| *35240–1* | *Ébauches de navettes moulées, non ouvrées au-delà du moulage, avec ou sans bouts métalliques, devant être employées à la fabrication de navettes*..... | 10 p.c. | 10 p.c. | 30 p.c. | 10 p.c. | 10 p.c. | 30 p.c. |
| 40938–1 | Tracteurs à combustion interne autres que les camions-tracteurs routiers et *autres que les machines automobiles intégrées suivantes: chargeuses dites tracteurs-pelles, dozers, engins de débardage des bois par traînage, chargeuses de grumes, chariots élévateurs à fourche ou chariots élévateurs, racleurs et excavateurs combinés, chargeuses et excavateurs combinés, balayeuses de rues, compresseurs mobiles et machines à déplacer la neige;* accessoires, n.d., et leurs pièces, pour les tracteurs *ayant le droit d'entrer en vertu de ce numéro;* pièces de *tracteurs pouvant entrer d'après ce numéro.* | En fr. | En fr. | En fr. | En fr. | En fr. | En fr. |
| *42711–1* | *Machines automobiles intégrées, connues généralement sous le nom de chargeuses dites tracteurs-pelles; pièces de ce qui précède*..... | 2½ p.c. | 15 p.c. | 35 p.c. | En fr.<br>10 p.c. | En fr.<br>22½ p.c. | En fr.<br>35 p.c. |
| | Machines et outils, y compris les lames, les chargeuses, les défonceuses, les râteaux et les dispositifs connexes de manœuvre et de commande; tous les articles qui précèdent devant servir sur des tracteurs à combustion interne *ayant le droit d'entrer en vertu du numéro tarifaire 40938–1:* | | | | | | |
| 42761–1 | D'une classe ou d'une espèce fabriquée au Canada; leurs pièces..... | 10 p.c. | 22½ p.c. | 35 p.c. | 10 p.c. | 22½ p.c. | 35 p.c. |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 42762–1 | D'une classe ou d'une espèce non fabriquée au Canada; leurs pièces..... | En fr. | 7½ p.c. | 35 p.c. | En fr. | 7½ p.c. | 35 p.c. |
| | Aéronefs, à l'exclusion des moteurs, suivant les règlements que peut établir le Ministre: | | | | | | |
| 44043–1 | De modèles ou grosseurs non fabriqués au Canada. | En fr. | En fr. | 27½ p.c. | En fr. | En fr. | 27½ p.c. |
| | A compter du 1er juillet 1968 | En fr. | 15 p.c. | 27½ p.c. | En fr. | 15 p.c. (A compter du 1er juillet 1967) | 27½ p.c. |
| | Moteurs d'aéronefs, importés pour être installés sur des aéronefs: | | | | | | |
| 44047–1 | De modèles ou grosseurs non fabriqués au Canada. | En fr. | En fr. | 27½ p.c. | En fr. | En fr. | 27½ p.c. |
| | A compter du 1er juillet 1968 | En fr. | 15 p.c. | 27½ p.c. | En fr. | 15 p.c. (A compter du 1er juillet 1967) | 27½ p.c. |
| 46241–1 | *Lecteurs-reproducteurs de microfilms, et leurs pièces*.... | En fr. | En fr. | 10 p.c. | 2½ p.c. | 15 p.c. | 30 p.c. |
| 47600–1 | Instruments de chirurgie et de dentiste de toute matière; aiguilles pour la chirurgie; thermomètres de clinique et leurs étuis; appareils de rayons X et films pour rayons X; microscopes d'une valeur d'au moins cinquante dollars chacun, au détail; pièces de ce qui précède; ampoules électriques destinées à servir avec les articles susdits..... | En fr. | En fr. | En fr. | En fr.<br>10 p.c.<br>Divers | En fr.<br>22½ p.c.<br>Divers | En fr.<br>35 p.c.<br>Divers |
| 56400–1 | Vêtements sacerdotaux, châles de prière, franges de châles de prière et sacs à châles de prières; *leurs pièces*..... | 10 p.c. | 10 p.c. | 20 p.c. | 10 p.c.<br>20 p.c.<br>25 p.c.<br>Divers | 10 p.c.<br>27½ p.c.<br>25 p.c.<br>Divers | 20 p.c.<br>50 p.c.<br>35 p.c.<br>Divers |
| 69315–1 | Antiques (autres que spiritueux ou vins) produites *plus de cent ans* avant *la date d'importation*, sous le régime des règlements, que peut prescrire le Ministre, exigeant, entre autres choses, une preuve d'ancienneté..... | En fr. | En fr. | En fr. | En fr.<br>Divers | En fr.<br>Divers | En fr.<br>Divers |

2. La Chambre décide qu'il y a lieu de modifier la liste B du *Tarif des douanes* par le retranchement du numéro tarifaire 97052-1, de l'énumération de marchandises et du taux de drawback inscrits en regard de ce numéro, ainsi que par l'insertion, dans ladite liste, du numéro, de l'énumération de marchandises et du taux de drawback suivants:

| Numéro | Produits | Sujets à drawback | Partie du droit (à l'exclusion du droit spécial ou anti-dumping) payable à titre de drawback |
|---|---|---|---|
| 97052-1 | Machines, instruments de précision, appareils, et leurs tableaux de contrôle; tous ces articles d'une classe ou d'une espèce non faite au Canada; accessoires et dispositifs, destinés aux machines, instruments de précision et appareils précités; pièces de tout ce qui précède, à l'exclusion des outils consommables. | Lorsqu'ils sont employés<br>a) dans les usines de fabricants de véhicules automobiles, de pièces de véhicules automobiles, *ou d'accessoires de véhicules automobiles et de leurs pièces*, à la fabrication de véhicules automobiles, de pièces de véhicules automobiles, *ou d'accessoires de véhicules automobiles et de leurs pièces*; ou<br>b) à la fabrication<br>(i) de matrices, de gabarits, de brides, de moules, *et de leurs modèles*;<br>(ii) *d'outils coupants et de leurs pièces, utilisés sur des machines*;<br>*tout ce qui précède devant servir* à la production de *véhicules automobiles*, de pièces de véhicules automobiles, *ou d'accessoires de véhicules automobiles et de leurs pièces*..... | 99 p.c. |

3. La Chambre décide qu'il y a lieu de modifier la liste C du *Tarif des douanes* par le retranchement du numéro tarifaire 99204-1 et de l'énumération de marchandises inscrite en regard de ce numéro, ainsi que par l'insertion, dans ladite liste, du numéro et de l'énumération de marchandises suivants:

| | |
|---|---|
| 99204-1 | Oléomargarine, beurrine et autres succédanés similaires du beurre, et beurre artificiel (process) ou beurre remanié, *à moins que dans un cas particulier ou une catégorie de cas ils soient exemptés des dispositions de ce numéro par un règlement du gouverneur en conseil.* |

4. La Chambre décide que tout acte législatif fondé sur les Résolutions qui précèdent sera réputé être entré en vigueur le 2e jour de juin 1967, s'appliquer à tous les produits mentionnés dans lesdites Résolutions, importés ou sortis d'entrepôt en vue de la consommation à compter de la date précitée, et s'appliquer également aux produits importés antérieurement et à l'égard desquels nulle déclaration d'entrée en vue de leur consommation n'a été faite avant cette date.

RECETTES ET DÉPENSES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL SUR LA BASE DES COMPTES NATIONAUX

| | 1965-1966 | 1966-1967 Estimation | 1967-1968 Prévisions avant la modification des impôts |
|---|---|---|---|
| | (en millions de dollars) | | |
| A.—RECETTES | | | |
| 1. Impôts directs, particuliers | 2,755 | 3,154 | 3,698 |
| 2. Impôts directs, sociétés[1] | 1,627 | 1,620 | 1,585 |
| 3. Impôts de retenue | 170 | 205 | 189 |
| 4. Impôts indirects | 3,364 | 3,646 | 3,978 |
| 5. Revenu provenant de placements | 628 | 670 | 801 |
| 6. Caisses d'assurance et de pensions | 612 | 703 | 743 |
| 7. Total des recettes | 9,156 | 9,998 | 10,994 |
| B.—DÉPENSES | | | |
| 1. Biens et services: défense | 1,583 | 1,670 | 1,717 |
| 2. Biens et services: autres | 1,813 | 2,273 | 2,554 |
| 3. Transferts à des personnes | 2,334 | 2,587 | 3,092 |
| 4. Service de la dette publique | 1,077 | 1,159 | 1,237 |
| 5. Subventions | 269 | 397 | 444 |
| 6. Aide-capital | 72 | 65 | 72 |
| 7. Transferts aux autres niveaux de gouvernement | 1,432 | 1,706 | 2,106 |
| 8. Total des dépenses | 8,580 | 9,857 | 11,222 |
| C.—EXCÉDENT (+) ou DÉFICIT (−) | +576 | +141 | −228 |

[1]Sauf les impôts frappant les entreprises commerciales de l'État, qui sont inclus dans le revenu provenant de placements de l'État.

DÉPENSES DE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL: CONCILIATION DES ÉTATS DES COMPTES PUBLICS ET DES COMPTES NATIONAUX

| | 1965–1966 | 1966–1967 | 1967–1968 Prévisions avant la modification des impôts |
|---|---|---|---|
| | (en millions de dollars) | | |
| 1. Dépenses budgétaires | 7,735 | 8,794 | 9,700 |
| 2. Redressement de la période supplémentaire[1] | — 6 | —116 | 7 |
| 3. Dépenses des caisses extra-budgétaires: | | | |
| Versements sur la Caisse de la sécurité de la vieillesse | 927 | 1,075 | 1,401 |
| Prestations d'assurance-chômage | 298 | 307 | 372 |
| Versements sur les Caisses de pension de l'État | 114 | 128 | 140 |
| Versements au titre de l'assistance à l'agriculture des Prairies | 7 | 6 | 6 |
| 4. Transferts aux caisses extra-budgétaires | — 66 | — 69 | — 73 |
| 5. Redressement visant à instituer un régime se fondant sur les déboursés, à l'égard d'autres caisses de l'État et de sociétés de la Couronne[2] | — 16 | 42 | 92 |
| 6. Dépenses budgétaires compensées par les revenus des sociétés commerciales de l'État: | | | |
| Dépenses du ministère des Postes | —242 | —265 | —283 |
| Déficits des sociétés commerciales de l'État | —104 | — 74 | — 69 |
| 7. Réserves et défalcations | — 59 | — 78 | —167 |
| 8. Postes de revenus budgétaires compensés par les dépenses budgétaires[3] | —127 | —140 | —150 |
| 9. Autres redressements à l'égard des dépenses budgétaires | 119 | 247 | 246 |
| 10. Total des dépenses, sous le régime des comptes nationaux | 8,580 | 9,857 | 11,222 |
| 11. Excédent (+) ou déficit (−), sous le régime des comptes nationaux | 576 | 141 | —228 |
| 12. Excédent (+) ou déficit (−), sous le régime budgétaire | (— 39) | (—428) | (—700) |
| 13. Total, sous le régime des comptes nationaux | 9,156 | 9,998 | 10,994 |

[1] Dans les comptes nationaux, les dépenses au chapitre des biens et services pour la période supplémentaire sont divisées également entre les années financières consécutives. La plupart des autres dépenses sont entièrement reportées à l'année financière suivante.

[2] Redressement qui remplace les crédits budgétaires accordés aux diverses caisses et sociétés par les dépenses réelles faites par ces caisses et sociétés.

[3] L'élément le plus important de ce poste comprend les revenus qui proviennent de la vente de biens et de services par l'État. Ces ventes figurent comme dernière dépense du secteur privé et sont déduites afin qu'elles ne soient pas comptées deux fois.

REVENUS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL: CONCILIATION DES ÉTATS DES COMPTES PUBLICS ET DES COMPTES NATIONAUX

| | 1965–1966 | 1966–1967 Estimation | 1967–1968 Prévisions avant la modification des impôts |
|---|---|---|---|
| | (en millions de dollars) | | |
| 1. Revenus budgétaires | 7,696 | 8,366 | 9,000 |
| 2. Redressement de la période supplémentaire[1] | 56 | 7 | — 16 |
| 3. Revenus extra-budgétaires: | | | |
| Recettes fiscales au chapitre de la sécurité de la vieillesse | 1,169 | 1,281 | 1,546 |
| Assurance-chômage, contributions employeur-employé | 328 | 340 | 370 |
| Caisses de pension de l'État, contributions employeur-employé | 301 | 363 | 373 |
| Prélèvement aux termes de la loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies | 10 | 11 | 11 |
| Intérêt perçu sur les caisses d'assurance sociale et de pension | 181 | 196 | 226 |
| 4. Impôt sur le revenu des sociétés[3]: excédent (+) de l'impôt à percevoir sur l'impôt perçu | −128 | −112 | −135 |
| 5. Bénéfices nets des sociétés commerciales de l'État avant déduction de l'impôt | 242 | 204 | 268 |
| 6. Intérêt des prêts, avances et placements | 222 | 270 | 307 |
| 7. Moins: Remboursements budgétaires sur placements | −488 | −522 | −556 |
| 8. Moins: Revenus du ministère des Postes | −237 | −256 | −260 |
| 9. Postes de revenus budgétaires compensés par les dépenses budgétaires[3] | −127 | −140 | −150 |
| 10. Tous autres redressements apportés aux recettes budgétaires | — 69 | — 10 | 10 |
| 11. Total des revenus, sous le régime des comptes nationaux | 9,156 | 9,998 | 10,994 |

[1] Dans les comptes nationaux, les revenus au cours de la période supplémentaire sont reportés à l'année financière suivante.

[2] L'impôt des entreprises commerciales de l'État n'est pas compris dans ce poste et il figure au poste 5.

[3] Voir aussi le renvoi 3 au bas du tableau de conciliation des dépenses.

# DOCUMENTS BUDGÉTAIRES

présentés par

l'honorable Mitchell Sharp, député,

ministre des Finances

pour la gouverne du Parlement

à l'occasion de l'exposé budgétaire de 1967–1968

## AVANT-PROPOS

Les présents documents ont un double objet:

1. Présenter une revue générale de la situation économique en 1966, offrant, en un seul fascicule de consultation facile, certains des principaux indices économiques établis par le Bureau fédéral de la statistique, la Banque du Canada et d'autres organismes officiels, ainsi que quelques commentaires;

2. Présenter un exposé provisoire des Comptes de l'État pour l'année financière close le 31 mars 1967.

## PARTIE I

## LIVRE BLANC ÉCONOMIQUE POUR 1967


| | PAGE |
|---|---|
| Économie canadienne—Revue et perspectives | 7 |
| Revue sommaire pour 1966 | 7 |
| Perspectives pour 1967 | 10 |
| Pressions de la demande | 14 |
| Investissements publics et privés | 16 |
| Dépenses des particuliers | 19 |
| Fluctuation des stocks | 21 |
| Exportations de biens et de services | 23 |
| Dépenses de l'État | 25 |
| Problèmes de l'offre | 25 |
| Accroissement de la main-d'œuvre | 25 |
| Emploi | 28 |
| Tendances régionales de l'emploi | 29 |
| Tendances des revenus | 33 |
| Production, productivité et coûts de production | 35 |
| Fluctuations des prix | 42 |
| Importations de biens et de services | 46 |
| Secteur public | 48 |
| Balance des paiements | 53 |
| Compte courant | 53 |
| Compte de capital et les réserves | 58 |
| Provenance et affectation de l'épargne | 60 |
| Secteur financier | 62 |
| Avant-propos | 62 |
| Offre et demande de fonds sur les marchés de capitaux | 63 |
| Gestion de la dette du gouvernement fédéral | 69 |
| Index des tableaux de référence | 73 |


Les tableaux et graphiques compris dans le présent document budgétaire se fondent sur des estimations fournies par le Bureau fédéral de la statistique, la Banque du Canada et d'autres organismes officiels. Certaines de ces données paraissent pour la première fois; d'autres ont été publiées ailleurs. Toutes les estimations relatives à 1966, n'étant que provisoires, sont sujettes à revision.



95150—3

# REVUE ÉCONOMIQUE POUR 1966

## L'ÉCONOMIE CANADIENNE—REVUE ET PERSPECTIVES

Le début de 1966 a été marqué par de fortes pressions exercées sur notre capacité de production et par un taux d'augmentation du rendement trop élevé pour être soutenu. Ces pressions s'accompagnaient d'une hausse considérable des coûts et des prix qui menaçait la base même sur laquelle reposait la longue période d'expansion des affaires. Les dépenses de toutes sortes augmentaient rapidement et l'économie était, de façon générale, surchargée.

La nature généralement bien équilibrée du progrès économique du Canada, de 1961 à 1965, avait été une caractéristique remarquable de cette période. En dépassant la croissance sous-jacente de la capacité de production du Canada, la hausse du rendement avait graduellement absorbé les ressources inutilisées en main-d'œuvre, en matériel et en équipement. Comme ces ressources étaient presque entièrement utilisées, à la fin de 1965, il a fallu ralentir le taux de croissance pour éviter le désordre économique. Au cours de 1966, des rajustements souhaitables ont eu lieu grâce, pour une bonne part, au climat monétaire et fiscal du moment.

Le budget de 1966 avait pour objectif de susciter une période de transition permettant l'établissement d'un taux de croissance soutenu et l'adaptation du taux d'accroissement de la production à celui de la productivité, sans l'exercice de pressions excessives sur les coûts et les prix et sans ralentissement de l'économie.

Pour réussir pareille transition, il faut éviter les augmentations excessives de *certains* coûts et prix, d'une part, et des inventaires, du rendement ou de la capacité de *certaines* industries, d'autre part, augmentations qui ne peuvent être absorbées sans des rajustements si sévères qu'ils menacent la stabilité de l'économie tout entière. Des événements survenus en 1966 ont indiqué que des excès s'étaient produits, et des mesures visant à rétablir un meilleur équilibre du sein de l'économie ont été mises en œuvre. Par la suite, on a relevé, pour le reste de l'année, des hausses soutenues mais plus modérées du rendement, de l'emploi et des dépenses. Les effets des pressions excessives, qui se reflétaient dans les fluctuations des prix et des coûts, n'ont commencé à fléchir qu'à la fin de l'année et ils se sont maintenus, à un degré un peu plus faible, en 1967.

Ajoutées à une récolte de blé sans précédent, ces réalisations ont fait monter la valeur du produit national brut de 10.9 p.100 par rapport à 1965. (Tableau de référence 1). Les prix, évalués d'après les comptes nationaux, ont été de 4.6 p. 100 plus élevés. Le PNB a donc accusé une hausse véritable de 5.9 p. 100. (On trouvera, à compter de la page 73, les principaux tableaux de référence.)

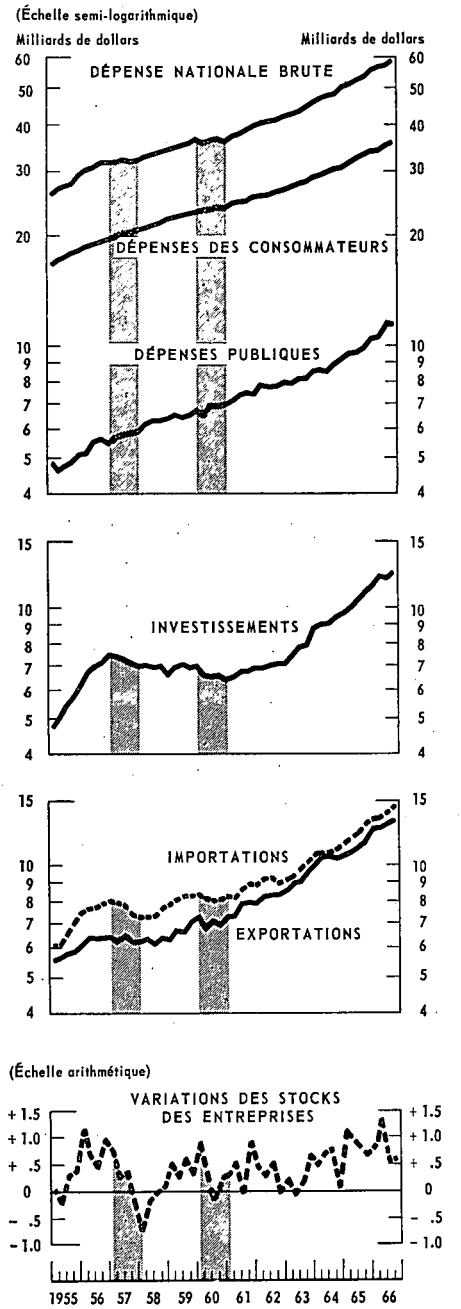
### Dépenses

Le rythme des événements en 1966 a été déterminé par ce qu'on a exigé de l'économie. Au cours des derniers mois de 1965, l'activité dans l'industrie de la construction avait augmenté, à mesure que le secteur commercial accroissait ses dépenses d'investissement et que les dépenses du gouvernement au chapitre des travaux publics et des travaux d'équipement continuaient d'augmenter. Ces pressions ont continué au début de 1966. A ce moment-là, les exportations ont monté en flèche, augmentant de plus de 8 p. 100 au cours du premier trimestre, à mesure que l'activité économique s'accélérait aux États-Unis. Les achats de

GRAPHIQUE 1

## DÉPENSE NATIONALE BRUTE ET CERTAINS ÉLÉMENTS EN DOLLARS COURANTS 1955 - 1966

(TAUX ANNUELS AJUSTÉS POUR VARIATIONS SAISONNIÈRES)
PAR TRIMESTRE



biens et services, par le gouvernement, ont considérablement augmenté. Les inventaires ont commencé à s'accroître. Les dépenses à la consommation ont progressé plus lentement qu'auparavant, mais elles ont quand même contribué sensiblement à la hausse de la demande pour le premier trimestre. On trouvera un résumé de ces événements aux tableaux de référence 2 et 3.

Vu cette demande accrue, le secteur commercial a revisé ses projets d'investissements, décidant d'accroître ces derniers, décision qui aurait pu intensifier encore davantage les pressions de la demande. A mesure que les prix augmentaient et que d'autres indices des pressions excessives exercées sur la capacité d'approvisionnement se manifestaient, des efforts furent tentés pour accélérer quelques dépenses; toutefois, au cours du deuxième trimestre, les dépenses à la consommation n'ont augmenté que d'une fraction, à cause de certaines circonstances spéciales; l'augmentation des dépenses du gouvernement a temporairement ralenti et les exportations ont accusé un léger recul par rapport aux niveaux exceptionnels du premier trimestre. Au cours des derniers mois de l'année, l'important secteur de la consommation a repris un taux de croissance relativement rapide, ce qui a fourni une base solide et stable aux dépenses totales. Les dépenses du gouvernement ont aussi repris à un rythme plus rapide. Mais les investissements commerciaux, qui augmentaient rapidement depuis trois ans, ont ralenti au cours du dernier semestre.

Malgré les pressions exercées sur l'économie, le déficit au compte courant international a légèrement baissé, en 1966, à environ un milliard de dollars. Les raisons de ce déclin ne sont pas encore entièrement évidentes. Toutefois, il s'explique en partie par de plus fortes exportations de blé et une légère amélioration des échanges commerciaux au chapitre des produits de l'automobile.

## Embauche, rendement et productivité

La main-d'œuvre et l'embauche total ont accusé une hausse très rapide, en 1966, tant par rapport aux normes récentes que par rapport aux chiffres des autres pays industrialisés. Cette hausse découle directement du niveau élevé et de l'accroissement continu de la demande de biens et services, ce dernier étant attribuable à l'accroissement naturel de la population en âge de travailler, d'une plus grande participation des femmes au marché du travail et d'une immigration nette accrue.

La demande soutenue de travailleurs a encore fait baisser le taux annuel moyen de chômage, qui est tombé de 3.9 p. 100, en 1965, à 3.6 p. 100 en 1966. Elle a également amené sur le marché du travail un certain nombre de travailleurs à temps partiel; alors que 149,000 femmes de plus avaient un emploi en 1966, 20,000 d'entre elles ne travaillaient qu'à temps partiel. Nombre d'autres, surtout les plus jeunes, manquaient d'expérience.

En partie à cause de cela, la productivité par travailleur dans le secteur non agricole de l'économie n'a augmenté que peu durant l'année. La production de biens et services non agricoles, ou le produit national véritable, a augmenté de 6.3 p. 100 en 1966, et la hausse de 5.4 p. 100 de l'embauche non agricole a indiqué une hausse du rendement par travailleur de moins de 1 p. 100.

En 1966, l'agriculture a fourni un apport particulièrement remarquable à la production globale. La récolte surabondante de céréales dans les Prairies a été le principal facteur ayant contribué à cette hausse marquée de 12 p. 100 de la production agricole globale.

## Coûts et prix

Comme la demande de main-d'œuvre s'est maintenue à des niveaux élevés dans la plupart des régions du Canada, les taux de salaires ont augmenté rapidement dans la plupart des industries. Cette accélération, qui s'était d'abord manifestée dans les métiers de la construction, s'est étendue à la production des biens et aux industries de service. De nouvelles conventions collectives prévoient

des gains plus élevés que ceux des dernières années et les contrats à long terme assurent d'autres augmentations au cours des deux ou trois prochaines années.

Les taux de salaires plus élevés, alliés à un gain relativement faible de la productivité, ont fait augmenter le coût de la main-d'œuvre dans le secteur de la production. Dans l'industrie de fabrication, où notre position concurrentielle au Canada et à l'étranger est de la plus haute importance, le coût de la main-d'œuvre par unité, qui diminuait aussi récemment qu'en 1964, a augmenté de 3.8 p. 100 en 1966. Dans l'ensemble de l'économie non agricole, y compris les services de l'État, le coût de la main-d'œuvre par unité a augmenté de 5.2 p. 100, en 1966. (On n'a pas encore trouvé le moyen d'évaluer la productivité dans les services de l'État et les services non commerciaux, et l'on suppose, aux fins de la statistique, que ce chiffre demeurera le même, ce qui accentue les augmentations des coûts unitaires de la main-d'œuvre.)

Les bénéfices par unité de production, dans le secteur commercial non agricole, ont baissé en 1966. En pareil cas, des hausses de prix suivent d'ordinaire. Les prix ont augmenté tout au cours de l'année, mais surtout durant le premier trimestre, alors que les fournisseurs étaient le mieux en mesure de faire face aux augmentations courantes ou éventuelles des frais. Cette conjoncture a affecté également les prix à la consommation et la pénurie de certains aliments a intensifié la spirale des prix. Les pressions sur les prix des aliments se sont allégées à mesure que l'année avançait. Les coûts ont continué d'augmenter de façon marquée en 1966, même après que les pressions de la demande se furent modérées.

## Situation monétaire

Le niveau élevé de l'activité dans le domaine des investissements, et dans l'économie en général, a donné lieu à une forte demande de crédit. Cela s'est produit au moment où les mouvements internationaux de capitaux étaient affectés, eux aussi, par une demande soutenue de fonds et par des taux d'intérêt élevés dans les principaux pays industrialisés. Les taux d'intérêt au Canada, qui reflétaient la vive concurrence intérieure pour les épargnes et la nécessité de soutenir la concurrence sur les marchés américains pour obtenir des fonds afin de financer le déficit du compte courant de la balance des paiements, ont atteint des niveaux inconnus depuis les années 20 et y sont restés jusqu'aux dernières semaines de l'année.

## Perspectives pour 1967

L'examen qui suit des principaux secteurs de dépenses permet de prévoir que la croissance de la production en 1967 sera bien inférieure à celle de 1966. Les prix et les coûts augmenteront probablement de nouveau, bien que de façon plus modérée, à mesure que les pressions suscitées en 1966 se feront sentir dans l'économie.

Les dépenses de consommation en 1967 devraient constituer un élément de force de la demande globale. Les achats de biens durables devraient se maintenir, vu que les revenus disponibles demeureront à un niveau élevé et qu'il faudra, comme de coutume, remplacer certains biens. Quelques diminutions peu sensibles peuvent se produire au cours de la première moitié de l'année, mais on accusera vraisemblablement une augmentation, durant le deuxième semestre, dans le secteur des produits autres qu'automobiles, en raison d'une hausse prévue de la construction de logements. Le reste des dépenses personnelles, consacrées aux biens non durables et aux services, influe beaucoup plus que les biens durables sur le total et se caractérise par une tendance à la hausse soutenue et à long terme. La nourriture, les vêtements, le logement et les services professionnels font l'objet d'une demande constante. Cela a un effet stabilisateur considérable sur les dépenses de consommation et conséquemment sur l'ensemble du PNB.

Les dépenses des gouvernements devraient continuer à s'accroître, mais à un rythme plus lent qu'en 1966. On prévoit une hausse considérable des im-

mobilisations dans les écoles, les hôpitaux et les universités, alors que les affectations des ministères à des travaux publics de voirie et de construction d'édifices devraient se maintenir au niveau actuel. On peut aussi s'attendre à une augmentation moins rapide des dépenses d'exploitation des gouvernements cette année, même compte tenu des effets, sur les listes de paye gouvernementales, de l'augmentation accélérée des taux de salaires qu'a connue l'économie canadienne depuis environ un an.

Les perspectives d'exportations dépendent de l'évolution dans les économies de nos principaux partenaires commerciaux. La hausse très rapide de l'activité économique aux États-Unis en 1966 a fait place à un rythme plus modéré d'expansion. La fin de 1966 a vu s'accumuler des stocks considérables, et les observateurs en prévoient la réduction au cours du premier semestre de 1967. Des relevés récents des investissements commerciaux permettent d'entrevoir peu de changements au premier semestre et une augmentation modérée pour toute l'année. La croissance du PNB des États-Unis, prévoit-on, sera beaucoup moins rapide qu'en 1966.

Les perspectives pour les exportations du Canada sont diversifiées. Au Royaume-Uni et en Allemagne, la production a peu changé dans la deuxième partie de 1966, mais on a maintenant de bonnes raisons de prévoir des hausses modestes dans les deux pays. L'expansion se poursuit en France, en Italie et dans d'autres pays d'Europe, mais à un rythme légèrement inférieur à ce qu'on avait prévu. De façon générale, ces derniers mois ont permis des revisions qui ont réduit les perspectives quant à l'accroissement de la production en Europe cette année. L'économie du Japon connaît une expansion marquée, tout comme les exportations du Canada vers ce pays. Les expéditions de blé en URSS et en Chine communiste se maintiennent à un niveau élevé.

En résumé, les perspectives d'exportations de marchandises canadiennes pour l'année qui vient sont favorables. On ne saurait s'attendre à une expansion aussi rapide que l'an passé, mais 1967 devrait quand même connaître une hausse sensible.

L'Expo '67 et les célébrations du centenaire dans tout le pays devraient beaucoup ajouter aux recettes du Canada quant aux échanges ne portant pas sur les marchandises.

Les variations, quant aux biens importés, sont fonction, dans une grande mesure, de la demande pour les biens de production et de biens durables de consommation. La stabilité des dépenses du Canada dans les secteurs pourrait aboutir, en 1967, à un relèvement des importations beaucoup plus faible qu'en 1966.

A tout prendre, on peut prévoir, en 1967, une légère baisse du déficit du compte courant.

Le récent rapport sur les perspectives d'investissements indiquait une très faible augmentation des nouveaux investissements fixes pour 1967, contraste marqué avec l'augmentation moyenne de 16 p. 100 des trois années précédentes. En 1966, les investissements globaux ont atteint 25.8 p. 100 du PNB; en 1967, on prévoit que le rapport sera d'environ 24½ p. 100.

POURCENTAGE DE FLUCTUATION DES INVESTISSEMENTS

| | 1964 | 1965 | 1966 | 1967 |
|---|---|---|---|---|
| | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 |
| Capitaux d'entreprise | 21.1 | 19.9 | 18.3 | −0.2 |
| Habitation | 18.4 | 5.2 | 2.3 | −0.5 |
| Institutions (écoles, hôpitaux, etc.) | −11.7 | 31.3 | 17.2 | 16.5 |
| Ministères de l'État | 13.7 | 16.7 | 19.9 | 1.8 |
| Investissements totaux | 16.5 | 17.6 | 15.8 | 1.4 |

Ce ralentissement du taux de croissance est attribuable à un ensemble de facteurs, dont le plus important est sans doute la réaction contre la hausse très forte d'investissements que les entreprises commerciales ont essayé de réaliser en 1965 et 1966. En outre, les entreprises ont eu plus de difficulté à financer ces augmentations considérables, fût-ce par leurs sources internes ou par des emprunts, ce qui reflète les tensions matérielles qui se faisaient sentir. De plus, la hausse des coûts et la baisse des bénéfices par unité ont sans doute touché de nombreux projets d'investissements.

Parmi les groupes industriels, les industries de fabrication, ces dernières années, ont augmenté leurs déboursés en capitaux fixes plus rapidement que les autres industries, et leurs investissements ont atteint un niveau très élevé en 1966. Leurs projets d'investissement en 1967, ainsi que les renseignements disponibles sur les taux d'utilisation de la capacité de production, font voir que ces industries ont terminé leurs principaux projets et que l'équilibre est maintenant plus stable entre leurs capitaux fixes actuels et les perspectives immédiates que leur offre le marché.

Dans le secteur de la fabrication, quelques industries particulières, comme celles du fer et de l'acier, des produits des pâtes et des papiers, des produits chimiques et du ciment, ont causé, en grande partie, la baisse actuelle des investissements. Ces industries avaient déjà connu les augmentations les plus marquées pour ce qui est des investissements (à cause de circonstances particulières dans certains cas) et elles semblent maintenant avoir une capacité suffisante par rapport aux niveaux actuels ou très prochains de production. Les niveaux d'investissement projetés par d'autres industries de fabrication, pour 1967, diffèrent peu de ceux de 1966.

Les services d'utilité publique et les transports comptent accroître leurs immobilisations à des taux qui seront un peu moindres qu'en 1966. Les augmentations se maintiennent également dans le commerce de gros et de détail. Les dépenses fixes d'établissement que projettent les industries de service commerciaux sont moindres, probablement par suite de l'achèvement de travaux dans le cadre de l'Expo '67. On prédit également une légère baisse dans le secteur des finances, des assurances et des transactions immobilières.

Les augmentations considérables de la capacité de production des usines depuis trois ans ont permis, semble-t-il, de réaliser un rapport acceptable entre le capital social et la production. Par ailleurs, même si on ne dispose que de renseignements limités sur les taux d'utilisation de la capacité de production, rien n'indique réellement une capacité générale excédentaire par rapport aux marchés existants, comme c'était le cas en 1957. Au contraire, les indications disponibles révèlent un meilleur équilibre entre la capacité matérielle de production et la production proprement dite, de sorte qu'on peut prévoir que le passage des hausses exceptionnellement rapides d'immobilisations à un taux plus normal et plus facile à soutenir se fera dans un délai raisonnablement court.

En 1966, les projets d'immobilisations du secteur des affaires ont été touchés par une pénurie de disponibilités causée en partie par une baisse du flux monétaire (*cash flow*) retenu et par une concurrence très vive sur le marché de l'argent. Les politiques fiscale et monétaire du gouvernement ont renforcé ces contraintes, qui sont maintenant supprimées. Les demandes excessives de capitaux n'exercent plus de pression sur le marché des capitaux, partout dans le monde depuis le début de l'année l'argent est moins serré, et les restrictions fiscales aux investissements annoncées dans le budget de 1966 ont été supprimées. Les projets d'investissements du monde des affaires au début de 1967, tels qu'ils figurent au relevé des perspectives d'investissements, ont été préparés avant que la nature de ces circonstances nouvelles se précise, et ils peuvent maintenant être revisés.

On prévoit un accroissement de l'activité dans le secteur de la construction domiciliaire en 1967, du fait que les capitaux seront plus faciles à obtenir sur le marché de l'argent et des sources gouvernementales. Les sources privées de

capitaux disposeront de plus de fonds, en partie parce que la concurrence du monde des affaires y sera moins vive. En outre, le taux d'intérêt aux termes de la loi nationale sur l'habitation est devenu plus souple et adaptable aux conditions du marché, du fait qu'on le rattache au taux des obligations à long terme du gouvernement. On prévoit aussi que la revision de la loi sur les banques débloquera d'autres capitaux du fait que les banques à charte pourront accorder des prêts hypothécaires sur les habitations. Les prêts directs de la Société centrale d'hypothèques et de logement, qui lance une vaste campagne printanière de prêts pour la première fois depuis quelques années, contribueront à la disponibilité de fonds hypothécaires. On s'attend que la construction d'au moins 150,000 logements sera amorcée en 1967, soit beaucoup plus que les 135,000 mises en chantier en 1966. Le programme de construction domiciliaire s'accélérera au cours de l'année, laissant prévoir une activité encore plus grande dans ce secteur pour 1968.

L'accumulation des stocks, considérable vers le milieu de 1966, a ralenti légèrement dans les derniers mois de l'année. La relation entre les stocks et les ventes s'est stabilisée un tant soit peu après avoir accusé une hausse pendant les mois d'été. Il est difficile de prévoir quelle sera la tendance en 1967, mais il se peut qu'on ait déjà commencé à démunir les stocks. La situation varie selon l'industrie. Certaines ont réglé leur production sur leurs expéditions courantes, alors que d'autres ont continué d'augmenter leurs stocks. Dans certaines industries de fabrication, les nouvelles commandes semblent se stabiliser, laissant croire qu'on démunit petit à petit les stocks pour répondre à la demande courante. Ce rajustement se fait progressivement; on ne peut donc prévoir une baisse marquée des stocks dans les mois à venir. On ne peut non plus prévoir une accumulation marquée. L'état des stocks ne sera donc vraisemblablement pas un élément d'expansion de la demande en 1967.

Résumant les perspectives de l'ensemble de la demande en 1967, on peut prévoir une expansion considérable des dépenses des consommateurs pour les biens non durables et les services, des dépenses courantes du gouvernement, et des exportations. L'influence de ces facteurs, ainsi qu'une hausse des importations inférieure à celle de 1966, devraient suffire amplement à contrebalancer le taux d'accroissement plus lent que l'on prévoit dans le domaine de l'achat des biens de consommation durables et des investissements commerciaux. Néanmoins, l'accroissement du rendement, en valeur et en termes réels, sera vraisemblablement de beaucoup inférieur à celui par trop accéléré qu'a connu 1966.

On s'attend à ce que les investissements commerciaux fixes constituent une proportion moins considérable du produit national brut qu'en 1966. L'augmentation des stocks sera de beaucoup inférieure. C'est dire que le secteur des affaires fera moins appel aux épargnes des Canadiens, lesquelles augmentent chaque année au fur et à mesure que se développent nos perspectives économiques. Une partie de ces épargnes sera absorbée par une plus grande activité dans le secteur de la construction domiciliaire au fil de l'année. Une autre partie sera peut-être absorbée par les gouvernements dans la mesure où leurs revenus accrus, reflétant une hausse plus modérée des revenus, ne répondront pas à l'augmentation des dépenses projetées. La relation critique pour l'économie, c'est l'équilibre entre l'épargne globale et les investissements. Quand les investissements projetés dépassent l'épargne, des pressions s'exercent sur les coûts et les prix. D'autre part, lorsqu'ils y sont inférieurs, nos épargnes doivent alors être placées car nous n'en tirerons aucun rendement à les laisser dormir. Un juste équilibre entre l'épargne et les investissements, lorsque le niveau de l'emploi est élevé, dans un cadre de prix stables, est difficile à atteindre et à maintenir.

## L'offre

Pour ce qui est de l'offre, le niveau actuel de l'embauche s'établit à plus de 96 p. 100 des effectifs ouvriers, le chômage ayant été d'environ 3.75 p. 100 en

moyenne, au cours des premiers mois de 1967. L'immigration sera vraisemblablement forte encore, en 1967. Cependant, la proportion de la population active qui s'est jointe aux effectifs ouvriers a monté avec une rapidité inusitée en 1966, et il est peu probable que le taux de participation fasse des progrès aussi prononcés en 1967. De 1965 à 1966, le taux de participation est passé de 54.4 à 55.1 p. 100, une forte partie de la hausse étant attribuable aux jeunes et aux femmes de tous âges. Par suite d'une hausse plus modérée du taux de participation, l'accroissement de la main-d'œuvre sera probablement moins rapide dans les mois à venir qu'en 1966.

Il est tout particulièrement difficile de prévoir l'évolution de la productivité au sein de l'économie, en 1967. Les résultats de 1966 ont été décevants pour des raisons qui ne sont pas encore précises. Toutefois, si les récents événements peuvent servir de guide à court terme, les progrès réalisés à la fois par la productivité et l'embauche semblent indiquer que le rendement non agricole pourrait connaître une hausse considérable en 1967, même si cette dernière se produisait à un rythme plus modéré que celle de 1966. De forts accroissements de biens d'équipement, au cours des trois dernières années, pourraient permettre à l'industrie d'améliorer encore le rendement et la productivité de l'économie canadienne. Dans le secteur agricole, on ne peut raisonnablement s'attendre que les récoltes record de blé de l'an dernier se répètent. A tout prendre, on peut raisonnablement s'attendre à une hausse d'environ 4 p. 100 dans l'ensemble de la productivité au Canada, en 1967.

Il est difficile de prévoir combien de temps encore durera le processus d'ajustement entre les coûts, les prix et les bénéfices, mais les coûts et les prix continueront vraisemblablement à monter en 1967. L'importance de la hausse est incertaine; elle sera inférieure à celle de 1966, vu les pressions réduites de la demande, mais supérieure à ce qui serait souhaitable à long terme.

Dans le passé, l'augmentation des coûts a dépassé celle des prix à la vente, lors d'étapes subséquentes de l'expansion, et les bénéfices se sont stabilisés ou ont diminué. La stabilisation des bénéfices a habituellement été suivie, après une pause, d'un fléchissement du taux des nouveaux investissements. Dans la situation actuelle, la politique fiscale et monétaire tend à ralentir l'augmentation excessive des investissements et à permettre une transition sans heurt à un taux approprié de croissance économique. L'augmentation du rendement est actuellement plus conforme à nos possibilités fondamentales d'expansion économique, et le niveau de l'embauche est demeuré élevé. La relation entre l'augmentation des revenus et celle de la productivité est encore une question critique; si le taux d'accroissement des revenus pouvait être diminué, et la productivité améliorée, cela faciliterait un rajustement rapide et sans heurt entre les prix et les coûts, ce qui assurerait une base solide à l'expansion continue et soutenue des investissements, et améliorerait la situation économique du Canada sur le plan international. Ces facteurs garantiraient une expansion économique soutenue jusqu'en 1968.

## LES PRESSIONS DE LA DEMANDE

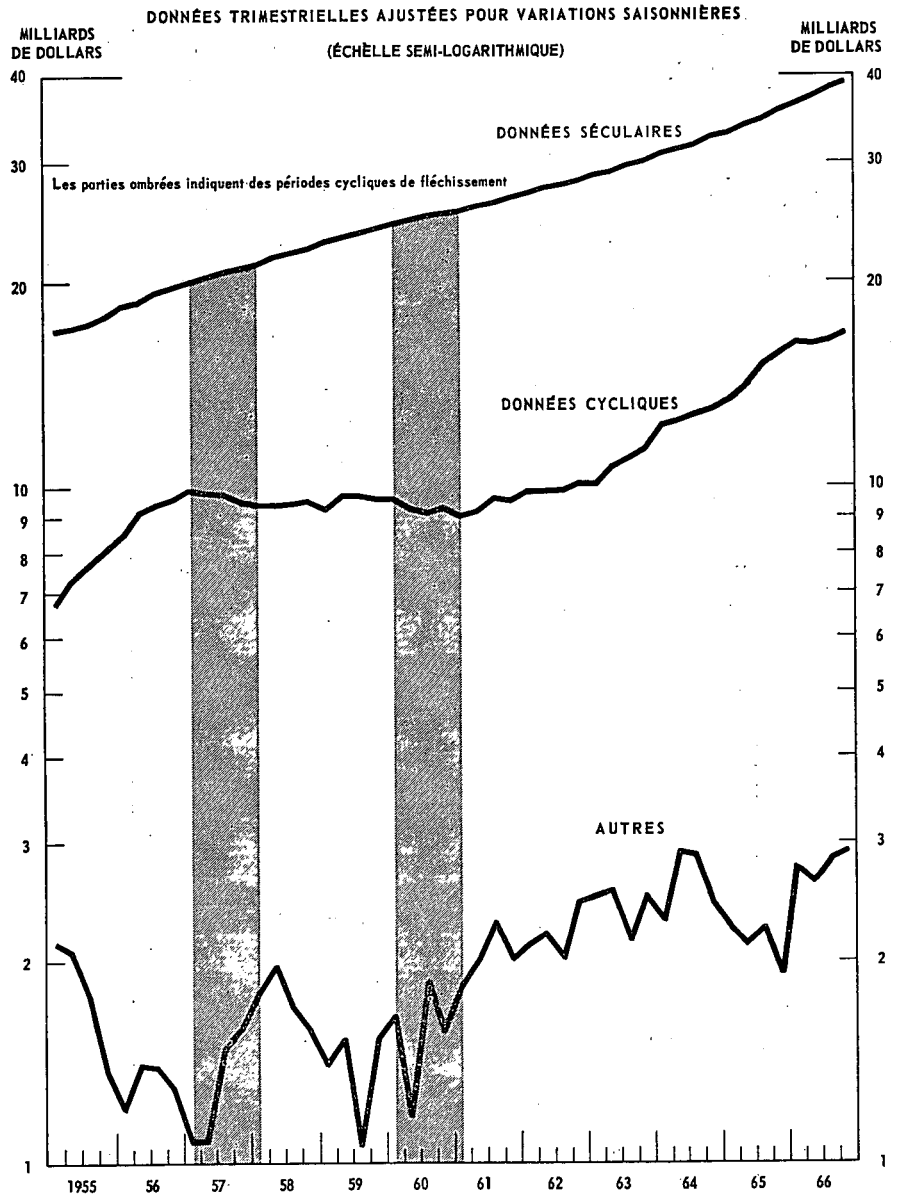
En 1966, la demande de biens et services dans l'économie canadienne a augmenté de façon marquée. A la suite d'un accroissement exceptionnellement vif de la demande globale pendant le dernier semestre de 1965, la cadence de la demande s'est de nouveau accélérée au cours du premier semestre de 1966. Les achats de biens durables par les consommateurs ont augmenté, les exportations se sont accrues sensiblement, les gouvernements ont augmenté leurs dépenses et les stocks ont cessé de diminuer pour se mettre à s'accumuler de plus en plus vite. La cadence cependant était nettement insoutenable, et la demande globale a repris un taux de croissance plus modéré au cours des trimestres subséquents.

Les rajustements à un taux de croissance plus modéré n'ont pas été les mêmes dans tous les éléments de la demande. Le graphique 2 illustre les mouvements

GRAPHIQUE 2

## COMPTES NATIONAUX, DÉPENSES
## 1955 - 1966

DONNÉES TRIMESTRIELLES AJUSTÉES POUR VARIATIONS SAISONNIÈRES




Nota: Les données séculaires comprennent les dépenses de consommation des particuliers en biens non durables et en services et les achats des gouvernements provinciaux et municipaux; les données cycliques comprennent les investissements intérieurs bruts du secteur privé et les dépenses de consommation des particuliers en biens durables; les autres données comprennent les achats du gouvernement fédéral et les exportations nettes de biens et services.

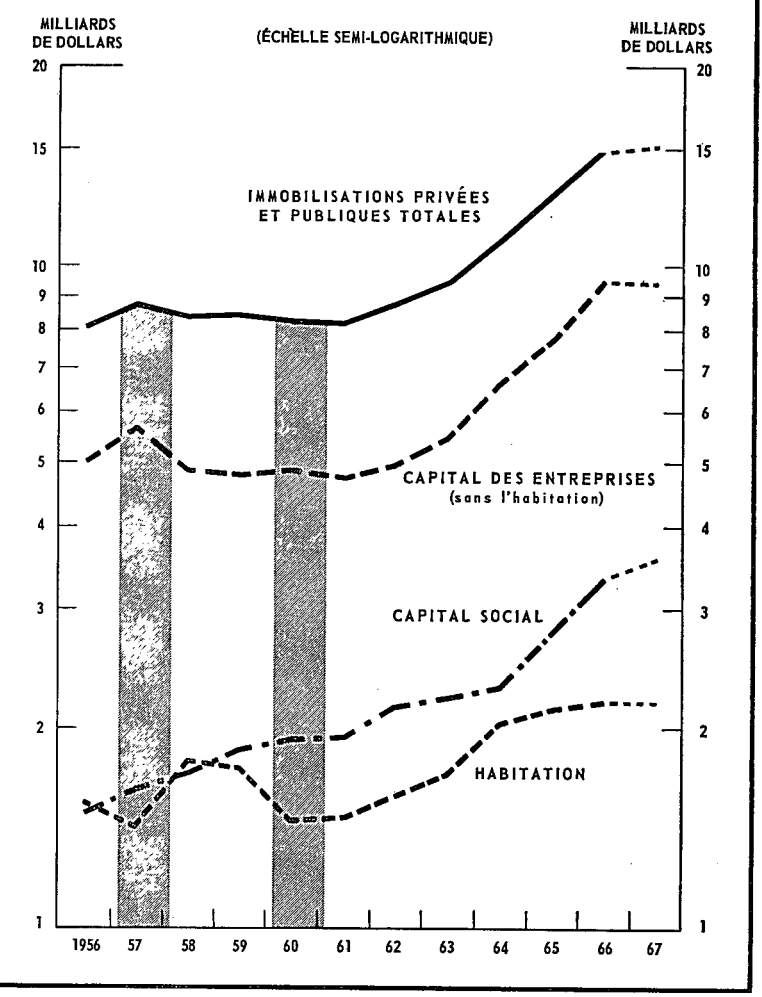
qui se sont manifestés au cours de l'année. Les éléments séculaires de la demande globale ont continué d'augmenter, tandis que certains des éléments les plus transitoires et d'autres ont cessé de s'accroître chaque trimestre à la cadence exceptionnelle constatée au cours du deuxième semestre de 1965 et des premiers mois de 1966. La demande globale, exprimée en valeur, a continué d'augmenter jusqu'à la fin de l'année, malgré ces rajustements. Les tendances de la demande de biens et services de la part des consommateurs, des gouvernements et de l'entreprise pour fins d'investissement du secteur externe sont examinées dans les pages qui suivent.

## Investissements publics et privés

La composition des investissements globaux a été modifiée en 1966 par l'essor continu des investissements commerciaux, alors que la construction domiciliaire a fait preuve de faiblesse. Le commerce a porté sa part des investissements globaux de 61.7 à 63.0 p. 100, tandis que celle de la construction domiciliaire

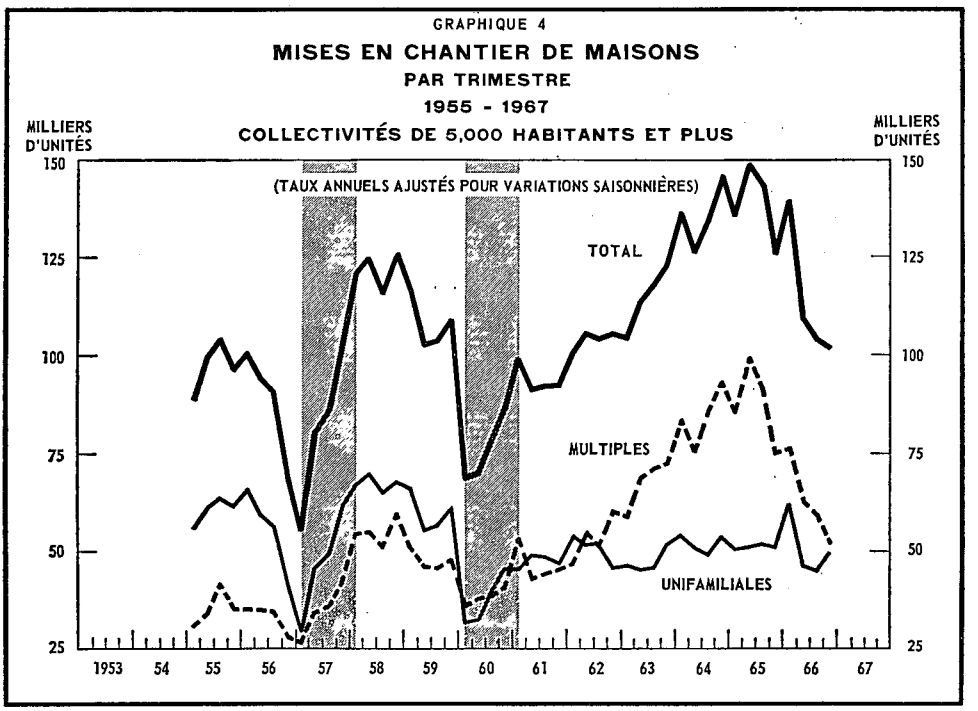
GRAPHIQUE 3

**IMMOBILISATIONS PRIVÉES ET PUBLIQUES**
**1956 - 1967**



est passée de 16.6 à 14.6 p. 100. La part des ministères et autres organismes gouvernementaux du programme des investissements globaux s'est accrue légèrement, passant de 21.7 à 22.4 p. 100.

Dans le domaine domiciliaire, le ralentissement des mises en chantier s'est fait sentir vers la fin de 1965. Au cours de 1966, une disette croissante de fonds à verser sur le marché des hypothèques domiciliaires fut bientôt suivie d'un ralentissement de la construction domiciliaire, surtout d'appartements financés par les moyens ordinaires. Les mises en chantier d'appartements en 1966 étaient environ du tiers moins nombreuses qu'en 1965. Mais, dans les autres domaines résidentiels, les prêts directs de la Société centrale d'hypothèques et de logement ont contribué à maintenir le niveau des mises en chantier, qui se sont établies




à 75,000 environ pour l'ensemble des régions en 1966, soit à peu près le même nombre que l'année précédente. En 1966, le total des mises en chantier a été de 135,000, soit environ 20 p. 100 de moins que les 167,000 de 1965. On a achevé 162,000 unités et la valeur moyenne des travaux mis en place était environ la même qu'en 1965.

En même temps, la formation de capitaux commerciaux atteignait les proportions d'un boom, ce qui a entraîné des restrictions fiscales et monétaires destinées à modérer l'expansion, comme on l'a signalé plus haut. Ces restrictions ont renforcé les tendances des marchés financiers et ont contribué à ramener la croissance de la demande à une cadence plus conforme à la capacité matérielle. Malgré les efforts tentés par les entreprises commerciales en vue d'augmenter leurs immobilisations encore plus rapidement, comme le montre le relevé des projets commerciaux du milieu de l'année 1966, les chiffres trimestriels réels indiquent un certain nivellement au cours du deuxième semestre de l'année. La

confirmation définitive de ce changement dans les investissements faits ou projetés se trouve dans un récent relevé des perspectives, et les détails des immobilisations commerciales figurent au tableau 1 et au tableau de référence 5.

TABLEAU 1

IMMOBILISATIONS PUBLIQUES ET PRIVÉES

| | 1957 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 | 1967 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | (en millions de dollars) | | | | | |
| Agriculture et pêche | 434 | 762 | 836 | 926 | 1,001 | 1,048 |
| Industrie forestière | 48 | 60 | 88 | 96 | 89 | 91 |
| Mines, carrières et puits de pétrole | 606 | 521 | 632 | 735 | 994 | 1,001 |
| Fabrication | 1,479 | 1,358 | 1,831 | 2,340 | 2,803 | 2,498 |
| Services d'utilité publique et transports | 2,308 | 1,771 | 2,059 | 2,423 | 2,892 | 3,157 |
| Construction | 158 | 135 | 197 | 263 | 267 | 271 |
| Commerce, finances et services commerciaux | 690 | 918 | 1,042 | 1,269 | 1,462 | 1,430 |
| Institutions | 454 | 873 | 771 | 1,012 | 1,186 | 1,382 |
| Habitations | 1,430 | 1,713 | 2,028 | 2,133 | 2,181 | 2,170 |
| Ministères de l'État | 1,110 | 1,282 | 1,460 | 1,668 | 2,022 | 2,055 |
| Total des immobilisations | 8,717 | 9,393 | 10,944 | 12,865 | 14,897 | 15,103 |
| Total des immobilisations en pourcentage des dépenses nationales brutes | 27.3 | 21.6 | 23.1 | 24.7 | 25.8 | |
| Indice du total des immobilisations, en dollars constants (1957=100) | 100.0 | 96.9 | 108.4 | 121.1 | 134.8 | |

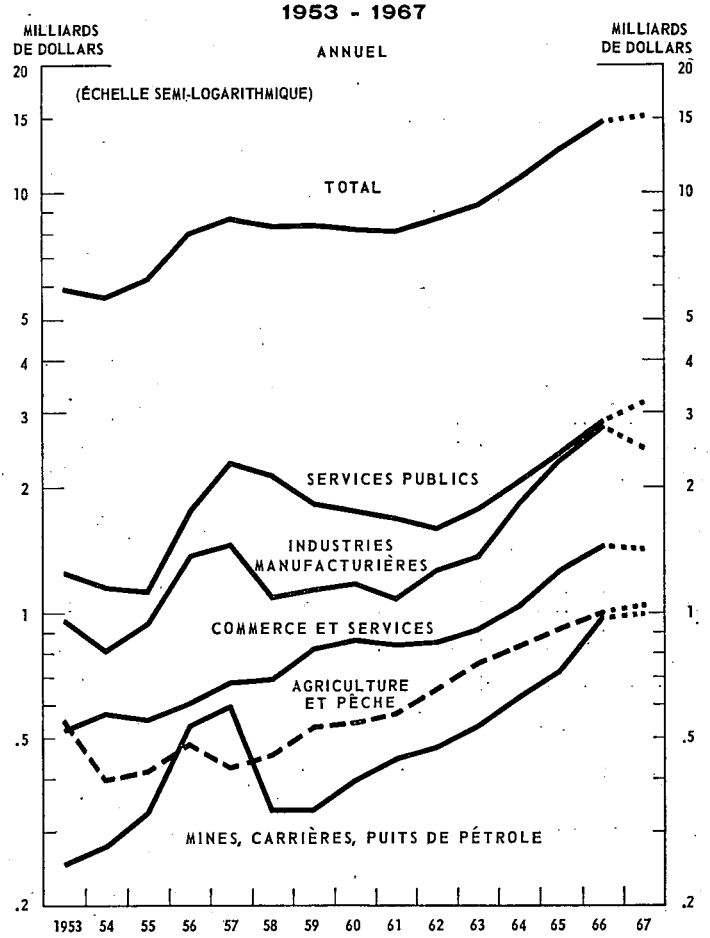
SOURCE: BFS et ministère du Commerce: *Immobilisations publiques et privées, perspectives, publication annuelle.*

La formation de capitaux d'équipement social par les ministères et autres organismes gouvernementaux a conservé un taux élevé en 1966, montant à 19 p. 100 au-dessus de l'année précédente. Les prévisions pour 1967 indiquent un taux d'augmentation beaucoup plus faible, soit d'environ 4 p. 100 de plus qu'en 1966. Tandis que la construction d'écoles, d'hôpitaux et d'universités va augmenter assez vivement, on s'attend que les immobilisations ministérielles aux chapitres de la voirie, des édifices et de travaux de génie restent au même niveau qu'en 1966.

Les investissements globaux des secteurs public et privé se sont accrus vivement pendant les trois dernières années. En 1966, les investissements globaux se sont établis à 25.8 p. 100 du produit national brut, une fraction de moins que le sommet de 27.3 p. 100 atteint en 1957, comme l'indique la table de référence 6. Le relevé des perspectives d'investissements paru récemment prévoit une augmentation inférieure à $1\frac{1}{2}$ p. 100 pour les investissements globaux de 1967; le niveau absolu représentera environ $24\frac{1}{2}$ p. 100 du produit national brut, à rapprocher de la moyenne d'après-guerre de $23\frac{1}{2}$ p. 100.

GRAPHIQUE 5

**DÉPENSES EN CAPITAL DES ENTREPRISES PAR INDUSTRIE 1953 - 1967**




## Les dépenses des particuliers

Les dépenses de consommation se sont élevées encore plus rapidement en 1966 qu'en 1965. Toutefois, les prix à la consommation se sont élevés aussi considérablement et, en réalité, l'augmentation de la consommation des particuliers en 1966, quoique considérable, était inférieure à celle de 1964 ou de 1965. Ce phénomène reflète, d'une façon particulièrement frappante, la pression de la demande globale qui s'est manifestée au cours des premiers mois de l'année. Les consommateurs, les gouvernements et les entreprises commerciales ont tenté tous ensemble d'accroître le total définitif de leurs achats au-delà de la capacité de l'économie de répondre à court terme à cette demande. Une augmentation des prix en a résulté. Conséquemment, l'augmentation de la consommation réelle des particuliers a été effectivement limitée à la quantité matérielle des biens de consommation et des services que l'économie pouvait fournir.

Sur une base trimestrielle, la valeur des dépenses des particuliers a progressé de façon inégale au cours de l'année (tableau 2) principalement à cause de la fluctuation irrégulière des achats de biens durables. Les biens durables sont un élément instable des dépenses des particuliers et se ressentent de la fluctuation des revenus, des prévisions du consommateur et de la disponibilité du crédit. Les tendances de la construction domiciliaire nouvelle peuvent influer sur les ventes

TABLEAU 2

CHANGEMENTS TRIMESTRIELS DES DÉPENSES DES PARTICULIERS SELON LES DIVERS ÉLÉMENTS

1965 et 1966

| | 1965 | | | | 1966 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1er T | 2e T | 3e T | 4e T | 1er T | 2e T | 3e T | 4e T |
| | Dollars courants—changement en pourcentage par rapport au trimestre précédent | | | | | | | |
| Dépenses des consommateurs | | | | | | | | |
| Total | +1.2 | +2.9 | +2.8 | +2.5 | +1.8 | +0.5 | +3.5 | +1.9 |
| Biens durables | +5.7 | +5.0 | +8.5 | −1.0 | +2.2 | −10.4 | +12.5 | −0.9 |
| Biens non durables | −0.1 | +3.2 | +2.1 | +3.4 | +1.2 | +2.6 | +2.2 | −2.4 |
| Services | +1.5 | +1.9 | +1.8 | +2.7 | +2.5 | +1.3 | +2.5 | +2.2 |
| (Total des biens non durables et des services) | +0.6 | +2.6 | +2.0 | +3.1 | +1.8 | +2.0 | +2.4 | +2.3 |
| | Dollars constants—changement en pourcentage par rapport au trimestre précédent | | | | | | | |
| Dépenses des consommateurs | | | | | | | | |
| Total | +0.8 | +2.1 | +2.4 | +1.8 | +0.5 | −0.7 | +3.2 | +1.0 |
| Biens durables | +6.1 | +5.0 | +9.0 | −1.0 | +2.8 | −11.3 | +13.4 | −2.3 |
| Biens non durables | −0.5 | +2.0 | +1.6 | +2.6 | −0.7 | +1.8 | +1.8 | +1.9 |
| Services | +0.8 | +1.2 | +0.9 | +2.0 | +1.3 | +0.4 | +1.6 | +1.2 |
| (Total des biens non duables et des services) | +0.1 | +1.7 | +1.3 | +2.3 | +0.1 | +1.2 | +1.7 | +1.6 |

SOURCE: BFS, Les comptes nationaux.

d'appareils domestiques et de mobiliers qui sont des éléments importants du total. Au cours du premier trimestre de 1966, alors que la situation de l'embauche et du revenu était particulièrement soutenue, les dépenses en biens durables de consommation s'effectuaient à une cadence annuelle élevée. Il y eut aussi, en Ontario, certains achats anticipés d'automobiles et d'autres biens durables à la suite de l'annonce préalable d'une augmentation de 2 points de pourcentage de la taxe de vente au détail en avril. Pendant le deuxième trimestre le fléchissement marqué des achats de biens durables, particulièrement d'automobiles, découlait probablement de plusieurs facteurs: les revenus ont augmenté moins que pendant le premier trimestre et les fluctuations des prix ont restreint l'accroissement du revenu réel. La cherté de l'argent a pu jouer, car le crédit actif au consommateur a très peu changé; toutefois, il se peut que la croissance lente du crédit actif ait été un effet plutôt qu'une cause du fléchissement des achats de biens durables.

L'augmentation très marquée des ventes d'automobiles pendant le troisième trimestre s'explique en grande mesure par la diminution des prix qui s'est produite à cette époque. Ces diminutions reflétaient le nombre considérable de voitures invendues au moment du changement de modèles. Les ventes d'automobiles ont très peu fluctué pendant le quatrième trimestre alors que le crédit devenait plus facile, tandis que les ventes de mobiliers et d'appareils domestiques changeaient peu, peut-être à la suite de la réduction du nombre de nouvelles maisons parachevées vers la fin de l'année.

Les dépenses pour les biens non durables et pour les services ont soutenu leur accroissement normal au cours de l'année. Dans l'ensemble, les déboursés en dollars courants de ces deux éléments augmentent en moyenne d'un peu plus

de 2 p. 100 chaque trimestre depuis les premiers mois de 1965. Toutefois, la cadence d'augmentation s'est accélérée pendant le quatrième trimestre de 1965 et accusait un ralentissement pendant le premier trimestre de 1966. Cette fluctuation provient probablement de la hausse des prix des biens non durables qui s'est fait sentir vers la fin de 1965 et le début de 1966, ce qui, au début, aurait produit une augmentation de déboursés en dollars courants pendant que les consommateurs s'en tenaient à leur volume coutumier d'achats. Par la suite, les consommateurs ont manifesté une certaine résistance organisée à l'augmentation des prix. Les fluctuations des prix sont étudiées par le détail plus bas.

## Fluctuation des stocks

Pendant toute l'année 1966, les investissements dans les stocks commerciaux sont demeurés relativement élevés. Comme l'indique le tableau 3, il y eut, dans le deuxième trimestre, un accroissement particulièrement sensible des stocks. L'accumulation des stocks s'est poursuivie à une cadence moindre pendant la deuxième moitié de l'année.

TABLEAU 3

CHANGEMENT DANS LES STOCKS COMMERCIAUX NON AGRICOLES

(Taux annuels corrigés des variations saisonnières)

| — | 1966 | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 1er T | 2e T | 3e T | 4e T |
| | (en millions de dollars) | | | |
| Fabrication | 508 | 500 | 420 | 556 |
| Biens durables | 468 | 348 | 200 | 316 |
| Biens non durables | 40 | 152 | 220 | 240 |
| Commerce de gros | −68 | 416 | 76 | 76 |
| Commerce de détail | 284 | 412 | 76 | −160 |
| «Autres» industries | 68 | 64 | −8 | 108 |
| Total | 792 | 1,392 | 564 | 580 |

SOURCE: BFS, Les comptes nationaux.

L'augmentation durant le deuxième trimestre s'associait au fléchissement des ventes au détail surtout de marchandises durables qui s'est produit à ce moment-là. La diminution du taux des investissements dans les stocks, au cours du troisième trimestre, se manifestait principalement dans les stocks de gros et de détail, au moment où les ventes ont repris. Les stocks d'automobiles ont joué un rôle prépondérant dans ces fluctuations.

Les modifications du taux d'accumulation des stocks, qui s'ajoutent habituellement à la demande globale, peuvent aussi servir comme indice des tendances courantes ou perspectives de la demande. Pour examiner cet aspect des mouvements des stocks, il est utile d'établir une distinction entre les mouvements de stocks des matières brutes, des produits finis et semi-finis. Les fluctuations des stocks, d'après cette distinction, en 1965 et 1966, sont résumées au tableau de référence 7 tandis que le graphique 6 illustre les mouvements des divers éléments constitutifs des stocks des fabricants, et révèle nettement leur nature cyclique.

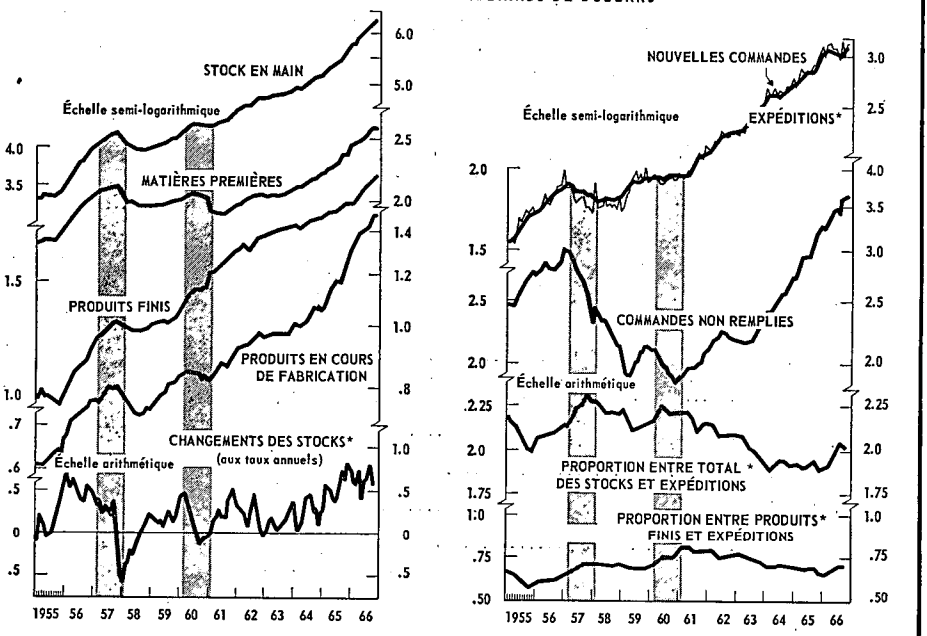
Les mouvements des stocks des matières premières vont probablement traduire les prévisions du secteur des affaires quant aux tendances de la demande et des prix. Les mouvements des stocks de marchandises en voie de transformation ont tendance à dénoter les fluctuations de la production en cours. Les augmentations des produits finis détenus en réserve par les fabricants pourraient révéler

l'espoir d'une haute conjoncture à une période où la capacité productive permettrait une augmentation des expéditions et des stocks, phénomène typique des premières étapes d'une expansion. Les fluctuations des produits finis détenus peuvent aussi traduire des variations inattendues de la demande. Une accumulation involontaire des stocks de produits finis est normalement suivie de réductions de production pour dégonfler les stocks excédentaires. La durée et l'importance de cette normalisation des stocks ont des conséquences importantes pour la production et l'emploi.

GRAPHIQUE 6

**STOCK DES MANUFACTURIERS, EXPÉDITIONS ET COMMANDES**
**1955 - 1966**

(VARIATIONS SAISONNIÈRES ÉLIMINÉES)
DONNÉES MENSUELLES – MILLIARDS DE DOLLARS




*Moyenne mobile – 3 mois

Une certaine accumulation de stocks s'est produite en 1966, comme on l'a indiqué plus haut, par suite des circonstances régnant sur les derniers marchés et quelques redressements modérés ont eu lieu pendant le troisième et le quatrième trimestres. Donc, les mouvements trimestriels dans les diverses catégories de stocks, joints aux fluctuations des expéditions et aux commandes non remplies, indiquées au tableau 7, fournissent des renseignements supplémentaires sur l'offre et la demande existantes. La proportion stocks-ventes a augmenté, sans être excessive à l'heure actuelle. Les ultimes rajustements qui viseraient le taux d'augmentation plus modéré de la demande finale seront donc sans doute de caractère mineur.

L'état des stocks au Canada est donc plus favorable qu'aux États-Unis, où l'augmentation des stocks commerciaux non agricoles est restée élevée jusqu'à la fin de l'année. Aux Etats-Unis, la majeure partie de l'augmentation a été due aux biens durables mais, à la fin de l'année, les stocks de biens non durables sont montés en flèche. Le rapport stocks-ventes pendant la dernière moitié de 1966 était exceptionnellement élevé; il traduisait un ralentissement de la fabrication et des ventes. Les fabricants et le secteur commercial s'efforceront sans doute de réaliser un rapport stocks-ventes plus acceptable au milieu de l'année.

**Exportations de biens et de services**

L'augmentation de 15.3 p. 100 des exportations de biens et de services[1] en 1966 représentait plus de deux fois le taux de 1965 qui était inférieur à 7 p. 100, et elle était presque aussi remarquable que la hausse enregistrée en 1964. L'amélioration était attribuable entièrement à la hausse rapide des exportations de marchandises qui ont augmenté de 17.4 p. 100. Comme en 1964, une grande partie de l'augmentation était représentée par des expéditions de blé et de farine de blé. Les exportations de blé, en vertu de contrats à long terme, ont augmenté le total des ventes à la Chine de 75 p. 100 et celles à l'Union soviétique de presque 65 p. 100. Les achats par d'autres pays de l'Europe de l'Est ont fléchi, mais ce fléchissement a été plus que compensé par les expéditions à l'Inde en vertu du programme bilatéral d'aide alimentaire.

Une autre expansion importante des échanges commerciaux en vertu de l'Accord canado-américain sur l'industrie automobile a contribué aussi à l'augmentation sensible des exportations. L'objectif de cet accord, qui consiste à rationaliser la production des automobiles aux États-Unis et au Canada et à réduire les coûts véritables de production, a entraîné des augmentations sensibles dans les échanges bilatéraux des produits automobiles entre les deux pays. Les exportations dans ce secteur atteignaient presque trois fois le niveau de 1965, malgré un ralentissement considérable de la demande d'automobiles aux États-Unis pendant le second semestre. En outre, les importations de véhicules automobiles et de pièces détachées ont été couvertes par les exportations qui augmentaient plus vite, et le déficit commercial net pour ce groupe de marchandises a donc baissé de façon significative.

Les augmentations dans le commerce du blé et des véhicules automobiles et pièces détachées, qui ont représenté plus de la moitié de l'augmentation des exportations en 1966, étaient en partie étrangères à l'expansion cyclique. La majeure partie des expéditions de blé est régie par des contrats à long terme, tandis que les échanges en vertu de l'Accord sur l'industrie automobile découlent, dans une grande mesure, d'initiatives conçues pour rationaliser l'industrie. Les variations des chiffres d'exportation concernant ces deux groupes de marchandises ne traduisent donc pas, dans la même mesure que pour les autres biens, la vaste évolution cyclique de la demande extérieure, la concurrence intérieure pour les ressources, ni le succès relatif du Canada sur les marchés mondiaux.

Compte dûment tenu de l'Accord sur l'industrie automobile et des ventes de blé, les exportations canadiennes en 1966 accusaient encore, cependant, une augmentation sensible. En dehors de ces deux secteurs, la valeur des exportations s'est accrue de plus de 9 p. 100. Une augmentation relativement importante des prix à l'exportation a contribué à cette hausse des gains; mais la demande était si forte sur les marchés étrangers, surtout la demande aux États-Unis en matière de défense, que le volume des exportations, à l'exclusion du blé et des automobiles, a augmenté de plus de 5 p. 100 malgré la hausse des prix. Même si les biens d'exportation du Canada, par suite de leur nature et de leur volume, ne peuvent normalement être absorbés par l'économie intérieure seule, leur production exige de véritables ressources nationales et contribue aux revenus nationaux. Étant donné que le niveau de la demande au pays était déjà élevé, l'importance de la demande étrangère a encore intensifié les pressions exercées sur les ressources canadiennes de production, du moins dans les premiers mois de 1966.

Les exportations de produits chimiques, d'engrais et d'autres produits fabriqués ont continué à accuser un rythme d'accroissement supérieur à la moyenne. Malgré un certain relâchement de l'activité économique aux États-Unis vers la fin de l'année, le total des importations américaines provenant de

[1] L'estimation préliminaire calculée en fonction de la balance des paiements comprend les recettes de successions et les fonds d'immigrants; en fonction des comptes nationaux, excluant ces fonds, l'augmentation des exportations de biens et de services en 1966 était légèrement inférieure, s'établissant à 15.2 p. 100.

tous les pays a monté plus rapidement qu'en 1965. La demande accrue de matériaux de base s'est traduite par un accroissement des expéditions de pétrole, de papier journal, de pâte de bois et de métaux non ferreux canadiens. La reprise économique au Japon et en Italie en 1966 a relevé les exportations canadiennes vers ces pays. La France aussi a connu une amélioration économique et une augmentation consécutive du total de ses importations, mais les expéditions canadiennes, qui constituent une faible partie du marché français, ont accusé un faible déclin. Le ralentissement de l'économie en Allemagne y a réduit la demande de marchandises canadiennes. Pour l'ensemble des exportations canadiennes à la Communauté économique européenne, le rythme d'accroissement représentait 2 p. 100.

TABLEAU 4

COMPOSITION ET DESTINATION DES EXPORTATIONS DE MARCHANDISES CANADIENNES PAR GROUPES DE BIENS ET PAR MARCHÉS, 1962 et 1966

| | 1962 | | 1966 | | Changement en pourcentage 1962 à 1966 |
|---|---|---|---|---|---|
| | Millions de dollars | Pourcentage | Millions de dollars | Pourcentage | |
| Blé et farine de blé | 659 | 10.7 | 1,144 | 11.4 | +73.5 |
| Produits de l'agriculture et de la pêche | 637 | 10.3 | 915 | 9.1 | +43.6 |
| Produits forestiers | 1,697 | 27.5 | 2,232 | 22.2 | +31.5 |
| Métaux, minéraux et produits | 2,105 | 34.1 | 3,020 | 30.0 | +43.5 |
| Produits chimiques et engrais | 251 | 4.1 | 385 | 3.8 | +53.4 |
| Véhicules automobiles et pièces détachées | 57 | .9 | 994 | 9.9 | +1,643.3 |
| Autres produits de fabrication et divers | 772 | 12.5 | 1,382 | 13.7 | +78.9 |
| Total des exportations nationales | 6,178 | 100.0 | 10,071 | 100.0 | +63.0 |
| aux: É.-U. | 3,608 | 58.4 | 6,028 | 59.9 | +67.1 |
| R.-U. | 909 | 14.7 | 1,123 | 11.1 | +23.4 |
| CEE | 455 | 7.4 | 637 | 6.3 | +40.0 |
| Japon | 215 | 3.5 | 394 | 3.9 | +83.3 |
| ECP(1) | 197 | 3.2 | 583 | 5.8 | +195.9 |
| Autres | 794 | 12.9 | 1,306 | 13.0 | +64.4 |

SOURCE: Commerce du Canada

(1) Économies centralisées et planifiées y compris celles de l'URSS, des autres pays d'Europe orientale et de la Chine continentale.

Les exportations au Royaume-Uni ont fléchi pour la deuxième année de suite, traduisant en partie les politiques du gouvernement britannique pour redresser la balance des paiements. De même, les exportations canadiennes en Australie et en Afrique du Sud ont été réduites par suite des politiques de stabilisation de ces pays. La baisse des exportations en Amérique du Sud, dans son ensemble, traduisait en grande partie la baisse des ventes au Venezuela, principal marché canadien.

La meilleure tenue des exportations canadiennes en 1966 provenait donc, en grande partie, de la hausse des expéditions de blé, de véhicules automobiles et de pièces détachées et à une plus forte demande des États-Unis et du Japon.

Les recettes au chapitre des transactions invisibles sont montées de 8.6 p. 100, donc un peu plus rapidement qu'en 1965. La production de l'or disponible pour l'exportation a continué à baisser, ainsi que les recettes de dividendes provenant de l'étranger; mais les recettes d'intérêts ont monté grâce à la reprise du service de l'emprunt d'après-guerre consenti au Royaume-Uni, les recettes aux comptes des voyages et des transports par terre et par mer ont continué à croître régulièrement et les augmentations ont été particulièrement accentuées à l'égard des rentrées de successions et de fonds des immigrants et des recettes provenant de «toutes autres» transactions courantes, ces dernières reflétant en grande partie les décaissements par les gouvernements étrangers pour leurs pavillons à Expo '67.

## Les dépenses de l'État

Au cours de la sixième année d'expansion cyclique, les dépenses de l'État en biens et services ont augmenté de 16.4 p. 100 et se sont chiffrées à 11.2 milliards de dollars. C'est l'augmentation la plus importante du chiffre global des dépenses par rapport à une année précédente, depuis le début de la guerre de Corée, lorsque les dépenses effectuées pour la défense ont monté en flèche.

TABLEAU 5

DÉPENSES EN BIENS ET SERVICES PAR ÉCHELON DE GOUVERNEMENT

| | Fédéral | | Provincial | Municipal | Total | Fédéral | | Provincial | Municipal | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Défense | Autres | | | | Défense | Autres | | | |
| | (millions de dollars) | | | | | (changement en pourcentage par rapport à l'année précédente) | | | | |
| 1961.... | 1,613 | 1,369 | 1,467 | 2,787 | 7,236 | 4.3 | 15.6 | — | 8.3 | 6.9 |
| 1962.... | 1,680 | 1,345 | 1,563 | 3,129 | 7,717 | 4.2 | 1,8 | 6.5 | 12.2 | 6.6 |
| 1963.... | 1,572 | 1,362 | 1,725 | 3,416 | 8,075 | −6.4 | 1.3 | 10.4 | 9.2 | 4.6 |
| 1964.... | 1,584 | 1,462 | 1,929 | 3,679 | 8,654 | 0.8 | 7.3 | 11.8 | 7.7 | 7.2 |
| 1965.... | 1,562 | 1,705 | 2,234 | 4,095 | 9,596 | −1.4 | 16.6 | 15.8 | 11.3 | 10.9 |
| 1966.... | 1,713 | 2,167 | 2,729 | 4,560 | 11,169 | 9.7 | 27.1 | 22.2 | 11.4 | 16.4 |

Comme l'indique le tableau ci-dessus, les augmentations par rapport à l'année précédente du montant global des dépenses affectées à l'acquisition de biens et au paiement de services par les trois échelons du gouvernement, pendant la période entre 1961 et 1966, ont varié de 5 à 16 p. 100, mais les limites de cette variation ont été beaucoup plus larges si l'on considère séparément les dépenses aux différents niveaux de gouvernement. Les dépenses municipales, par exemple, ont accusé une augmentation constante de près de 10 p. 100 par année pour la période envisagée, tandis que les dépenses provinciales ont monté en flèche, passant d'une augmentation annuelle de 6.5 p. 100 en 1962 à 22 p. 100 en 1966. Cette augmentation est le fait de dépenses de capital accrues et de dépenses courantes pour la santé nationale, l'instruction publique et autres dépenses sociales, ainsi que du relèvement des taux des salaires et des traitements.

A l'échelon fédéral, les dépenses globales en biens et services accusent peu de changement d'une année à l'autre, de 1961 à 1964. Depuis 1964 cependant, la fraction des dépenses non affectées à la défense monte en flèche, le gouvernement devant payer les services dont il a un besoin accru à des prix beaucoup plus élevés.

Les dépenses en biens et services classées parmi les dépenses de capital ont augmenté en 1966 de 21 p. 100 pour l'ensemble des dépenses de l'État. Les dépenses les plus élevées ont été engagées aux niveaux provincial et municipal et ont été affectées à la construction de rues, de routes, d'autoroutes et d'écoles.

# PROBLÈMES DE L'OFFRE

## Accroissement de la main-d'œuvre

Les effectifs de la main-d'œuvre canadienne ont augmenté et ont atteint en 1966 un chiffre record; cette augmentation a été beaucoup plus rapide que dans les autres pays. Le nombre de personnes sur le marché du travail a remarquablement augmenté, de 3.9 p. 100, par rapport au chiffre moyen relevé en 1965, tandis que les possibilités d'emploi toujours plus grandes ont été cause d'une augmentation du nombre des emplois de l'ordre de 4.2 p. 100. Par voie de conséquence, le taux de chômage de 1966 est tombé à 3.6 p. 100 comparativement à 3.9 p. 100 en 1965.

TABLEAU 6

LA MAIN-D'ŒUVRE, L'EMPLOI ET LE CHÔMAGE AU CANADA

1959–1966

| — | 1959 | 1960 | 1961 | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | (milliers de personnes) | | | | | | | |
| Main-d'œuvre | 6,242 | 6,411 | 6,521 | 6,615 | 6,748 | 6,933 | 7,141 | 7,420 |
| Personnes employées | 5,870 | 5,965 | 6,055 | 6,225 | 6,375 | 6,609 | 6,862 | 7,152 |
| Chômeurs | 372 | 446 | 466 | 390 | 374 | 324 | 280 | 267 |
| | Fluctuation annuelle (pourcentage) | | | | | | | |
| Main-d'œuvre | .. | 2.7 | 1.7 | 1.4 | 2.0 | 2.7 | 3.0 | 3.9 |
| Personnes employées | .. | 1.6 | 1.5 | 2.8 | 2.4 | 3.7 | 3.8 | 4.2 |
| | Moyenne des taux mensuels (pourcentage) | | | | | | | |
| Pourcentage de la main-d'œuvre en chômage[1] | 6.0 | 7.0 | 7.1 | 5.9 | 5.5 | 4.7 | 3.9 | 3.6 |

[1] Pourcentage de la main-d'œuvre en chômage.

SOURCE: BFS, *La main-d'œuvre*, nº de cat. 71-001.

Les facteurs ayant contribué à l'augmentation du chiffre de la population active sont: le relèvement du taux de participation, l'augmentation de la population en âge de travailler et l'accélération de l'immigration. En outre, signalons le recyclage de la main-d'œuvre agricole vers des emplois non agricoles, le chiffre de la main-d'œuvre non agricole accusant une augmentation de 5.0 p. 100, tandis que le nombre d'emplois non agricoles a augmenté de 5.4 p. 100. Ces déplacements sont indiqués de manière détaillée dans les tableaux de référence 8 et 9.

La hausse remarquable du taux de participation l'an dernier a été un des signes principaux de l'exploitation toujours plus poussée des ressources. Comme l'indique le tableau 7, la tendance à la baisse, lente mais constante, et à long

TABLEAU 7

TAUX DE PARTICIPATION

1960–1966

| — | 1960 | 1961 | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | (pourcentage) | | | | | | |
| Participation totale de la main-d'œuvre | 54.2 | 54.1 | 53.9 | 53.8 | 54.1 | 54.4 | 55.1 |
| Hommes | 80.7 | 79.8 | 79.1 | 78.5 | 78.1 | 77.9 | 77.8 |
| Femmes | 27.9 | 28.7 | 29.0 | 29.6 | 30.5 | 31.3 | 32.8 |
| Hommes de 14 à 19 ans | 42.8 | 40.3 | 39.6 | 39.2 | 38.3 | 38.7 | 38.6 |
| Femmes de 14 à 19 ans | 32.6 | 32.3 | 30.9 | 29.9 | 29.9 | 30.2 | 31.4 |

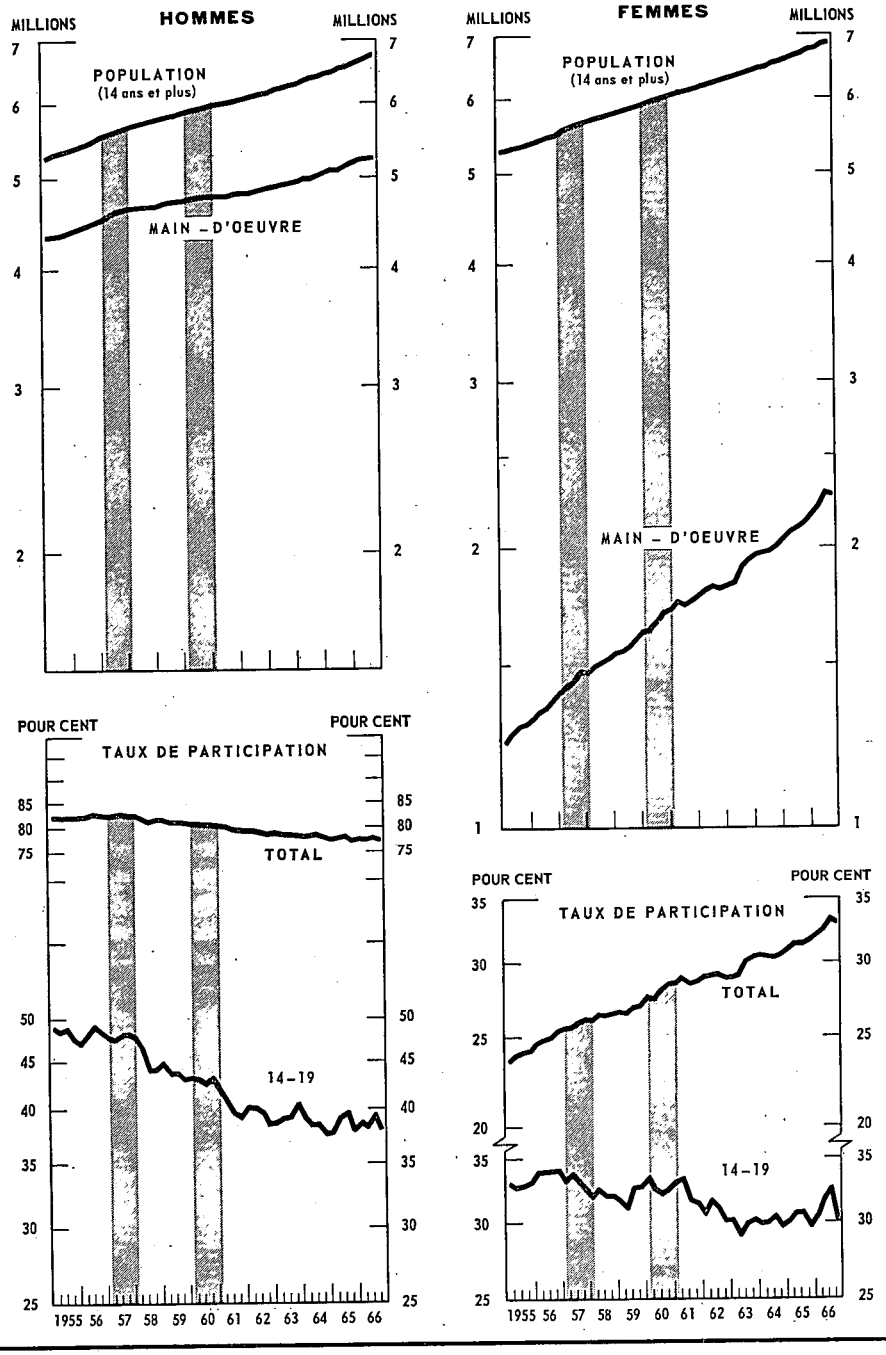
SOURCE: BFS, *La main-d'œuvre.*

terme, du taux de participation de la main-d'œuvre masculine s'est poursuivie mais la tendance à la hausse de la participation féminine, qui est caractéristique au Canada depuis le début des années 50, s'est considérablement accélérée en 1966. Il en résulte que la main-d'œuvre féminine a augmenté de 7.3 p. 100, tandis que la main-d'œuvre masculine a augmenté de 2.5 p. 100. Le graphique 7 montre les répercussions des changements du taux de participation sur l'augmentation du chiffre de la main-d'œuvre.

GRAPHIQUE 7

## POPULATION, MAIN-D'OEUVRE ET TAUX DE PARTICIPATION, HOMMES, FEMMES, 1955- 1966

(ÉCHELLE SEMI-LOGARITHMIQUE)



L'immigration a été la deuxième grande source de main-d'œuvre supplémentaire en 1966. Bien que des facteurs divers influent sur l'immigration, les excellentes perspectives du marché de l'emploi y ont sans aucun doute beaucoup contribué. Le niveau généralement élevé de la demande de main-d'œuvre en 1966 a donc été un facteur important de l'augmentation du nombre des travailleurs étrangers. Ces nouveaux arrivés sont venus accroître sensiblement notre main-d'œuvre et beaucoup d'entre eux avaient des qualifications recherchées. Le tableau 8 répartit les immigrants par spécialité et indique la proportion montante de travailleurs professionnels, qualifiés et semi-qualifiés. Sur les 99,210 immigrants destinés au marché du travail, en 1966, plus de 25,000 étaient des administrateurs ou appartenaient aux professions libérales. Environ 11,000 environ étaient destinés à des occupations relativement non spécialisées.

TABLEAU 8

IMMIGRANTS DESTINÉS À L'EFFECTIF OUVRIER

CLASSIFICATION SELON LA COMPÉTENCE ET L'OCCUPATION

| — | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 |
|---|---|---|---|---|---|
| | (pourcentage) | | | | |
| Administrateurs, professionnels et commis | 38.7 | 37.0 | 37.6 | 38.1 | 39.5 |
| Autres ouvriers qualifiés et semi-qualifiés | 47.5 | 50.0 | 48.2 | 49.1 | 49.7 |
| Journaliers et travailleurs agricoles | 13.8 | 13.0 | 14.2 | 12.8 | 10.8 |
| Immigrants destinés à l'effectif ouvrier | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 |

SOURCE: Bulletin trimestriel du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration.

Le déplacement de la main-d'œuvre du secteur agricole vers le secteur non agricole a de nouveau été important en 1966. Ce mouvement s'est beaucoup accéléré depuis 1963, lorsque la main-d'œuvre agricole a diminué de 13,000 personnes, jusqu'en 1966, où elle a diminué de 51,000. Cette tendance a été particulièrement marquée dans les Prairies. Ce mouvement ainsi que le taux élevé de placements agricoles en nouvel équipement de ces dernières années ont aussi été la conséquence de la forte demande de main-d'œuvre de la part de notre économie non agricole.

Sur l'augmentation globale du nombre de travailleurs non agricoles, qui s'est chiffrée à 329,000 personnes, près de la moitié provenait de l'accroissement naturelle de la population en âge de travailler. Le reste tient, en proportions à peu près égales, à la hausse du taux de participation, au chiffre net de l'immigration et à l'exode rural.

## L'emploi

Le nombre de personnes occupant un emploi a augmenté de 290,000 en 1966. Si l'on ajoute à ce chiffre celui de 253,000, soit l'augmentation de 1965, on voit que bien au-delà d'un demi-million de nouveaux emplois ont été créés au cours des deux dernières années. L'emploi non agricole s'est accru de 341,000 unités en 1966 (630,000 pour les deux années), le nombre de femmes occupant un emploi a augmenté de 149,000 au cours de l'année (258,000 pour les deux années) et le nombre des moins de 20 ans occupant un emploi a accusé une augmentation de 41,000, contre 45,000 l'année précédente.

L'ampleur des changements dans le domaine de l'emploi est visible au tableau 9. L'augmentation de 7.4 p. 100 du nombre de femmes occupant un emploi a été la plus forte de la décennie. Il s'agissait, dans bien des cas, de travailleuses à

temps partiel qui avaient saisi des offres. L'augmentation peut aussi se rattacher en partie à la baisse de la natalité ces dernières années. Mais, à vrai dire, c'est chez les femmes de 20 à 24 ans que l'augmentation du taux de participation a été le plus rapide; en 1966, 55.6 p. 100 des femmes de ce groupe travaillaient, contre 52.6 p. 100 en 1965. Le taux de chômage de ce groupe reste bas.

Bien que le taux d'accroissement de l'emploi chez les moins de 20 ans ait été plus bas en 1966 qu'en 1965, il s'est accompagné d'une nouvelle diminution du taux de chômage de ce groupe.

Le taux de chômage pour l'année 1966, corrigé des variations saisonnières, a été le plus bas pendant le premier trimestre, où la demande exerçait ses pressions les plus fortes, tandis que pendant les derniers mois de l'année il s'est établi autour du chiffre moyen annuel de 3.6 p. 100.

## Les tendances régionales de l'emploi

Le taux de chômage annuel a de nouveau baissé en 1966 dans toutes les régions, sauf dans une province. Le tableau 9 montre qu'en Colombie-Britannique la main-d'œuvre a réalisé l'augmentation remarquable de 6.6 p. 100, tandis que l'emploi augmentait non moins remarquablement de 6.1 p. 100—ces deux taux étant supérieurs à ceux des autres régions du Canada. De ce fait, toutefois, le taux de chômage a légèrement augmenté. L'emploi agricole a augmenté dans cette région au cours de l'année. Les conditions économiques de la région ont également été favorables à une baisse rapide et soutenue du chômage chez les moins de 20 ans.

Les conditions de l'emploi ont continué à s'améliorer dans la région atlantique et dans le Québec en 1966, le taux de chômage ne cessant de baisser. Dans l'Ontario comme dans les Prairies l'année a commencé avec relativement peu de main-d'œuvre disponible et la pénurie de travailleurs s'est maintenue. Dans les provinces atlantiques, le chômage a baissé en moyenne à 6.5 p. 100, mais il est demeuré de beaucoup le plus élevé au Canada (tableau de référence 11). L'embauche dans l'agriculture a enregistré une très légère baisse; les occupations non agricoles ont absorbé toute l'augmentation. Les conditions ont assez favorisé l'emploi d'un nombre accru de jeunes.

L'embauche dans des emplois non agricoles a augmenté de 6.3 p. 100 dans le Québec, soit l'accroissement le plus rapide enregistré dans une région quelconque. Cette augmentation s'accompagnait d'un fléchissement dans l'emploi agricole de quelque 8.6 p. 100, et d'un accroissement dans le total des effectifs ouvriers qui n'est dépassé que par celui de la Colombie-Britannique. La demande de main-d'œuvre a été suffisamment forte pour faire baisser à 4.8 p. 100 en 1966 le taux de chômage qui s'était établi à 5.5 p. 100 en 1965.

En Ontario, l'effectif de la main-d'œuvre et l'embauche totale ont accusé une augmentation de 4.0 p. 100. Il y a eu une autre légère baisse dans l'emploi agricole. Le taux de chômage de 2.5 p. 100 pour l'année est pour ainsi dire resté le même qu'en 1965.

La main-d'œuvre des Prairies a de nouveau fait preuve de souplesse et de mobilité en 1966. Bien qu'elle n'ait augmenté que d'une fraction, l'embauche dans des emplois non agricoles a augmenté de 6.2 p. 100 et la plupart de ces nouveaux travailleurs s'adonnaient autrefois à l'agriculture. Le taux de chômage régional, déjà peu élevé en 1965, a baissé de 2.6 à 2.1 p. 100. La demande de main-d'œuvre n'a pas semblé vouloir diminuer à la fin de l'année.

TABLEAU 9

LA MAIN-D'OEUVRE, L'EMPLOI ET LE CHÔMAGE PAR RÉGIONS, 1965 et 1966

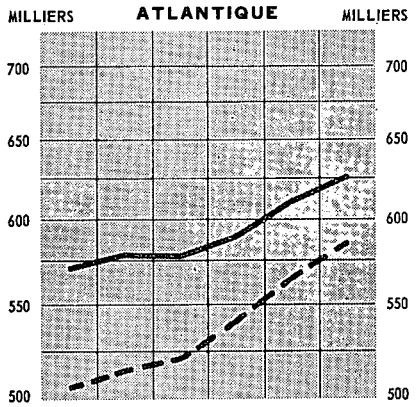
| | 1965 | 1966 | Pourcentage des fluctuations |
|---|---|---|---|
| | En milliers de personnes | | |
| *Région de l'Atlantique* | | | |
| Main-d'œuvre: | | | |
| Totale | 611 | 626 | 2.5 |
| Non agricole | 577 | 593 | 2.8 |
| Emploi: | | | |
| Total | 566 | 586 | 3.5 |
| Non agricole | 533 | 554 | 3.9 |
| Groupe de 14 à 19 ans | 62 | 66 | 6.5 |
| Chômeurs | 45 | 40 | −11.1 |
| *Région de Québec* | | | |
| Main-d'œuvre: | | | |
| Totale | 2,022 | 2,116 | 4.6 |
| Non agricole | 1,903 | 2,007 | 5.5 |
| Emploi: | | | |
| Total | 1,912 | 2,016 | 5.4 |
| Non agricole | 1,796 | 1,910 | 6.3 |
| Groupe de 14 à 19 ans | 204 | 213 | 4.4 |
| Chômeurs | 110 | 100 | −9.1 |
| *Région de l'Ontario* | | | |
| Main-d'œuvre: | | | |
| Totale | 2,614 | 2,719 | 4.0 |
| Non agricole | 2,461 | 2,577 | 4.7 |
| Emploi: | | | |
| Total | 2,548 | 2,651 | 4.0 |
| Non agricole | 2,397 | 2,510 | 4.7 |
| Groupe de 14 à 19 ans | 224 | 237 | 5.8 |
| Chômeurs | 66 | 69 | 4.5 |
| *Région des Prairies* | | | |
| Main-d'œuvre: | | | |
| Totale | 1,228 | 1,248 | 1.6 |
| Non agricole | 955 | 1,007 | 5.4 |
| Emploi: | | | |
| Total | 1,196 | 1,222 | 2.2 |
| Non agricole | 925 | 982 | 6.2 |
| Groupe de 14 à 19 ans | 128 | 132 | 3.1 |
| Chômeurs | 32 | 26 | −18,8 |
| *Région de la Colombie-Britannique* | | | |
| Main-d'œuvre: | | | |
| Totale | 666 | 710 | 6.6 |
| Non agricole | 644 | 684 | 6.2 |
| Emploi: | | | |
| Total | 639 | 678 | 6.1 |
| Non agricole | 617 | 652 | 5.7 |
| Groupe de 14 à 19 ans | 55 | 67 | 21.8 |
| Chômeurs | 27 | 32 | 18.5 |

SOURCE: BFS, *La main-d'œuvre.*

GRAPHIQUE 8

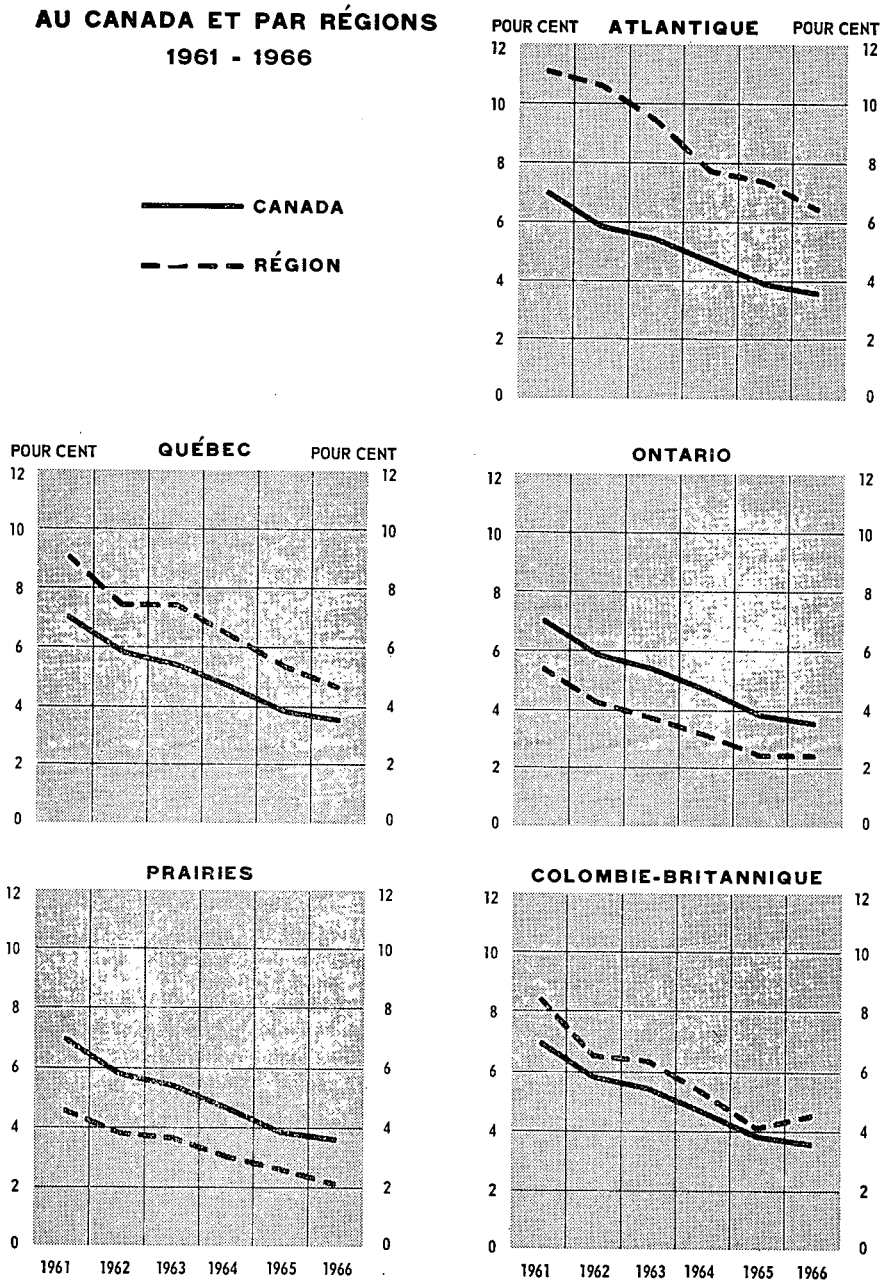
## MAIN-D'OEUVRE ET EMPLOI PAR RÉGIONS, 1961 - 1966

(ÉCHELLE SEMI-LOGARITHMIQUE)



GRAPHIQUE 9

## TAUX DE CHÔMAGE AU CANADA ET PAR RÉGIONS 1961 - 1966



## Tendances des revenus

Les salaires, les traitements et les revenus supplémentaires de la main-d'œuvre, qui d'ordinaire représentent 70 p. 100 environ du revenu net du pays, ont augmenté de quelque $12\frac{1}{2}$ p. 100 en 1966. C'était le gain annuel le plus considérable enregistré en la période 1961-1966; il reflétait la forte augmentation qu'il y a encore eue dans le nombre des travailleurs rémunérés et la hausse générale des salaires horaires. Les heures hebdomadaires de travail ont aussi un peu augmenté dans certaines industries (dans la construction, notamment), ce qui a aussi contribué à augmenter le revenu.

Comme en 1965, l'industrie du bâtiment a enregistré la plus grande augmentation et dans l'emploi et dans la moyenne des salaires par employé, indice d'une demande forte et soutenue pour des ouvriers spécialisés. Des salaires sensiblement plus élevés ont attiré plus de main-d'œuvre dans cette industrie. Les gains dans la fabrication ont été plus modérés. Les salaires horaires ont, en moyenne, augmenté beaucoup plus dans les entreprises des biens non durables que dans celles des biens durables, à cause en partie de la réduction du travail supplémentaire dans certaines de ces dernières. Dans l'industrie minière, la moyenne des salaires a considérablement augmenté, mais il y a eu peu de changements dans le nombre des heures de travail et une légère hausse dans l'emploi. Les secteurs du commerce et des services ont fait voir de très fortes hausses dans l'emploi, de même que des augmentations plus modérées dans la moyenne des salaires, qui s'expliquent, semble-t-il, par le nombre accru de travailleurs embauchés à temps partiel. Les salaires dans les domaines de la finance, de l'assurance et de l'immeuble ont, en moyenne, augmenté plus rapidement qu'en 1965, tandis que le nombre de leurs employés s'est accru à un rythme plus modéré.

TABLEAU 10

REVENU ET PROFITS DE LA MAIN-D'OEUVRE

1962 à 1966

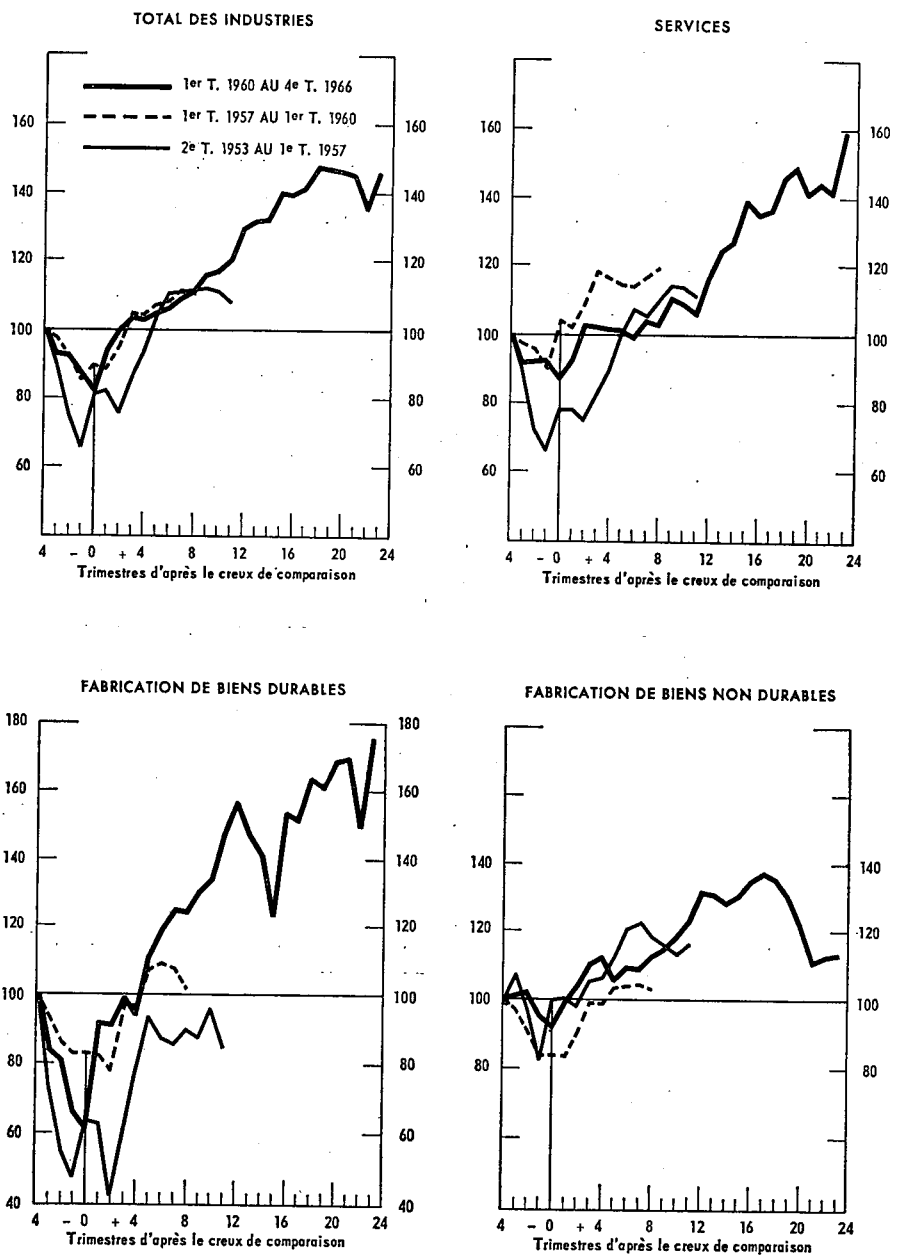
| — | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 |
|---|---|---|---|---|---|
| | (en millions de dollars) | | | | |
| Salaires, traitements et revenu supplémentaire de la main-d'œuvre | 20,233 | 21,547 | 23,433 | 26,033 | 29,324 |
| Bénéfices des sociétés avant la déduction de l'impôt et des dividendes versés aux non-résidents. | 3,819 | 4,188 | 4,819 | 5,199 | 5,187 |
| | (Variations proportionnelles) | | | | |
| Salaires, traitements et revenu supplémentaire de la main-d'œuvre | .. | 6.5 | 8.8 | 11.1 | 12.6 |
| Bénéfices des sociétés avant la déduction de l'impôt et des dividendes versés aux non-résidents. | .. | 9.7 | 15.1 | 7.9 | −0.2 |

SOURCE: BFS, *Les comptes nationaux.*

Cette statistique (qui figure au tableau de référence 12) souligne la demande forte et soutenue pour la main-d'œuvre, les taux plus élevés de salaire visant à attirer d'autres travailleurs dans certaines industries particulières (dans la construction par exemple) et révélant aussi dans certains cas les gains plus considérables enregistrés en raison de contrats plus importants. En ce qui concerne le commerce, la finance et les services, la hausse de la moyenne des revenus par employé, tout en étant moindre que celle des mines, de la fabrication ou de la construction, a aussi révélé une demande forte et soutenue pour de la main-d'œuvre. Dans la mesure où ces tendances des salaires sont allées au-delà de l'accroissement de la productivité, elles ont contribué soit à exercer des pressions à la hausse sur les prix, soit à réduire la marge des profits, mais le plus souvent elles ont eu ces deux influences à la fois.

GRAPHIQUE 10

## MOUVEMENT DES BÉNÉFICES DE SOCIÉTÉS AU COURS DE TROIS PÉRIODES D'EXPANSION D'APRÈS-GUERRE



En dépit de l'accroissement des ventes, les bénéfices des sociétés avant le prélèvement des impôts en 1966 ont montré peu de changements par rapport à 1965, tandis que les revenus nets des entreprises non agricoles et non incorporées n'ont augmenté que très légèrement. Les industries du bois, de l'impression, des produits électriques, du pétrole et des produits chimiques ont fait voir de l'amélioration, alors que d'autres industries ont tantôt enregistré un progrès tantôt un recul.

Comme l'indique le tableau de référence 13, les profits dans le secteur ne portant pas sur la fabrication sont demeurés élevés jusqu'à la fin de l'année, mais ceux des industries de fabrication ont atteint, dans l'ensemble, un sommet au premier trimestre, sommet qui n'a pas été dépassé par la suite. Une baisse modérée au deuxième trimestre a été suivie d'un fléchissement marqué au troisième, fléchissement qu'ont provoqué les nombreux différends industriels, mais les affaires ont repris considérablement au quatrième trimestre.

## Production, productivité et coûts de production

Le produit intérieur réel, à l'exclusion de l'agriculture, a augmenté de 6.3 p. 100 en 1966.[1] Cette augmentation, tout en dépassant la moyenne enregistrée dans l'après-guerre, révélait un fléchissement par rapport aux taux annuels atteints ces dernières années—lesquels figurent au tableau de référence 14, et indiquait que le ralentissement économique était presque terminé à la fin de 1965. On peut se rendre compte de l'importante évolution survenue dans les tendances de la production par les chiffres trimestriels qui figurent au tableau 11. Le taux de l'augmentation dans le produit total a été exceptionnellement élevé durant les derniers mois de 1965 et au premier trimestre de 1966, pour accuser ensuite des gains plus modérés.

[1]Le produit intérieur réel mesure le volume de production des biens et des services au Canada. Il diffère du Produit national brut en dollars constants en ce qu'il exclut les intérêts et les dividendes reçus de l'étranger et inclut les intérêts et les dividendes payés aux non-résidents.

GRAPHIQUE 11

**PRODUIT INTÉRIEUR RÉEL, 1961 - 1966**

DONNÉES TRIMESTRIELLES AJUSTÉES POUR VARIATIONS SAISONNIÈRES

1er T 1961 = 100

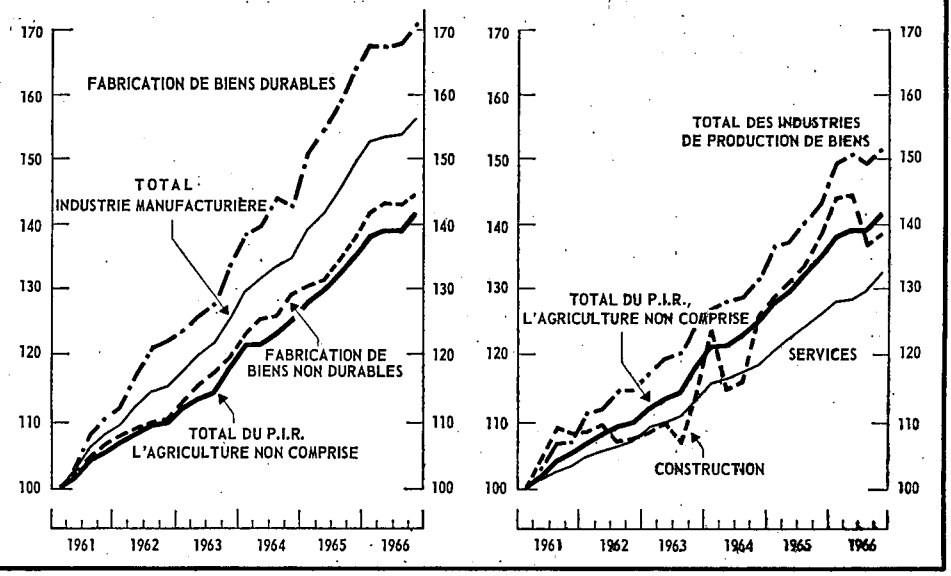


TABLEAU 11

CHANGEMENTS DU PRODUIT NATIONAL RÉEL

Par trimestres

| | 1965 | | | | 1966 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1erT | 2eT | 3eT | 4eT | 1erT | 2eT | 3eT | 4eT |
| | (Pourcentage du changement par rapport au trimestre précédent) | | | | | | | |
| Produit national réel moins l'agriculture | 2.4 | 1.4 | 2.0 | 2.1 | 2.1 | 0.7 | — | 1.9 |
| Mines, total | 3.3 | −1.0 | 4.8 | 0.6 | 2.2 | 2.8 | −2.7 | 4.6 |
| Fabrication, total | 3.1 | 1.6 | 2.7 | 2.8 | 2.4 | 0.4 | 0.1 | 1.5 |
| Biens non durables | 0.9 | 0.7 | 2.7 | 2.3 | 2.7 | 1.1 | — | 1.2 |
| Biens durables | 5.8 | 2.5 | 2.7 | 3.3 | 2.2 | −0.2 | 0.3 | 1.9 |
| Construction | 2.4 | 1.8 | 2.1 | 3.6 | 4.1 | 0.1 | −5.5 | 1.5 |
| Transports, entreprosage et communications | 1.5 | 1.7 | 2.8 | 2.2 | 1.5 | 3.8 | −2.0 | 4.6 |
| Commerce, total | 3.0 | 2.3 | 2.0 | 2.1 | 1.8 | −2.8 | 2.6 | 1.7 |
| Gros | 6.8 | 1.1 | 2.2 | 3.0 | −0.8 | −0.5 | 1.5 | 2.9 |
| Détail | 0.8 | 3.0 | 1.9 | 1.6 | 3.3 | −4.1 | 3.2 | 0.9 |
| Finances, assurances et immeuble | 0.8 | 1.6 | 0.9 | 0.4 | 2.1 | 1.0 | 1.7 | 1.3 |
| Services | 1.0 | 1.7 | 1.1 | 1.2 | 1.2 | 0.6 | 1.3 | 0.5 |
| Industries commerciales, moins l'agriculture | 2.5 | 1.5 | 2.1 | 2.2 | 2.3 | 0.7 | −0.2 | 2.0 |

SOURCE:BFS: *Indice de production industrielle*, publication mensuelle, nº de cat. 61-005.

L'accroissement rapide de la production à la fin de 1965 et au début de 1966 a été en partie attribuable à la grande activité enregistrée dans le domaine de la construction au second semestre de 1965. L'activité elle-même répondait au désir de faire monter rapidement le capital réel des affaires, mais la demande qu'entraînèrent ces hausses marquées dans la production a été si forte qu'il a fallu songer à augmenter encore plus rapidement les investissements. Une telle situation comportait des éléments d'instabilité, qu'a multipliés la pression continue de la demande durant tout le cours du premier trimestre. Au deuxième, cependant, celle-ci s'est stabilisée au taux élevé alors atteint et, en conséquence, le taux d'augmentation de la production réelle totale s'est ralenti. Le commerce extérieur, après un premier trimestre actif, grâce en partie à des facteurs spéciaux, a enregistré un fléchissement. La production de l'industrie de transformation s'est accrue de 0.4 p. 100 pendant le deuxième trimestre et de 0.1 p. 100 seulement pendant le troisième trimestre en partie à cause des grèves. Le taux de croissance a été plus rapide pendant le quatrième trimestre.

La production de biens durables et non durables s'est stabilisée dans le deuxième et le troisième trimestre. Toutes les catégories de biens durables ont suivi la tendance générale, sauf les appareils et les fournitures électriques dont la production a enregistré un gain de 10 p. 100 entre le premier et le troisième trimestre. Rares sont les biens non durables qui se sont nettement éloignés de la norme. La production des industries des services communautaires a maintenu les gains trimestriels caractéristiques des deux dernières années, n'accusant guère de tendance à s'accentuer ou à se stabiliser.

Dans l'ensemble, ces fluctuations trimestrielles de la production effective reflètent, depuis le milieu de 1965, la tendance de la croissance économique et l'évolution des pressions que subit l'économie. L'accroissement soutenu et rapide

de la production a amené bon nombre d'industries, au début de 1966, à produire presque à pleine capacité et il était peut-être impossible dans bien des cas de faire de nouveaux bonds importants. Ces circonstances ont probablement rendu plus audacieux les projets d'immobilisation. Toutefois, la modération des pressions de la demande qui s'est manifestée vers le milieu de l'année et les gains plus modestes enregistrés par la suite ont réduit, vers la fin de l'année, les pressions exercées sur les sources d'approvisionnement, ce qui a ralenti la demande vers le début de 1967.

TABLEAU 12

CHANGEMENTS DANS L'EMPLOI PAR DIVISION INDUSTRIELLE

Par trimestres

1965 et 1966

| | 1965 | | | | 1966 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1er T | 2e T | 3e T | 4e T | 1er T | 2e T | 3e T | 4e T |
| | Pourcentage du changement par rapport au trimestre précédent | | | | | | | |
| Mines | 2.5 | 1.8 | 1.5 | 0.8 | 1.1 | — | −3.5 | 2.9 |
| Fabrication, total | 1.6 | 1.0 | 1.6 | 2.3 | 1.6 | 0.7 | 0.3 | 1.0 |
| Biens non durables | 0.9 | 0.7 | 1.2 | 1.0 | 1.5 | 0.6 | — | 1.1 |
| Biens durables | 2.3 | 1.4 | 1.8 | 3.8 | 1.8 | 0.7 | 0.7 | 1.0 |
| Construction | 4.5 | 0.4 | 1.4 | 8.7 | 4.8 | −1.0 | −3.5 | 4.4 |
| Transports, entreposage et communications | 1.6 | −0.2 | 0.7 | 0.7 | 1.0 | 0.9 | 0.1 | 0.9 |
| Commerce, total | 1.7 | 1.8 | 0.8 | 1.2 | 3.2 | 2.4 | −0.1 | 0.1 |
| Gros | 1.4 | 1.6 | 1.0 | 1.8 | 2.7 | 1.3 | −0.3 | 0.9 |
| Détail | 2.1 | 1.6 | 0.6 | 1.3 | 3.6 | 2.6 | — | −0.2 |
| Finances, assurances et immeuble | 1.3 | 1.3 | 0.9 | 0.3 | 0.7 | 1.3 | 1.0 | 0.2 |
| Services | 2.4 | 2.5 | 1.5 | 3.2 | 3.6 | 1.5 | 1.7 | 3.3 |
| Indice industriel général | 2.0 | 1.2 | 1.1 | 1.9 | 2.1 | 1.3 | −0.4 | 1.2 |

SOURCE: Bureau fédéral de la statistique, emploi et gains moyens par semaine.

L'embauche associée à ces fluctuations, qu'on a déjà étudiée en fonction de l'effectif ouvrier total et occupé, a fait l'objet d'une demande soutenue au début de 1966, mais la pression a diminué dans les mois suivants. Les données de l'emploi par industrie, bien qu'elles ne soient pas disponibles sous forme d'estimations directes du total, peuvent être déterminées de façon approximative en consultant les indices de l'emploi compilés grâce aux rapports expédiés par les entreprises employant 20 personnes ou plus (on trouve ces indices dans la publication du BFS «Emplois et gains moyens par semaine», numéro de catalogue CS72-002).[1] Le tableau 15 résume les fluctuations annuelles de l'emploi déterminées selon la méthode indiquée plus haut et le tableau 12 les fluctuations trimestrielles.

Ces tableaux reflètent les tendances de la production. Ils indiquent que le taux annuel d'accroissement de l'emploi en 1966 a été le même qu'en 1965. (Il faudrait rappeler que l'emploi *global* s'est accru plus rapidement en 1966. L'écart toutefois est dû au fait que bon nombre de nouveaux employés n'ont peut-être travaillé que peu d'heures, de 8 à 10 heures par semaine, ou ils ont été

[1] Une réserve importante s'impose dans cette analyse en ce sens que les indices de l'emploi sont en fonction des normes de classification industrielle de 1960 alors que les normes de 1948 sont appliquées pour les indices de la production. Toutefois, les tendances indiquées par l'emploi juxtaposé des deux séries de données reflètent bien la situation qui prévaut pendant une courte période de temps.

engagés par les petites entreprises. Nombreux sont ceux qui ont pu s'installer à leur propre compte. Les personnes de cette catégorie figurent dans le total de la force ouvrière active, mais elles ne sont pas généralement comprises dans les indices.) Par trimestre, toutefois, l'accroissement de l'emploi a été le plus considérable pendant le quatrième trimestre de 1965 et le premier trimestre de 1966 lorsque les pressions les plus vives s'exerçaient sur la production. L'emploi dans les fabriques et dans le secteur des biens durables a suivi rigoureusement cette tendance. L'emploi dans l'industrie du bâtiment a enregistré les fluctuations trimestrielles les plus marquées, mais il s'est aussi accru considérablement dans les industries d'exportation et des services en dépit d'un certain ralentissement pendant le deuxième trimestre. L'emploi dans les grosses entreprises pendant le troisième trimestre de 1966 a enregistré une baisse ou un progrès plutôt médiocre; on a remarqué, dans les services communautaires et dans le secteur financier, une tendance à des progrès soutenus mais à un rythme assez lent.

TABLEAU 13

CHANGEMENTS DANS LA PRODUCTION, PAR EMPLOYÉ

Par trimestres

1965 et 1966

| | 1965 | | | | 1966 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1erT | 2eT | 3eT | 4eT | 1erT | 2eT | 3eT | 4eT |
| | (Changement en pourcentage par rapport au trimestre précédent) | | | | | | | |
| Mines | 0.8 | −2.8 | 3.3 | −0.2 | 1.1 | 2.8 | 0.8 | 1.7 |
| Fabrication | 1.5 | 0.6 | 1.1 | 0.5 | 0.8 | −0.3 | −0.2 | 0.5 |
| Biens non durables | — | — | 1.5 | 1.3 | 1.2 | 0.5 | — | 0.1 |
| Biens durables | 3.4 | 1.1 | 0.9 | −0.5 | 0.4 | −0.9 | −0.4 | 0.9 |
| Construction | 2.0 | 1.4 | 0.7 | −4.7 | −0.7 | 1.1 | −2.1 | −2.8 |
| Transports, entreposage et communications | −0.1 | 1.9 | 2.1 | 1.5 | 0.5 | 2.9 | −2.1 | 3.7 |
| Commerce, total | 1.3 | 0.5 | 1.2 | 0.9 | −1.4 | −5.1 | 2.7 | 1.6 |
| Gros | 5.3 | −0.5 | 1.2 | 1.2 | −3.4 | −1.8 | 1.8 | 2.0 |
| Détail | −1.3 | 1.4 | 1.3 | 0.3 | −0.3 | −6.5 | 3.2 | 1.1 |
| Finances, assurances et immeuble | −0.5 | 0.3 | — | 0.1 | 1.4 | −0.3 | 0.7 | 1.1 |
| Services | −1.4 | −0.8 | −0.4 | −1.9 | −2.3 | −0.9 | −0.4 | −2.7 |
| Industries commerciales, sauf l'agriculture | 0.5 | 0.3 | 1.0 | 0.3 | 0.2 | −0.6 | 0.2 | 0.8 |

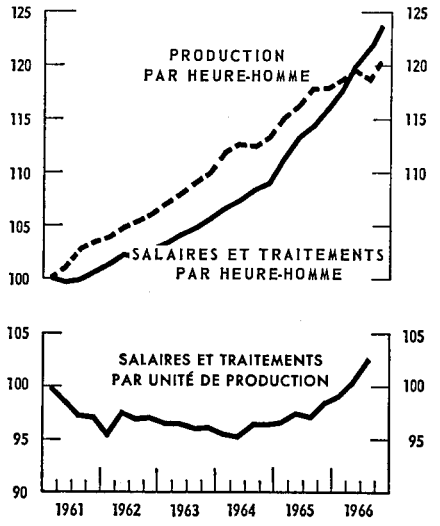
SOURCE: Tableaux 11 et 12.

Le tableau de référence 16 et le tableau 13 indiquent les fluctuations de la production réelle par ouvrier, par industrie en fonction des indices employés plus haut. Ces tableaux reflètent une baisse progressive, à partir de 1964, de l'accroissement annuel de la productivité par ouvrier. Une telle tendance traduit l'évolution des effectifs ouvriers expliquée antérieurement, et notamment la hausse nette du nombre de jeunes et de ménagères occupant un emploi. La faible productivité de ces nouveaux ouvriers pendant leurs premiers mois fait baisser la moyenne. En outre, bon nombre d'entre eux travaillent moins d'une semaine complète mais plus que quelques heures seulement. Il faudrait tenir compte aussi du fait que certaines industries maintiennent une réserve de main-d'œuvre qualifiée. De plus, une proportion élevée de la hausse totale de l'emploi a été absorbée par des industries où la productivité par ouvrier est relativement faible. Il est logique d'estimer que ces facteurs réduisent la hausse de la productivité par ouvrier.

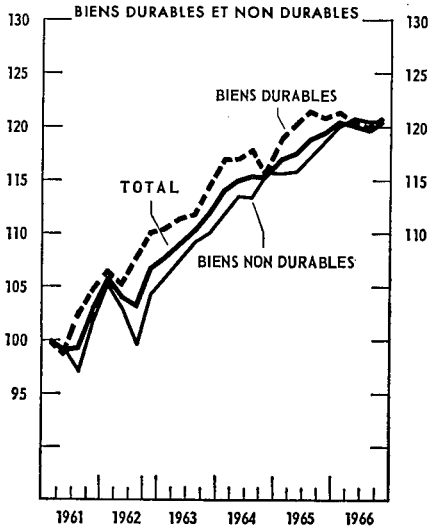
GRAPHIQUE 12

## COÛT DE LA MAIN-D'OEUVRE ET PRODUCTIVITÉ DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE 1961 - 1966

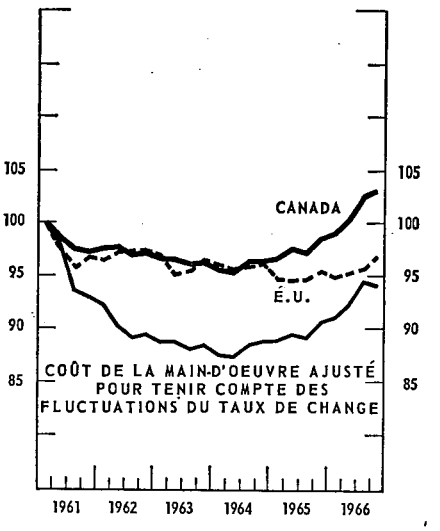
PRODUCTION, SALAIRES ET TRAITEMENTS



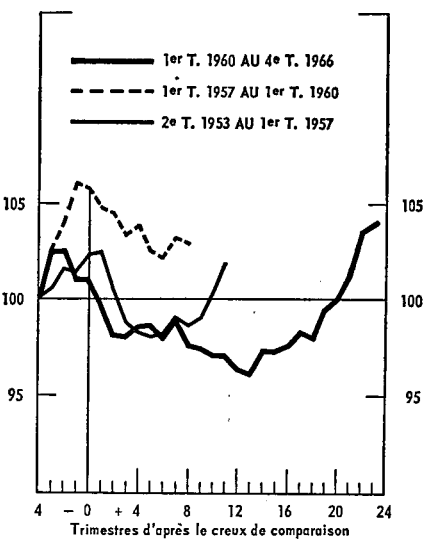

PRODUCTION PAR HOMME DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE BIENS DURABLES ET NON DURABLES




COÛT DE LA MAIN-D'OEUVRE PAR UNITÉ DE PRODUCTION CANADA, É. U.




COÛT DE LA MAIN-D'OEUVRE PAR UNITÉ DE PRODUCTION TROIS PÉRIODES D'EXPANSION D'APRÈS - GUERRE



Le tableau 13 indique les fluctuations trimestrielles de la productivité. Ce sont des données préliminaires et il faut considérer toute conclusion comme le reflet d'une tendance générale plutôt que de chiffres précis. Ce tableau indique que l'industrie manufacturière a réussi à maintenir une productivité améliorée même à la fin de 1965 et au début de 1966, lorsque la production et la demande connaissaient leur essor le plus rapide. Toutefois, dans la construction le rythme de progrès et le niveau d'activité déjà élevé n'ont pas semblé favoriser une amélioration soutenue de la productivité pendant cette période. Les secteurs des échanges commerciaux et des services ont, semble-t-il, perdu du terrain. Dans les mois suivants, alors que l'économie s'efforçait de s'adapter au niveau élevé d'activité atteint au début de l'année, les fluctuations de la productivité ont été en général décevantes. L'industrie manufacturière accuse une baisse de pourcentage, tandis que la productivité dans les industries de biens durables est rudement éprouvée par le ralentissement du rythme d'exploitation enregistré dans certains cas et que l'amélioration de la productivité dans les industries de biens non durables reste médiocre.

TABLEAU 14

GAINS ET PRODUCTION

Par trimestres

1965 et 1966

| | 1965 | | | | 1966 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1erT | 2eT | 3eT | 4eT | 1erT | 2eT | 3eT | 4eT |
| | (Changement en pourcentage par rapport au trimestre précédent) | | | | | | | |
| *Salaires et traitements par travailleur* | | | | | | | | |
| Industries non agricoles | 1.8 | 1.3 | 1.7 | 1.9 | 1.4 | 1.0 | 2.3 | 2.1 |
| Fabrication | 1.9 | 1.4 | 0.7 | 1.9 | 1.5 | 1.0 | 2.2 | 0.8 |
| *Production par travailleur* | | | | | | | | |
| Industries non agricoles | 0.5 | 0.3 | 1.0 | 0.3 | 0.6 | −0.6 | 0.2 | 0.8 |
| Fabrication | 1.5 | 0.6 | 1.1 | 0.5 | 0.8 | −0.3 | −0.2 | 0.5 |
| *Salaires et traitements par unité de production* | | | | | | | | |
| Industries non agricoles | 1.3 | 1.0 | 0.7 | 1.6 | 1.2 | 1.6 | 2.1 | 1.3 |
| Fabrication | 0.4 | 0.8 | −0.4 | 1.4 | 0.7 | 1.3 | 2.4 | 0.3 |
| *Bénéfices des sociétés par unité de production* | | | | | | | | |
| Industries non agricoles | −2.8 | −0.1 | 2.4 | −3 0 | −2.2 | −1.2 | −7.0 | 5.9 |
| Fabrication | 8.8 | −1.3 | 0.4 | −5.7 | 2.6 | −4.4 | −11.2 | 7.5 |

SOURCE: BFS, *Estimation du revenu de la main-d'œuvre.*
BFS, *Indice de la production industrielle.*
BFS, *Bénéfices des sociétés.*
BFS, *Emploi, salaires et traitements hebdomadaires moyens.*

Ces fluctuations de la productivité par ouvrier se rattachent étroitement à l'évolution des revenus par ouvrier. Les revenus dont il est question plus haut représentent, d'un autre point de vue, les coûts de production et ils finissent par influer sur la détermination des prix. Le tableau 14 compare le revenu, la productivité et le coût du revenu par unité de rendement dans le secteur non agricole en général et dans l'industrie manufacturière. Ces données indiquent une hausse annuelle marquée du coût des salaires et des traitements par unité de rendement dans toute l'économie non agricole au cours des années écoulées; pourtant le coût de la main-d'œuvre par unité de production n'a commencé à monter qu'en 1965. Le coût de la main-d'œuvre par trimestre a augmenté plus rapidement pendant le quatrième trimestre de 1965 et, après une hausse plus modérée pendant le premier trimestre de 1966, il s'est accru nettement pendant le deuxième et le troisième trimestres. La tendance à la hausse pendant le quatrième trimestre s'est encore révélée plus modérée. Dans le secteur manufacturier, comme l'indique le diagramme 12, les hausses trimestrielles tout au long de 1965 étaient inférieures à celles enregistrées dans toute l'économie non agricole. Les gains les plus modestes des deux premiers trimestres de 1966 ont été suivis par une hausse accentuée pendant le troisième trimestre, mais ils n'ont guère varié pendant le

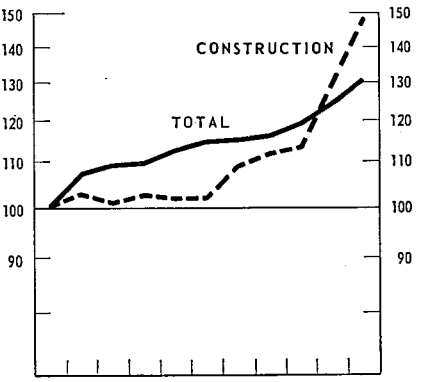
GRAPHIQUE 13

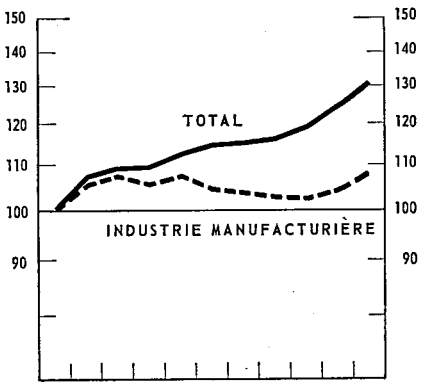
## DÉPENSES SALARIALES PAR UNITÉ DE PRODUCTION 1956 - 1966

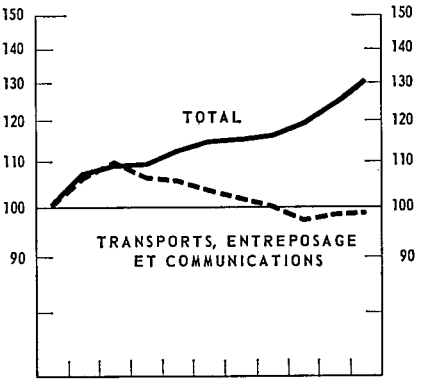
### SELON LES PRINCIPAUX GROUPES D'INDUSTRIES

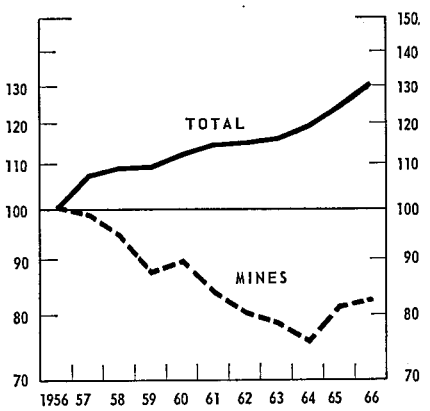
(1956 = 100)

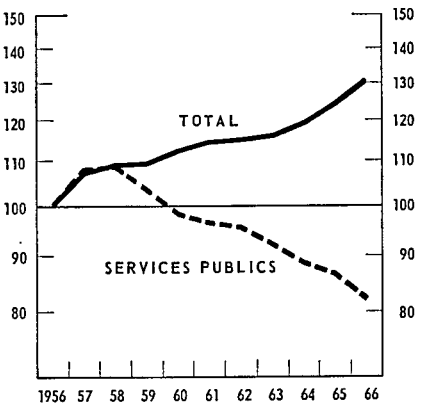
(ÉCHELLE SEMI-LOGARITHMIQUE)



quatrième. L'augmentation du coût des salaires par unité a donc été, en moyenne, plus rapide dans la dernière partie de l'année et elle reflète, d'une part, les tendances moins favorables de la productivité pendant cette période et, d'autre part, l'accroissement marqué de la rémunération par ouvrier.

On a remarqué une baisse des profits par unité de rendement dans toute l'économie non agricole, soit la différence entre le coût par unité et le prix par unité. Les profits par unité ont fléchi constamment et irrégulièrement du milieu de 1965 au troisième trimestre de 1966 et on remarque un fléchissement brusque dans le cours du troisième trimestre de 1966 qui a été marqué par des grèves. Une reprise sensible a toutefois eu lieu pendant le quatrième trimestre de 1966.

## Fluctuations des prix

Les mouvements des prix au sein de l'économie canadienne, en 1966, reflètent tous ces facteurs. La demande soutenue, notamment au niveau de la consommation, a provoqué en même temps que permis une hausse des prix. La hausse des prix aux États-Unis, notamment de ceux des aliments, a joué un rôle important dans l'orientation des mouvements des prix qui s'est fait jour au Canada. A ces tendances sont venues s'ajouter la hausse record des taux de salaire et une baisse des gains de productivité, qui ont fait monter les coûts de production et accru les pressions sur les prix à mesure que s'écoulait l'année. En plus de ces fluctuations, l'inauguration, le 1er janvier, du régime de pensions du Canada et du régime de rentes du Québec (ajoutant la cotisation de l'employeur à ses frais de production) et l'addition d'un nouveau pourcentage de 2 points à la taxe de vente de l'Ontario au niveau du détail ont provoqué de nouvelles hausses dans les indices des prix.

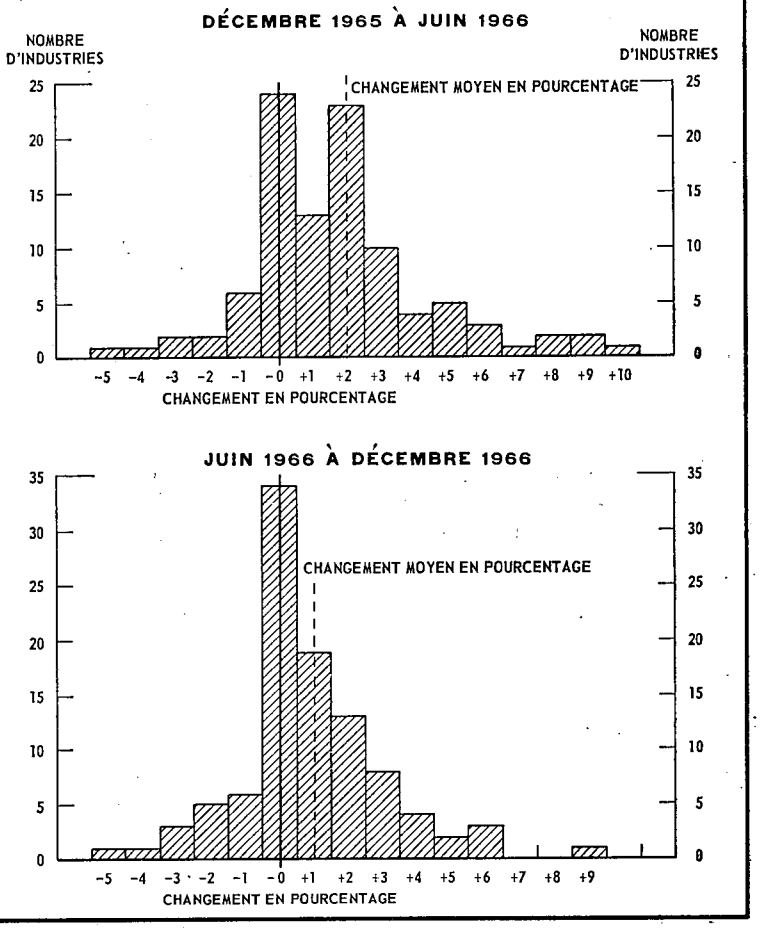
Les détails exposés dans les indices des prix de vente dans l'industrie (on n'a pas fondu ces indices en un seul afin d'éviter une double comptabilité et d'autres difficultés d'ordre technique) nous donnent d'utiles indications sur les industries aux prises avec les pressions exercées sur les coûts ou la situation causée par une demande exceptionnelle. Le graphique 14 nous indique le degré de pression exercé au cours de l'année, montrant du même coup la proportion d'industries qui ont modifié leurs prix, ainsi que l'orientation et l'ampleur de ces modifications; on y voit que les augmentations étaient plus prononcées au cours du premier semestre.

Des nouvelles preuves de pressions décroissantes du côté de la demande se sont manifestées, au cours des derniers mois, dans les fluctuations de l'indice de gros de 30 matériaux industriels. Cet indice, qui groupe un bon nombre d'articles vendus sur les marchés internationaux de denrées, a atteint en février 1966 son point le plus élevé depuis la guerre de Corée, mais il a accusé depuis lors une baisse constante bien que légère. L'indice des matériaux de construction du secteur non domiciliaire, où la hausse des frais de salaire et certains autres éléments peuvent plus facilement s'insérer dans les prix, a poursuivi peu à peu son ascension jusqu'à la fin de l'année. Parmi ces groupements d'ordre spécial, l'indice des matériaux de construction du secteur domiciliaire a continué de monter durant toute la période des douze mois et au début de la nouvelle année. L'indice des prix des produits de fabrication finis, qui englobe le coût des matériaux, de la main-d'œuvre et d'autres éléments, s'est accru chaque mois jusqu'en septembre, alors qu'il était de 2.5 p. 100 plus élevé qu'en janvier. Un ralentissement a semblé se produire vers la fin de l'année.

Les changements de prix les plus remarqués au cours de l'année ont été ceux qui touchent l'indice des prix à la consommation. La montée en flèche des aliments surtout, amorcée en 1965 et fort accélérée durant les premiers mois de 1966, devint une source d'inquiétude croissante. Ce mouvement n'était que partiellement attribuable à des pressions d'ordre cyclique. La hausse des produits des bestiaux résultait, au fond, de l'augmentation soutenue de la demande de viande de la part des consommateurs des États-Unis comme du Canada. Bien que la tendance ascendante de la consommation ait surtout résulté de

GRAPHIQUE 14

**INDICE DU PRIX DE VENTE DE L'INDUSTRIE**
**100 INDUSTRIES**
**RÉPARTITION DES CHANGEMENTS DE PRIX**




l'accroissement des revenus, qui a marqué ces dernières années, l'accroissement démographique y était aussi pour beaucoup. Cet accroissement de la consommation s'est produit alors que l'offre était relativement rigide, vu l'impossibilité d'augmenter rapidement le nombre d'animaux à abattre. En outre, la fermeté des marchés d'exportation du grain, ces dernières années, a fait persister la préférence pour la culture des céréales plutôt que pour l'élevage des bestiaux. La forte hausse des prix allait être une conséquence de cette évolution.

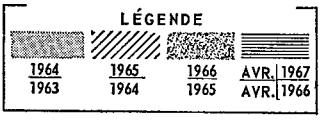
Mais les prix d'autres aliments ont aussi monté vivement au cours des premiers mois de 1966. Bon nombre de ces hausses résultaient d'une tentative, de la part des apprêteurs, des grossistes et des détaillants, de faire face à l'augmentation, tant déjà subie qu'à prévoir, des coûts, à un moment où les circonstances semblaient favoriser de tels changements. Ces hausses des aliments ont été le plus marquées au cours du premier trimestre, alors qu'une demande soutenue et des revenus élevés ont créé pendant quelque temps un climat d'inflation, grâce auquel de tels changements dans les prix ne semblaient pas trop menacer la situation concurrentielle des vendeurs. Ces changements particuliers

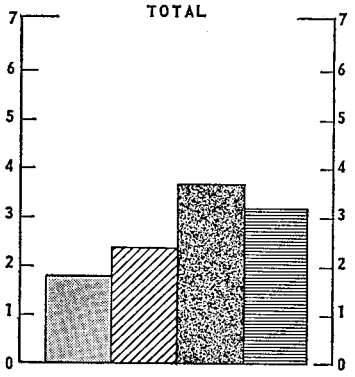
GRAPHIQUE 15

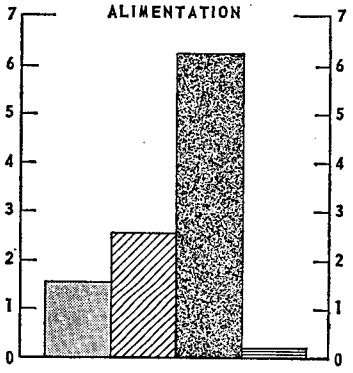
## INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION

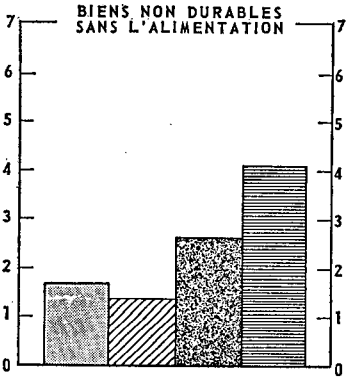
VARIATIONS ANNUELLES DU POURCENTAGE

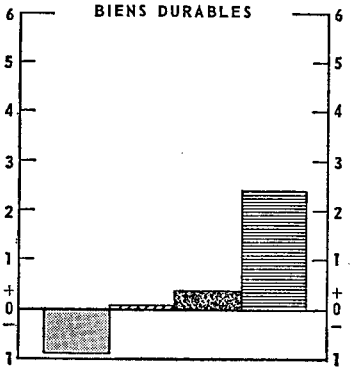
1963 - 1966

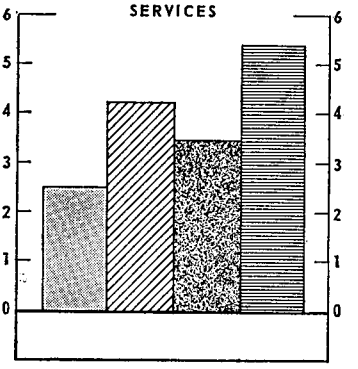


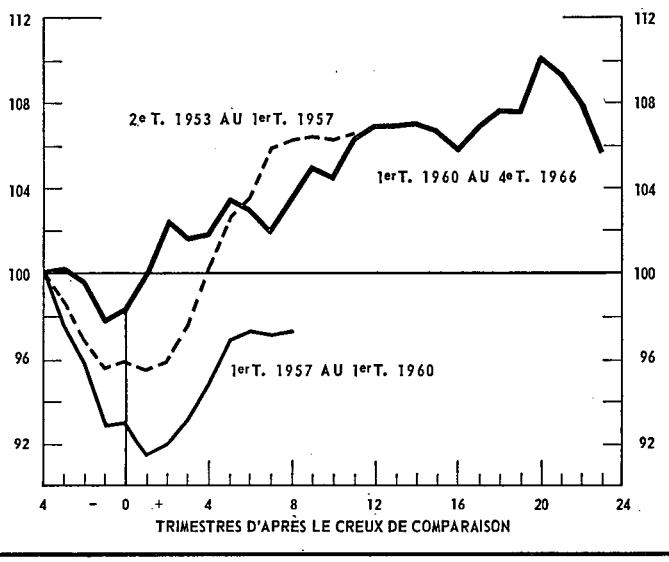



étaient donc partiellement indépendants des pressions de la demande et partiellement causés par la hausse des prix. La hausse du coût des salaires, l'élément le plus important des prix des services, a été une des principales causes de la montée soutenue du prix des services à la consommation.

Les prix à la consommation autres que ceux des aliments, comme on peut le voir dans l'indice des prix à la consommation, ont subi les répercussions des modifications d'impôt, notamment la hausse de la taxe de vente imposée, au printemps, dans la province la plus peuplée, et également de l'augmentation soutenue des impôts fonciers dans la plupart des municipalités. Ces modifications d'impôt, tout en haussant les prix à la consommation, ne sont pas en soi une preuve de pressions d'ordre cyclique. Le relèvement des taux d'intérêt sur les hypothèques domiciliaires finissent toutefois par figurer dans l'indice comme partie du prix qu'on paie pour posséder sa maison. Ce phénomène d'ordre cyclique s'est produit au cours de l'année 1966.

GRAPHIQUE 16

**MOUVEMENTS DES PRIX AU COURS DES RÉCENTES PÉRIODES D'EXPANSION**




Le ralentissement du taux d'augmentation des prix, enregistré au cours de la dernière partie de l'année, traduisait l'atténuation du climat d'inflation et y contribuait en même temps. Ce changement de rythme se remarque surtout dans le mouvement des indices implicites des prix des dépenses nationales brutes et de leurs éléments composants, qui ont monté brusquement durant toute la première partie de l'année, mais enregistré par la suite des augmentations trimestrielles moins vives (tableau de référence 20). Pour l'ensemble de l'année, le dégonfleur des dépenses nationales brutes a augmenté de 4.6 p. 100, comparativement à 2.8 p. 100 au cours de l'année précédente. Il y a lieu de signaler que la comparaison d'une année à l'autre, relativement au quatrième trimestre, s'établissait à 4.9 p. 100. Les relèvements automatiques de salaire dans bon nombre d'industries et le niveau insatisfaisant de la productivité actuelle dans l'ensemble de l'économie non agricole laissent prévoir, néanmoins, une hausse soutenue des coûts en salaire par unité, pour les prochains mois, et par conséquent une augmentation continue mais plus modérée du niveau général des prix.

## Importations de biens et de services

Bien que certains éléments de force dans les exportations du Canada, en 1966, aient eu leurs contreparties aux comptes des importations, l'augmentation de 13.2 p. 100 dans le total des importations de biens et de services[1] ne l'emportait pas beaucoup sur celle de 1965 (12.3 p. 100) et était légèrement inférieure à celle d'une période de pression sensiblement moins considérable exercée sur les ressources nationales, en 1964, où elle s'établissait à près de 14 p. 100. En outre, à elle seule, l'augmentation des importations de marchandises était à peu près la même chaque année, soit 14.5 p. 100 en 1965 et 14.6 p. 100 en 1966. Les décaissements à l'étranger pour des services ont augmenté d'un peu plus de 10 p. 100, contre un peu moins de 8 p. 100 en 1965.

Cette tendance pratiquement rectiligne dans les importations n'était pas vraiment proportionnée au rythme fort accéléré de l'expansion dans l'économie du pays. Les importations n'ont pas augmenté comme on aurait pu s'y attendre, en se fondant sur leur allure au cours de précédentes périodes de pression très considérable sur les ressources nationales. Même si l'on tient compte, comme il se doit, des problèmes posés par les rajustements saisonniers résultant des nouvelles orientations prises par les échanges commerciaux ces dernières années, les importations de marchandises, surtout, n'ont marqué qu'une tendance relativement légère à la hausse depuis octobre 1965 jusqu'à la fin de septembre 1966.

On ne connaît pas entièrement les raisons de ce résultat quelque peu inattendu à présent. Il se peut qu'une partie importante de la demande en matière d'importations n'ait pas été satisfaite, vu que la capacité de production des principales industries d'approvisionnement aux États-Unis faisait l'objet d'un droit de préemption par suite de l'accroissement de la demande dans ce pays, et que l'on n'ait commencé à y répondre que lorsque l'économie des États-Unis est revenue à la normale, vers la fin de 1966. Dans ce cas, certaines commandes d'importations ont peut-être été annulées ou transférées ailleurs; le total des importations de marchandises est demeuré très ferme durant tout le mois de février 1967, mais grâce aux envois du Royaume-Uni et d'autres pays d'outremer plutôt qu'à ceux des États-Unis. En général, toutefois, la possibilité que les envois d'importations aient été retardés, plutôt qu'annulés ou transférés, est confirmée par le ralentissement marqué des importations au cours des trois premiers trimestres de 1966 et les augmentations subséquentes jusqu'au début de 1967.

La plus grande partie de l'augmentation accusée dans les importations de marchandises provenait des importations de machinerie et d'équipement, surtout de véhicules-moteurs et de leurs pièces ainsi que d'équipement de production servant à la mise en œuvre de l'Accord canado-américain sur l'automobile. D'autres articles d'ordre spécifique qui ont contribué sensiblement à l'augmentation des importations dans cette catégorie sont les générateurs et moteurs électriques, les tracteurs sur roues, les navires et embarcations, ler avions et pièces d'avions, les calculatrices électroniques et d'autre matériel et équipement de bureau.

Les marchés de l'automobile, aux États-Unis comme au Canada, ont fléchi quelque peu au cours de l'année, bien que le commerce bilatéral d'automobiles et de pièces ait considérablement augmenté. En dépit d'une production accrue de véhicules commerciaux, la baisse des importations canadiennes de fer et d'acier, en particulier de tôles, de feuilles et de bandes d'acier, peut être attribuée en partie à un nivellement de la production de voitures au cours de l'année. Les importations de profilés de construction et de palplanches d'acier ont également subi le contrecoup de la tendance dans la construction non domiciliaire, mais les achats canadiens de tuyaux et de tubes et de certains autres produits en fer ou en acier ont été considérablement plus élevés, ce qui fait que

[1] Estimation provisoire fondée sur la balance des paiements, qui inclut les décaissements à l'étranger pour des successions et des fonds d'émigrants; fondée sur les comptes nationaux, et à l'exception de ces fonds, l'augmentation était de 13.6 p. 100.

la réduction nette des importations de fer et d'acier n'a eu qu'une importance modérée. Au chapitre des combustibles, les importations de houille et autres substances bitumineuses ont marqué des augmentations sensibles par rapport à 1965, mais la production de pétrole brut étranger a baissé pour la troisième année consécutive, phénomène qui s'est traduit dans le volume moins élevé des importations provenant du Venezuela. Les métaux et minerais non ferreux, surtout l'aluminium et le nickel, constituent un autre groupe de produits dont l'importation accusait de fortes augmentations.

TABLEAU 15

RÉPARTITION DES IMPORTATIONS[1]

(en millions de dollars)

| | 1964 | 1965 | 1966 | Variation de 1965 à 1966 | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | en millions de dollars | Pourcentage |
| Fruits et légumes | 289 | 304 | 315 | + 11 | + 3.6 |
| Autres produits agricoles et de la pêche | 636 | 596 | 635 | + 39 | + 6.5 |
| Fibres, tissus et textiles | 509 | 526 | 535 | + 9 | + 1.7 |
| Fer, acier et leurs produits | 545 | 666 | 629 | − 37 | − 5.6 |
| Houille, pétrole et leurs produits | 547 | 622 | 635 | + 13 | + 2.1 |
| Autres métaux, minéraux et leurs produits | 417 | 479 | 584 | +105 | +21.9 |
| Produits forestiers | 157 | 172 | 169 | − 3 | − 1.7 |
| Substances chimiques et leurs produits | 463 | 524 | 550 | + 26 | + 5.0 |
| Machines | 1,211 | 1,372 | 1,575 | +203 | +14.8 |
| Véhicules automobiles et pièces | 818 | 1,125 | 1,581 | +456 | +40.5 |
| Autre outillage | 980 | 1,202 | 1,473 | +271 | +22.5 |
| Produits divers | 915 | 1,046 | 1,187 | +141 | +13.5 |
| Total des importations | 7,488 | 8,633 | 9,867 | +1,234 | +14.3 |

[1] Selon le *Commerce extérieur du Canada.*

L'augmentation des importations de produits agricoles a surtout porté sur la viande et les produits laitiers, les œufs et le miel, mais elle a été partiellement compensée par une diminution de la valeur des importations de sucre brut. La réduction des achats de coton a atténué l'augmentation des importations de fibres, de tissus et de textiles. Du point de vue géographique, la majeure partie des importations du Canada en 1966 provenait des États-Unis.

L'augmentation des décaissements dans la majorité des transactions invisibles (les «importations» de services, y compris l'utilisation de capitaux étrangers) n'a généralement pas été plus rapide qu'en 1965, et beaucoup moins rapide qu'en 1964, année particulièrement caractérisée par l'accroissement sensible des versements relatifs au service des capitaux. L'an dernier, les versements d'intérêts et de dividendes se sont élevés globalement de 10 p. 100, mais l'augmentation des paiements d'intérêts a dépassé considérablement celle des versements de dividendes. La diminution de la rentabilité des sociétés commerciales a pu contribuer à l'accroissement plus lent des versements de dividendes, mais, étant donné la domination accentuée des sociétés commerciales canadiennes par des non-résidents, il y a longtemps qu'on ne peut établir de relation précise entre la rentabilité courante et les distributions aux actionnaires non résidents. Il est sûr que la tendance des dernières années a été considérablement faussée par l'irrégularité des versements de dividendes aux États-Unis, qui a contribué à une augmentation de près de 24 p. 100 des décaissements en provenance du Canada pour le versement de dividendes en 1964, suivie d'augmentations de $3\frac{1}{2}$ p. 100 seulement en 1965 et de $7\frac{1}{2}$ p. 100 en 1966.

Les versements relatifs à «toutes les autres» opérations courantes ont aussi accusé un accroissement de quelque 10 p. 100, en partie attribuable aux frais de publicité connexes à l'Expo '67. L'augmentation des versements d'indemnités de déplacement a été beaucoup plus sensible, pour atteindre près de 18 p. 100;

toutefois, la majoration des versements sur le transport ferroviaire et maritime des marchandises a à peine dépassé 2 p. 100, malgré l'augmentation appréciable du commerce extérieur global du Canada en marchandises.

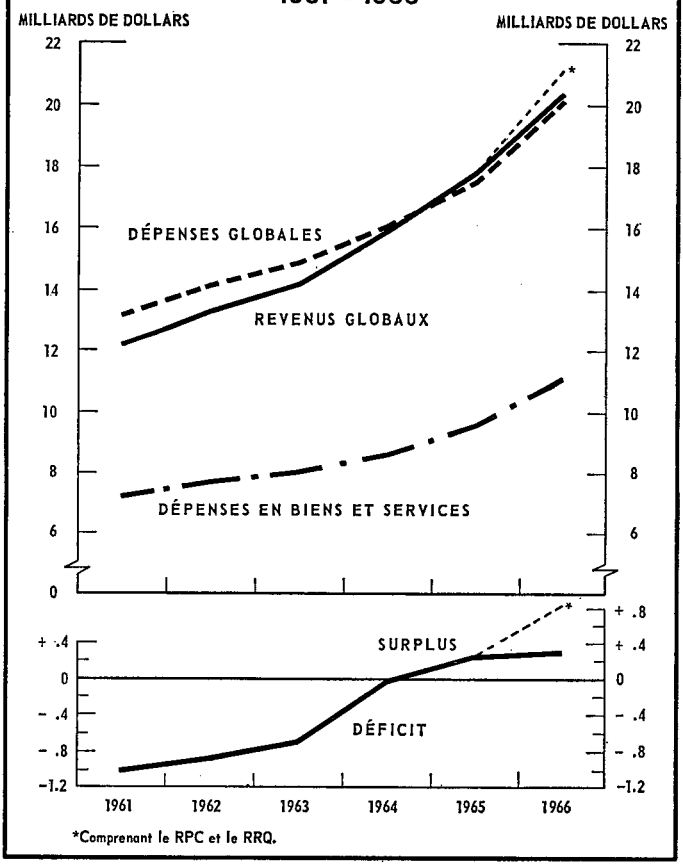
Cependant, les participations officielles qui ont presque doublé, pour passer de 92 millions de dollars en 1965 à 167 millions en 1966, constituent le principal facteur individuel de l'accélération enregistrée dans les versements relatifs aux transactions invisibles. Une importante partie de cette augmentation est attribuable au don de blé d'une valeur de 60 millions de dollars à l'Inde. Comme il s'est agi d'un don en nature, une augmentation analogue a été enregistrée dans les exportations de marchandises.

## SECTEUR PUBLIC

La présente rubrique groupe les opérations du gouvernement sur la base des comptes nationaux et pour l'année civile, pour permettre les comparaisons avec d'autres éléments de l'économie.

GRAPHIQUE 17

**SECTEUR GOUVERNEMENTAL**
**REVENUS ET DÉPENSES**
**1961 - 1966**




Lorsque la situation économique a émergé du point inférieur du cycle, au début de 1961, le taux d'accroissement des revenus du gouvernement était sensiblement inférieur à celui des dépenses. Il en est résulté que le déficit de l'ensemble du secteur public a continué d'augmenter pour atteindre, cette année-

là, presque un sommet d'après-guerre de 1,005 millions de dollars. Avec l'accélération de l'expansion, les revenus ont dépassé les dépenses, les années suivantes, et, en 1965, la situation fiscale de l'ensemble du secteur public a accusé un excédent de 246 millions de dollars. Le secteur municipal a continué à enregistrer des déficits annuels de quelque 400 millions de dollars jusqu'en 1964, alors qu'ils sont montés à plus de 500 millions. La demande accrue en matière d'écoles, de rues, d'égouts et d'autres installations auxiliaires, engendrée par l'expansion, a été satisfaite grâce aux revenus municipaux additionnels provenant des taxes et des transferts plus importants de la part des gouvernements provinciaux.

Le tableau suivant expose la situation des revenus et des dépenses par échelon de gouvernement.

TABLEAU 16

REVENUS, DÉPENSES ET POSITION FISCALE, PAR ÉCHELON DE GOUVERNEMENT

(Selon les comptes nationaux)

| — | 1961 | 1964 | 1965 | 1966 |
|---|---|---|---|---|
| | (en millions de dollars) | | | |
| Gouvernement fédéral—Revenus | 6,668 | 8,187 | 8,973 | 9,721 |
| Dépenses | 7,129 | 7,891 | 8,405 | 9,597 |
| Excédent (+) ou déficit (−) | −461 | +296 | +568 | +124 |
| Gouvernements provinciaux—Revenus | 3,709 | 5,417 | 6,336 | 7,293 |
| Dépenses | 3,837 | 5,296 | 6,084 | 7,263 |
| Excédent (+) ou déficit (−) | −128 | +121 | +252 | + 30 |
| Municipalités—Revenus | 2,707 | 3,642 | 3,945 | 4,427 |
| Dépenses | 3,123 | 4,080 | 4,519 | 5,015 |
| Excédent (+) ou déficit (−) | −416 | −438 | −574 | −588 |
| Régime de pensions du Canada | — | — | — | 531 |
| Régime de rentes du Québec | — | — | — | 183 |
| Total[1]—Revenus | 11,099 | 14,697 | 16,373 | 18,780 |
| Dépenses | 12,104 | 14,718 | 16,127 | 18,500 |
| Excédent (+) ou déficit (−) | −1,005 | −21 | +246 | +280 |

[1]Sauf les transferts intergouvernementaux.

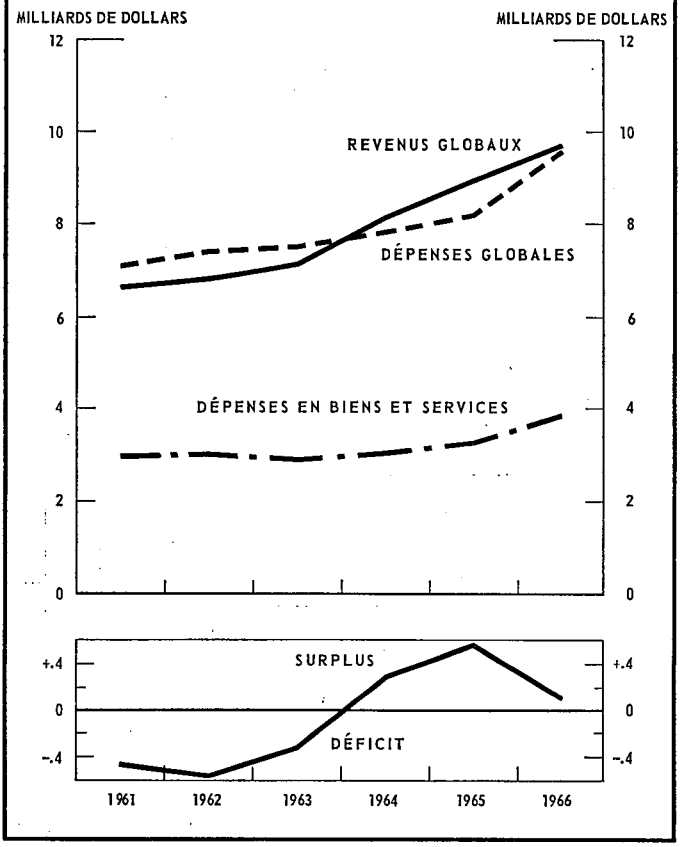
Vu la nature de leur base, les revenus fédéraux et, à un moindre degré, les revenus provinciaux évoluent selon une courbe périodique. Plus du quart des revenus fédéraux proviennent de l'impôt sur le revenu des particuliers qui, à cause de la structure des exonérations et des taux, accuse une augmentation procentuelle supérieure à celle de la base fiscale à laquelle il s'applique. D'autre part, les revenus provenant de l'impôt sur le revenu des sociétés, qui représente également une importante source de fonds, traduisent les variations des marges et du niveau des bénéfices à mesure qu'évolue l'expansion économique. En outre, le gouvernement fédéral perçoit des revenus considérables provenant des taxes de vente et d'accise et des droits de douane imposés à l'importation sur les achats périodiques de biens durables servant à la consommation ou aux placements. Il faut toutefois remarquer que les variations annuelles des revenus durant cette période ont également été touchées par l'application progressive des taxes de vente sur les matériaux de construction ainsi que sur les machines et l'outillage de production et, à l'échelon des provinces et des municipalités, par les majorations des taux des taxes sur la vente, l'essence et la propriété foncière.

Au cours de cette période, ces divers éléments ont transformé le déficit du gouvernement fédéral, qui était de 461 millions de dollars en 1961, en un excédent de 296 millions en 1964 (sur la base des comptes nationaux). A la fin du second trimestre de 1965, l'excédent atteignait, à un rythme annuel, corrigé d'après les variations saisonnières, environ 680 millions. Même si l'impôt sur le revenu des particuliers a été réduit, à compter du 1er juillet 1965, d'un chiffre

équivalent à 10 p. 100 de l'impôt de base, sous réserve d'une réduction maximum de $600 pour une période de douze mois, la fermeté de la demande a été telle que les gains en recettes fiscales indirectes et le revenu d'autres sources ont compensé les réductions au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers. A tout prendre, l'excédent des recettes fédérales est demeuré à peu près stable le reste de l'année.

GRAPHIQUE 18

**GOUVERNEMENT FÉDÉRAL**
**REVENUS ET DÉPENSES**
**1961 - 1966**




Toutefois, à compter du quatrième trimestre de 1965, l'excédent fédéral a accusé, sur la base des comptes nationaux, une baisse de 240 millions de dollars; il est tombé au taux annuel de 416 millions au cours du premier trimestre de 1966, est arrivé à 280 millions au cours du deuxième trimestre et à 164 millions au cours du troisième; au cours du quatrième trimestre[1], on enregistrait un déficit de plus de 300 millions de dollars. La baisse enregistrée au cours du premier trimestre est attribuable à un certain nombre de facteurs. Au début de 1966, les paiements au titre de la sécurité de la vieillesse se sont accrus sensiblement, l'âge d'admissibilité ayant passé de 70 à 69 ans. Au cours du même trimestre, la somme globale versée sous forme de prime de rengagement au personnel militaire, augmentait les dépenses au titre de la défense. Du côté des revenus, l'abattement de base accordé aux provinces au chapitre de l'impôt sur le revenu des particuliers est passé de 21 à 24 points de pourcentage.

[1] Ce déficit est en partie attribuable au redressement saisonnier des paiements intérimaires aux chemins de fer.

Au cours des autres trimestres de 1966, l'augmentation des revenus n'a pu suivre celle des dépenses. Cet état de choses est attribuable à un certain nombre de facteurs particuliers. Au cours du deuxième trimestre, par exemple, les revenus provenant de l'impôt direct sur le revenu des particuliers ont baissé, partiellement à cause d'un transfert de remboursement d'impôt du premier au deuxième trimestre. Au cours du trimestre suivant, les revenus provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté brusquement par suite de l'entrée en vigueur d'un taux d'imposition accru mais l'augmentation a été neutralisée jusqu'à un certain point par suite de la réduction des obligations au chapitre de l'impôt sur le revenu des sociétés commerciales et de la réduction des revenus de placement. L'accroissement des dépenses au cours du troisième trimestre tient aussi aux versements plus élevés concernant l'aide accordée aux pays étrangers et les subventions aux universités. D'autres facteurs particuliers sont entrés en ligne de compte au cours du quatrième trimestre: versements intérimaires plus élevés aux chemins de fer, majorations de soldes des militaires.

Au début de 1966, dans l'ensemble du secteur public, l'excédent, à l'échelon fédéral (sur la base des comptes nationaux), a passé de 400 millions de dollars au cours du quatrième trimestre de 1965 à près de 544 millions au cours du premier trimestre de 1966, grâce aux cotisations provenant du régime de pensions du Canada et du régime de rentes du Québec, sans prestations à verser la première année. Il était alors évident que les pressions exercées sur l'économie en général et le boom des investissements en particulier créaient un climat d'inflation au sein d'une économie fonctionnant déjà presque à plein rendement. Aussi, le ministre des Finances a-t-il songé à présenter un certain nombre de mesures restrictives dans son exposé budgétaire du printemps.

L'exposé budgétaire du printemps, compte tenu de ces changements et d'autres, prévoyait un excédent de 455 millions de dollars pour 1966–1967, sur la base des comptes nationaux et exception faite de l'impôt remboursable. Vers la fin de 1966, les pressions excessives qu'exerçait la demande s'étaient atténuées. C'est surtout parce que les dépenses étaient plus élevées que ne l'avait prévu l'exposé budgétaire du printemps, que l'excédent s'est avéré sensiblement inférieur à ce qu'on s'attendait. Le 19 décembre, on présentait un budget supplémentaire et des mesures pour financer le programme du «supplément de revenu garanti» pour les pensionnés nécessiteux, qui venait de faire l'objet d'une mesure législative. En passant la situation en revue à l'époque, il a été décidé, compte tenu des changements survenus depuis le mois de mars, que les dispositions à prendre devaient être économiquement neutres et équilibrer les dépenses relatives au supplément de revenu garanti et les recettes accrues. En conséquence, les impôts furent majorés de 290 millions par année pour financer le coût prévu du nouveau programme.

On a constaté en outre que les besoins en espèces du gouvernement, pour les prêts, les investissements et les postes budgétaires, dépassaient ce qui avait été prévu dans le budget du 29 mars 1966. A l'époque, le ministre avait escompté que, pour l'année 1966–1967, les besoins budgétaires s'élèveraient à 150 millions, plus une somme de 350 millions pour les opérations non budgétaires, comme les prêts, les placements, les avances, et ainsi de suite, abstraction faite des revenus provenant de l'impôt remboursable. En décembre, les dépenses dépassant les prévisions, le déficit budgétaire s'élevait à 340 millions. Du côté non budgétaire, les besoins en espèces s'étaient également accrus de 150 millions, par rapport à ce qui avait été prévu, surtout à cause de prêts directs accrus à l'habitation.

A cause des récentes modifications apportées aux revenus fédéraux, les trois quarts de l'augmentation de 748 millions, par rapport à 1965, sont attribuables aux revenus plus élevés provenant de l'impôt direct sur le revenu des particuliers et aux taxes de ventes indirectes. Les revenus provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté par suite de l'accroissement du revenu des travailleurs et du rétablissement, en juin 1966, d'une bonne part du dégrèvement accordé l'année précédente. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par la hausse de l'abattement de base aux provinces et,

jusqu'à un certain point, par le fait que les cotisations au régime de pensions du Canada et au régime de rentes du Québec sont déductibles aux fins de l'impôt.

Les impôts fédéraux et les autres impôts indirects ont augmenté en 1966 de 10.2 p. 100, taux de croissance légèrement inférieur à celui des années précédentes. Le fait s'explique en partie par une baisse du taux de croissance des dépenses pour les biens durables et la construction domiciliaire, et aussi par l'application progressive, les années précédentes, de la taxe de vente sur les matériaux de construction et sur les machines et l'outillage de production.

Du côté des dépenses, les déboursés globaux du gouvernement fédéral ont augmenté de près de 14.2 p. 100, ce qui représente un taux de croissance légèrement supérieur à celui de l'année précédente. Sur une augmentation totale de 1,192 millions, à peu près la moitié est attribuable à de plus forts achats de biens et de services. Le poste des traitements et salaires, l'élément individuel qui contribue le plus à l'augmentation, a augmenté de 13.1 p. 100, à cause principalement de la majoration des taux de traitements et de salaires.

Les autres facteurs de croissance ont été, notamment, une aide internationale accrue, les primes de rengagement, le relèvement de la solde et des indemnités dans les services armés, ainsi que des contributions spéciales versées aux comptes de pension de retraite à la suite des majorations de traitement. Toutefois, on doit noter que ce dernier élément correspond à un rajustement actuariel et n'a pas entraîné de décaissement pendant la période à l'étude.

Les transferts à d'autres niveaux de gouvernement ont augmenté de 232 millions, soit de 16.3 p. 100, surtout par suite de versements accrus aux provinces en vertu des arrangements relatifs au partage d'impôts et de la loi sur l'assistance à la formation technique et professionnelle.

Les transferts aux particuliers ont accusé une hausse de 7.0 p. 100, dont les deux tiers ont été occasionnés par l'augmentation des paiements de la sécurité de la vieillesse et, dans une certaine mesure, par la réduction de l'âge d'admissibilité à ces paiements. Quant au solde, il se répartit entre divers postes, le plus considérable correspondant au versement aux universités d'une subvention par tête qui a été majorée de $2 à $5. Le service de la dette publique s'est alourdi de 9.4 p. 100, tandis que les virements aux entreprises commerciales ont été de 5.1 p. 100 plus élevés, principalement à cause de subventions supérieures accordées aux chemins de fer.

En 1966, la position financière nette des gouvernements provinciaux et municipaux à l'égard des comptes nationaux a également décliné. Les dépenses provinciales et municipales ont augmenté de 15.4 p. 100, alors qu'elles s'étaient accrues de 13.3 p. 100 en 1965, et cependant l'accroissement des revenus a été en 1966 d'une fraction inférieure à ce qu'il avait été l'année précédente. Par conséquent, le secteur des gouvernements provinciaux et municipaux a accusé en 1966, à l'égard des comptes nationaux, un déficit de 558 millions comparativement à des déficits de 360, 317 et 322 millions en 1963, 1964 et 1965, respectivement.

En 1966, d'autre part, les revenus provinciaux ont augmenté de 15 p.100 et ont atteint 7,293 millions de dollars. L'impôt direct des particuliers, qui représentait un cinquième du revenu provincial, a monté d'approximativement un quart, principalement à cause d'une hausse de 36 p. 100 dans les rentrées à la suite d'un virement du gouvernement fédéral aux provinces du produit d'un abattement supplémentaire de 3 points de pourcentage. Les impôts indirects ont augmenté de près de 15 p. 100, surtout à cause d'une majoration de 18 p. 100 s'appliquant à l'essence, et des recettes provenant de la taxe de vente au détail. La situation traduit un élargissement de l'assiette de la taxe de vente au détail dans le Québec, une hausse de 2 p. 100 de cette même taxe en Ontario, ainsi qu'une majoration de la taxe sur l'essence en Ontario et en Saskatchewan. Des transferts additionnels ont fait que les virements du gouvernement fédéral en leur faveur représentent maintenant à peu près 20 p. 100 des revenus des gouvernements provinciaux.

Les dépenses pour les biens et les services, qui constituent plus d'un tiers des décaissements des gouvernements provinciaux, ont augmenté presque du quart, surtout à cause d'un accroissement rapide des dépenses en immobilisations des provinces. La situation était particulièrement évidente au cours du troisième trimestre, qui a été marqué d'un brusque mouvement ascendant, attribuable surtout à de soudaines immobilisations pour la construction de routes, dans certaines provinces. Les virements au bénéfice des personnes se sont accrus de 16 p. 100 et témoignaient de l'augmentation considérable des subventions aux institutions non commerciales; celles-ci, aux fins des comptes nationaux, entrent dans le secteur des particuliers. Cette hausse reflétait, une fois encore, l'accroissement des déboursés que les gouvernements provinciaux consacrent à la santé et à l'éducation. Enfin, les virements effectués par les provinces aux municipalités ont augmenté de presque 18 p. 100 par suite d'un relèvement sensible des subventions aux commissions scolaires et aux initiatives d'ordre général.

En 1966, les gouvernements municipaux ont, au chapitre des compte nationaux, accusé un déficit de 588 millions de dollars, légèrement supérieur à celui de l'année précédente. Leurs revenus ont augmenté de 12 p. 100 et ont atteint 4,427 millions, tandis que les dépenses montaient de 11 p. 100 pour atteindre 5,015 millions. Les impôts indirects, qui, au niveau municipal, représentent en grande partie des impôts fonciers, ont augmenté de plus de 7 p. 100.

Les dépenses des municipalités pour les biens et les services, qui correspondent à plus des neuf dixièmes de l'ensemble de leurs déboursés, ont dépassé de 11 p. 100 celles de l'année précédente. Dans le secteur des traitements et des salaires, les gouvernements municipaux, y compris les autorités scolaires, ont dû dépenser 9 p. 100 de plus, et dans celui des constructions, des machines et de l'équipement, 24 p. 100 de plus.

## BALANCE DES PAIEMENTS

### Compte courant

Traditionnellement, le déficit du Canada, au chapitre des transactions internationales courantes, a servi de baromètre; tendant à monter pendant les périodes d'expansion économique et à baisser quand le taux de croissance diminuait, il indiquait quand il fallait recourir aux ressources extérieures. C'est que, en somme, l'importation est très sensible aux variations du revenu et aux pressions qui s'exercent sur les ressources nationales. Toutefois, l'effet de l'importation sur la balance globale des comptes courants est atténué par une augmentation assez régulière des paiements relatifs au service des entrées antérieures de capitaux. Au début de la période actuelle d'expansion économique, on aurait pu croire que la balance du compte courant allait, suivant les données du passé, accuser un certain déséquilibre. Mais ce n'a pas été le cas et il n'est pas possible de rattacher l'évolution récente de la balance des paiements aux tendances de la demande sur le marché intérieur.

Plusieurs facteurs ont amené cette situation. Quand le niveau de chômage était très élevé, de 1957 à 1961, une partie considérable de la capacité nationale de production n'était pas employée; c'est ce qui fait qu'une demande accrue de biens et de services ait pu être satisfaite grâce à la production intérieure plutôt que grâce à l'importation. De même, au début de la présente période d'expansion, les importations ont été touchées par la dévaluation du dollar canadien en 1962, et brièvement par l'imposition, la même année, de surtaxes d'urgence à l'importation. Les importations n'ont commencé à s'accélérer qu'à la fin de la période d'expansion, alors que le potentiel du marché intérieur avait fléchi et que de plus grandes ressources étaient consacrées à l'investissement, qui comporte un fort élément d'importation. D'autre part, les exportations furent particulièrement stimulées par la dévaluation du dollar en 1962 et par les ventes de blé à l'URSS et à la Chine continentale, grâce aux contrats à long terme; les expéditions de pointe ont eu lieu en 1964. L'excédent commercial atteignit en 1964 un sommet de 701 millions de dollars.

En ce qui concerne les transactions n'intéressant pas les marchandises, les recettes ont commencé, en 1960, à augmenter plus rapidement que les versements, surtout dans le cas du tourisme et du transport par terre et par eau, ainsi que des successions et fonds des immigrants. Cette hausse a servi à réduire de beaucoup le taux de croissance du déficit des transactions pertinentes et conduit réellement à un fléchissement absolu en 1962 et en 1963. L'effet net de ces facteurs a été de diminuer le déficit du compte courant de 928 millions de dollars en 1961 à 424 millions en 1964, bien que l'économie soit entrée dans une période d'expansion vigoureuse. Le renversement de situation en 1965 est résulté d'une pause dans les expéditions de blé qui a réduit la croissance des exportations à 6.2 p. 100, alors que les importations ont augmenté de 14.5 p. 100. Ces dernières ont résulté en partie de la pression croissante exercée sur les ressources et en partie des conséquences de l'accord canado-américain sur les produits de l'industrie automobile, qui a mené à un accroissement de leur exportation et importation. La contraction de l'excédent commercial qui en est résultée a été accompagnée d'une hausse du déficit des transactions n'intéressant pas les marchandises (quoique le taux de croissance des recettes ait continué d'excéder celui des versements), et cela a produit un déficit dans le compte courant qui a excédé 1 milliard de dollars pour 1965.

Les exportations et importations de marchandises et de services en 1966 ont déjà été étudiées comme éléments distincts dans l'offre et la demande au sein de l'économie nationale. On se souviendra que, dans ni l'un ni l'autre de ces cas, la situation de 1966 n'a été tout à fait conforme à l'expérience cyclique. Même à part le blé et les automobiles, les exportations ont fait preuve d'une force considérable par suite de la pression de la demande aux États-Unis, pression dont une partie a été transférée par là à l'économie canadienne. D'autre part, l'augmentation des importations canadiennes a été moindre qu'on pouvait être en mesure de s'y attendre à la lumière des fortes pressions exercées par la demande au Canada.

Pour toute l'année 1966, les exportations de marchandises ont augmenté de plus de 17 p. 100, tandis que les importations se sont accrues de moins de 15 p. 100. L'excédent du commerce des marchandises s'est élevé à 380 millions de dollars pour l'année, par comparaison à 118 millions en 1965. On a signalé plus tôt que les renseignements actuels ne peuvent pas expliquer complètement la raison de l'augmentation relativement modeste des importations pendant une année où les pressions exercées par la demande ont été extraordinaires. Cependant, les exportations de marchandises ont profité des circonstances spéciales touchant le blé et le commerce des produits de l'industrie automobile. A part ces circonstances spéciales, le commerce des autres marchandises qui s'équilibrait presque en 1965 a accusé un déficit d'environ 100 millions de dollars en 1966. Il faut toutefois se souvenir qu'un niveau plus élevé d'exportations de blé engendre des revenus dont une partie est dépensée pour les articles importés, y compris les machines agricoles. De plus, le commerce beaucoup plus élevé des pièces d'automobiles, dans les deux sens, a entraîné des hausses importantes dans les importations de biens d'équipement par l'industrie automobile. Aussi, on ne saurait considérer les recettes additionnelles provenant des ventes de blé et du commerce des produits de l'automobile comme un gain net de la balance des marchandises qui n'a subi aucune réduction par suite d'importations supplémentaires.

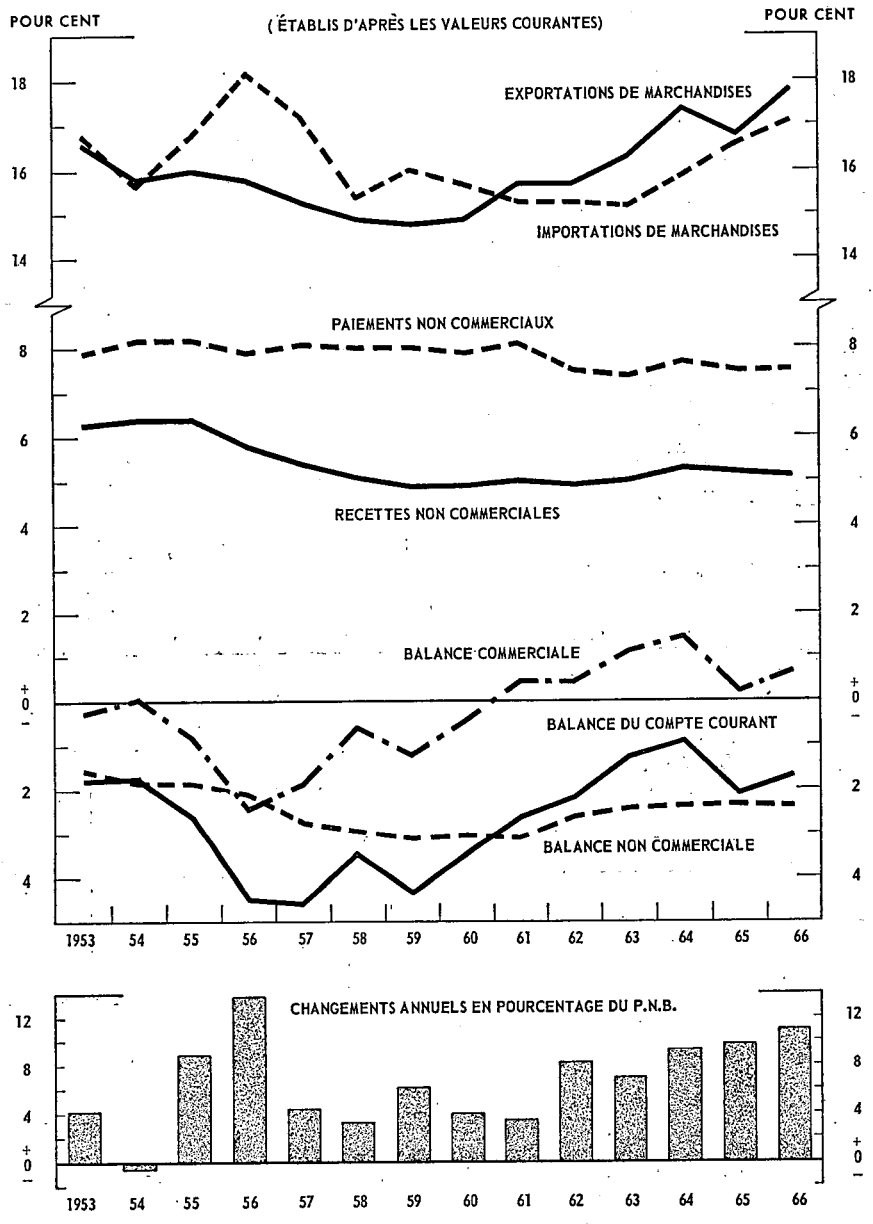
L'ensemble des gains de la balance commerciale en 1966 a été réduit en partie par la nouvelle hausse dans le déficit des transactions invisibles. Cependant, comme on l'a déjà laissé entendre, elle n'est pas large la mesure de cette détérioration qui peut être réellement décrite comme cyclique. La balance des successions et fonds des immigrants, qui ne constitue pas d'ailleurs un élément du revenu national et des comptes de dépenses, a fait voir une nouvelle amélioration sensible grâce à une forte augmentation des revenus et à un fléchissement réel des versements. Le taux de l'émigration vers les États-Unis a fléchi fortement

GRAPHIQUE 19

## BALANCE DES PAIEMENTS, ÉLÉMENTS DU COMPTE COURANT
## 1953 - 1966

### EN POURCENTAGES DU P.N.B.

ANNUEL



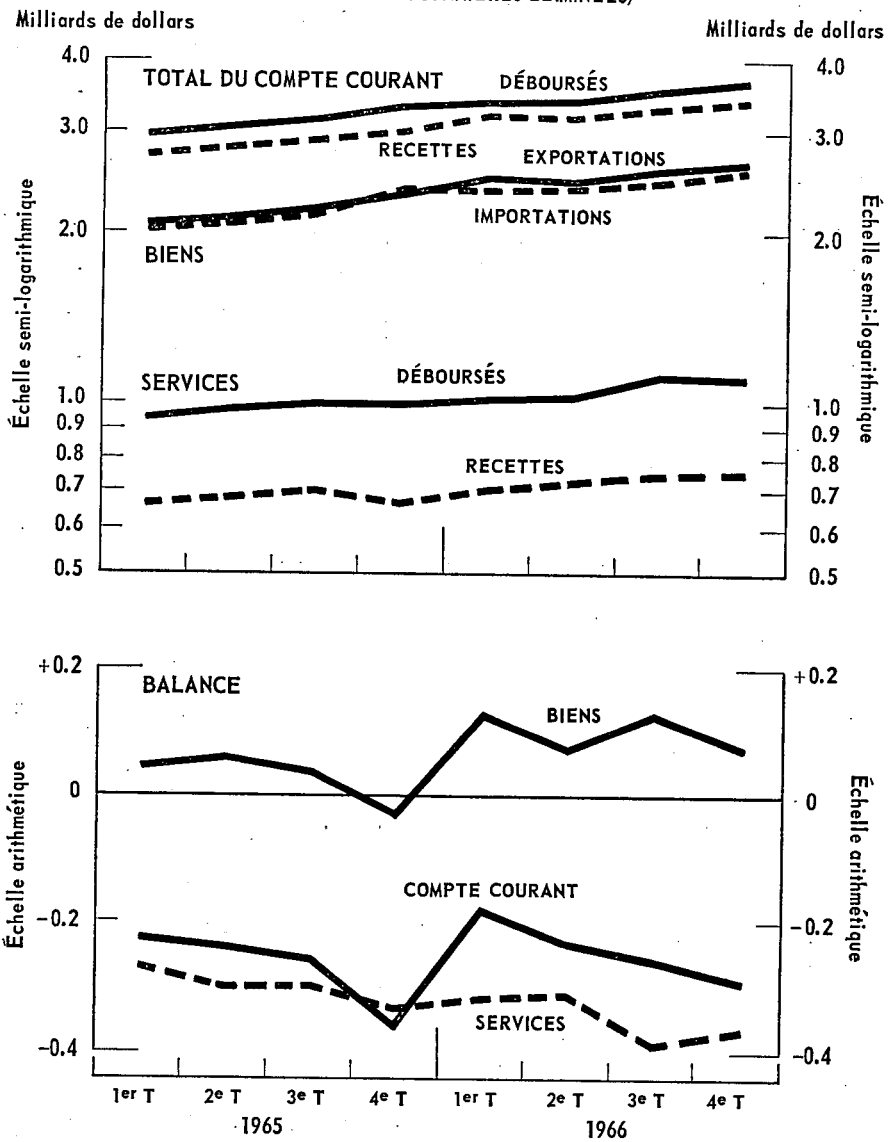
GRAPHIQUE 20

## BALANCE DES PAIEMENTS - COMPTE COURANT

### 1965 - 1966

PAR TRIMESTRE

(VARIATIONS SAISONNIÈRES ÉLIMINÉES)



en 1966, en partie par suite de modifications au règlement et aux méthodes d'immigration d'outre-frontière, tandis que l'immigration au Canada a atteint son plus haut sommet depuis 1957. Les versements touchant les transports par terre et par eau ont augmenté de façon plus modérée qu'en 1965, et le déficit pertinent a donc fléchi de nouveau à la suite d'une détérioration pendant l'année précédente. Au total, la tendance des dernières années s'est renversée, car les versements pour les services ont maintenant augmenté à un taux plus élevé que les recettes, pour la première fois depuis 1959. Les principaux facteurs responsables du changement et de la détérioration du déficit des transactions invisibles ont été une hausse des contributions officielles, ainsi que de plus gros déficits quant aux intérêts, aux dividendes et aux comptes touristiques. Le montant plus élevé de contributions officielles intéressait de plus fortes expéditions de blé aux termes des programmes d'assistance alimentaire bilatérale (surtout à l'Inde) de même que des contributions en numéraire suivant les programmes d'aide multilatérale. Les intérêts et dividendes reçus ont fléchi pour la deuxième année consécutive, d'où un déficit plus élevé à ce compte. Les dépenses des touristes canadiens à l'étranger ont augmenté beaucoup plus rapidement que l'année précédente, pendant que les dépenses touristiques au Canada se sont accrues plus lentement. Aussi, l'amélioration de la balance des comptes du tourisme en 1965 a été plus que renversée en 1966, et cela a contribué à la hausse du déficit global sur les transactions invisibles. La production de l'or a baissé pour la cinquième année consécutive et à un rythme environ deux fois plus rapide qu'en 1965. Dans toutes les autres opérations du même genre, les recettes ont continué d'augmenter plus rapidement que les versements, mais pas suffisamment pour réduire davantage les déficits pertinents, en 1966.

L'augmentation du déficit de nos transactions invisibles s'est produite surtout dans nos transactions avec les États-Unis où elle a plus que neutralisé l'amélioration de la balance commerciale et produit, au compte courant, un déficit bilatéral plus élevé. La position actuelle du Canada vis-à-vis du Royaume-Uni s'est aussi détériorée, mais l'excédent commercial gagné par rapport aux autres pays a été suffisant pour compenser l'augmentation des versements nets relatifs aux services et au commerce touchant les États-Unis et le Royaume-Uni et produire, au compte courant, un déficit global qui a été d'environ 100 millions de dollars plus faible qu'en 1965.

TABLEAU 17

COMPTE COURANT DE LA BALANCE CANADIENNE DES PAIEMENTS

(en millions de dollars)

| — | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 (évaluations préliminaires) |
|---|---|---|---|---|
| Commerce des marchandises | | | | |
| Exportations | 7,082 | 8,238 | 8,745 | 10,270 |
| Importations | 6,579 | 7,537 | 8,627 | 9,890 |
| Balance | 503 | 701 | 118 | 380 |
| Transactions invisibles | | | | |
| Balances— | | | | |
| Production de l'or disponible pour l'exportation | +154 | +145 | +138 | +125 |
| Tourisme | + 24 | − 50 | − 32 | − 60 |
| Intérêt et dividendes | −630 | −678 | −761 | −884 |
| Transports par terre et par eau | − 85 | − 35 | − 82 | − 74 |
| Successions et fonds des migrants | − 35 | − 32 | — | + 60 |
| Contributions officielles | − 65 | − 69 | − 92 | −167 |
| Toutes autres transactions courantes | −408 | −406 | −372 | −363 |
| Total | −1,045 | −1,125 | −1,201 | −1,363 |
| Balance du compte courant | −542 | −424 | −1,083 | −983 |

Au tableau de référence 31 figure le compte bilatéral du Canada avec les États-Unis. En 1966, le déficit du compte courant avec les États-Unis est passé à 2,107 millions de dollars, de 2,050 millions qu'il était l'année précédente. Comme en 1965, la plus grande partie de ce déficit a été financée par des moyens autres que l'importation nette de capitaux des États-Unis. L'entrée nette de capitaux à long terme des États-Unis est passée de 964 millions de dollars à 1,146 millions, et la sortie nette de capitaux à court terme vers les États-Unis a été un peu inférieure à celle de 1965. Le solde global net devant être financé a baissé de 1,594 millions en 1965 à 1,308 millions en 1966. Mais alors que le déficit global avec les États-Unis en 1965 avait été plus que couvert par la combinaison des gains du compte courant ailleurs et une entrée de plus d'un milliard de dollars de capitaux à court terme d'outre-mer, en 1966 le compte de capitaux à court terme avec les pays d'outre-mer était presque en équilibre. Les gains du compte courant d'outre-mer ont monté de 829 millions à 999 millions de dollars, et la sortie nette de capitaux à long terme vers le reste du monde a été un peu moindre; il restait donc 484 millions de dollars du déficit de 1966 avec les États-Unis à être compensés par les réserves canadiennes et la production canadienne d'or. En fait, la production d'or a été moins élevée, de 13 millions par rapport à la balance des paiements, et environ 360 millions des paiements nets aux États-Unis ont été tirés des réserves.

## Le compte de capital et les réserves

Bien qu'il y ait eu une amélioration de 100 millions de dollars dans le déficit du compte courant en 1966, le financement de ce déficit et des questions connexes concernant l'administration du change étranger ont donné lieu à certains développements et usages nouveaux durant l'année.

D'une part, les nouveaux emprunts à long terme sur le marché américain sont restés, pour la troisième année complète, le principal moyen de financement à cet égard. Ce marché est resté ouvert en pratique à l'emprunteur canadien à cause d'exemptions tant de la taxe d'égalisation de l'intérêt que du programme de principes directeurs quantitatifs accordées par les autorités américaines, mais le gouvernement canadien a décidé de ne pas profiter de ces exemptions afin de hausser le niveau de ses réserves officielles; les modalités de cette décision ont eu tendance avec le temps à faire baisser légèrement le niveau de ces réserves.

Le développement des conditions de crédit au Canada en 1966 par rapport à celui du marché du crédit aux États-Unis a continué d'influer considérablement sur le volume des nouvelles émissions de valeurs canadiennes mises sur le marché américain, et la nécessité de maintenir une entrée suffisante de capitaux de cette façon a continué d'avoir de l'importance dans l'application de la politique monétaire du Canada.

On a fait face en partie à l'engagement pris avec les États-Unis au sujet du niveau des réserves du change par des rachats spéciaux, de détenteurs des États-Unis, de valeurs du gouvernement du Canada et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, comme moyen d'exporter des capitaux. Ce nouvel instrument de rachats spéciaux a accru la souplesse des moyens dont disposent les autorités monétaires pour l'application de leurs politiques.

En ce qui concerne les chiffres du compte de capital, les nouvelles émissions d'obligations canadiennes à l'étranger, nettes des remboursements ordinaires, n'ont augmenté que d'environ 250 millions en 1966, pour atteindre 1,053 millions contre 805 millions en 1965, par suite principalement de la remise à plus tard des livraisons demandées en novembre 1965. La plus grande partie de cette augmentation a été contrebalancée par des rachats spéciaux de valeurs du gouvernement et des achats d'obligations de la BIRD, d'un montant global de 182 millions, qui ont été effectués comme moyen de faire face à l'engagement conclu avec les États-Unis en ce qui concerne le niveau des réserves officielles.

Le montant des placements directs de capitaux au Canada par des non-résidents s'est encore accru, pour atteindre plus du double du montant de 1964; une grande partie de l'accroissement provient des investissements dans l'industrie de l'automobile, mais il y a eu aussi des augmentations considérables à l'égard des appareils électriques, du pétrole et d'autres minéraux, et du rendement des pâtes et du papier. Dans l'ensemble de l'année, il y a eu un léger désinvestissement net de résidents canadiens dans des entreprises leur appartenant directement à l'étranger, ce qui a causé une entrée de capitaux de 10 millions de dollars de cette source.

Les opérations de portefeuille à l'égard d'actions canadiennes ont donné lieu à une sortie nette en 1966 d'environ la moitié du montant total de 1965. Un nombre particulièrement élevé de remboursements de crédits à l'exportation a réduit les avances nettes à 43 millions seulement, contre 187 millions en 1965. Les principales compensations ont été une sortie nette de 99 millions pour le rachat d'obligations canadiennes échues, outre les achats spéciaux par le gouvernement pour des raisons relatives à la balance des paiements (contre une entrée de 62 millions l'année précédente), et le quadruplement de la sortie de capitaux pour l'acquisition de valeurs étrangères: de 84 millions en 1965 les achats nets sont montés à 357 millions l'an dernier.

Au cours du premier semestre de 1966, l'entrée nette de capitaux à long terme au Canada, sans compter les rachats spéciaux, s'est élevée à 785 millions, seulement 30 millions de plus que le déficit du compte courant durant la même période. Les rachats, ajoutés à une sortie de fonds à court terme dans le premier trimestre de l'année, ont porté le total des réserves officielles du Canada (définies ici comme avoirs en or et en dollars des États-Unis et la position nette du Canada comme créancier du Fonds monétaire international), à la fin de juin, à 2,595 millions, près du niveau convenu d'environ 2,550 millions de dollars américains.[1]

Durant l'ensemble de l'année, toutefois, et surtout durant le troisième trimestre (à un moment où de nouveaux rachats d'obligations du gouvernement étaient effectués pour compenser une partie de la fermeté saisonnière normale du compte courant), il y a eu un mouvement marqué des capitaux à court terme comparativement à 1965. Les banques à chartes canadiennes ont donné suite à la demande que leur avait faite le ministre des Finances, en mars 1965, de ne pas réduire la position nette de leurs avoirs vis-à-vis des résidents des États-Unis à un niveau inférieur à celui de décembre 1964. Cela visait à protéger la position de la balance des paiements des États-Unis et l'accès du Canada aux marchés des capitaux américains. Les banques canadiennes ont pris des positions à court terme à l'égard des marchés européens du dollar; en fait, elles étaient passées d'un montant net d'avoirs en devises étrangères de plus d'un demi-milliard de dollars en janvier 1965 à une position nette de passif d'importance semblable en octobre de cette année-là. Ainsi, elles ont non seulement raffermi la position nette de leurs avoirs aux États-Unis, mais aussi réduit le montant net de leur passif en devises étrangères pour les résidents canadiens. Il en est résulté une entrée nette au Canada de capitaux à court terme de 426 millions de dollars, qui ont apporté un avantage non négligeable à la balance canadienne des paiements de cette année-là. Toutefois, c'était une forme d'aide qui, de sa nature, ne pouvait continuer indéfiniment; et en 1966, elle a cessé pour être remplacée par une sortie de fonds. Cette sortie est attribuable à une hausse du montant net des avoirs des banques vis-à-vis des résidents des États-Unis, à peu de changement dans leur passif net outre-mer et à une augmentation de leur passif net vis-à-vis des résidents canadiens. Leur propre position nette en avoirs

[1] En décembre 1965, le Canada a consenti à réduire l'objectif pour ses réserves de 2,700 millions de dollars américains fixé en 1963 à 2,600 millions de dollars américains à la fin de 1966. Cet objectif a été redressé pour tenir compte du paiement par le Canada d'or équivalant à 47.5 millions de dollars américains comme partie de sa quote-part accrue dans le Fonds monétaire international, vu qu'une réduction des avoirs officiels provenant de cette source était considérée comme ne reflétant pas le besoin d'une balance des paiements justifiant l'usage du marché américain des capitaux.

de devises étrangères vis-à-vis des résidents canadiens s'est quelque peu raffermie, mais la plus grande partie de cette dernière augmentation s'est reflétée dans une sortie de capitaux vers les États-Unis, de près d'un demi-milliard pour l'ensemble de l'année, ce qui compensait amplement la sortie nette de 325 millions de dollars de toutes sortes de capitaux à court terme.

Le résultat net de ces divers mouvements de capitaux et de la balance du compte courant sur les réserves officielles du Canada a été une réduction de 359 millions en dollars canadiens. En fait, la position nette du Canada au sein du Fonds monétaire international s'est améliorée de plus de 100 millions; en gros, la moitié de ce montant représentait le transfert d'or des avoirs officiels du Canada égal à 25 p. 100 d'une augmentation de la quote-part au Fonds monétaire international. La baisse dans les avoirs officiels en or et en devises étrangères (après ce transfert, y compris les soldes courants normaux de devises convertibles autres que des dollars américains) a atteint 462 millions exprimés en dollars canadiens.

## PROVENANCE ET AFFECTATION DE L'ÉPARGNE

Sur la base des comptes nationaux, l'épargne nationale globale en 1966 s'est élevée à environ 11.8 milliards de dollars, à peu près 1.3 milliard de plus qu'en 1965. L'épargne nationale a donc continué de fournir de loin la plus grande partie des ressources dont le secteur des affaires a besoin pour fins d'investissement. La part des épargnes de l'étranger que le Canada a utilisée en 1966 a été légèrement moindre qu'en 1965. On trouvera un résumé de ces changements au tableau 18.

Dans le secteur des particuliers, où l'épargne constitue la différence entre le revenu des particuliers, après paiement de l'impôt, et leurs dépenses au titre des biens et services, l'épargne totale s'est élevée à 4 milliards de dollars, environ 17.5 p. 100 de plus que les 2.9 milliards de l'année précédente. Cette augmentation était en très grande partie attribuable à la hausse exceptionnellement rapide du revenu agricole au cours de l'année, résultant de récoltes plus abondantes et du prix plus élevé des produits agricoles. L'épargne des particuliers représentait 9 p. 100 de leur revenu disponible en 1966, contre 8.4 p. 100 en 1965, et bien qu'une partie de cette épargne provienne de stocks plus considérables et de la valeur accrue des stocks aux mains des cultivateurs, l'épargne des salariés et découlant d'autres formes de revenu a aussi augmenté. Ce niveau d'épargne par rapport au revenu disponible des particuliers a été supérieur à celui de toute autre année de l'expansion commencés en 1961.

L'épargne des entreprises commerciales en 1966 s'est ressentie d'une stabilisation des bénéfices des sociétés. A cause aussi d'une hausse soutenue des dividendes payés, les bénéfices non répartis ont diminué. D'autre part, les allocations de dépense de capitaux, autre facteur de l'épargne des entreprises commerciales, ont moins augmenté qu'en 1965, surtout à cause des mesures budgétaires de mars 1966, alors que le règlement a été modifié de façon à réduire les allocations de coût en capital pouvant être défalquées de certaines catégories d'immobilisations acquises au cours des dix-huit mois subséquents. Les effets modérateurs de ces tendances ont été légèrement compensés par un supplément d'épargne provenant des opérations de la Commission canadienne du blé. La rectification de l'évaluation des stocks, qui supprime la partie des profits inscrits des entreprises commerciales résultant de la fluctuation des prix sur les valeurs d'inventaires, a très peu changé depuis 1965.

Dans le secteur gouvernemental, comme on en discute en détail ailleurs dans cette revue, les dépenses se sont accrues tandis que les revenus, à l'exclusion des revenus provenant du régime de pensions du Canada et du régime de rentes du Québec, ont moins augmenté. Pour cette raison, l'élan du passage d'un déficit à excédent, qui s'était manifesté au cours des cinq années précédentes, ne s'est pas maintenu en 1966. Au titre du compte national d'épargne, cependant,

comme les recettes provenant des régimes de pensions du gouvernement s'ajoutent aux revenus du secteur gouvernemental, l'accroissement de l'épargne globale grâce à l'apport des revenus nets de ces régimes est considéré comme émanant du secteur gouvernemental. L'apport des recettes des régimes de pensions au secteur gouvernemental a entraîné un excédent un peu plus élevé en 1966 qu'en 1965.

TABLEAU 18
SOURCES DE L'ÉPARGNE

| — | 1964 | 1965 | 1966 |
|---|---|---|---|
| | (en millions de dollars) | | |
| Épargne des particuliers, montant net | 2,059 | 2,927 | 3,438 |
| Épargne brute des entreprises commerciales, Total | 7,182 | 7,594 | 8,036 |
| *a*) Profits non distribués | 1,389 | 1,444 | 1,230 |
| *b*) Allocations de dépense de capitaux et diverses rectifications d'évaluation | 5,600 | 6,110 | 6,591 |
| *c*) Rectifications des transactions sur les céréales | 111 | −44 | 156 |
| *d*) Aide-capital des gouvernements | 82 | 84 | 59 |
| Ajustement de l'évaluation des stocks | −131 | −325 | −318 |
| Excédent (+) ou déficit (−) des gouvernements | − 21 | +246 | +280 |
| Fédéral | +296 | +568 | +124 |
| Provinciaux et municipaux | −317 | −322 | −558 |
| Régimes de pension du Canada et du Québec | — | — | +714 |
| Excédent (−) ou déficit (+) sur le compte courant des non-résidents | 412 | 1,141 | 1,101 |
| Écart résiduel | −6 | 8 | 336 |
| Total | 9,495 | 11,591 | 12,873 |

AFFECTATION DE L'ÉPARGNE

| — | 1964 | 1965 | 1966 |
|---|---|---|---|
| | (en millions de dollars) | | |
| Formation de capitaux fixes bruts des entreprises commerciales | 9,103 | 10,651 | 12,214 |
| Valeur du changement matériel des stocks | 386 | 948 | 995 |
| Écart résiduel | 6 | −8 | −336 |
| Total | 9,495 | 11,591 | 12,873 |

SOURCES: BFS, *National Accounts*.

Les dépenses d'investissement du secteur des affaires en 1966 ont dépassé de 4.9 milliards de dollars l'épargne provenant du même secteur. (Le chiffre équivalent en 1965 était de 4 milliards et, en 1964, de 2.3 milliards). Dans le cadre des comptes nationaux, ces chiffres révèlent l'ampleur des demandes relatives à la production courante transférées d'un secteur à l'autre et donnent aussi une idée de la croissance rapide du transfert ces dernières années.

| | 1964 | 1965 | 1966 |
|---|---|---|---|
| | (en milliards de dollars) | | |
| Investissements des entreprises commerciales (y compris les investissements d'entreprises commerciales du gouvernement) | 9.5 | 11.6 | 12.9 |
| Épargne des entreprises commerciales | 7.2 | 7.6 | 8.0 |
| Usage net de l'épargne par des entreprises commerciales dans d'autres secteurs | 2.3 | 4.0 | 4.9 |
| Usage de l'épargne provenant de l'étranger | .4 | 1.1 | 1.1 |
| Épargne fournie par les secteurs internes autres que les entreprises commerciales | 1.9 | 2.9 | 3.8 |

Il importe, évidemment, de se rappeler que ces chiffres représentent l'épargne et les investissements nets des principaux secteurs de l'économie. Ils n'indiquent pas comment cette épargne nette passe des épargnants aux emprunteurs au moyen d'instruments financiers. On discutera en détail ci-après des faits nouveaux dans les marchés financiers où les institutions financières s'occupent de faciliter ces transferts.

# SECTEUR FINANCIER

## Avant-propos

Le procédé du transfert de fonds des épargnants aux emprunteurs dans l'économie a été soumis, en 1966, à des tensions tant de l'intérieur que de l'extérieur.

Les bénéfices des sociétés en 1966 n'ont pas surpassé ceux de 1965, tandis que les paiements de dividendes ont augmenté. Ainsi, les profits non répartis ont diminué, et les sociétés, face à des immobilisations prévues sensiblement accrues, ont dû puiser dans leurs capitaux disponibles et chercher une quantité appréciable de fonds au Canada et à l'étranger. Cependant, les fonds effectivement recueillis en 1966 ont été sensiblement moindres qu'en 1965. Ce fait, s'ajoutant au choc du budget fédéral, explique peut-être l'insuffisance des immobilisations réelles au regard du niveau escompté au milieu de l'année.

Les emprunts de tous les gouvernements ont plus que doublé en 1966 comparativement au niveau atteint en 1965. Les provinces et les municipalités ont fait en 1966, grâce à des prêts bancaires et à des émissions de titres, des emprunts dépassant de près de 750 millions de dollars ceux de l'année précédente. Cependant, ce financement s'est effectué, pour environ 630 millions de dollars, sous forme de transferts par le régime de pensions du Canada et le régime de rentes du Québec. Le gouvernement fédéral, qui avait remboursé une faible partie de sa dette globale en 1965, a emprunté une somme nette excédant 400 millions de dollars en 1966.

La proportion des transferts de fonds entre épargnants et emprunteurs particuliers, par l'entremise d'institutions financières, a été moins élevée en 1966 qu'en 1965. Pendant toute l'année 1966, le passif global des institutions qui acceptent des dépôts a augmenté à un rythme inférieur aux deux tiers de celui de 1965. Le taux de croissance des institutions qui perçoivent des épargnes contractuelles a diminué quelque peu en 1966 par rapport à 1965. Le marché hypothécaire s'en est particulièrement ressenti.

L'usage net par le Canada des épargnes venant de l'étranger, comme le révèle le déficit du compte courant, a légèrement fléchi en 1966 comparativement à 1965. Cependant, les demandes de fonds étrangers, tant aux États-Unis qu'en Europe, ont été très fortes. Les conditions de crédit sur les marchés financiers étrangers se sont resserrées d'une façon marquée au cours de 1966 presque jusqu'à la fin de l'année. Les marchés financiers canadiens ont été touchés forcément par ces événements survenus à l'étranger.

Comme on l'explique assez en détail dans le rapport annuel du gouverneur de la Banque du Canada, la politique monétaire est demeurée restrictive pendant le premier semestre de 1966, et le taux bancaire a été relevé en décembre 1965 et encore en mars 1966. Cependant, «au cours de l'été, alors que les pressions à la hausse sur les taux d'intérêt aux États-Unis étaient devenues particulièrement fortes, la Banque du Canada offrit une résistance énergique à un resserrement plus accentué du crédit au Canada.»[1]

Au cours de l'année, les taux d'intérêt ont atteint des niveaux encore jamais vus depuis les années 20. En août, les taux de rendement des titres du gouvernement canadien ont atteint 6 p. 100 et, après un certain fléchissement, ils ont atteint de nouveau ce niveau à la fin de novembre et au début de décembre. Le taux de rendement des obligations à long terme des gouvernements provinciaux et municipaux et des sociétés a accusé une hausse encore plus marquée. Peu après le milieu de l'année, les obligations des municipalités et des sociétés ont atteint un niveau moyen d'environ 6.75 p. 100, et le taux de rendement des obligations provinciales a dépassé 6.60 p. 100, se maintenant à ce niveau jusqu'à la fin de l'année. Au quatrième trimestre de l'année, les taux sur les prêts hypothécaires ordinaires de premier ordre pour l'achat de maisons avaient atteint 8 p. 100.

[1] Rapport annuel de la Banque du Canada, p. 43.

A la fin de l'année, toutefois, les conditions de crédit, tant au Canada qu'à l'étranger, connaissaient une certaine détente et les taux d'intérêt fléchissaient. Cette tendance s'est maintenue en 1967.

## Offre et demande de fonds sur les marchés de capitaux

*Institutions financières privées*

Les changements survenus dans le volume et la composition de l'actif et du passif de l'ensemble des institutions financières reflètent les tendances dans le montant et la nature des épargnes que les prêteurs ont mises à leur disposition, ainsi que la façon dont on a distribué ces fonds aux emprunteurs ultimes. Bien qu'on ne dispose pas de données sur toutes les institutions financières, les tableaux 35 et 36 représentent l'actif et le passif combinés des institutions de dépôts, qui constituent une forte proportion des ressources des institutions financières; les données, établies sur une base trimestrielle, s'appliquent à la période allant de décembre 1964 à décembre 1966. Les tableaux 37 et 38 indiquent la répartition de cet actif et de ce passif en pourcentage pour la même période. Les institutions visées sont les banques à charte, les banques d'épargne de la province de Québec, ainsi que les compagnies de fiducie et de prêts. Les caisses populaires et les coopératives de crédit sont exclues seulement parce qu'on ne possède pas encore de données à leur sujet.

En 1966, le total de l'actif et du passif des institutions de dépôts s'est accru de 2,259 millions de dollars ou de 7.9 p. 100, soit beaucoup moins qu'en 1965.

ACTIF OU PASSIF DES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS
(en millions de dollars)

| Fin de | Montant | Changement | Changement en pourcentage |
|---|---|---|---|
| 1963 | 23,634 | — | — |
| 1964 | 25,371 | 1,737 | 7.35 |
| 1965 | 28,473 | 3,102 | 12.23 |
| 1966 | 30,732 | 2,259 | 7.93 |

Cette baisse du taux de croissance est survenue dans le premier semestre de 1966, surtout dans le premier trimestre. Durant la seconde moitié de l'année, les conditions de crédit sont devenues plus faciles et les disponibilités des institutions de dépôts se sont améliorées; la croissance s'est alors raffermie et a atteint le taux enregistré en 1965. Par contre, les caisses populaires Desjardins du Québec ont maintenu leur taux d'expansion de 1965 pendant la plus grande partie de 1966.

La valeur globale des dépôts permettant de tirer des chèques a augmenté de 1,092 millions de dollars en 1966 et représentait 48 p. 100 de l'accroissement total du passif. La valeur des dépôts à terme et exigibles sur préavis, des obligations non garanties et des certificats, poursuivant une tendance amorcée en 1964 et qui s'était accélérée en 1965 à mesure qu'augmentaient les taux d'intérêt versés pour ces formes d'épargnes, s'est accrue deux fois plus rapidement que celle des dépôts permettant de tirer des chèques, soit de 12.8 p. 100, ce qui représente 33 p. 100 de l'augmentation globale du passif.

Sur les fonds accrus dont ces institutions ont disposé en 1966, elles ont affecté environ 890 millions de dollars à des nouveaux prêts, consentis surtout aux entreprises commerciales. Le montant des prêts aux sociétés de financement par versements a diminué par rapport au niveau élevé atteint dans le quatrième trimestre de 1965. Le montant des prêts aux particuliers est demeuré stable par rapport à l'actif global. La valeur des prêts hypothécaires s'est accrue de 367 millions de dollars en 1966, ce qui a fait diminuer légèrement la proportion de l'actif affectée à cette forme de prêts. Les investissements en obligations du

gouvernement n'ont augmenté que de 176 millions de dollars au cours de l'année, ce qui a laissé à peu près inchangée la proportion de l'actif affectée à cette forme de valeurs. La baisse de la proportion de l'actif affectée à des obligations des gouvernements provinciaux et municipaux a été compensée par l'accroissement du portefeuille de titres du gouvernement du Canada. Dans la catégorie des autres titres, le montant des obligations de sociétés a augmenté sensiblement, mais le volume des fonds affectés à l'acquisition d'actions a peu changé.

Les compagnies d'assurance et les régimes de pensions en fiducie constituent d'autres voies importantes où s'orientent les épargnes. L'actif et le passif de ces sociétés se sont accrus de façon plus uniforme que ceux des institutions de dépôts, car les épargnes qu'elles reçoivent sont contractuelles et ne se ressentent que dans une faible mesure des fluctuations des conditions du crédit et des taux d'intérêt. En 1966, le volume net des fonds recueillis par seize compagnies canadiennes d'assurance-vie, qui englobent environ 83 p. 100 du revenu des primes au Canada, s'est élevé à 640 millions de dollars. Environ 96 p. 100 des fonds disponibles en 1966 provenaient des opérations d'assurance au Canada (revenu net des primes); le reliquat, de 23.5 millions, représente les fonds transférés de l'étranger. Le montant des fonds que ces compagnies ont pu affecter aux placements en 1966 a en outre augmenté de 75 millions de dollars par suite d'une réduction nette de leur portefeuille d'obligations du gouvernement du Canada et de titres des gouvernements provinciaux et municipaux, et par suite d'une faible réduction de leur portefeuille de titres à court terme de compagnies de financement. Sur les 715 millions de dollars disponibles pour des placements, 457 millions ont été affectés à des prêts hypothécaires et à des contrats de vente, ce qui a porté le pourcentage de cette catégorie de titres à plus de 50 p. 100 de l'actif global des compagnies d'assurance. Quelque 136 millions du reste des fonds disponibles ont été investis dans des obligations de sociétés, 44 millions dans des biens immobiliers, 34 millions dans des actions ordinaires et privilégiées et environ 30 millions dans des prêts sur police, dont le montant a fort augmenté par rapport aux années précédentes.

Des autres institutions financières, les compagnies de financement des ventes et les sociétés de prêts aux consommateurs sont les plus importantes, leur actif global étant évalués à plus de 4 milliards de dollars. Les fonds mutuels. dont l'actif atteint presque 2 milliards de dollars, sont également importants, On ne dispose pas encore de données à l'égard de ces institutions pour le quatrième trimestre de 1966. Au cours des trois premiers trimestres de 1966, l'actif de ces institutions s'est accru à un rythme plus lent que durant la période correspondante de 1965.

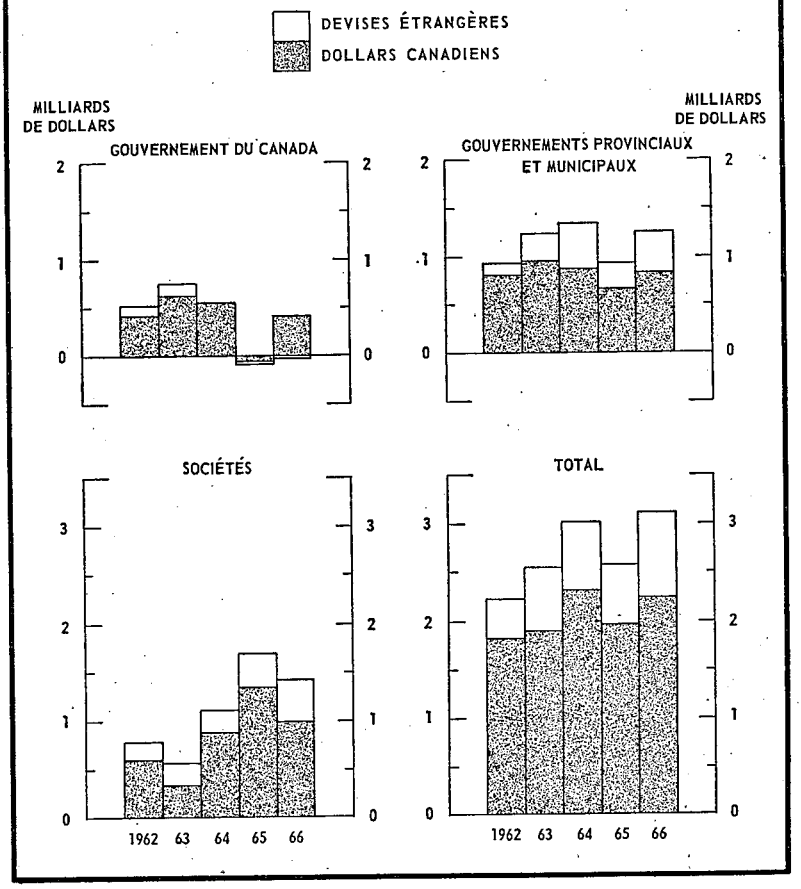
*Sociétés non financières*

Comme en 1965, le montant des placements commerciaux effectués en 1966 a nettement dépassé celui des gains retenus par les entreprises commerciales au cours de l'année. Comme on l'indique plus haut, en 1966, d'après les comptes nationaux, les entreprises commerciales ont dû puiser 4.9 milliards de dollars des fonds dont elles ont eu besoin à d'autres sources que leurs gains retenus en 1966, comparativement à 4.0 milliards en 1965.

Au cours de la première moitié de 1966, en particulier, par suite d'une demande croissante de fonds dans tous les domaines et d'une expansion du crédit très limitée, de nombreuses entreprises commerciales ont éprouvé des difficultés considérables à obtenir des fonds de sources extérieures. Le coût d'obtention de ces fonds, à court terme comme à long terme, a augmenté sensiblement au cours de l'année, comme l'atteste le tableau 39. Les dépenses d'investissement du secteur des affaires en 1966 n'ont même pas atteint le niveau établi dans les prévisions semi-annuelles sur les placements, et il semble évident que le coût élevé des fonds et leur obtention difficile ont empêché de nombreuses entreprises commerciales de réaliser leurs intentions revisées.

GRAPHIQUE 21

**ÉMISSIONS NETTES DE TITRES NÉGOTIABLES**
**1962 - 1966**




Les fonds obtenus par les entreprises commerciales non financières, grâce à l'émission de nouvelles valeurs, d'obligations, d'actions ordinaires et d'actions privilégiées, se sont chiffrés à 1,434 millions de dollars en 1966, par rapport à 1,706 millions en 1965. Tandis qu'en 1965 des obligations d'une valeur de 1,207 millions de dollars ont été émises, dont 873 millions ont été distribués au Canada, en 1966 des obligations d'une valeur de seulement 905 millions de dollars ont été émises, dont seulement 474 millions ont été vendus au Canada. Pendant une grande partie de l'année, les entreprises commerciales en quête de fonds aux États-Unis ont dû s'accommoder d'un marché tendu qui a limité les fonds que l'on pouvait mettre à leur disposition. Les sociétés canadiennes ont réussi à accroître en 1966 leurs ventes de nouvelles émissions par rapport à 1965. Toutefois, cela reflétait en partie la remise à 1966 d'emprunts qui devaient d'abord être consentis vers la fin de 1965. Les investissements directs en provenance de l'étranger, qui constituent une grande partie des fonds dont disposent les entreprises commerciales canadiennes, ont atteint 660 millions de dollars en 1966 par rapport à 405 millions l'année précédente.

Les prêts en dollars canadiens accordés par les banques à charte aux entreprises commerciales ont augmenté d'environ 400 millions de dollars en 1966, par

rapport à une hausse de presque 700 millions en 1965. Une autre source très importante de financement à court terme des entreprises commerciales, les compagnies de financement des ventes, ont même réussi à réduire leurs prêts en souffrance d'environ 150 millions de dollars au cours de l'année.

*Le gouvernement fédéral*

En 1966, les titres du gouvernement canadien en circulation ont augmenté de 430 millions de dollars, par rapport à une diminution nette de 52 millions en 1965. En 1966, la répartition, dans une certaine mesure, est passée des mains du grand public[1] aux comptes du gouvernement et aux banques à charte. Les obligations d'épargne du Canada détenues par le grand public ont augmenté de 223 millions de dollars, tandis que leurs avoirs en valeurs négociables du gouvernement ont baissé de 252 millions. Les banques à charte, d'autre part, ont augmenté de 167 millions leur portefeuille de valeurs négociables du gouvernement du Canada. Les billets du Trésor inscrits aux comptes du gouvernement ont augmenté de 10 millions de dollars, et ses titres d'autres gouvernements, de 282 millions. Ces augmentations comprennent 129 millions de dollars en obligations spéciales non négociables achetées par la Commissoin d'assurance-chômage, et 163 millions d'obligations en dollars américains du gouvernement du Canada achetées par le Compte de placements en valeurs. De ces obligations en dollars américains, 157 millions ont été achetés en vue de la gestion des réserves en devises étrangères du Canada. Les avoirs en billets du Trésor de la Banque du Canada ont baissé de 200 millions de dollars au cours de l'année, tandis que ses avoirs d'autres valeurs ont augmenté de 201 millions, ce qui laisse presque inchangée, à la fin de l'année, la somme totale des avoirs en valeurs du gouvernement du Canada.

*Gouvernements provinciaux et municipalités*

Les programmes importants de dépenses d'immobilisations et d'emprunts réalisés par des entreprises et des organismes provinciaux et municipaux ont été largement responsables d'une augmentation sensible des besoins en espèces des provinces et des municipalités au cours de l'année dernière. Une autre raison du plus grand besoin de sources de fonds extérieures était une augmentation de 50 p. 100 du déficit combiné des provinces et des municipalités, établi d'après les comptes nationaux, qui est passé de 322 millions de dollars en 1965 à 558 millions en 1966.

Le régime de pensions du Canada et le régime de rentes du Québec ont constitué pour les gouvernements provinciaux une nouvelle source importante de fonds en 1966. Au total, les provinces ont retiré environ 462 millions de dollars du régime de pensions du Canada en 1966. Les revenus provenant du régime de rentes du Québec, investis par l'entremise du Fonds de dépôt et ce placement du Québec, se chiffraient à 170 millions de dollars. Une grande partie de ces revenus a été placée dans des valeurs négociables directes et garanties de la province et de ses municipalités.

Malgré les fonds dont ont pu disposer les provinces et les municipalités grâce au régime de pensions du Canada et au régime de rentes du Québec, le montant net des nouveaux emprunts provenant d'autres sources était considérablement plus élevé qu'en 1965. Les nouvelles émissions nettes de valeurs négociables directes et garanties par les provinces et les municipalités, notamment, se sont élevées à 1,265 millions de dollars[2] en 1966, par rapport à 944 millions en 1965. Les nouvelles émissions nettes en devises autres que les dollars canadiens représentaient 427 millions de dollars du total net des nouvelles émissions négociables dans ce secteur en 1966, par rapport à 270 millions en 1965.

---

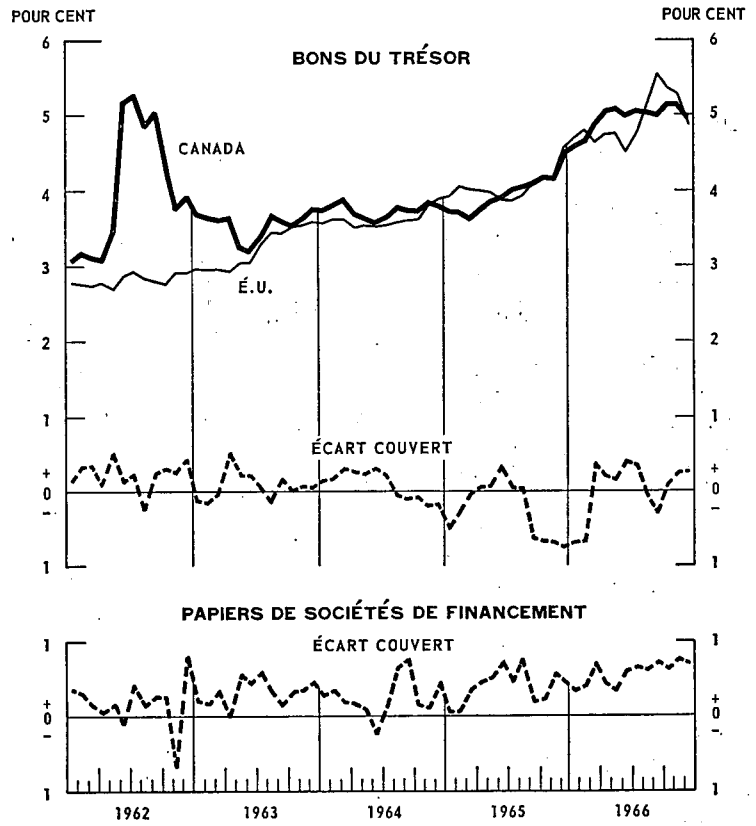
[1] Les institutions, les sociétés et les particuliers (y compris les non-résidents).

[2] Le chiffre concernant les emprunts provinciaux est surfait, car les revenus provenant du régime des rentes du Québec ont été investis dans ces valeurs négociables. Les comptes provinciaux d'autres provinces ont également effectué des achats nets de ces valeurs négociables.

GRAPHIQUE 22

**TAUX D'INTÉRÊT À TROIS MOIS**

**1962 - 1966**




*Le marché des prêts hypothécaires*

En 1966, le marché des prêts hypothécaires a connu un resserrement général du crédit. Du milieu de 1965 au milieu de 1966, le taux de croissance de l'avoir des institutions de dépôts et de prêts hypothécaires et des compagnies d'assurance-vie a ralenti. Toutefois, le contraire s'est produit dans la seconde moitié de 1966. A la fin de l'année, les institutions de prêts hypothécaires avaient liquidé les engagements trop importants qu'elles avaient pris dans le domaine hypothécaire, et avaient accru leurs disponibilités et assoupli leur position par rapport au début de l'année.

Les taux d'intérêt des hypothèques conventionnelles ont connu une hausse sensible au Canada et aux États-Unis au cours de la période de 18 mois se terminant en décembre 1966; au Canada, le taux est passé de $6\frac{3}{4}$ p. 100 à 8 p. 100 à l'égard des propriétés résidentielles urbaines de premier ordre. Le rapport entre le montant du prêt et la valeur de la propriété, ainsi que les autres critères employés pour les prêts hypothécaires privés, ont été rendus plus difficiles pendant cette période de resserrement du marché hypothécaire.

Tandis que la formation de nouvelles familles, l'exode vers les centres urbains et l'accroissement du revenu réel ont continué à renforcer la demande dans le domaine du logement, la construction de maisons a continué d'être assujettie au

montant disponible pour les fonds hypothécaires, qui se ressentait de la forte demande de capitaux dans des domaines concurrentiels.

Les approbations d'hypothèques pour la période de 18 mois se terminant en décembre 1966 avaient baissé de 27 p. 100 par rapport à la période de 18 mois précédente (tableau 40). Le nombre de mises en chantier, qui a diminué vers la fin de 1965, a continué de baisser de façon marquée jusque vers la fin de 1966, mais s'est stabilisé ensuite. Le programme de prêts directs de la Société centrale d'hypothèques et de logement a atténué les répercussions de cette tendance dans le secteur des mises en chantier de nouvelles maisons unifamiliales, qui a gardé sa stabilité des années précédentes, tandis que la réduction des prêts hypothécaires consentis par des prêteurs privés a surtout atteint les nouvelles maisons de rapport et les maisons jumelées, ainsi que les immeubles non résidentiels et les maisons usagées.

Vers la fin de 1966 et au début de 1967, le gouvernement a adopté diverses mesures pour encourager la construction domiciliaire. Pour amener un mouvement plus important et relativement plus stable de capitaux privés vers le marché des prêts hypothécaires, le taux d'intérêt maximum des prêts hypothécaires assurés en vertu de la loi nationale sur l'habitation, qu'on avait relevé à $6\frac{3}{4}$ p. 100 en janvier 1966, a été fixé à $7\frac{1}{4}$ p. 100 en novembre, et l'on a pris des dispositions prévoyant des rajustements automatiques de ce taux tous les quatre mois à l'avenir. Le 1er avril 1967, le taux en vertu de la loi nationale sur l'habitation a été rajusté d'office, passant de $7\frac{1}{4}$ p. 100 à 7 p. 100. Les taux des prêts hypothécaires conventionnels pour les habitations de premier ordre ont également baissé de 8 p. 100 à $7\frac{3}{4}$ p. 100 vers le début de 1967.

Les modifications à la loi nationale sur l'habitation en 1966 ont augmenté le rapport admissible entre les prêts et la valeur de prestation pour les immeubles de rapport commandités par la Société centrale d'hypothèques et de logement. Ce changement devrait favoriser l'accroissement des prêts de la Société centrale d'hypothèques et de logement pour le financement d'immeubles de rapport dans les petites localités où il n'est pas facile d'obtenir des prêts hypothécaires de particuliers. La loi permet également pour la première fois à la Société centrale d'hypothèques et de logement d'accorder des prêts hypothécaires afin de financer les améliorations aux logements existants dans les régions de réaménagement urbain. D'après l'annonce qui a été faite, un programme de prêts directs du gouvernement aux constructeurs, semblable à celui qui existait au cours des dernières années pour encourager la construction en hiver, doit entrer en vigueur au printemps de 1967.

Les banques à charte autorisées à s'engager dans le domaine des prêts hypothécaires de la Société centrale d'hypothèques et de logement en 1953, et qui s'y sont intéressées jusqu'à la fin de 1958, ont obtenu des pouvoirs sensiblement étendus pour consentir des prêts hypothécaires par suite de la révision de la loi sur les banques en mars 1967. La nouvelle loi autorise les banques à consentir des prêts hypothécaires de la Société centrale d'hypothèques et de logement au taux d'intérêt prescrit par la loi nationale sur l'habitation et leur donne accès pour la première fois au domaine des prêts conventionnels.

*Crédit à la consommation*

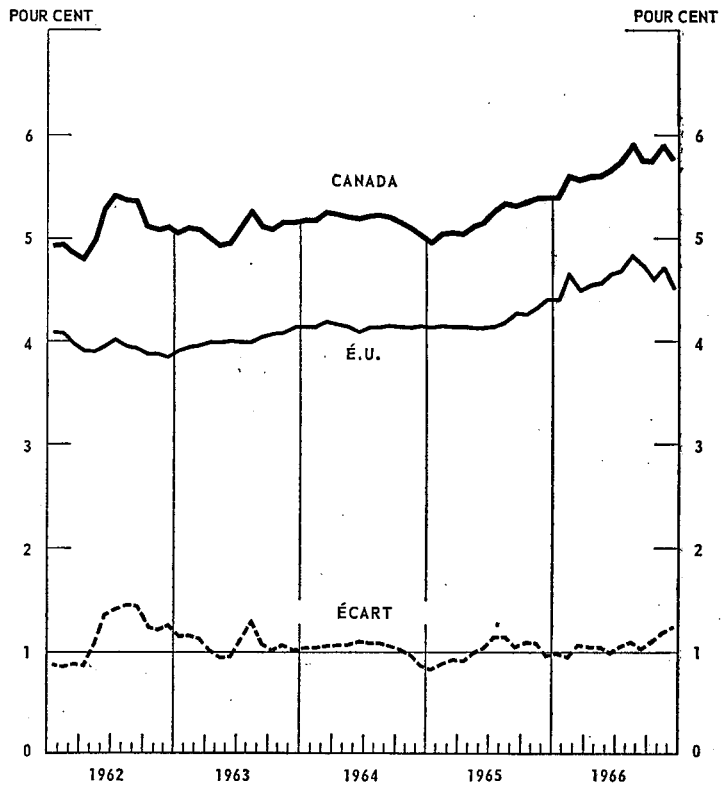
Le taux d'accroissement du crédit à la consommation a ralenti vers la fin de 1965 et a maintenu ce rythme durant la majeure partie de 1966. Au cours des neuf premiers mois de 1966, le crédit à la consommation a augmenté de 5.6 p. 100 contre 9.5 p. 100 durant la période correspondante de l'année précédente. La chose s'est produite alors que les revenus des particuliers augmentaient sensiblement, déduction faite des impôts et des dépenses personnelles à l'égard de biens non durables et des services. Cependant, le taux d'augmentation des dépenses personnelles pour les voitures et les articles ménagers, qui sont en majeure partie achetés à tempérament, a diminué de 11.4 p. 100 en 1965 à 4.2 p. 100 en 1966. Les Canadiens, comme les Américains, semblent avoir accru leurs valeurs financières à un rythme réduit en 1966.

GRAPHIQUE 23

**RENDEMENT DES OBLIGATIONS**

**OBLIGATIONS À LONG TERME DU GOUVERNEMENT CANADA ET ÉTATS-UNIS**

**1962 - 1966**




## Gestion de la dette du gouvernement fédéral

Les valeurs d'État négociables directes et garanties (hormis les émissions régulières des bons du Trésor à échéance de trois à six mois) arrivant à échéance au cours de l'exercice financier 1966-1967, s'élevaient à 1,275 millions, presque 500 millions de moins que l'année financière précédente. D'autre part, les besoins en espèces du gouvernement fédéral ont été considérables au cours de l'exercice 1966-1967. On a déjà décrit plus haut la situation économique et financière. Les opérations intéressant la gestion de la dette du gouvernement fédéral visaient surtout à faciliter l'adaptation de ses politiques fiscales et monétaires à la conjoncture au Canada et à l'étranger.

Trois dates d'échéance avaient été fixées pour les obligations d'État négociables directes et une date pour les obligations négociables garanties, en 1966-1967. Comme l'indique le tableau de référence 42, des obligations à $3\frac{1}{2}$ p. 100, représentant une valeur totale de 325 millions de dollars, arrivaient à échéance le 1er mai 1966; le 1er septembre 1966, des obligations à 3 p. 100 et à $3\frac{3}{4}$ p. 100, d'une valeur totale de 450 millions, arrivaient à échéance; le 15 décembre de la même année, des obligations à 4 p. 100 et à $4\frac{1}{2}$ p. 100, d'un montant global de 450 millions, arrivaient à échéance, tandis que des obligations de la Société des chemins de

fer nationaux du Canada, à 2¾ p. 100, d'une valeur totale de 50 millions de dollars, arrivaient à échéance le 2 janvier 1967. Bien que la situation difficile du marché, alliée à des circonstances qui affectaient les futurs besoins en espèces du gouvernement canadien, ait influé jusqu'à un certain point sur les opérations de remboursement, chaque remboursement a été effectué en tenant compte de la situation du moment.

Les obligations, représentant une valeur totale de 325 millions, qui arrivaient à échéance le 1er mai 1966, avaient été émises au départ comme des obligations du marché monétaire; elles étaient détenues surtout par des banques à charte et des sociétés. On ne pouvait prédire dans quelle mesure les détenteurs de ces obligations replaceraient leurs fonds dans des obligations à court terme; cette incertitude était causée par les politiques monétaires et fiscales courantes, et de fortes demandes de fonds; pour les mêmes raisons, il était difficile de prédire la demande dans les autres secteurs du marché des obligations. Pour donner un choix plus étendu aux placeurs de fonds, on a offert une émission de conversion en trois tranches, d'un total de 325 millions; les détails se trouvent dans le tableau de référence n° 42, et la Banque du Canada a annoncé qu'elle souscrirait au moins pour 50 millions de dollars, sans que la date de rachat soit fixée. Pour fournir encore plus de souplesse, la Banque du Canada a averti les premiers distributeurs qu'elle était prête à souscrire les nouvelles émissions en échange de certaines obligations à plus long terme qu'elle détenait en portefeuille. A la suite de cette offre, la Banque du Canada a vendu des obligations à 5 p. 100 arrivant à échéance le 1er juin 1988 et à 5¼ p. 100 arrivant à échéance le 1er mai 1990, le tout représentant une somme de 49 millions, en échange surtout de la nouvelle émission à 5½ p. 100, arrivant à échéance le 1er août 1980. On a jugé qu'il serait bon que le remboursement du 1er mai influe le moins possible sur la structure régnante du taux d'intérêt, et, à cet égard, l'émission a été réussie.

En considérant le remboursement des obligations d'une valeur totale de 450 millions, qui arrivaient à échéance le 1er septembre 1966, on pouvait clairement prévoir qu'un grave déficit de caisse se produirait si le taux élevé de la conversion des obligations d'épargne du Canada n'était pas compensé par le succès d'une campagne de lancement en novembre. On avait déjà à cette époque révisé les besoins en espèces et noté leur augmentation; de plus, la dégradation du marché américain aux États-Unis se faisait sentir sur le marché canadien. Aux États-Unis, le rendement des obligations avait atteint son point le plus haut depuis quarante ans, laissant croire en général aux acheteurs canadiens que les taux d'intérêt du Canada monteraient. Le 2 août, la publication de la revue du milieu de l'année sur les perspectives des investissements publics et privés au Canada en 1966, qui indiquait une augmentation par rapport aux plans d'investissements publiés en février, en dépit des nouvelles mesures fiscales du budget du 29 mars, a aidé à confirmer les prévisions quant à l'augmentation du taux d'intérêt. D'autre part, la politique monétaire était destinée à parer à un nouveau resserrement des conditions de crédit au Canada.

La nouvelle émission comprenait 425 millions de dollars d'obligations à court terme, avec deux échéances. La Banque du Canada a accepté d'en souscrire un minimum de 150 millions de dollars, ainsi que 75 millions de dollars de nouvelles obligations à 5¾ p. 100, payables le 1er septembre 1992; la Banque en a acheté pour 25 millions de dollars. La Banque détenait pour 115 millions de dollars d'obligations venant à échéance. Pour les nouvelles émissions, le prix a reflété les tendances du marché, afin de ne pas perturber les rendements courants. Après qu'on eut fixé la cote des nouvelles émissions, divers éléments du marché des obligations aux États-Unis, notamment l'augmentation du taux préférentiel pour les prêts de premier ordre, décidée par les principales banques commerciales américaines, et celle des réserves exigées pour les dépôts à terme, ont amorcé une brusque dégradation du prix des obligations des États-Unis ce qui eut des répercussions immédiates sur le prix des obligations au Canada. Dans ces circonstances, la Banque du Canada, afin de résister à une augmentation excessive des

taux d'intérêt canadiens, a fermement appuyé le marché des obligations et a acheté les nouvelles obligations pour un montant dépassant de beaucoup le minimum de 175 millions de dollars prévu au moment de l'émission. Malgré cet appui, les taux d'intérêt au Canada ont augmenté de façon significative. Financièrement, les répercussions en espèces, sur le régime bancaire, de l'appui conféré par la Banque, ont été largement neutralisées en inversant les opérations d'achats provisoires de dollars des États-Unis, effectuées, au cours d'opérations monétaires antérieures, par la Banque du Canada au Compte du fonds des changes.

On a préparé la campagne des obligations d'épargne du Canada à une époque marquée par d'importants rachats de ces obligations, par des taux d'intérêt croissants et, sur un marché très difficile, par une concurrence extrêmement active. Pour freiner le rythme des rachats et rassembler de nouveaux fonds, il a fallu combiner une méthode attrayante et une campagne de vente dynamique. On a donc prévu une augmentation importante des rachats d'émissions antérieures, étant donné les avantages d'une méthode plus attrayante. La Série du centenaire, plus intéressante que toutes les autres émissions canadiennes de bons d'épargne, offrait en moyenne 5.48 p. 100 à l'échéance. L'introduction d'un nouvel élément d'intérêts composés permettait au placeur de fonds de doubler son capital en 13 ans si tous les coupons d'intérêt sont conservés jusqu'à l'échéance. L'émission a eu beaucoup de succès, et au 31 décembre 1966, l'on enregistrait pour environ 2.25 milliards de dollars de vente brute. La vente des obligations d'épargne du Canada a suscité un emprunt de 286 millions de dollars net pour l'année financière complète. La baisse du taux de l'intérêt et les nouvelles conditions du marché ont rendu plus attrayantes les nouvelles obligations d'épargne du Canada, et le montant brut des ventes, déjà élevé, continue à grimper.

Les pressions modératrices de la demande, toujours plus fortes, et des conditions monétaires plus faciles, ont modifié sensiblement les perspectives quant au taux d'intérêt pour le dernier trimestre de 1966. Le marché était particulièrement soutenu en octobre et la Banque du Canada pouvait offrir, dans ses opérations sur le marché libre, des obligations à plus long terme, en échange d'obligations venant à échéance le 15 décembre 1966. L'amélioration des conditions du marché, l'importance du portefeuille des obligations venant à échéance détenues par la Banque du Canada et les banques à charte, promettaient de faciliter les opérations de remboursement du 15 décembre. Malgré la réussite de la campagne de novembre en faveur des bons d'épargne, on a reconnu que les besoins financiers du gouvernement seraient importants au cours de l'année qui venait. C'est pourquoi les soldes liquides devraient être maintenus à un niveau relativement élevé.

On a introduit une nouvelle méthode pour le remboursement du 15 décembre, afin d'assouplir l'administration de la dette. On a fixé le montant de la nouvelle émission à «environ» 500 millions de dollars, à condition que les fluctuations du montant de l'émission ne joueraient que pour les souscriptions concurrentielles et ne dépasseraient pas 10 p. 100 de la fraction de l'émission destinée au plus offrant. L'émission du 15 décembre comprenait pour 100 millions de dollars d'obligations, ferme, à $5\frac{3}{4}$ p. 100 venant à échéance le 1er septembre 1992, pour «à peu près» 400 millions de dollars de nouvelles obligations à $5\frac{1}{2}$ p. 100, remboursables le 15 janvier 1968, rachetables avant la date fixée, et de nouvelles obligations à $5\frac{3}{4}$ p. 100 venant à échéance le 15 décembre 1970. La Banque du Canada s'est engagée à souscrire un minimum de 40 millions de dollars d'obligations à long terme, un minimum de 35 millions de dollars d'obligations «treize mois» et un minimum de 175 millions de dollars d'obligations venant à échéance dans quatre ans. Comme l'indique le tableau 42, on a émis pour 425 millions de dollars d'obligations à court terme et pour 100 millions de dollars d'obligations à long terme. On a donc recueilli 25 millions de dollars supplémentaires en espèces, après déduction des 50 millions de dollars destinés au rachat des obligations du Canadien-National, à $2\frac{3}{4}$ p. 100, remboursables le 2 janvier 1967. Afin de pouvoir

offrir un choix d'échéance aux sociétés placeuses de fonds, la Banque du Canada a proposé d'acheter jusqu'à 35 millions de dollars de nouvelles obligations à 5½ p. 100, rachetables le 15 janvier 1968, en échange d'obligations à 4¼ p. 100 de son portefuille, (jusqu'à concurrence de 15 millions de dollars), payables le 1er juin 1967 et de 20 millions de dollars, au maximum, d'actions à 4¼ p. 100 remboursables le 15 janvier 1968.

L'occasion de réunir de nouvelles sommes liquides s'est offerte le 1er février 1967, car la prochaine échéance des rentes sur l'État, du Canada, n'arrivait pas avant le 1er avril 1967. Sur le marché des valeurs, les institutions ont réagi avec enthousiasme à la nouvelle émission d'obligations; ce facteur, et l'attente quasi-générale d'une baisse continue des taux d'intérêt, ont favorisé à l'époque une nouvelle émission d'obligations gouvernementale. Le gouvernement a lancé une émission tripartite de 150 millions de dollars, comprenant des obligations à 5½ p. 100 qui seront échues le 1er octobre 1975; des obligations à 5½ p. 100, venant à échéance le 1er août 1980, et des obligations à 5¾ p. 100, venant à échéance le 1er septembre 1992, rachetables avant les dates prévues. La Banque du Canada s'est engagée à souscrire au moins 50 millions de dollars de la nouvelle émission. De plus, 100 millions de bons du Trésor à 303 jours, d'un intérêt particulier pour les banques à charte, ont été vendus au plus offrant le 31 janvier 1967. Cette opération de financement a permis d'obtenir 250 millions de dollars liquides. Les nouvelles obligations ont rapidement été cotées au-dessus de leur valeur nominale, reflétant ainsi les prévisions du marché quant à la baisse des taux d'intérêt.

Pendant l'année financière prise dans son ensemble, 715 millions de dollars en espèces ont été recueillis grâce à l'émission de nouvelles valeurs négociables et aux ventes nettes des obligations d'épargne du Canada, et des titres négociables d'une valeur de 1,275 millions ont été remboursés. Les innovations et les nouvelles techniques introduites ont aidé à atteindre ces objectifs. Six des douze émissions différentes, arrivant à échéance le 1er mai 1966, le 1er septembre 1966, le 15 décembre 1966 et le 1er février 1967, se sont ajoutées aux émissions existantes. Les nouvelles obligations à 5¾ p. 100, venant à échéance le 1er septembre 1992, et les suppléments aux obligations à 5½ p. 100, remboursables le 1er août 1980, ont aidé à maintenir une échéance moyenne de dix ans environ, pour les valeurs négociables du gouvernement du Canada souscrites par le public.

# INDEX DES TABLEAUX DE RÉFÉRENCE


| Numéro du tableau de référence | Titre | Page |
|---|---|---|
| 1 | Revenu national et produit national brut, par trimestres, 1965 et 1966 | 75 |
| 2 | Dépenses nationales brutes, par trimestres, 1965 et 1966. | 76 |
| 3 | Dépenses nationales brutes en dollars constants (1957), par trimestres, 1965 et 1966 | 77 |
| 4 | Variations proportionnelles des éléments de dépenses dans les DNB au cours des trois périodes d'expansion de l'après-guerre | 78 |
| 5 | Conciliation des immobilisations publiques et privées avec les comptes nationaux, 1957 à 1967 | 78 |
| 6 | Investissements en pourcentage des dépenses nationales brutes, 1948 à 1966 | 79 |
| 7 | Modification des stocks, expéditions et commandes des fabricants, par trimestres, 1965 et 1966 | 79 |
| 8 | Main-d'œuvre canadienne, 1959 à 1966 | 80 |
| 9 | Emploi au Canada, par années, 1959 à 1966, et fluctuation annuelle en pourcentage | 80 |
| 10 | Main-d'œuvre, emploi et chômage, par régions, 1966 | 81 |
| 11 | Taux de chômage par régions, par années, 1959 à 1966 | 81 |
| 12 | Revenu de la main-d'œuvre, emploi et moyenne du revenu, 1964 à 1966 | 81 |
| 13 | Bénéfices des sociétés avant la déduction de l'impôt, par industrie, par trimestres, 1965 et 1966 | 82 |
| 14 | Changements du produit national réel en pourcentage, par années, 1963 à 1966 | 83 |
| 15 | Changements dans l'emploi par division industrielle, en pourcentage, par années, 1963 à 1966 | 83 |
| 16 | Changements dans la production par employé, en pourcentage, par années, 1963 à 1966 | 84 |
| 17 | Gains et production, par années, 1963 à 1966 | 84 |
| 18 | Indice des prix à la consommation, par années, 1961 à 1966 | 85 |
| 19 | Indice des prix à la consommation, changements en pourcentage, 1961 à 1967 | 85 |
| 20 | Indices synthétiques des prix, DNB et éléments, par trimestres, 1963 à 1966 | 86 |
| 21 | Opérations de l'État en fonction des comptes nationaux, 1963 à 1966 | 87 |
| 22 | Conciliation entre les comptes publics et les comptes nationaux du gouvernement fédéral quant à ses revenus et à ses dépenses, 1964 à 1966 | 89 |

| Numéro du tableau de référence | Titre | Page |
|---|---|---|
| 23 | Sommaire de la balance des paiements, par années et par trimestres, 1961 à 1966 | 91 |
| 24 | Paiements internationaux: Compte courant, par années, 1958 à 1966 | 92 |
| 25 | Balance des paiements: Compte courant, par trimestres, 1965 et 1966 | 93 |
| 26 | Balance du compte du tourisme, tous pays, par années, 1953 à 1966 | 94 |
| 27 | Répartition géographique de la balance du commerce des marchandises, 1965 et 1966 | 94 |
| 28 | Balance des paiements du compte courant: marchandises et invisibles, par années, 1946 à 1966 | 95 |
| 29 | Paiements internationaux: mouvements de capitaux, par années, 1961 à 1966 | 96 |
| 30 | Nouvelles émissions d'obligations du Canada vendues aux résidents des États-Unis, par trimestres, 1965 et 1966. | 97 |
| 31 | Financement du compte bilatéral du Canada avec les États-Unis, par années, 1962 à 1966 | 97 |
| 32 | Avoirs officiels en or et en devises étrangères, par mois, 1965 à 1967 | 98 |
| 33 | Changements des avoirs du FMI en dollars canadiens en 1966 | 98 |
| 34 | Fluctuation nette des titres et des prêts bancaires en cours, par années, 1963 à 1966 | 99 |
| 35 | Actif des institutions de dépôts, par trimestres, 1964 à 1966 | 100 |
| 36 | Passif des institutions de dépôts, par trimestres, 1964 à 1966 | 101 |
| 37 | Actif des institutions de dépôts, répartition en pourcentage | 102 |
| 38 | Passif des institutions de dépôts, répartition en pourcentage | 103 |
| 39 | Taux d'intérêt représentatifs, par trimestres, 1965 à 1967. | 104 |
| 40 | Fonds hypothécaires bruts engagés par la Société centrale d'hypothèques et de logement et par les institutions privées, par années, 1961 à 1966 | 105 |
| 41 | Crédit à la consommation, par trimestres, 1965 et 1966.. | 105 |
| 42 | Détails des nouvelles émissions et des remboursements d'obligations négociables, gouvernement du Canada, 1966 et 1967 | 106 |

## TABLEAU DE RÉFÉRENCE 1

## REVENU NATIONAL ET PRODUIT NATIONAL BRUT

(Taux annuels corrigés des variations saisonnières)

| | 1965 | | | | 1966 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1er T | 2e T | 3e T | 4e T | 1er T | 2e T | 3e T | 4e T |
| | (en millions de dollars) | | | | | | | |
| Salaires, traitements et revenu supplémentaire de la main-d'œuvre | 25,008 | 25,600 | 26,344 | 27,180 | 28,332 | 28,960 | 29,592 | 30,412 |
| Solde et allocations militaires | 596 | 592 | 600 | 560 | 684 | 568 | 588 | 644 |
| Bénéfices des sociétés avant la déduction de l'impôt | 5,040 | 5,112 | 5,344 | 5,300 | 5,292 | 5,272 | 4,896 | 5,288 |
| Déduire: dividendes versés aux non-résidents[1] | −700 | −778 | −772 | −744 | −760 | −780 | −780 | −944 |
| Loyers, intérêt et divers revenus provenant de placements | 3,384 | 3,516 | 3,516 | 3,800 | 3,772 | 3,932 | 3,828 | 4,080 |
| Revenu net couru des exploitants agricoles provenant de la production agricole[2] | 1,564 | 1,496 | 1,780 | 1,740 | 2,184 | 2,244 | 2,252 | 2,136 |
| Revenu net d'entreprises non agricoles et non constituées en societés [3] | 2,736 | 2,872 | 2,980 | 2,920 | 2,936 | 2,852 | 3,000 | 3,008 |
| Rectification de l'évaluation des stocks | −188 | −308 | −340 | −464 | −488 | −232 | −340 | −212 |
| **Revenu national** | **37,440** | **38,092** | **39,452** | **40,292** | **41,952** | **42,816** | **43,036** | **44,412** |
| Impôts indirects, moins les subventions | 6,924 | 7,128 | 7,320 | 7,316 | 7,772 | 7,844 | 7,976 | 7,608 |
| Allocations d'épuisement de capitaux et diverses rectifications de l'évaluation | 5,944 | 6,092 | 6.128 | 6,276 | 6,428 | 6,644 | 6,536 | 6,756 |
| Erreur restante d'estimation | −68 | 96 | −36 | 40 | 240 | 316 | 420 | 368 |
| **Produit national brut au prix du marché** | **50,240** | **51,408** | **52,864** | **53,924** | **56,392** | **57,620** | **57,968** | **59,144** |
| (Produit national brut au prix du marché sans compter le revenu net couru des exploitants agricoles) | (48,676) | (49,912) | (51,084) | (52,184) | (54,208) | (55,376) | (55,716) | (57,008) |

[1] Comprend l'impôt de retenue applicable à ce poste.

[2] Comprend un chiffre arbitrairement modéré du produit des récoltes et la revision normale, pour tenir compte des facteurs saisonniers, des quantités de céréales prélevées des stocks de fermes et des modifications intervenues dans les chiffres relatifs au bétail. Étant donné les facteurs arbitraires, il ne faut pas tenir compte de façon trop précise des chiffres périodiquement établis du revenu net couru des exploitants agricoles.

[3] Comprend le revenu net des professions indépendantes.

SOURCE: BFS *Les comptes nationaux, revenus et dépenses*, publication trimestrielle, Cat. 13-001.

## TABLEAU DE RÉFÉRENCE

## DÉPENSES NATIONALES BRUTES

(Taux annuels corrigés des variations saisonnières)

| | 1965 | | | | 1966 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1er T | 2e T | 3e T | 4e T | 1er T | 2e T | 3e T | 4e T |
| | (en millions de dollars) | | | | | | | |
| Dépenses des particuliers pour les biens de consommation et les services | 30,748 | 31,644 | 32,520 | 33,340 | 33,956 | 34,112 | 35,304 | 35,988 |
| Dépenses de l'État au chapitre des biens et des services | 9,248 | 9,540 | 9,660 | 9,936 | 10,592 | 10,872 | 11,648 | 11,564 |
| Formation brute de capitaux fixes des entreprises commerciales[1] | 9,848 | 10,172 | 11,000 | 11,584 | 12,016 | 12,324 | 12,000 | 12,516 |
| Nouvelle construction domiciliaire | 2,052 | 2,136 | 2,144 | 2,164 | 2,220 | 2,336 | 2,096 | 2,060 |
| Nouvelle construction non domiciliaire | 3,816 | 3,728 | 4,148 | 4,404 | 4,788 | 4,832 | 4,628 | 4,996 |
| Machines et équipement neufs | 3,980 | 4,308 | 4,708 | 5,016 | 5,008 | 5,156 | 5,276 | 5,460 |
| Valeur des changements de volume à l'égard des stocks—total[2] | 1,288 | 1,168 | 728 | 608 | 988 | 1,668 | 588 | 736 |
| Stocks commerciaux non agricoles | 1,108 | 980 | 836 | 696 | 792 | 1,392 | 564 | 580 |
| Stocks agricoles et céréales détenues par des entreprises commerciales | 180 | 188 | −108 | −88 | 196 | 276 | 24 | 156 |
| Exportations de marchandises et de services | 10,624 | 10,972 | 11,316 | 11,712 | 12,516 | 12,572 | 13,096 | 13,292 |
| Importations de marchandises et de services[3] | −11,588 | −11,992 | −12,392 | −13,216 | −13,436 | −13,616 | −14,248 | −14,580 |
| Erreur restante d'estimation | 72 | −96 | 32 | −40 | −240 | −312 | −420 | −372 |
| **Dépenses nationales brutes au prix du marché** | **50,240** | **51,408** | **52,864** | **53,924** | **56,392** | **57,620** | **57,968** | **59,144** |

[1] Comprend les entreprises commerciales et les institutions privées, ainsi que les entreprises commerciales que possède l'État.

[2] La valeur comptable des stocks est réduite afin de supprimer l'effet des fluctuations de prix; le changement de volume qui en découle est alors évalué d'après la moyenne des prix de la période en cours, de façon à trouver la valeur de ce changement de volume. La différence entre cette dernière et le changement de la valeur comptable est appelée rectification de l'évaluation des stocks.

SOURCE: BFS, *Les comptes nationaux*.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 3

DÉPENSES NATIONALES BRUTES EN DOLLARS CONSTANTS (1957)

(Taux annuels corrigés des variations saisonnières)

| | 1965 | | | | 1966 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1er T | 2e T | 3e T | 4e T | 1er T | 2e T | 3e T | 4e T |
| | (en millions de dollars) | | | | | | | |
| Dépenses des particuliers pour les biens de consommation et les services | 27,564 | 28,144 | 28,808 | 29,332 | 29,484 | 29,292 | 30,240 | 30,552 |
| Dépenses de l'État au chapitre des biens et des services | 7,380 | 7,544 | 7,676 | 7,684 | 7,924 | 8,148 | 8,600 | 8,328 |
| Formation brute de capitaux fixes des entreprises commerciales | 7,956 | 8,156 | 8,828 | 9,196 | 9,416 | 9,560 | 9,248 | 9,496 |
| Nouvelle construction domiciliaire | 1,616 | 1,656 | 1,656 | 1,648 | 1,664 | 1,736 | 1,540 | 1,480 |
| Nouvelle construction non domiciliaire | 3,096 | 2,968 | 3,284 | 3,436 | 3,684 | 3,664 | 3,472 | 3,692 |
| Machines et équipement neufs | 3,244 | 3,532 | 3,888 | 4,112 | 4,068 | 4,160 | 4,236 | 4,324 |
| Valeur des changements de volume à l'égard des stocks—total | 1,252 | 1,156 | 720 | 624 | 1,004 | 1,564 | 528 | 672 |
| Stocks commerciaux non agricoles | 1,080 | 944 | 804 | 668 | 788 | 1,280 | 496 | 544 |
| Stocks agricoles et céréales détenues par des entreprises commerciales | 172 | 212 | −84 | −44 | 216 | 284 | 32 | 128 |
| Exportations de marchandises et de services | 9,644 | 9,908 | 10,112 | 10,428 | 11,052 | 11,008 | 11,232 | 11,424 |
| Importations de marchandises et de services | −10,156 | −10,540 | −10,828 | −11,476 | −11,632 | −11,744 | −12,216 | −12,372 |
| Erreur restante d'estimation | 64 | −80 | 28 | −32 | −200 | −252 | −340 | −296 |
| **Dépenses nationales brutes en dollars constants (1957)** | **43,704** | **44,288** | **45,344** | **45,756** | **47,048** | **47,576** | **47,292** | **47,804** |

SOURCE: BFS, *Les comptes nationaux.*

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 4

VARIATIONS PROPORTIONNELLES DES ÉLÉMENTS DE DÉPENSES DANS LES DNB AU COURS DES TROIS PÉRIODES D'EXPANSION DE L'APRÈS-GUERRE

| — | 2e T 1954 au 4e T 1956 (10 trimestres après la période creuse du 2e T 1954) | 1er T 1958 au 1er T 1960 (8 trimestres après la période creuse du 1er T 1958) | 1er T 1961 au 4e T 1966 (23 trimestres après la période creuse du 1er T 1961) |
|---|---|---|---|
| | (Pourcentage) | | |
| Dépenses des particuliers au chapitre des biens et services | 43.6 | 48.9 | 52.2 |
| Biens non durables | 18.8 | 17.6 | 24.2 |
| Biens durables | 7.0 | 4.8 | 7.4 |
| Services | 17.8 | 26.5 | 20.6 |
| Dépenses de l'État au chapitre des biens et services | 15.6 | 15.5 | 19.7 |
| Gouvernement fédéral | 4.7 | −1.5 | 5.8 |
| Gouvernements provinciaux et municipaux | 10.9 | 17.0 | 13.9 |
| Formation brute de capitaux fixes des entreprises commerciales | 31.6 | 0.1 | 26.0 |
| Nouvelle construction domiciliaire | 3.7 | −0.7 | 2.8 |
| Nouvelle construction non domiciliaire | 16.1 | −4.9 | 10.6 |
| Machines et équipement neufs | 11.8 | 5.7 | 12.6 |
| Stocks commerciaux non agricoles | 15.1 | 33.8 | 1.2 |
| Stocks agricoles et céréales détenues par des entreprises commerciales | 7.4 | 3.6 | 2.1 |
| Exportations de marchandises et de services | 17.6 | 19.9 | 25.7 |
| Importations de marchandises et de services (−) | −31.0 | −21.8 | −26.9 |
| Dépenses nationales brutes | 100.0 | 100.0 | 100.0 |

SOURCE: BFS, *Les comptes nationaux*.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 5

CONCILIATION DES IMMOBILISATIONS PUBLIQUES ET PRIVÉES AVEC LES COMPTES NATIONAUX

| | 1957 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 | 1967 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | (en millions de dollars) | | | | | |
| Immobilisations publiques et privées, Tableau 1 | 8,717 | 9,393 | 10,944 | 12,865 | 14,897 | 15,103 |
| *Moins:* | | | | | | |
| Nouvelles constructions d'habitation par les divers gouvernements | 21 | 6 | 7 | 9 | 3 | 2 |
| Nouvelles constructions non résidentielles par les divers gouvernements | 1,251 | 1,609 | 1,618 | 1,958 | 2,356 | 2,533 |
| Dépenses des divers gouvernements au titre de l'achat de machines et d'équipement | 110 | 187 | 216 | 247 | 324 | 308 |
| Formation de capitaux fixes bruts des entreprises commerciales—Définition des comptes nationaux, Tableau de de référence 2 | 7,335 | 7,591 | 9,103 | 10,651 | 12,214 | 12,260 |

SOURCE: BFS et ministère du Commerce.

## TABLEAU DE RÉFÉRENCE 6

## INVESTISSEMENTS EN POURCENTAGE DES DÉPENSES NATIONALES BRUTES

1948-1966

| | Total des investissements privés et publics | Habitation et équipement social[1] | Investissements commerciaux privés et publics[2] |
|---|---|---|---|
| 1948 | 20.4 | 7.8 | 12.6 |
| 1949 | 21.7 | 8.7 | 13.0 |
| 1950 | 21.9 | 8.9 | 13.0 |
| 1951 | 22.4 | 8.6 | 13.8 |
| 1952 | 22.9 | 9.0 | 13.9 |
| 1953 | 23.9 | 9.4 | 14.5 |
| 1954 | 23.0 | 9.6 | 13.4 |
| 1955 | 23.0 | 9.8 | 13.2 |
| 1956 | 26.3 | 9.9 | 16.4 |
| 1957 | 27.3 | 9.6 | 17.7 |
| 1958 | 25.4 | 10.6 | 14.8 |
| 1959 | 24.1 | 10.4 | 13.7 |
| 1960 | 22.8 | 9.3 | 13.4 |
| 1961 | 21.8 | 9.1 | 12.7 |
| 1962 | 21.5 | 9.2 | 12.3 |
| 1963 | 21.6 | 9.1 | 12.6 |
| 1964 | 23.1 | 9.1 | 14.0 |
| 1965 | 24.7 | 9.5 | 15.2 |
| 1966 | 25.8 | 9.5 | 16.3 |

(1) Y compris l'habitation, les dépenses par ministères de l'État, institutions et châteaux d'eau municipaux.

(2) Y compris les entreprises commerciales de l'État.

## TABLEAU DE RÉFÉRENCE 7

## MODIFICATION DES STOCKS, EXPÉDITIONS ET COMMANDES DES FABRICANTS

(corrigé des variations saisonnières)

| | 1965 | | | | 1966 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1er T | 2e T | 3e T | 4e T | 1er T | 2e T | 3e T | 4e T |
| | (pourcentage) | | | | | | | |
| Stocks détenus | | | | | | | | |
| Matières brutes | 1.6 | 2.1 | 2.8 | 2.8 | 2.7 | 1.5 | 2.7 | 1.1 |
| Articles en voie de transformation | 2.2 | 2.7 | 1.5 | 5.8 | 4.2 | 2.8 | 3.2 | 4.6 |
| Produits finis | 1.4 | 0.5 | 1.9 | 1.2 | 1.0 | 3.7 | 2.9 | 2.6 |
| Stocks possédés | 1.8 | 2.3 | 2.2 | 3.3 | 3.1 | 2.6 | 2.7 | 2.3 |
| Expéditions | 1.4 | 2.9 | 0.7 | 5.7 | 2.6 | −0.8 | −1.5 | 4.1 |
| Commandes non remplies | 4.5 | 4.9 | 3.2 | 6.7 | 1.4 | 4.8 | 2.7 | 2.2 |

(1) Estimation.

SOURCE: BFS, Stocks, expéditions et commandes dans les industries de fabrication, nº de cat. 31-001.

## TABLEAU DE RÉFÉRENCE 8

## LA MAIN-D'ŒUVRE CANADIENNE

1959–1966

| — | 1959 | 1960 | 1961 | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | (milliers de personnes) | | | | | | | |
| Main-d'œuvre totale | 6,242 | 6,411 | 6,521 | 6,615 | 6,748 | 6,933 | 7,141 | 7,420 |
| Agricole | 712 | 697 | 698 | 675 | 662 | 641 | 602 | 551 |
| Non agricole | 5,530 | 5,714 | 5,823 | 5,940 | 6,086 | 6,292 | 6,540 | 6,869 |
| Hommes | 4,687 | 4,754 | 4,782 | 4,819 | 4,879 | 4,961 | 5,065 | 5,193 |
| Femmes | 1,554 | 1,657 | 1,739 | 1,797 | 1,870 | 1,972 | 2,076 | 2,227 |
| Population de 14 à 19 ans | 603 | 627 | 630 | 648 | 672 | 700 | 738 | 778 |
| | Fluctuation annuelle (pourcentage) | | | | | | | |
| Main-d'œuvre totale | .. | 2.7 | 1.7 | 1.4 | 2.0 | 2.7 | 3.0 | 3.9 |
| Agricole | .. | −2.1 | 0.1 | −3.3 | −1.9 | −3.2 | −6.1 | −8.5 |
| Non agricole | .. | 3.3 | 1.9 | 2.0 | 2.5 | 3.4 | 3.9 | 5.0 |
| Hommes | .. | 1.4 | 0.6 | 0.8 | 1.2 | 1.7 | 2.1 | 2.5 |
| Femmes | .. | 6.6 | 4.9 | 3.3 | 4.1 | 5.5 | 5.3 | 7.3 |
| Population de 14 à 19 ans | .. | 4.0 | 0.5 | 2.9 | 3.7 | 4.2 | 5.4 | 5.4 |

SOURCE: BFS, *La main-d'œuvre*, nº de cat. 71–001.

## TABLEAU DE RÉFÉRENCE 9

## EMPLOI AU CANADA

1959–1966

| | 1959 | 1960 | 1961 | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | (milliers de personnes) | | | | | | | |
| Main-d'œuvre totale | 5,870 | 5,965 | 6,055 | 6,225 | 6,375 | 6,609 | 6,862 | 7,152 |
| Agricole | 700 | 683 | 681 | 660 | 649 | 630 | 594 | 543 |
| Non agricole | 5,170 | 5,282 | 5,374 | 5,565 | 5,726 | 5,979 | 6,268 | 6,609 |
| Hommes | 4,363 | 4,368 | 4,381 | 4,488 | 4,567 | 4,698 | 4,842 | 4,983 |
| Femmes | 1,507 | 1,597 | 1,674 | 1,737 | 1,808 | 1,911 | 2,020 | 2,169 |
| Population de 14 à 19 ans | 536 | 545 | 548 | 573 | 596 | 628 | 673 | 714 |
| | Fluctuation annuelle (pourcentage) | | | | | | | |
| Main-d'œuvre totale | .. | 1.6 | 1.5 | 2.8 | 2.4 | 3.7 | 3.8 | 4.2 |
| Agricole | .. | −2.4 | −0.3 | −3.1 | −1.7 | −2.9 | −5.7 | −8.6 |
| Non agricole | .. | 2.2 | 1.7 | 3.6 | 2.9 | 4.4 | 4.8 | 5.4 |
| Hommes | .. | 0.1 | 0.3 | 2.4 | 1.8 | 2.9 | 3.1 | 2.9 |
| Femmes | .. | 6.0 | 4.8 | 3.8 | 4.1 | 5.7 | 5.7 | 7.4 |
| Population de 14 à 19 ans | .. | 1.7 | 0.6 | 4.6 | 4.0 | 5.4 | 7.2 | 6.1 |

SOURCE: BFS, *La main-d'œuvre*

TABLAU DE RÉFÉRENCE 10

MAIN-D'ŒUVRE, EMPLOI ET CHÔMAGE PAR RÉGIONS, 1966

| — | Provinces atlantiques | Québec | Ontario | Prairies | Colombie-Britannique |
|---|---|---|---|---|---|
| | (milliers de personnes) | | | | |
| Main-d'œuvre | 626 | 2,116 | 2,719 | 1,248 | 710 |
| Personnes employées | 586 | 2,016 | 2,651 | 1,222 | 678 |
| Chômeurs | 40 | 100 | 69 | 26 | 32 |
| | (Pourcentage) | | | | |
| Taux de chômage | 6.5 | 4.8 | 2.5 | 2.1 | 4.6 |
| Accroissement de la main-d'œuvre | 3.5 | 4.6 | 4.0 | 1.6 | 6.6 |
| Accroissement de l'embauche | 3.5 | 5.4 | 4.0 | 2.2 | 6.1 |
| Accroissement de l'embauche non agricole | 3.9 | 6.3 | 4.7 | 6.2 | 5.7 |

SOURCE: BFS, *La main-d'œuvre.*

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 11

TAUX DE CHÔMAGE PAR RÉGIONS, 1959 à 1966

(Pourcentage de la main-d'œuvre en chômage)

| Région | 1959 | 1960 | 1961 | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Provinces de l'Atlantique | 10.9 | 10.7 | 11.2 | 10.7 | 9.5 | 7.8 | 7.5 | 6.5 |
| Québec | 7.8 | 9.1 | 9.2 | 7.5 | 7.5 | 6.4 | 5.5 | 4.8 |
| Ontario | 4.5 | 5.4 | 5.5 | 4.3 | 3.8 | 3.2 | 2.6 | 2.5 |
| Les Prairies | 3.2 | 4.2 | 4.6 | 3.9 | 3.7 | 3.1 | 2.6 | 2.1 |
| Colombie-Britannique | 6.5 | 8.5 | 8.5 | 6.6 | 6.4 | 5.3 | 4.2 | 4.6 |
| Canada | 6.0 | 7.0 | 7.1 | 5.9 | 5.5 | 4.7 | 3.9 | 3.6 |

SOURCE: BFS *La main-d'œuvre.*

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 12

REVENU DE LA MAIN-D'OEUVRE, EMPLOI ET MOYENNE DU REVENU

1964 à 1966

Industries choisies

| — | Pourcentage d'augmentation | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Main-d'œuvre—Revenu | | Emploi | | Revenu moyen | |
| | 1965/1964 | 1966/1965 | 1965/1964 | 1966/1965 | 1965/1964 | 1966/1965 |
| Mines | 13.0 | 8.7 | 6.4 | 1.8 | 6.2 | 6.8 |
| Fabrication (total) | 10.3 | 11.4 | 5.5 | 5.4 | 4.5 | 5.7 |
| Construction | 24.0 | 24.7 | 13.1 | 10.8 | 9.6 | 12.5 |
| Transports, communications et services d'aqueduc[1] | 8.7 | 8.4 | 2.4 | 2.7 | 6.2 | 5.6 |
| Commerce | 10.6 | 11.0 | 5.7 | 6.7 | 4.6 | 4.0 |
| Finances, assurances, etc | 8.4 | 8.5 | 4.2 | 3.3 | 4.0 | 5.0 |
| Services | 13.4 | 13.8 | 9.8 | 10.5 | 3.3 | 3.0 |
| Revenu composé | 11.3 | 12.2 | 5.6 | 5.6 | 5.4 | 6.3 |

[1] Y compris l'emmagasinage, l'électricité, les services de gaz et d'eau.

SOURCE: BFS: Emploi, traitements et salaires hebdomadaires moyens, publication mensuelle, cat. 72-002, et *Estimés du revenu du travail*, publication mensuelle, cat. 72-005.

## TABLEAU DE RÉFÉRENCE 13

## BÉNÉFICES DES SOCIÉTÉS AVANT LA DÉDUCTION DE L'IMPÔT, PAR INDUSTRIE

1965 et 1966

(Données trimestrielles, corrigées des variations saisonnières)

| | 1965 | | | | | 1966 | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1er T | 2e T | 3e T | 4e T | Total | 1er T | 2e T | 3e T | 4e T | Total |
| | (millions de dollars) | | | | | | | | | |
| Mines, carrières et puits de pétrole | 142 | 153 | 155 | 152 | 602 | 151 | 157 | 142 | 120 | 570 |
| Industries de transformation: | | | | | | | | | | |
| Aliments et boissons | 93 | 93 | 92 | 92 | 370 | 98 | 87 | 92 | 89 | 366 |
| Caoutchouc | 7 | 7 | 8 | 10 | 32 | 9 | 8 | 9 | 8 | 34 |
| Textiles | 22 | 21 | 23 | 20 | 86 | 24 | 14 | 15 | 12 | 65 |
| Bois | 27 | 25 | 32 | 35 | 119 | 43 | 33 | 25 | 27 | 128 |
| Papier et industries connexes | 65 | 62 | 58 | 50 | 235 | 38 | 54 | 39 | 49 | 180 |
| Impression, édition et industries connexes | 23 | 24 | 21 | 20 | 88 | 24 | 21 | 24 | 26 | 95 |
| Métaux primaires, Produits métalliques, Machinerie, Matériel de transport | 194 | 189 | 203 | 192 | 778 | 199 | 193 | 148 | 179 | 719 |
| Appareils électriques | 28 | 24 | 28 | 31 | 111 | 30 | 30 | 22 | 35 | 117 |
| Produits minéraux non métalliques | 20 | 27 | 25 | 24 | 96 | 21 | 22 | 28 | 18 | 89 |
| Dérivés du pétrole et de la houille | 31 | 35 | 35 | 30 | 131 | 37 | 45 | 39 | 43 | 164 |
| Produits chimiques | 51 | 56 | 57 | 56 | 220 | 65 | 58 | 58 | 50 | 231 |
| Industries manufacturières diverses[1] | 26 | 26 | 25 | 28 | 105 | 30 | 28 | 28 | 39 | 125 |
| Total, industries de transformation | 587 | 589 | 607 | 588 | 2,371 | 618 | 593 | 527 | 575 | 2,313 |
| Transports, Entreposage, Communications | 121 | 127 | 132 | 156 | 536 | 120 | 145 | 133 | 186 | 584 |
| Énergie électrique, gaz et eau | 22 | 21 | 24 | 25 | 92 | 23 | 23 | 23 | 25 | 94 |
| Commerce de gros | 89 | 93 | 92 | 104 | 378 | 116 | 102 | 95 | 106 | 419 |
| Commerce de détail | 72 | 77 | 86 | 77 | 312 | 77 | 66 | 82 | 72 | 297 |
| Finance, assurances et transactions immobilières | 167 | 159 | 175 | 159 | 660 | 153 | 159 | 158 | 173 | 643 |
| Industries de services | 37 | 36 | 41 | 38 | 152 | 49 | 48 | 39 | 40 | 176 |
| Industries non manufacturières diverses[2] | 23 | 23 | 24 | 26 | 96 | 16 | 25 | 25 | 25 | 91 |
| Total, toutes les industries | 1,260 | 1,278 | 1,336 | 1,325 | 5,199 | 1,323 | 1,318 | 1,224 | 1,322 | 5,187 |

(1) Comprend le tabac, le cuir et diverses industries de transformation.

(2) Comprend l'agriculture, l'industrie forestière, la pêche et la construction

SOURCE: BFS, Bénéfices des sociétés, publication trimestrielle, nº de cat. 61-003.

## TABLEAU DE RÉFÉRENCE 14

## CHANGEMENTS DU PRODUIT NATIONAL RÉEL

Par années

1963 à 1966

| — | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 |
|---|---|---|---|---|
| | (Pourcentage du changement par rapport à l'année précédente) | | | |
| Produit national réel, moins l'agriculture | 5.3 | 7.2 | 6.9 | 6.3 |
| Mines, total | 4.5 | 8.8 | 5.5 | 6.7 |
| Fabrication, total | 7.0 | 9.3 | 8.6 | 7.3 |
| Biens non durables | 6.2 | 8.4 | 6.1 | 7.2 |
| Biens durables | 8.1 | 10.3 | 11.5 | 7.4 |
| Construction | 1.6 | 9.7 | 10.9 | 7.0 |
| Transports, entreposage et communications | 7.1 | 9.0 | 7.4 | 8.1 |
| Commerce, total | 3.8 | 6.1 | 7.5 | 4.4 |
| Gros | 3.8 | 8.6 | 10.1 | 3.7 |
| Détail | 3.8 | 4.7 | 6.1 | 4.7 |
| Finances, assurances et immeuble | 6.3 | 4.4 | 4.4 | 5.3 |
| Services | 4.3 | 3.6 | 4.6 | 4.3 |
| Industries commerciales, moins l'agriculture | 5.6 | 7.6 | 7.4 | 6.7 |

SOURCE: BFS: *Indice de production industrielle*, publication mensuelle, N° de cat. 61-005.

## TABLEAU DE RÉFÉRENCE 15

## CHANGEMENTS DANS L'EMPLOI PAR DIVISION INDUSTRIELLE

Par années

1963 à 1966

| — | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 |
|---|---|---|---|---|
| | (Pourcentage du changement par rapport à l'année précédente | | | |
| Mines | −1.5 | 0.9 | 6.4 | 1.8 |
| Fabrication, total | 2.2 | 4.7 | 5.5 | 5.4 |
| Biens non durables | 1.3 | 3.1 | 3.3 | 3.8 |
| Biens durables | 3.4 | 6.6 | 8.0 | 7.1 |
| Construction | −0.9 | 4.9 | 13.1 | 10.8 |
| Transports, entreposage et communications | 0.7 | 1.4 | 2.4 | 2.7 |
| Commerce, total | 2.3 | 4.4 | 5.7 | 6.7 |
| Gros | 1.3 | 2.9 | 5.0 | 6.1 |
| Détail | 2.7 | 5.0 | 6.0 | 7.3 |
| Finances, assurances et immeuble | 4.3 | 4.0 | 4.2 | 3.3 |
| Services | 4.3 | 8.1 | 9.8 | 10.5 |
| Indice industriel général | 2.2 | 3.6 | 5.6 | 5.6 |

SOURCE: Bureau fédéral de la statistique, emploi et gains moyens par semaine.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 16

CHANGEMENTS DANS LA PRODUCTION PAR EMPLOYÉ

Par années

1963-1966

| — | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 |
|---|---|---|---|---|
| | (Changement en pourcentage) | | | |
| Mines, total | 6.1 | 7.8 | −0.8 | 4.8 |
| Fabrication, total | 4.7 | 4.4 | 2.9 | 1.8 |
| Biens non durables | 4.8 | 5.1 | 2.7 | 3.3 |
| Biens durables | 4.5 | 3.5 | 3.2 | 0.3 |
| Construction | 2.5 | 4.6 | −1.9 | −3.4 |
| Transports, entreposage et communications | 6.4 | 7.5 | 4.9 | 5.3 |
| Commerce, total | 1.5 | 1.6 | 1.7 | −2.2 |
| Gros | 2.5 | 5.5 | 4.9 | −2.3 |
| Détail | 1.1 | −0.3 | 0.1 | −2.4 |
| Finances, assurances et immeuble | 1.9 | 0.4 | 0.2 | 1.9 |
| Services | — | −4.2 | −4.7 | −5.6 |
| Industries commerciales, sauf l'agriculture | 3.3 | 3.9 | 1.7 | 1.0 |

SOURCE: Tableaux de référence 14 et 15.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 17

GAINS ET PRODUCTION

Par années

1963-1966

| — | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 |
|---|---|---|---|---|
| | (Changement en pourcentage par rapport à l'année précédente) | | | |
| *Salaires et traitements par travailleur* | | | | |
| Industries non agricoles | 4.4 | 5.4 | 5.9 | 6.3 |
| Fabrication | 3.8 | 4.0 | 4.5 | 5.7 |
| *Production par travailleur* | | | | |
| Industries non agricoles | 3.3 | 3.9 | 1.7 | 1.0 |
| Fabrication | 4.7 | 4.4 | 2.9 | 1.8 |
| *Salaires et traitements par unité de production* | | | | |
| Industries agricoles | 1.0 | 1.5 | 4.1 | 5.2 |
| Fabrication | −0.8 | −0.4 | 1.6 | 3.8 |
| *Bénéfices des sociétés par unité de production* | | | | |
| Industries non agricoles | 3.8 | 7.0 | 0.5 | −6.5 |
| Fabrication | 5.2 | −0.5 | −1.8 | −9.0 |

SOURCE: BFS, *Estimation du revenu de la main-d'œuvre.*
BFS, *Indice de la production industrielle.*
BFS, *Bénéfices des sociétés.*
BFS, *Emploi, salaires et traitements hebdomadaires moyens.*

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 18

INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION

1961 à 1966

(1949 = 100)

| — | 1961 | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Tous les articles | 129.2 | 130.7 | 133.0 | 135.4 | 138.7 | 143.9 |
| Alimentation | 124.0 | 126.2 | 130.3 | 132.4 | 135.9 | 144.5 |
| Logement | 133.2 | 134.8 | 136.2 | 138.4 | 140.9 | 144.7 |
| Habillement | 112.5 | 113.5 | 116.3 | 119.2 | 121.4 | 126.0 |
| Moyens de transports | 140.6 | 140.4 | 140.4 | 142.0 | 147.3 | 150.8 |
| Santé et soins personnels | 155.3 | 158.3 | 162.4 | 167.8 | 175.5 | 180.9 |
| Récréation et lecture | 146.1 | 147.3 | 149.3 | 151.8 | 154.3 | 158.7 |
| Tabac et spiritueux | 116.3 | 117.8 | 118.1 | 120.2 | 122.3 | 125.1 |
| Toutes les denrées | 120.0 | 121.0 | 123.1 | 124.7 | 126.7 | 131.5 |
| Durables | 116.1 | 115.3 | 115.5 | 114.5 | 114.6 | 115.1 |
| Non durables | 120.7 | 122.1 | 124.6 | 126.7 | 129.2 | 134.9 |
| Non durables (sauf aliments) | 118.3 | 119.1 | 120.3 | 122.4 | 124.1 | 127.5 |
| Services | 155.4 | 157.6 | 159.8 | 163.8 | 170.6 | 176.6 |

SOURCE: BFS, *Prix et Indices des prix.*

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 19

INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION

(1949 = 100)

(Changement par rapport à l'année précédente)

| — | 1961 à 1962 | 1962 à 1963 | 1963 à 1964 | 1964 à 1965 | 1965 à 1966 | Avril 1966 à Avril 1967 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Pourcentage | | | |
| Tous les articles | 1.2 | 1.8 | 1.8 | 2.4 | 3.7 | 3.2 |
| Alimentation | 1.8 | 3.2 | 1.6 | 2.6 | 6.3 | 0.2 |
| Logement | 1.2 | 1.0 | 1.6 | 1.8 | 2.7 | 4.4 |
| Habillement | 0.9 | 2.5 | 2.5 | 1.8 | 3.8 | 5.3 |
| Moyens de transports | −0.1 | — | 1.1 | 3.7 | 2.4 | 4.2 |
| Santé et soins personnels | 1.9 | 2.6 | 3.3 | 4.6 | 3.1 | 6.0 |
| Récréation et lecture | 0.8 | 1.4 | 1.7 | 1.6 | 2.9 | 4.2 |
| Tabac et spiritueux | 1.3 | 0.3 | 1.8 | 1.7 | 2.3 | 2.2 |
| Toutes les denrées | 0.8 | 1.7 | 1.3 | 1.6 | 3.8 | 2.3 |
| Durables | −0.7 | 0.2 | −0.9 | 0.1 | 0.4 | 2.4 |
| Non durables | 1.2 | 2.0 | 1.7 | 2.0 | 4.4 | 2.2 |
| Non durables (sauf aliments) | 0.7 | 1.0 | 1.7 | 1.4 | 2.7 | 4.1 |
| Services | 1.4 | 1.4 | 2.5 | 4.2 | 3.5 | 5.4 |

SOURCE: Tableau de référence 18.

## TABLEAU DE RÉFÉRENCE 20
## INDICES SYNTHÉTIQUES DES PRIX
### DÉPENSES NATIONALES BRUTES ET ÉLÉMENTS
(corrigées des variations saisonnières)
(1957=100)

| | Dépenses des particuliers en biens de consommation et services | Biens non durables | Biens durables | Services | Dépenses de l'État au chapitre des biens et services | Formation brute de capitaux fixes des entreprises commerciales | Nouvelle construction domiciliaire | Nouvelle construction non domiciliaire | Machines et équipements neufs | Exportations de biens et de services | Importations de biens et de services | Dépenses nationales brutes |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1963— | | | | | | | | | | | | |
| 1er T.... | 108.2 | 106.3 | 101.1 | 113.2 | 116.2 | 112.9 | 114.6 | 111.6 | 113.2 | 107.3 | 111.0 | 109.6 |
| 2e T.... | 108.5 | 106.5 | 101.0 | 113.7 | 117.5 | 113.8 | 116.0 | 112.7 | 113.6 | 107.4 | 112.1 | 109.9 |
| 3e T.... | 109.1 | 107.3 | 101.4 | 114.2 | 118.4 | 115.4 | 116.9 | 114.7 | 115.3 | 107.6 | 113.1 | 110.6 |
| 4e T.... | 109.4 | 107.7 | 101.3 | 114.6 | 119.6 | 116.5 | 119.6 | 115.5 | 115.8 | 109.1 | 113.7 | 111.2 |
| Année..... | 108.8 | 106.9 | 101.2 | 113.9 | 117.9 | 114.7 | 116.8 | 113.7 | 114.5 | 107.9 | 112.5 | 110.3 |
| 1964— | | | | | | | | | | | | |
| 1er T.... | 109.8 | 108.2 | 100.4 | 115.3 | 118.2 | 117.4 | 120.7 | 115.8 | 117.0 | 109.4 | 114.5 | 111.5 |
| 2e T.... | 110.3 | 108.5 | 100.2 | 116.1 | 120.8 | 119.5 | 122.1 | 118.3 | 119.3 | 109.7 | 114.4 | 112.6 |
| 3e T.... | 110.7 | 109.2 | 99.7 | 116.9 | 123.8 | 120.5 | 124.1 | 119.7 | 119.2 | 110.6 | 113.6 | 114.1 |
| 4e T.... | 111.2 | 109.0 | 100.5 | 117.7 | 123.9 | 121.3 | 125.6 | 120.7 | 119.5 | 121.3 | 113.6 | 114.4 |
| Année..... | 110.5 | 108.7 | 100.2 | 116.5 | 112.7 | 119.7 | 123.2 | 118.7 | 118.8 | 110.0 | 113.9 | 113.2 |
| 1965— | | | | | | | | | | | | |
| 1er T.... | 111.6 | 109.4 | 100.1 | 118.4 | 125.3 | 123.8 | 127.0 | 123.3 | 122.7 | 110.2 | 114.1 | 115.0 |
| 2e T.... | 112.4 | 110.7 | 100.1 | 119.2 | 126.5 | 124.7 | 129.0 | 125.6 | 122.0 | 110.7 | 113.8 | 116.1 |
| 3e T.... | 112.9 | 111.3 | 99.7 | 120.2 | 125.8 | 124.6 | 129.5 | 126.3 | 121.1 | 111.9 | 114.4 | 115.6 |
| 4e T.... | 113.7 | 112.2 | 99.7 | 121.1 | 129.3 | 126.0 | 131.3 | 128.2 | 122.0 | 112.3 | 115.2 | 117.9 |
| Année..... | 112.7 | 110.9 | 99.9 | 119.8 | 126.7 | 124.8 | 129.2 | 125.9 | 121.9 | 111.3 | 114.4 | 116.4 |
| 1966— | | | | | | | | | | | | |
| 1er T.... | 115.2 | 114.3 | 99.2 | 122.6 | 133.7 | 127.6 | 133.4 | 130.0 | 123.1 | 113.2 | 115.5 | 119.9 |
| 2e T.... | 116.5 | 115.3 | 100.3 | 123.6 | 133.4 | 128.9 | 134.6 | 131.9 | 123.9 | 114.2 | 115.9 | 121.1 |
| 3e T.... | 116.7 | 115.8 | 99.4 | 124.7 | 135.4 | 129.8 | 126.1 | 133.3 | 124.6 | 116.6 | 116.6 | 122.6 |
| 4e T.... | 117.8 | 116.4 | 100.9 | 126.0 | 138.9 | 131.8 | 139.2 | 135.3 | 126.3 | 116.4 | 117.8 | 123.7 |
| Année..... | 116.6 | 115.5 | 99.9 | 124.3 | 135.4 | 129.5 | 135.7 | 132.6 | 124.5 | 115.1 | 116.5 | 121.8 |

SOURCE: BFS, *Les comptes nationaux.*

## TABLEAU DE RÉFÉRENCE 21

## OPÉRATIONS DE L'ÉTAT EN FONCTION DES COMPTES NATIONAUX

| | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 | 1966[1] | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | 1er T | 2e T | 3e T | 4e T |
| | (en millions de dollars) | | | | | | | |
| REVENUS DE L'ÉTAT | | | | | | | | |
| Impôts directs—particuliers | 2,916 | 3,428 | 3,912 | 4,434 | 4,216 | 4,156 | 4,564 | 4,800 |
| Gouvernement fédéral | 2,193 | 2,558 | 2,715 | 2,955 | 2,832 | 2,744 | 3,048 | 3,196 |
| Provinces et municipalités | 723 | 870 | 1,197 | 1,479 | 1,384 | 1,412 | 1,516 | 1,604 |
| Impôts directs—sociétés | 1,827 | 1,996 | 2,164 | 1,290 | 2,128 | 2,248 | 2,188 | 2,196 |
| Gouvernement fédéral | 1,362 | 1,498 | 1,623 | 1,642 | 1,596 | 1,688 | 1,636 | 1,648 |
| Gouvernements provinciaux | 465 | 498 | 541 | 548 | 532 | 560 | 552 | 548 |
| Impôts de retenue—gouvernement fédéral | 127 | 140 | 168 | 203 | 176 | 204 | 200 | 232 |
| Impôts indirects | 5,911 | 6,695 | 7,482 | 8,277 | 8,148 | 8,208 | 8,344 | 8,408 |
| Gouvernement fédéral | 2,451 | 2,847 | 3,247 | 3,577 | 3,524 | 3,556 | 3,596 | 3,632 |
| Provinces et municipalités | 3,460 | 3,848 | 4,235 | 4,700 | 4,624 | 4,652 | 4,748 | 4,776 |
| Revenu provenant de placements | 1,395 | 1,526 | 1,688 | 1,860 | 1,976 | 1,912 | 1,804 | 1,928 |
| Gouvernement fédéral | 510 | 570 | 618 | 663 | 612 | 716 | 608 | 716 |
| Provinces et municipalités | 885 | 956 | 1,070 | 1,197 | 1,184 | 1,196 | 1,196 | 1,212 |
| Cotisations de l'employeur et de l'employé aux caisses d'assurance sociale et de pensions de l'État | 852 | 912 | 959 | 1,816 | 1,504 | 1,852 | 1,928 | 1,980 |
| Gouvernement fédéral | 534 | 574 | 602 | 681 | 624 | 696 | 700 | 704 |
| Provinces et municipalités | 318 | 338 | 357 | 421 | 400 | 412 | 436 | 436 |
| Régime de pensions du Canada | | | | 531 | 360 | 552 | 584 | 628 |
| Régime de rentes du Québec | | | | 183 | 120 | 192 | 208 | 212 |
| Transferts du gouvernement fédéral—Provinces et municipalités | 1,169 | 1,252 | 1,427 | 1,659 | 1,508 | 1,684 | 1,636 | 1,808 |
| **Total des revenus** | **14,197** | **15,949** | **17,800** | **20,439** | **19,476** | **20,264** | **20,664** | **21,352** |
| Gouvernement fédéral | 7,177 | 8,187 | 8,973 | 9,721 | 9,364 | 9,604 | 9,788 | 10,128 |
| Provinces et municipalités | 7,020 | 7,762 | 8,827 | 10,004 | 9,632 | 9,916 | 10,084 | 10,384 |
| Régime de pensions du Canada | | | | 531 | 360 | 552 | 584 | 628 |
| Régime de rentes du Québec | | | | 183 | 120 | 192 | 208 | 212 |

(1) Taux annuels corrigés des variations saisonnières.

## TABLEAU DE RÉFÉRENCE 21

## OPÉRATIONS DE L'ÉTAT EN FONCTION DES COMPTES NATIONAUX (Fin)

| — | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 | 1966[1] | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | 1er T | 2e T | 3e T | 4e T |
| | (en millions de dollars) | | | | | | | |
| DÉPENSES DE L'ÉTAT— | | | | | | | | |
| Biens et services | 8,075 | 8,654 | 9,596 | 11,169 | 10,592 | 10,872 | 11,648 | 11,564 |
| Gouvernement fédéral— | 2,934 | 3,046 | 3,267 | 3,880 | 3,652 | 3,676 | 3,992 | 4,200 |
| Dépenses relatives à la défense | (1,572) | (1,584) | (1,562) | (1,713) | (1,664) | (1,612) | (1,720) | (1,856) |
| Provinces et municipalités | 5,141 | 5,608 | 6,329 | 7,289 | 6,940 | 7,196 | 7,656 | 7,364 |
| Paiements de transfert à des personnes | 2,848 | 4,133 | 4,502 | 5,006 | 4,692 | 4,904 | 5,084 | 5,344 |
| Gouvernement fédéral | 2,133 | 2,239 | 2,316 | 2,478 | 2,392 | 2,452 | 2,520 | 2,548 |
| Provinces et municipalités | 1,715 | 1,894 | 2,186 | 2,528 | 2,300 | 2,452 | 2,564 | 2,796 |
| Service de la dette publique | 1,423 | 1,526 | 1,635 | 1,732 | 1,764 | 1,764 | 1,832 | 1,828 |
| Gouvernement fédéral | 935 | 995 | 1,052 | 1,151 | 1,124 | 1,128 | 1,168 | 1,184 |
| Provinces et municipalités | 488 | 531 | 583 | 638 | 608 | 636 | 664 | 644 |
| Subventions | 311 | 323 | 310 | 477 | 376 | 364 | 368 | 800 |
| Gouvernement fédéral | 275 | 277 | 259 | 370 | 240 | 296 | 252 | 692 |
| Provinces et municipalités | 36 | 46 | 51 | 107 | 136 | 68 | 116 | 108 |
| Aide-capital—Gouvernement fédéral | 61 | 82 | 84 | 59 | 32 | 88 | 56 | 60 |
| Transferts aux gouvernements provinciaux et municipaux— | | | | | | | | |
| Gouvernement fédéral | 1,169 | 1,252 | 1,427 | 1,659 | 1,508 | 1,684 | 1,636 | 1,808 |
| **Total des dépenses** | **14,887** | **15,970** | **17,554** | **20,159** | **18,932** | **19,676** | **20,624** | **21,404** |
| Gouvernement fédéral | 7,507 | 7,891 | 8,405 | 9,597 | 8,948 | 9,324 | 9,624 | 10,492 |
| Provinces et municipalités | 7,380 | 8,079 | 9,149 | 10,562 | 9,984 | 10,352 | 11,000 | 10,912 |
| **Excédent (+) ou déficit (−)** | **−690** | **− 21** | **+246** | **+280** | **+544** | **+588** | **+ 40** | **− 52** |
| Gouvernement fédéral | −330 | +296 | +568 | +124 | +416 | +280 | +164 | −364 |
| Provinces et municipalités | −360 | −137 | −322 | −558 | −352 | −436 | −916 | −528 |
| Régime de pensions du Canada | | | | +531 | 360 | 552 | 584 | 628 |
| Régime de rentes du Québec | | | | +183 | 120 | 192 | 208 | 212 |

[1] Taux annuels corrigés des variations saisonnières.

SOURCE: BFS, *Les comptes nationaux.*

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 22

CONCILIATION DES COMPTES PUBLICS ET DES COMPTES NATIONAUX DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL QUANT À SES REVENUS ET À SES DÉPENSES

| | 1964–1965 | 1965–1966 | 1966–1967 | 1965 | | | | 1966 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | 1er T | 2e T | 3e T | 4e T | 1er T | 2e T | 3e T | 4e T |
| | (en millions de dollars) | | | | | | | | | | |
| Revenus: | | | | | | | | | | | |
| Revenus budgétaires | 7,180 | 7,696 | 8,366 | 1,853 | 1,918 | 1,862 | 1,944 | 1,972 | 1,999 | 1,978 | 2,169 |
| Redressement de la période supplémentaire[1] | — 42 | 56 | 7 | −188 | 188 | — | — | −132 | 132 | — | — |
| Revenus extra-budgétaires: | | | | | | | | | | | |
| Recettes fiscales au chapitre de la sécurité de la vieillesse | 959 | 1,169 | 1,281 | 278 | 300 | 272 | 279 | 318 | 327 | 294 | 301 |
| Impôt prélevé aux termes de la loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies | 10 | 10 | 11 | 2 | 1 | 5 | 2 | 2 | 2 | 5 | 2 |
| Assurance-chômage, contributions employeur-employé | 311 | 328 | 340 | 82 | 74 | 83 | 84 | 87 | 78 | 89 | 89 |
| Caisses de pension du gouvernement, contributions employeur-employé | 273 | 301 | 363 | 68 | 76 | 77 | 77 | 71 | 89 | 89 | 89 |
| Intérêt perçu sur les caisses d'assurance sociale et de pension du gouvernement | 159 | 181 | 196 | 43 | 43 | 45 | 46 | — 47 | 48 | 51 | 52 |
| Impôt sur le revenu des sociétés[2]: excédent (+) de l'impôt à percevoir sur l'impôt perçu | −128 | −128 | −112 | — 24 | −131 | 12 | 51 | — 60 | — 73 | — 3 | 48 |
| Bénéfices nets des sociétés commerciales de l'État avant déduction de l'impôt | 226 | 242 | 204 | 36 | 59 | 55 | 98 | 30 | 67 | 45 | 66 |
| Intérêt des prêts, avances et placements | 190 | 222 | 270 | 46 | 55 | 56 | 55 | 56 | 63 | 55 | 83 |
| Moins: Remboursements budgétaires sur placements | −382 | −488 | −522 | −125 | −138 | −120 | — 93 | −137 | −127 | — 88 | −164 |
| Moins: Revenus du ministère des Postes | −231 | −237 | −256 | — 59 | — 57 | — 49 | — 73 | — 58 | — 59 | — 51 | — 81 |
| Postes de revenus budgétaires compensés par les dépenses budgétaires[3] | −123 | −127 | −140 | — 31 | — 32 | — 31 | — 32 | — 32 | — 34 | — 34 | — 37 |
| Tous autres redressements apportés aux recettes budgétaires[3] | — 42 | — 69 | — 10 | — 28 | — 23 | — 25 | 7 | — 28 | — 13 | 3 | 36 |
| **Total des revenus, sous le régime des comptes nationaux** | **8,360** | **9,156** | **9,998** | **1,953** | **2,333** | **2,242** | **2,445** | **2,136** | **2,499** | **2,433** | **2,653** |

(1) Dans les comptes nationaux, les revenus au cours de la période supplémentaire sont reportés à l'année financière suivante.

(2) L'impôt des entreprises commerciales de l'État n'est pas compris dans ce poste.

(3) Voir aussi le renvoi 3 au bas de la page, conciliation des dépenses.

(4) Ces redressements représentent, pour une bonne part, des postes de revenus qui ne s'appliquent pas aux comptes nationaux, comme, par exemple, les revenus provenant de la vente d'avoirs existants.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 22

CONCILIATION DES COMPTES PUBLICS ET DES COMPTES NATIONAUX DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL QUANT À SES REVENUS ET À SES DÉPENSES (fin)

| — | 1964-1965 | 1965-1966 | 1966-1967 | 1965 | | | | 1966 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | 1er T | 2e T | 3e T | 4e T | 1er T | 2e T | 3e T | 4e T |
| | (Millions de dollars) | | | | | | | | | | |
| DÉPENSES | | | | | | | | | | | |
| Dépenses budgétaires | 7,218 | 7,735 | 8,794 | 2,314 | 1,492 | 1,785 | 1,915 | 2,543 | 1,667 | 2,072 | 2,264 |
| Redressement de la période supplémentaire[1] | — 55 | — 6 | −116 | −463 | 463 | — | — | −469 | 469 | — | — |
| Dépenses des caisses extra-budgétaires | | | | | | | | | | | |
| Versements sur la Caisse de la sécurité de la vieillesse | 885 | 927 | 1,075 | 223 | 224 | 226 | 228 | 249 | 251 | 252 | 254 |
| Prestations d'assurance-chômage | 335 | 298 | 307 | 141 | 92 | 36 | 44 | 126 | 82 | 38 | 49 |
| Versements sur les Caisses de pension de l'État | 101 | 114 | 128 | 26 | 28 | 29 | 28 | 29 | 32 | 32 | 32 |
| Versements au titre de l'assistance à l'agriculture des Prairies | 11 | 7 | 6 | 9 | 2 | — | 1 | 4 | — | — | 1 |
| Transferts aux caisses extra-budgétaires | — 63 | — 66 | −69 | — 16 | −16 | −17 | −17 | — 16 | −16 | −18 | −18 |
| Redressement visant à instituer un régime se fondant sur les déboursés, à l'égard d'autres caisses de l'État et de sociétés de la Couronne[2] | 17 | — 16 | 42 | 99 | −94 | 39 | 13 | 26 | −73 | 26 | 33 |
| Dépenses budgétaires compensées par les revenus des sociétés commerciales de l'État: | | | | | | | | | | | |
| Dépenses du ministère des Postes | −211 | −242 | −265 | — 56 | −54 | −61 | −63 | — 64 | −61 | −60 | −71 |
| Déficits des sociétés commerciales de l'État | — 92 | −104 | −74 | — 11 | −84 | — 8 | — 3 | — 9 | −50 | — 6 | −10 |
| Réserves et défalcations | — 42 | — 59 | −78 | — 10 | −32 | −10 | — 9 | — 8 | −52 | −10 | — 9 |
| Postes de revenus budgétaires compensées par les dépenses budgétaires[3] | −123 | −127 | −140 | — 31 | −32 | −31 | −32 | — 32 | −34 | −34 | −37 |
| Autres redressements à l'égard des dépenses budgétaires | 65 | 119 | 247 | — 42 | 75 | 64 | 1 | — 21 | 98 | 98 | 48 |
| **Total des dépenses, sous le régime de comptes nationaux** | **8,046** | **8,580** | **9,857** | **2,183** | **2,064** | **2,052** | **2,106** | **2,358** | **2,313** | **2,390** | **2,536** |
| Excédent (+) ou déficit (−), sous le régime des comptes nationaux | +314 | 576 | 141 | −230 | 269 | 190 | 339 | −222 | 186 | 43 | 117 |
| Excédent (+) ou déficit (−), sous le régime budgétaire | — 38 | — 39 | −428 | −461 | 426 | 77 | 29 | −571 | 332 | −94 | −95 |
| Total, sous le régime des comptes nationaux | 8,360 | 9,156 | 9,998 | 1,953 | 2,333 | 2,242 | 2,445 | 2,136 | 2,499 | 2,433 | 2,653 |

[1] Dans les comptes nationaux, les dépenses au chapitre des biens et services pour la période supplémentaire sont divisées également entre les années financières consécutives. D'autres postes de dépenses sont entièrement reportés à l'année financière suivante.

[2] Redressement qui remplace les crédits budgétaires accordés aux diverses caisses et sociétés par les dépenses réelles faites par ces caisses et sociétés.

[3] L'élément le plus important de ce poste comprend les revenus qui proviennent de la vente de biens et de services par l'État. Ces ventes figurent comme dernière dépense du secteur privé et sont déduites afin de ne pas les compter deux fois.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 23
SOMMAIRE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS
(Données non corrigées des variations saisonnières)

| | 1961 | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 | 1965 | | | | 1966 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | 1er T | 2e T | 3e T | 4e T | 1er T | 2e T | 3e T | 4e T |
| | (Millions de dollars) | | | | | | | | | | | | | |
| Balance du commerce des marchandises | +173 | +184 | +503 | +701 | +118 | +380 | −39 | −27 | +161 | +23 | −1 | +7 | +300 | +74 |
| Déficit sur les transactions n'intéressant pas les marchandises[1] | −1,263 | −1,169 | −1,178 | −1,270 | −1,339 | −1,488 | −391 | −367 | −160 | −421 | −438 | −366 | −214 | −470 |
| Balance du compte courant[1] | −1,090 | − 985 | − 675 | − 569 | −1,221 | −1,108 | −430 | −394 | + 1 | −398 | −439 | −359 | + 86 | −396 |
| Production d'or pouvant être exportée | + 162 | + 155 | + 154 | + 145 | + 138 | + 125 | + 35 | + 34 | + 35 | + 34 | + 34 | + 29 | + 30 | + 32 |
| Mouvements de capitaux (+=rentrée) (−=sortie) | | | | | | | | | | | | | | |
| A long terme | + 930 | + 688 | + 637 | + 820 | + 713 | + 949 | +128 | +134 | +216 | +235 | +449 | +214 | +197 | + 89 |
| A court terme | + 288 | + 297 | + 30 | − 33 | + 527 | − 325 | +195 | +227 | − 26 | +131 | −182 | − 1 | −398 | −256 |
| | + 290 | + 155 | + 146 | + 363 | + 157 | − 359 | − 72 | + 1 | +226 | + 2 | −138 | −117 | − 85 | − 19 |
| Changements dans les avoirs officiels d'or et de change étranger (+=augmentation) (−=diminution) | + 229 | + 537 | + 60 | + 86 | − 11 | − 462 | −118 | − 92 | +144 | + 55 | −166 | −181 | −105 | − 10 |
| Position nette au Fonds monétaire international | + 61 | − 378 | + 86 | + 277 | + 168 | + 103 | + 46 | + 93 | +82 | − 53 | + 28 | + 64 | + 20 | − 9 |
| | + 290 | + 159 | + 146 | + 363 | + 157 | − 359 | − 72 | + 1 | +226 | + 2 | −138 | −117 | − 85 | − 19 |

[1] Non compris la production d'or pouvant être exportée.

SOURCE: BFS.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 24

PAIEMENTS INTERNATIONAUX: COMPTE COURANT

(Annuel, 1958 à 1966)

| | 1958 | 1959 | 1960 | 1961 | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | (en millions de dollars) | | | | | | | | |
| Recettes courantes— | | | | | | | | | |
| Exportations de marchandises (chiffres rectifiés) | 4,890 | 151 | 5,392 | 5,889 | 6,387 | 7,082 | 8,238 | 8,745 | 10.270 |
| Or disponible pour l'exportation | 157 | 148 | 162 | 162 | 155 | 154 | 145 | 138 | 125 |
| Dépenses touristiques | 349 | 391 | 420 | 482 | 562 | 609 | 662 | 747 | 840 |
| Intérêts et dividendes | 167 | 180 | 171 | 213 | 202 | 230 | 332 | 310 | 294 |
| Transports par terre et par eau | 401 | 420 | 442 | 486 | 509 | 563 | 563 | 673 | 699 |
| Successions et fonds des immigrants | 97 | 109 | 102 | 104 | 124 | 151 | 169 | 211 | 256 |
| Autres recettes courantes | 391 | 414 | 447 | 452 | 484 | 500 | 557 | 640 | 738 |
| **Total des recettes courantes** | **6,452** | **6,813** | **7,136** | **7,788** | **8,423** | **9,289** | **10,747** | **11,464** | **13,222** |
| Versements courants— | | | | | | | | | |
| Importations de marchandises (chiffres rectifiés) | 5,066 | 5,572 | 5,540 | 5,716 | 6,203 | 6,579 | 7,537 | 8,627 | 9,890 |
| Dépenses touristiques | 542 | 598 | 627 | 642 | 605 | 585 | 712 | 779 | 900 |
| Intérêts et dividendes | 614 | 671 | 656 | 764 | 783 | 860 | 1,010 | 1,071 | 1,178 |
| Transports par terre et par eau | 460 | 525 | 533 | 568 | 595 | 648 | 679 | 755 | 773 |
| Successions et fonds des émigrants | 159 | 165 | 184 | 176 | 175 | 185 | 201 | 211 | 196 |
| Contributions officielles | 53 | 72 | 61 | 56 | 36 | 65 | 69 | 92 | 167 |
| Autres paiements courants | 695 | 697 | 768 | 794 | 856 | 888 | 963 | 1,012 | 1,101 |
| **Total des paiements courants** | **7,589** | **8,300** | **8,369** | **8,716** | **9,253** | **9,810** | **11,171** | **12,547** | **14,205** |
| Balance du commerce des marchandises | − 176 | − 421 | − 148 | + 173 | + 184 | + 503 | + 701 | + 118 | + 380 |
| Balance d'autres transactions | − 961 | −1,066 | −1,085 | −1,101 | −1,014 | −1,024 | −1,125 | −1,201 | −1,363 |
| **Balance du compte courant** | **−1,137** | **−1,487** | **−1,233** | **− 928** | **− 830** | **− 521** | **− 424** | **−1,083** | **− 983** |

SOURCE: BFS.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 25

COMPTE COURANT

(TAUX TRIMESTRIELS RECTIFIÉS D'APRÈS LES SAISONS)

| | Biens | | | Services | | | Total des recettes | Total des versements | Solde du compte courant |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Exportations | Importations | Solde | Recettes | Versements | Solde | | | |
| 1965— | | | | | | | | | |
| 1T | 2,071 | 2,026 | + 45 | 666 | 936 | −270 | 2,737 | 2,962 | −225 |
| 2T | 2,138 | 2,077 | + 61 | 680 | 981 | −301 | 2,818 | 3,058 | −240 |
| 3T | 2,203 | 2,163 | + 40 | 705 | 1,002 | −297 | 2,908 | 3,165 | −257 |
| 4T | 2,333 | 2,361 | − 28 | 668 | 1,001 | −333 | 3,001 | 3,362 | −361 |
| 1966— | | | | | | | | | |
| 1T | 2,492 | 2,383 | +109 | 716 | 1,029 | −313 | 3,208 | 3,412 | −204 |
| 2T | 2,499 | 2,421 | + 78 | 732 | 1,041 | −309 | 3,231 | 3,462 | −231 |
| 3T | 2,617 | 2,498 | +119 | 750 | 1,126 | −376 | 3,367 | 3,624 | −257 |
| 4T | 2,662 | 2,588 | + 74 | 754 | 1,119 | −365 | 3,416 | 3,707 | −291 |

SOURCE: BFS.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 26

BALANCE DU COMPTE DU TOURISME

| | Entrées | | | Sorties | | | Solde | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | É.-U. | Autres pays | Total | É.-U. | Autres pays | Total | É.-U. | Autres pays | Total |
| | (millions de dollars) | | | | | | | | |
| 1953 | 282 | 20 | 302 | 307 | 58 | 365 | − 25 | − 38 | − 63 |
| 1954 | 283 | 22 | 305 | 320 | 69 | 389 | − 37 | − 47 | − 84 |
| 1955 | 303 | 25 | 328 | 363 | 86 | 449 | − 60 | − 61 | −121 |
| 1956 | 309 | 28 | 337 | 391 | 107 | 498 | − 82 | − 79 | −161 |
| 1957 | 325 | 38 | 363 | 403 | 122 | 525 | − 78 | − 84 | −162 |
| 1958 | 309 | 40 | 349 | 413 | 129 | 542 | −104 | − 89 | −193 |
| 1959 | 351 | 40 | 391 | 448 | 150 | 598 | − 97 | −110 | −207 |
| 1960 | 375 | 45 | 420 | 462 | 165 | 627 | − 87 | −120 | −207 |
| 1961 | 435 | 47 | 482 | 459 | 183 | 642 | − 24 | −136 | −160 |
| 1962 | 512 | 50 | 562 | 419 | 186 | 605 | + 93 | −136 | − 43 |
| 1963 | 549 | 60 | 609 | 388 | 197 | 585 | +161 | −137 | + 24 |
| 1964 | 590 | 72 | 662 | 481 | 231 | 712 | +109 | −159 | − 50 |
| 1965 | 660 | 87 | 747 | 531 | 248 | 779 | +129 | −161 | − 32 |
| 1966 | 730 | 110 | 840 | 631 | 269 | 900 | + 99 | −159 | − 60 |

SOURCE: BFS.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 27

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DE LA BALANCE DU COMMERCE DES MARCHANDISES ET DES INVISIBLES

| | États-Unis | | Royaume-Uni | | Autres pays | | Tous pays | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1965 | 1966 | 1965 | 1966 | 1965 | 1966 | 1965 | 1966 |
| | (millions de dollars) | | | | | | | |
| Exportations de marchandises (chiffres rectifiés) | 4,993 | 6,241 | 1,184 | 1,133 | 2,568 | 2,896 | 8,745 | 10,270 |
| Importations de marchandises (chiffres rectifiés) | 6,034 | 7,166 | 624 | 635 | 1,969 | 2,089 | 8,627 | 9,890 |
| Balance des échanges | −1,041 | −925 | +560 | +498 | +599 | +807 | +118 | +380 |
| Recettes invisibles | 1,813 | 1,903 | 371 | 391 | 535 | 658 | 2,719 | 2,952 |
| Versements invisibles | 2,684 | 2,960 | 421 | 433 | 815 | 922 | 3,920 | 4,315 |
| Balance des opérations invisibles | −871 | −1,057 | − 50 | − 42 | −280 | −264 | −1,201 | −1,363 |
| Recettes courantes globales | 6,806 | 8,144 | 1,555 | 1,524 | 3,103 | 3,554 | 11,464 | 13,222 |
| Versements courants globaux | 8,718 | 10,126 | 1,045 | 1,068 | 2,784 | 3,011 | 12,547 | 14,205 |
| Balance du compte courant | −1,912 | −1,982 | +510 | +456 | +319 | +543 | −1,083 | −983 |

SOURCE: BFS.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 28

BALANCE DES PAIEMENTS DU COMPTE COURANT: MARCHANDISES ET INVISIBLES (1946–1966)

| | Commerce des marchandises | Transactions invisibles | Balance au compte courant |
|---|---|---|---|
| | (en millions de dollars) | | |
| 1946 | +571 | −208 | +363 |
| 1947 | +188 | −139 | + 49 |
| 1948 | +432 | + 19 | +451 |
| 1949 | +293 | −116 | +177 |
| 1950 | + 7 | −326 | −319 |
| 1951 | −151 | −361 | −512 |
| 1952 | +485 | −298 | +187 |
| 1953 | − 60 | −388 | −448 |
| 1954 | + 18 | −442 | −424 |
| 1955 | −211 | −476 | −687 |
| 1956 | −728 | −644 | −1,372 |
| 1957 | −594 | −857 | −1,451 |
| 1958 | −176 | −961 | −1,137 |
| 1959 | −421 | −1,066 | −1,487 |
| 1960 | −148 | −1,085 | −1,233 |
| 1961 | +173 | −1,101 | −928 |
| 1962 | +184 | −1,014 | −830 |
| 1963 | +503 | −1,024 | −521 |
| 1964 | +701 | −1,125 | −424 |
| 1965 | +118 | −1,201 | −1,083 |
| 1966 | +380 | −1,363 | −983 |

SOURCE: BFS.

## TABLEAU DE RÉFÉRENCE 29

## PAIEMENTS INTERNATIONAUX: MOUVEMENTS DE CAPITAUX

| — | 1961 | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 | 1966 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | 1er T | 2e T | 3e T | 4e T |
| | (millions de dollars) | | | | | | | | | |
| Placements directs au Canada | +560 | +505 | +280 | +270 | +405 | +660 | +120 | +190 | +145 | +205 |
| Placements directs à l'étranger | − 80 | −105 | −135 | − 95 | −125 | + 10 | − 15 | − 40 | + 90 | − 25 |
| Valeurs canadiennes— | | | | | | | | | | |
| Ventes de bons et d'obligations en cours | + 61 | + 64 | + 39 | + 77 | + 62 | − 99 | − 11 | − 24 | − 50 | − 14 |
| Ventes d'actions ordinaires et privilégiées en cours | + 39 | −115 | −170 | − 98 | −264 | −131 | − 13 | − 42 | − 33 | − 43 |
| Nouvelles émissions | +548 | +729 | +984 | +1,100 | +1,209 | +1,448 | +583 | +358 | +291 | +216 |
| Remboursements | −301 | −319 | −404 | −382 | −382 | −504 | −112 | −152 | − 90 | −150 |
| Valeurs étrangères (total) | − 35 | − 65 | + 22 | − 52 | − 84 | −357 | − 70 | − 90 | −114 | − 83 |
| Prêts et souscriptions de capitaux par le gouvernement du Canada: | | | | | | | | | | |
| Avances, etc. | − 8 | − 22 | − 18 | − 10 | − 14 | − 20 | − 6 | − 3 | − 9 | − 2 |
| Remboursements au Canada | + 38 | +129 | + 25 | + 10 | + 10 | + 24 | + 2 | + 2 | + 1 | + 19 |
| Traité du Columbia, net | — | — | — | + 52 | + 32 | + 32 | — | — | — | + 32 |
| Autres opérations de capitaux à long terme | +108 | −113 | + 14 | − 54 | −136 | −114 | − 29 | + 15 | − 34 | − 66 |
| Changement des avoirs en dollars canadiens détenus par des étrangers: | | | | | | | | | | |
| Dépôts | + 33 | − 10 | + 43 | + 28 | + 31 | + 11 | − 15 | − 7 | + 20 | + 13 |
| Obligations du gouvernement du Canada payables à vue [1] | − 2 | − 4 | + 1 | — | + 2 | + 5 | − 6 | − 2 | + 5 | + 8 |
| Bons du Trésor canadiens | − 58 | + 4 | − 27 | − 16 | + 12 | − 15 | − 8 | — | + 2 | − 9 |
| Effets commerciaux canadiens | + 95 | +119 | − 23 | − 11 | + 10 | − 2 | − 12 | − 5 | + 10 | + 5 |
| Effets financiers canadiens | | | + 93 | +196 | −162 | − 9 | + 23 | − 5 | − 55 | + 28 |
| Autres obligations de sociétés canadiennes de financement | | | + 35 | + 52 | +209 | +153 | + 34 | − 12 | + 44 | + 87 |
| Soldes bancaires et autres fonds à court terme à l'étranger | +140 | + 93 | −258 | −528 | +138 | −587 | −165 | − 9 | −299 | −114 |
| Toutes autres opérations | + 80 | + 95 | +166 | +246 | +287 | +119 | − 33 | + 39 | −125 | +238 |
| **Mouvement net de capitaux** (à l'exclusion des postes monétaires ci-dessous) | **+1,218** | **+985** | **+667** | **+787** | **+1,240** | **+624** | **+267** | **+213** | **−201** | **+345** |
| Mouvements monétaires officiels sous forme de: | | | | | | | | | | |
| Changement des avoirs officiels en or et en devises étrangères | +229 | +537 | + 60 | + 86 | − 11 | −462 | −166 | −181 | −105 | − 10 |
| Changement dans le solde net à l'égard du FMI | + 61 | −378 | + 86 | +277 | +168 | +103 | + 28 | + 64 | + 20 | − 9 |
| Autre aide financière internationale spéciale | — | − 4 | — | — | — | — | — | — | — | — |

[1] Billets à vue des organismes de placement internationaux autres que le FMI et le *Trust and Deposit Account of U.S. Government* à l'égard du gouvernement du Canada.

SOURCE: BFS.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 30

NOUVELLES ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS DU CANADA VENDUES AUX RÉSIDENTS DES ÉTATS-UNIS

| Période | Offres | Livraisons | Non livrées[1] |
|---|---|---|---|
| | (en millions de dollars) | | |
| 1965— | | | |
| 1er T. | 344 | 263 | 132 |
| 2e T. | 282 | 311 | 103 |
| 3e T. | 399 | 284 | 218 |
| 4e T. | 391 | 291 | 318 |
| 1966— | | | |
| 1er T. | 356 | 518 | 156 |
| 2e T. | 386 | 348 | 194 |
| 3e T. | 202 | 276 | 120 |
| 4e T. | 198 | 203 | 115 |

[1] A la fin de la période.

SOURCE: BFS.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 31

FINANCEMENT DU COMPTE BILATÉRAL DU CANADA AVEC LES ÉTATS-UNIS

| | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 |
|---|---|---|---|---|---|
| | (en millions de dollars) | | | | |
| Transactions avec les États-Unis (à l'exclusion des organismes financiers internationaux) | | | | | |
| Déficit du compte courant (à l'exclusion de l'or) | −1,247 | −1,310 | −1,780 | −2,050 | −2,107 |
| Entrées de capitaux provenant des États-Unis | +1,073 | + 829 | +1,639 | + 456 | + 799 |
| **Montant net qui doit être financé par d'autres transactions** | **− 174** | **− 481** | **− 141** | **−1,594** | **−1,308** |
| Autres transactions— | | | | | |
| Excédent du compte courant avec les autres pays du monde | + 262 | + 635 | +1,211 | + 829 | + 999 |
| Mouvement des capitaux nets provenant (+) des autres pays du monde ou vers (−) ces pays | − 88 | − 162 | − 852 | + 784 | − 175 |
| Nouvelle production d'or disponible aux fins d'exportation | + 155 | + 154 | + 145 | + 138 | + 125 |
| Augmentation (−) des avoirs canadiens d'or et de devises étrangères | − 533 | − 60 | − 86 | + 11 | + 462 |
| Changement dans la situation du Canada à l'égard du Fonds monétaire international[1] | + 378 | − 86 | − 277 | − 168 | − 103 |
| **Financement total** | **+ 174** | **+ 481** | **+ 141** | **+1,594** | **+1,308** |

[1] L'amélioration (−) de la situation du Canada représente le versement net de ressources au FMI.

SOURCE: BFS.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 32

AVOIRS OFFICIELS EN OR ET EN DEVISES ÉTRANGÈRES

| Fin de période | Or | Dollars des É.-U. | Total |
|---|---|---|---|
| | (en millions de dollars des É.-U.) | | |
| 1965—Janvier | 1,036.0 | 1,632.2 | 2,668.2 |
| Février | 1,040.6 | 1,608.1 | 2,648.7 |
| Mars | 1,044.1 | 1,510.0 | 2,554.1 |
| Avril | 1,044.7 | 1,521.8 | 2,566.5 |
| Mai | 1,081.4 | 1,417.3 | 2,498.7 |
| Juin | 1,089.1 | 1,391.0 | 2,480.1 |
| Juillet | 1,096.3 | 1,395.2 | 2,491.5 |
| Août | 1,104.0 | 1,494.0 | 2,598.0 |
| Septembre | 1,111.9 | 1,502.2 | 2,614.1 |
| Octobre | 1,123.7 | 1,520.1 | 2,643.8 |
| Novembre | 1,137.5 | 1,543.6 | 2,681.1 |
| Décembre | 1,150.8 | 1,513.7 | 2,664.5 |
| 1966—Janvier | 1,112.8 | 1,449.6 | 2,562.4 |
| Février | 1,076.5 | 1,471.1 | 2,547.6 |
| Mars | 1,085.6 | 1,424.2 | 2,509.8 |
| Avril | 1,096.0 | 1,373.1 | 2,469.1 |
| Mai | 1,060.7 | 1,351.5 | 2,412.2 |
| Juin | 1,024.2 | 1,317.6 | 2,341.8 |
| Juillet | 986.2 | 1,329.2 | 2,315.4 |
| Août | 996.7 | 1,284.3 | 2,281.0 |
| Septembre | 1,008.7 | 1,235.6 | 2,244.3 |
| Octobre | 1,020.5 | 1,202.7 | 2,223.2 |
| Novembre | 1,033.7 | 1,208.4 | 2,242.1 |
| Décembre | 1,045.6 | 1,190.3 | 2,235.9 |
| 1967—Janvier | 1,055.9 | 1,182.3 | 2,238.2 |
| Février | 1,069.6 | 1,124.6 | 2,194.2 |
| Mars | 1,083.5 | 1,119.9 | 2,203.4 |
| Avril | 1,042.3 | 1,145.9 | 2,188.2 |

SOURCE: Ministère des Finances.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 33

CHANGEMENTS DES AVOIRS DU FMI EN DOLLARS CANADIENS EN 1966

| | | | Millions de dollars américains |
|---|---|---|---|
| Avoirs du FMI en dollars canadiens fin 1965 | | | 246.6 |
| (moins) Rachats par le Canada (net) | — | | |
| Prélèvements de dollars canadiens par d'autres pays (net) | 47.6 | | |
| | | 47.6 | |
| (plus) Souscription de 75 p. 100 de l'augmentation de la quote-part | 142.5 | | |
| Montant emprunté du Canada selon les arrangements généraux | — | | |
| | | 142.5 | |
| Changement net en 1966 | | | 94.9 |
| Avoirs du FMI à la fin de 1966 | | | 341.5 |

SOURCE: Ministère des Finances.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 34

FLUCTUATION NETTE DES TITRES[1] ET DES PRÊTS BANCAIRES[2] EN COURS (ANNÉES CIVILES)

(En millions de dollars)

| — | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 | 1965 | | 1966 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | 1er semestre | 2e semestre | 1er semestre | 2e semestre |
| Gouvernement du Canada | 827 | 457 | — 52 | 430 | —529 | 477 | —387 | 877 |
| Gouvernements provinciaux-titres[3] | 901 | 947 | 728 | 1,016 | 460 | 269 | 612 | 404 |
| Titres spéciaux non négociables[4] | | | | 462 | | | 185 | 277 |
| Prêts | 19 | —18 | 29 | 42 | — 17 | 46 | — 43 | 85 |
| Total | 920 | 929 | 757 | 1,520 | 443 | 315 | 754 | 766 |
| Municipalités | | | | | | | | |
| Titres[5] | 334 | 401 | 215 | 247 | 101 | 114 | 170 | 77 |
| Prêts | 57 | 62 | 158 | 93 | 42 | 116 | 24 | 69 |
| Total | 391 | 463 | 373 | 340 | 143 | 230 | 194 | 146 |
| **Tous gouvernements** | **2,138** | **1,849** | **1,078** | **2,290** | **57** | **1,022** | **561** | **1,729** |
| Emprunteurs privés au Canada | | | | | | | | |
| Obligations de sociétés | 582 | 761 | 1,198 | 922 | 642 | 556 | 681 | 241 |
| Autres obligations | 30 | 11 | 39 | 33 | 19 | 20 | 14 | 18 |
| Actions de sociétés | —49 | 332 | 459 | 495 | 265 | 194 | 314 | 182 |
| Effets de commerce | 123 | 305 | —272 | 105 | 121 | —393 | 227 | —123 |
| Prêts bancaires aux entreprises commerciales et aux sociétés de financement à tempérament | 334 | 572 | 925 | 292 | 581 | 344 | 196 | 96 |
| Prêts remboursables sur demande et au jour le jour | —44 | 5 | 56 | 77 | —36 | 92 | —1 | 78 |
| Autres prêts bancaires[6] | 234 | 417 | 661 | 320 | 417 | 244 | 155 | 165 |
| **Total (secteur privé)** | **1,210** | **2,403** | **3,066** | **2,244** | **2,009** | **1,057** | **1,586** | **657** |
| **Grand total** | **3,348** | **4,252** | **4,144** | **4,534** | **2,066** | **2,079** | **2,147** | **2,386** |

(1) Y compris les titres payables en devises étrangères.

(2) Sans les prêts de banques étrangères.

(3) Y compris les titres garantis par les provinces.

(4) Titres non négociables vendus par les provinces au Fonds de placement du régime de pensions du Canada.

(5) Rentrées d'environ 170 millions de dollars du régime de rentes du Québec mis à la disposition de la Caisse de dépôts et de placements du Québec pour placement principalement en titres négociables. Une grande partie de ces rentrées ont été placées dans des titres provinciaux et municipaux.

(6) Y compris les prêts aux marchands de grains, aux particuliers, aux agriculteurs, aux institutions et les prêts couvrant des hypothèques assurées et des obligations d'épargne du Canada.

## TABLEAU DE RÉFÉRENCE 35
## ACTIF DES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS[1]

| | 1964 | 1965 | | | | 1966 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 31 décembre | 31 mars | 30 juin | 30 septembre | 31 décembre | 31 mars | 30 juin | 30 septembre | 31 décembre[2] |
| | (en millions de dollars) | | | | | | | | |
| Prêts: | | | | | | | | | |
| Prêts à vue au Canada | 253 | 167 | 213 | 266 | 251 | 169 | 248 | 268 | 278 |
| Prêts au jour le jour et prêts à court terme | 150 | 165 | 154 | 203 | 208 | 172 | 207 | 227 | 285 |
| Sociétés de financement des ventes à tempérament | 299 | 288 | 357 | 425 | 527 | 408 | 435 | 359 | 424 |
| Autres sociétés commerciales | 5,757 | 6,051 | 6,469 | 6,618 | 6,609 | 6,770 | 7,032 | 7,141 | 7,106 |
| Particuliers | 2,665 | 2,725 | 2,875 | 2,928 | 3,153 | 3,128 | 3,170 | 3,165 | 3,382 |
| Institutions à but non lucratif | 262 | 246 | 268 | 269 | 285 | 283 | 299 | 297 | 313 |
| Provinces | 30 | 14 | 13 | 35 | 59 | 15 | 16 | 122 | 101 |
| Municipalités | 363 | 465 | 405 | 446 | 521 | 642 | 545 | 562 | 614 |
| | 9,779 | 10,121 | 10,754 | 11,190 | 11,613 | 11,587 | 11,952 | 12,141 | 12,503 |
| Hypothèques | 3,941 | 4,127 | 4,383 | 4,641 | 4,748 | 4,842 | 4,954 | 5,049 | 5,115 |
| Obligations de gouvernements | | | | | | | | | |
| Bons du Trésor du gouvernement du Canada | 1,775 | 1,797 | 1,747 | 1,825 | 1,984 | 1,917 | 1,936 | 1,922 | 1,980 |
| Obligations du gouvernement du Canada | 5,565 | 5,536 | 5,693 | 5,584 | 5,692 | 5,705 | 5,632 | 5,788 | 5,911 |
| Obligations provinciales | 660 | 684 | 686 | 642 | 637 | 624 | 598 | 593 | 611 |
| Obligations municipales | 489 | 514 | 511 | 497 | 496 | 494 | 479 | 493 | 483 |
| | 8,469 | 8,531 | 8,637 | 8,548 | 8,809 | 8,740 | 8,645 | 8,796 | 8,985 |
| Autres titres | | | | | | | | | |
| Billets à court terme[3] | 191 | 361 | 396 | 296 | 211 | 342 | 312 | 327 | 289 |
| Obligations et actions de la Banque d'expansion industrielle | 213 | 219 | 226 | 229 | 240 | 248 | 262 | 270 | 282 |
| Autres obligations de sociétés | 737 | 752 | 780 | 803 | 805 | 835 | 850 | 870 | 850 |
| Actions | 123 | 124 | 139 | 134 | 130 | 131 | 133 | 136 | 138 |
| | 1,264 | 1,456 | 1,541 | 1,462 | 1,386 | 1,556 | 1,557 | 1,603 | 1,559 |
| Avoirs à l'étranger (nets) | 101 | 168 | 29 | 3 | −58 | −70 | −21 | 69 | 251 |
| Autres éléments d'actif | 1,817 | 1,734 | 1,784 | 1,740 | 1,975 | 1,808 | 2,179 | 2,099 | 2,319 |
| **Total** | **25,371** | **26,137** | **27,128** | **27,584** | **28,473** | **28,463** | **29,266** | **29,757** | **30,732** |

[1] Y compris les banques à charte, les banques d'épargne du Québec, les sociétés de fiducie et les sociétés de prêt, mais non les coopératives de crédit et les caisses populaires.
[2] Chiffres estimatifs.
[3] Sociétés de financement des ventes et autres sociétés.
SOURCE: BFS et Banque du Canada.

## TABLEAU DE RÉFÉRENCE 36

## PASSIF DES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS[1]

| | 1964 | 1965 | | | | 1966 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 31 décembre | 31 mars | 30 juin | 30 septembre | 31 décembre | 31 mars | 30 juin | 30 septembre | 31 décembre[2] |
| | (en millions de dollars) | | | | | | | | |
| Billets de la Banque du Canada | 2,026 | 1,938 | 2,053 | 2,071 | 2,153 | 2,092 | 2,246 | 2,248 | 2,296 |
| Comptes de chèques: | | | | | | | | | |
| Gouvernement du Canada | 773 | 683 | 674 | 518 | 920 | 607 | 537 | 485 | 969 |
| Gouvernements provinciaux[3] | 204 | 267 | 360 | 344 | 344 | 366 | 381 | 351 | 303 |
| Autres institutions financières | 125 | 120 | 143 | 157 | 225 | 153 | 151 | 162 | 180 |
| Autres résidents canadiens[4] | 14,919 | 14,940 | 15,377 | 15,770 | 15,985 | 16,000 | 16,510 | 16,823 | 17,114 |
| **Total des comptes de chèques** | **16,021** | **16,010** | **16,554** | **16,789** | **17,474** | **17,126** | **17,579** | **17,821** | **18,566** |
| Autres dépôts et passif-dépôt: | | | | | | | | | |
| Comptes à vue autres que comptes de chèques | 710 | 736 | 771 | 752 | 764 | 780 | 760 | 752 | 739 |
| Dépôts à terme, C.P.G., obligations et certificats | 2,516 | 2,804 | 2,908 | 2,977 | 3,058 | 3,291 | 3,388 | 3,498 | 3,534 |
| Autres dépôts exigibles sur préavis | 1,505 | 1,818 | 2,031 | 2,186 | 2,044 | 2,172 | 2,268 | 2,350 | 2,346 |
| **Total global des autres comptes** | **4,731** | **5,358** | **5,710** | **5,915** | **5,866** | **6,243** | **6,416** | **6,600** | **6,619** |
| Dépôts et passif-dépôt de non-résidents[5] | 288 | 239 | 223 | 207 | 229 | 208 | 214 | 217 | 244 |
| Total des dépôts et de passif-dépôt | 20,980 | 21,607 | 22,487 | 22,911 | 23,569 | 23,577 | 24,209 | 24,638 | 25,429 |
| Part de propriétaire des actionnaires | 1,724 | 1,757 | 1,774 | 1,800 | 1,851 | 1,857 | 1,857 | 1,879 | 1,910 |
| Tous autres éléments de passif | 641 | 835 | 814 | 802 | 900 | 937 | 954 | 992 | 1,097 |
| **Total** | **25,371** | **26,137** | **27,128** | **27,584** | **28,473** | **28,463** | **29,266** | **29,757** | **30,732** |

[1] Y compris les banques à charte, les banques d'épargne du Québec, les compagnies de fiducie et les compagnies de prêts. Les coopératives de crédit et les caisses populaires sont exclues.
[2] Estimation.
[3] Y compris les dépôts autres que comptes de chèques.
[4] Y compris les comptes à vue et les comptes d'épargne des banques à charte ainsi que les comptes de chèques à vue des sociétés de fiducie et des sociétés de prêts.
[5] Y compris les dépôts en dollars canadiens confiés aux banques à charte par des banques étrangères, ainsi que les exigibilités en devises étrangères de la Banque du Canada.

SOURCE: BFS et Banque du Canada.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 37
ACTIF DES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS[1]

| | 1964 | 1965 | | | | 1966 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 31 décembre | 31 mars | 30 juin | 30 septembre | 31 décembre | 31 mars | 30 juin | 30 septembre | 31 décembre |
| | (Répartition — pourcentages) | | | | | | | | |
| Prêts: | | | | | | | | | |
| Prêts au jour le jour au Canada | 1.00 | 0.64 | 0.78 | 0.96 | 0.88 | 0.59 | 0.85 | 0.90 | 0.90 |
| Prêts sur demande et à court terme | 0.59 | 0.63 | 0.57 | 0.74 | 0.73 | 0.60 | 0.71 | 0.76 | 0.93 |
| Sociétés de financement des ventes à tempérament | 1.18 | 1.10 | 1.31 | 1.54 | 1.85 | 1.43 | 1.49 | 1.21 | 1.38 |
| Autres sociétés commerciales | 22.69 | 23.15 | 23.85 | 23.99 | 23.21 | 23.79 | 24.03 | 24.00 | 23.12 |
| Particuliers | 10.51 | 10.43 | 10.60 | 10.61 | 11.07 | 10.99 | 10.83 | 10.63 | 11.00 |
| Institutions sans but lucratif | 1.03 | 0.94 | 0.99 | 0.98 | 1.00 | 1.00 | 1.02 | 1.00 | 1.02 |
| Provinces | 0.12 | 0.05 | 0.05 | 0.13 | 0.21 | 0.05 | 0.05 | 0.41 | 0.33 |
| Municipalités | 1.43 | 1.78 | 1.49 | 1.62 | 1.83 | 2.26 | 1.86 | 1.89 | 2.00 |
| | 38.55 | 38.72 | 39.64 | 40.57 | 40.78 | 40.71 | 40.84 | 40.80 | 40.68 |
| Hypothèques | 15.53 | 15.79 | 16.16 | 16.82 | 16.67 | 17.01 | 16.93 | 16.97 | 16.64 |
| Obligations de gouvernements | | | | | | | | | |
| Bons du Trésor du gouvernement du Canada | 6.92 | 6.87 | 6.44 | 6.62 | 6.97 | 6.74 | 6.62 | 6.46 | 6.44 |
| Obligations du gouvernement du Canada | 21.93 | 21.18 | 20.99 | 20.24 | 19.99 | 20.04 | 19.24 | 19.45 | 19.24 |
| Obligations provinciales | 2.60 | 2.62 | 2.53 | 2.33 | 2.24 | 2.19 | 2.04 | 1.99 | 1.99 |
| Obligations municipales | 1.93 | 1.97 | 1.88 | 1.80 | 1.74 | 1.74 | 1.64 | 1.66 | 1.57 |
| | 33.38 | 32.64 | 31.84 | 30.99 | 30.94 | 30.71 | 29.54 | 29.56 | 29.24 |
| Autres titres | | | | | | | | | |
| Billets à court terme | 0.75 | 1.38 | 1.46 | 1.07 | 0.74 | 1.20 | 1.07 | 1.10 | 0.94 |
| Obligations et actions de la Banque d'expansion industrielle | 0.84 | 0.84 | 0.83 | 0.83 | 0.84 | 0.87 | 0.90 | 0.91 | 0.92 |
| Autres obligations de sociétés | 2.91 | 2.88 | 2.88 | 2.91 | 2.83 | 2.94 | 2.90 | 2.92 | 2.76 |
| Actions | 0.48 | 0.47 | 0.51 | 0.49 | 0.46 | 0.46 | 0.45 | 0.46 | 0.45 |
| | 4.98 | 5.57 | 5.68 | 5.30 | 4.87 | 5.47 | 5.32 | 5.39 | 5.07 |
| Avoirs à l'étranger | 0.40 | 0.64 | 0.10 | 0.01 | −0.20 | −0.25 | 0.07− | 0.23 | 0.82 |
| Autres éléments d'actif | 7.16 | 6.64 | 6.58 | 6.31 | 6.94 | 6.35 | 7.44 | 7.05 | 7.55 |
| **Total** | **100.00** | **100.00** | **100.00** | **100.00** | **100.00** | **100.00** | **100.00** | **100.00** | **100.00** |

[1] Voir les remarques au bas du tableau 35.

SOURCE: BFS et Banque du Canada.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 38

PASSIF DES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS

| | 1964 | 1965 | | | | 1966 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 31 décembre | 31 mars | 30 juin | 30 septembre | 31 décembre | 31 mars | 30 juin | 30 septembre | 31 décembre |
| | (Répartition = pourcentage) | | | | | | | | |
| Billets de la Banque du Canada | 7.99 | 7.42 | 7.57 | 7.51 | 7.56 | 7.35 | 7.67 | 7.55 | 7.47 |
| Comptes de chèques: | | | | | | | | | |
| Gouvernement du Canada | 3.05 | 2.61 | 2.48 | 1.88 | 3.23 | 2.13 | 1.84 | 1.63 | 3.15 |
| Gouvernements provinciaux | 0.80 | 1.02 | 1.32 | 1.25 | 1.12 | 1.28 | 1.30 | 1.18 | 0.99 |
| Autres institutions financières | 0.49 | 0.46 | 0.53 | 0.57 | 0.79 | 0.54 | 0.52 | 0.54 | 0.58 |
| Autres résidents canadiens | 58.80 | 57.16 | 56.68 | 57.17 | 56.14 | 56.21 | 56.41 | 56.54 | 55.69 |
| **Total des comptes de chèques** | **63.14** | **61.25** | **61.02** | **60.87** | **61.37** | **60.17** | **60.07** | **59.89** | **60.41** |
| Autres dépôts et passif-dépôt: | | | | | | | | | |
| Comptes à vue, autres que comptes de chèques | 2.80 | 2.82 | 2.84 | 2.73 | 2.68 | 2.74 | 2.60 | 2.53 | 2.41 |
| Dépôts à terme, C.P.G., obligations et certificats à tempérament | 9.92 | 10.73 | 10.72 | 10.79 | 10.74 | 11.56 | 11.57 | 11.75 | 11.50 |
| Autres dépôts exigibles sur préavis | 5.93 | 6.96 | 7.49 | 7.92 | 7.18 | 7.63 | 7.75 | 7.90 | 7.63 |
| **Total global des autres comptes** | **18.65** | **20.51** | **21.05** | **21.44** | **20.60** | **21.93** | **21.92** | **22.18** | **21.54** |
| Dépôts et passif-dépôt de non-résidents | 0.90 | 0.91 | 0.82 | 0.75 | 0.81 | 0.73 | 0.73 | 0.73 | 0.79 |
| Total des dépôts et du passif-dépôt | 82.69 | 82.67 | 82.89 | 83.06 | 82.78 | 82.83 | 82.72 | 82.80 | 82.74 |
| Part de propriétaire des actionnaires | 6.79 | 6.72 | 6.54 | 6.52 | 6.50 | 6.53 | 6.35 | 6.32 | 6.22 |
| Tous autres éléments de passif | 2.53 | 3.19 | 3.00 | 2.91 | 3.16 | 3.29 | 3.26 | 3.33 | 3.57 |
| **Total** | **100.00** | **100.00** | **100.00** | **100.00** | **100.00** | **100.00** | **100.00** | **100.00** | **100.00** |

(1) Voir notes au bas du tableau 36.

SOURCES: BFS et Banque du Canada.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 39

TAUX D'INTÉRÊT REPRÉSENTATIFS—1965 à 1967

| | Émetteur | Genre de placement | Échéance | 1965 | 1966 | | | | 1967 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Déc. | Mars | Juin | Sept. | Déc. | Mars |
| Taux représentatifs du marché de l'argent à court terme.... | Banques à charte..... | Dépôts à terme..... | 30 jours | 5.25 | 5.37 | 5.50 | 5.85 | 6.36 | 5.00 |
| | | | 90 jours | 5.63 | 5.63 | 5.75 | 5.90 | 6.31 | 5.00 |
| | | | 1 an | 5.63 | 5.50 | 5.75 | 5.75 | 5.50 | 5.75 |
| | | Dépôts d'échange..... | 30 jours | 5.45 | 4.79 | 5.50 | 5.20 | 5.92 | 4.57 |
| | | | 90 jours | 5.75 | 5.36 | 5.62 | 5.81 | 6.26 | 5.06 |
| | Sociétés de fiducie..... | Dépôts à terme..... | 30 jours | 5.50 | 5.37 | 5.62 | 5.75 | 5.62 | 4.75 |
| | | | 90 jours | 5.75 | 5.62 | 5.87 | 5.87 | 6.00 | 5.00 |
| | | | 1 an | 5.75 | 5.75 | 6.00 | 6.00 | 6.00 | 5.75 |
| | | Certificats de placement garanti (C.P.G.)..... | 30 jours | 5.38 | 5.38 | 5.30 | 5.37 | 5.40 | 4.68 |
| | | | 90 jours | 5.56 | 5.60 | 5.55 | 5.79 | 5.77 | 4.84 |
| | | | 1 an | 5.76 | 5.72 | 5.79 | 6.00 | 6.06 | 5.03 |
| | Sociétés de finance..... | Papier de finance de premier ordre..... | 30 jours | 5.87 | 5.90 | 6.03 | 6.08 | 5.20 | 5.10 |
| | | | 90 jours | 6.00 | 5.98 | 6.18 | 6.36 | 6.55 | 5.50 |
| | Sociétés commerciales..... | Papier de finance de premier ordre..... | 30 jours | 6.00 | 5.75 | 5.87 | 5.93 | 6.18 | 5.06 |
| | | | 90 jours | 6.00 | 5.87 | 6.06 | 6.18 | 6.43 | 5.31 |
| | | Acceptations bancaires..... | 30 jours | 4.95 | 5.10 | 5.35 | 5.65 | 6.05 | 4.85 |
| | | | 90 jours | 5.05 | 5.20 | 5.45 | 5.85 | 6.25 | 4.95 |
| | Banques à charte..... | Prêts au jour le jour..... | Sur demande | 3.63 | 5.10 | 4.73 | 4.68 | 4.42 | 4.16 |
| | Gouvernement du Canada.... | Bons du Trésor..... | 91 jours | 4.54 | 5.06 | 5.00 | 5.01 | 4.96 | 4.13 |
| Taux représentatifs des obligations..... | Gouvernement du Canada.... | Obligations à court terme..... | 0–3 ans | 4.95 | 5.17 | 5.09 | 5.40 | 5.31 | 4.28 |
| | | Obligations à long terme..... | au-delà de 10 ans | 5.40 | 5.58 | 5.66 | 5.75 | 5.76 | 5.48 |
| | Provinces..... | Obligations à long terme..... | — | 5.90 | 6.03 | 6.14 | 6.51 | 6.63 | 6.18 |
| | Municipalités..... | Obligations à long terme..... | — | 6.03 | 6.28 | 6.31 | 6.80 | 6.73 | 6.40 |
| | Sociétés..... | Obligations à long terme..... | — | 6.05 | 6.22 | 6.30 | 6.83 | 6.83 | 6.65 |

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 40

FONDS HYPOTHÉCAIRES BRUTS ENGAGÉS PAR LA SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT ET PAR LES INSTITUTIONS PRIVÉES

| — | 1961 | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | (en millions de dollars) | | | | | |
| **Prêts hypothécaires approuvés en vertu de la loi nationale sur l'habitation** | | | | | | |
| Prêts directs de la SCHL[1] | | | | | | |
| Simples | 225 | 152 | 253 | 312 | 367 | 401 |
| Multiples | 46 | 20 | 49 | 65 | 95 | 144 |
| Total | 271 | 172 | 302 | 377 | 462 | 545 |
| Prêts par l'entremise de prêteurs approuvés | | | | | | |
| Simples | 321 | 316 | 281 | 178 | 129 | 71 |
| Multiples | 132 | 96 | 104 | 175 | 191 | 120 |
| Total | 453 | 412 | 385 | 353 | 320 | 191 |
| **Total** | 724 | 584 | 687 | 730 | 782 | 736 |
| **Prêts hypothécaires conventionnels** | | | | | | |
| Bâtiments neufs | | | | | | |
| Simples | 174 | 187 | 250 | 294 | 354 | 290 |
| Multiples | 158 | 264 | 402 | 518 | 548 | 284 |
| Bâtiments existants | | | | | | |
| Simples | 215 | 256 | 306 | 443 | 540 | 373 |
| Multiples | 85 | 102 | 124 | 197 | 209 | 98 |
| Immeubles commerciaux et autres | 298 | 311 | 373 | 507 | 581 | 382 |
| **Total des prêts conventionnels** | 930 | 1,120 | 1,455 | 1,959 | 2,232 | 1,427 |
| **Grand total** | **1,654** | **1,704** | **2,142** | **2,689** | **3,014** | **2,163** |
| Dont: | | | | | | |
| Maisons simples résidentielles, neuves | 720 | 655 | 784 | 784 | 850 | 762 |
| Appartements résidentiels, etc. neufs | 336 | 380 | 555 | 758 | 834 | 548 |
| **Total des bâtiments neufs résidentiels** | 1,056 | 1,035 | 1,339 | 1,542 | 1,684 | 1,310 |

[1] En plus des prêts directs de la SCHL accordés seulement pour les nouvelles constructions, la SCHL, de 1964 à 1966, a aussi prêté 38 millions de dollars sur les constructions existantes.

SOURCE: SCHL et Banque du Canada.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 41

CRÉDIT À LA CONSOMMATION

| Montant non remboursé, corrigé des variations saisonnières | 1965 | | | | 1966 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Mars | Juin | Sept. | Déc. | Mars | Juin | Sept. | Déc. |
| | (en millions de dollars) | | | | | | | |
| Banques à charte | 1,899 | 2,003 | 2,118 | 2,207 | 2,291 | 2,264 | 2,335 | |
| Sociétés de financement des ventes | 1,057 | 1,071 | 1,101 | 1,139 | 1,165 | 1,167 | 1,199 | |
| Sociétés de crédit à la consommation | 938 | 976 | 1,003 | 1,032 | 1,069 | 1,100 | 1,133 | |
| Banques d'épargne du Québec | 17 | 18 | 17 | 16 | 15 | 16 | 17 | |
| Compagnies d'assurance-vie | 401 | 403 | 407 | 412 | 416 | 425 | 434 | |
| Détaillants[1] | 679 | 692 | 710 | 727 | 746 | 751 | 759 | |
| **Total** | 4,991 | 5,163 | 5,356 | 5,533 | 5,702 | 5,722 | 5,877 | |
| Autres détaillants[2] | 447 | 449 | 454 | 462 | 477 | 477 | n.d. | |
| Coopératives de crédit et caisses | n.d. | n.d. | n.d. | 7,058 | n.d. | n.d. | n.d. | n.d. |

n.d.-non disponible.

[1] Y compris les magasins à rayons, les magasins de meubles et d'articles ménagers et les services de vente à tempérament des vendeurs de véhicules à moteur.

[2] Y compris les services de carte de crédit des sociétés pétrolières.

SOURCE: Banque du Canada, Département des assurances, ministère des Finances, BFS et ministère de l'Agriculture.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 42

DÉTAILS DES NOUVELLES ÉMISSIONS ET DES REMBOURSEMENTS D'OBLIGATIONS NÉGOCIABLES, DIRECTES ET GARANTIES, DU GOUVERNEMENT DU CANADA ENTRE LE 1er JANVIER 1966 ET LE 31 MARS 1967

| Date d'émission ou de remboursement | Obligations échues | Montant (valeur au pair en millions de dollars) | Nouvelles obligations | Montant (valeur au pair en millions de dollars) | Changement net dans le total du montant en cours (Valeur au pair en millions de dollars) | Termes des nouvelles obligations | Prix au moment de l'émission (%) | Rendement au moment de l'émission (%) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **1966** | | | | | | | | |
| 3 janvier | CNR 3% Jan. 3, 1966 | 35 | — | — | − 35 | | | |
| | 3½% Fév. 1, 1966 | 330 | 4% Avril 1, 1967 | 170 | | 1 an 2 mois | 98.70 | 5.16 |
| | | | 5% Juillet 1, 1970 | 50 | − 30 | 4 ans 5 mois | 98.50 | 5.38 |
| | | | 5½% Août 1, 1980 | 80 | | 14 ans 6 mois | 100.00 | 5.50 |
| 1er février | 5% Oct. 15, 1987(1) | 3 | — | — | − 3 | | | |
| | 3½% Mai 1, 1966 | 325 | 4¼% Avril 1, 1967 | 155 | | 11 mois | 98.90 | 5.49 |
| | | | 5% Juillet 1, 1970 | 40 | 0 | 4 ans 2 mois | 98.00 | 5.54 |
| | | | 5½% Août 1, 1980 | 130 | | 14 ans 3 mois | 98.00 | 5.71 |
| 15 avril | 3% Sept. 1, 1966 | 245 | 4¼% Oct. 1, 1967 | 175 | | 1 an 1 mois | 98.60 | 5.60 |
| 1er mai | 3¾% Sept. 1, 1966 | 205 | 5¾% Oct. 1, 1969 | 250 | + 50 | 3 ans 1 mois | 99.63 | 5.88 |
| | | | 5¾% Sept. 1, 1992 | 75 | | 26 ans | 97.50 | 5.94 |
| 1er septembre | 5% Oct. 15, 1986(1) | 3 | — | — | − 3 | | | |
| | 4% Déc. 15, 1966 | 150 | 5½% Jan. 15, 1968 | 125 | | 1 an 1 mois | 99.60 | 5.88 |
| | 4½% Déc. 15, 1966 | 300 | 5¾% Déc. 15, 1970 | 300 | + 75 | 4 ans | 99.50 | 5.89 |
| | | | 5¾% Sept. 1, 1992 | 100 | | 25 ans 8½ mois | 97.50 | 5.94 |
| 15 octobre | CNR 5-% Jan. 1, 1985(2) | 1 | — | — | − 1 | | | |
| 15 décembre | CNR 5% Oct. 1, 1987(2) | 4 | — | — | − 4 | | | |
| 21 décembre | Totaux (Civile 1966) | 1,601 | | 1,650 | + 49 | | | |
| | CNR 2¾% Jan. 2, 1967 | 50 | — | — | − 50 | | | |
| **1967** | | | 5½% Sept. 1, 1975 | 70 | | 8 ans 8 mois | 98.63 | 5.70 |
| | | | 5½% Août 1, 1980 | 30 | +150 | 13 ans 6 mois | 98.00 | 5.71 |
| | | | 5¾% Sept. 1, 1992 | 50 | | 25 ans 7 mois | 100.75 | 5.69 |
| 2 janvier<br>1er février | Totaux (Année financière 1966–67) | 1,286 | | 1,500 | 214 | | | |

(1) Cette émission a été écoulée à New York et les obligations sont en partie rachetables au pair pour la caisse d'amortissement à chaque échéance d'intérêt, pour un montant de capital équivalent à deux millions et demi de dollars américains.

(2) Annulation des titres détenus par la Caisse des achats.

PARTIE II

# REVUE DES COMPTES DE L'ÉTAT, 1966-1967

TABLE DES MATIÈRES


| | PAGE |
|---|---|
| Introduction | 109 |
| Points saillants des opérations financières de l'État au cours de 1966–1967 | 110 |
| Comptes budgétaires | 113 |
| Recettes | 114 |
| Dépenses | 122 |
| Actif et passif, au 31 mars 1967 | 154 |
| Sommaire | 155 |
| Comptes de valeurs passives | 155 |
| Comptes de valeurs actives | 165 |
| Dette nette | 178 |
| Encaisse | 178 |
| La dette publique | 181 |
| Autres tableaux détaillés | 187 |

PARTIE II

# REVUE DES COMPTES DE L'ÉTAT

## 1966-1967

## INTRODUCTION

La présente Partie des documents budgétaires offre sous forme de sommaire une revue des comptes de l'État pour l'année financière 1966–1967. Bien que l'année financière de l'État se soit terminée le 31 mars, les livres doivent rester ouverts pendant quelque temps après cette date afin d'inscrire diverses écritures de rectification et de tenir compte de l'article 35 de la loi sur l'administration financière qui prévoit que, pendant trente jours après la fin de l'année financière, des paiements acquittant des dettes dûment imputables à l'année en question peuvent être effectués et imputés à l'année écoulée. Par conséquent les chiffres utilisés dans le présent rapport sont provisoires et sujets à révision. Lorsque les chiffres définitifs seront connus en juillet ou en août prochains, ils s'écarteront quelque peu de ceux qui figurent dans les pages suivantes.

En 1965–1966, en vue d'améliorer le service gouvernemental, on a apporté certains changements au contrôle et à la surveillance des fonctions d'un certain nombre de ministères, conformément à la loi sur les remaniements et transferts de fonctions dans le service public. En 1966–1967, pour mieux définir les nouvelles attributions et fonctions, on a changé les noms de certains ministères et créé de nouveaux ministères par la loi de 1966 sur l'organisation du gouvernement, entrée en vigueur le 1er octobre 1966 sur promulgation du gouverneur en conseil. Le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration porte maintenant le nom de ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration; le ministère des Forêts, celui de ministère des Forêts et de l'Aménagement rural; le ministère des Mines et Relevés techniques, celui de ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources; et le ministère du Nord canadien et des Ressources nationales, celui de ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. On a créé les nouveaux services suivants: celui du Registraire général, chargé de certaines fonctions autrefois assumées par le Conseil privé; celui du solliciteur général, chargé de fonctions autrefois remplies par le ministère de la Justice; et le Conseil du Trésor a été chargé de fonctions autrefois confiées au ministère des Finances et à la Commission de la fonction publique.

De même, la Commission du service civil est devenue la Commission de la fonction publique aux termes de la loi sur l'emploi dans la fonction publique entrée en vigueur le 13 mars 1967 sur promulgation du gouverneur en conseil, et on a institué un nouveau service, la Commission des relations de travail dans la fonction publique, chargé des négociations collectives dans la fonction publique sous l'empire de la loi sur les relations de travail dans la fonction publique, entrée en vigueur le 13 mars 1967, sur promulgation du gouverneur en conseil.

En outre, les fonctions, pouvoirs et attributions découlant de la loi sur la citoyenneté canadienne, autrefois assumés par le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, sont passés au Secrétariat d'État du Canada.

# POINTS SAILLANTS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ÉTAT AU COURS DE 1966-1967

La présente section porte sur les opérations financières de l'État en 1966-1967 et donne un résumé des opérations budgétaires et non budgétaires, des opérations relatives à la dette non échue, du changement de l'encaisse au cours de l'année financière et de l'état de l'encaisse et de la dette à la fin de l'année financière. On trouvera aux chapitres suivants de la présente revue de plus amples explications au sujet de ces opérations.

Le tableau suivant offre un état sommaire des opérations budgétaires et non budgétaires pour l'année financière 1966-1967, ainsi que les chiffres correspondants pour 1965-1966, et indique comment ces opérations influent sur les soldes en espèces de l'État.

TABLEAU 1

(en millions de dollars)

| Sommaire des opérations budgétaires et non budgétaires et des changements survenus dans l'encaisse | Année financière terminée le 31 mars | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | | 1966 | |
| **Opérations budgétaires—** | | | | |
| Recettes— | | | | |
| Fiscales | 7,436 | | 6,850 | |
| Non fiscales | 930 | | 846 | |
| | *8,366* | | *7,696* | |
| Dépenses— | | | | |
| Défense | 1,696 | | 1,595 | |
| Autres | 7,098 | | 6,140 | |
| | *8,794* | | *7,735* | |
| Déficit (−) | | −428 | | − 39 |
| **Opérations non budgétaires** (à l'exclusion des opérations relatives à la dette non échue)— | | | | |
| Recettes et crédits— | | | | |
| Remboursement de prêts temporaires consentis à la caisse de sécurité de la vieillesse | | | 25 | |
| Recettes nettes des comptes des rentes sur l'État, d'assurance et de pension | 938 | | 627 | |
| Remboursement des avances au Fonds des changes | 341 | | | |
| Compte du régime de pensions du Canada | 591 | | 89 | |
| Placement dans des valeurs spéciales des États-Unis—traité du fleuve Columbia | 32 | | 32 | |
| Augmentation des billets non productifs d'intérêt et payables à vue | 111 | | | |
| Autres | 454 | | 260 | |
| | *2,467* | | *1,033* | |
| Décaissements et charges— | | | | |
| Avances au Fonds des changes | | | 75 | |
| Compte de placement du régime de pensions du Canada | 581 | | 35 | |
| Prêts, placements et avances | 1,594 | | 853 | |
| Diminution des billets non productifs d'intérêt et payables à vue | | | 113 | |
| Autres | 583 | | 78 | |
| | *2,758* | | *1,154* | |
| Montant net requis pour des opérations non budgétaires | | −291 | | −121 |
| **Montant global des besoins en espèces à financer par une augmentation de la dette non échue ou par une diminution des soldes en espèces** | | −719 | | −160 |
| **Augmentation nette de la dette non échue envers le public** | | 711 | | 113 |
| **Augmentation ou diminution (−) nette des soldes bancaires au crédit du Receveur général** | | −8 | | −47 |

## Opérations budgétaires

Les recettes, les dépenses et le déficit budgétaires prévus dans l'exposé budgétaire du 29 mars 1966 et revisés le 19 décembre 1966, ainsi que les chiffres effectifs d'après l'estimation actuelle, figurent au tableau suivant:

TABLEAU 2
(en millions de dollars)

| Opérations budgétaires pour l'année financière 1966–1967 | Prévisions budgétaires 29 mars 1966 | Prévisions revisées 19 décembre 1966 | Chiffres effectifs (estimation) | Augmentation ou diminution (—) par rapport aux prévisions du 19 décembre 1966 | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Montant | Pourcentage |
| Recettes | 8,300 | 8,260 | 8,366 | 106 | 1.28 |
| Dépenses | 8,450 | 8,580 | 8,794 | 214 | 2.49 |
| Déficit | 150 | 320 | 428 | 108 | |

*Recettes*

Les recettes budgétaires de l'État pour l'année 1966–1967 sont de 8,366 millions de dollars, soit 106 millions ou 1¼ p. 100 de plus que le chiffre revisé de 8,260 millions prévu le 19 décembre 1966 et 670 millions ou 9 p. 100 de plus que le total perçu en 1965–1966.

Les recettes fiscales constituent 586 millions de dollars et les recettes non fiscales 84 millions de l'augmentation des recettes comparativement à 1965–1966.

Le produit de l'impôt sur le revenu dépasse de 350 millions de dollars, celui de la taxe de vente, de 118 millions et celui des droits de douane à l'importation de 92 millions le produit de 1965–1966.

*Dépenses*

Les dépenses budgétaires s'élèvent à 8,794 millions de dollars, soit 214 millions ou 2½ p. 100 de plus que le chiffre revisé de 8,580 millions prévu le 19 décembre 1966, et 1,059 millions ou 14 p. 100 de plus que les dépenses de 1965–1966.

Les dépenses consacrées à la défense, soit 1,696 millions de dollars, représentent 19 p. 100 des dépenses budgétaires globales, comparativement à 1,595 millions ou 21 p. 100 en 1965–1966; elles constituaient encore le poste le plus important.

Les dépenses purement civiles, au chiffre de 7,098 millions de dollars, contre 6,140 millions en 1965–1966, accusent une augmentation de 958 millions. Cette augmentation comprend surtout 77 millions au chapitre du service de la dette publique, la quote-part de 78 millions versée par le gouvernement fédéral aux provinces en vertu de la loi sur l'assurance hospitalisation et les services diagnostiques, les versements de 70 millions aux provinces en vertu de la loi sur l'assistance à la formation technique et professionnelle, les versements de 62 millions destinés au programme mondial d'alimentation, les subventions de 59 millions aux universités et 50 millions au chapitre des paiements fiscaux, subventions et autres versements aux provinces.

*Déficit*

Compte tenu de ces chiffres provisoires, les dépenses de 8,794 millions de dollars dépassent les recettes de 8,366 millions, ce qui aboutit à un déficit de 428 millions de dollars, contre un déficit de 320 millions prédit le 19 décembre 1966 et un déficit de 39 millions en 1965–1966.

95150—10½

## Opérations non budgétaires (à l'exclusion des opérations concernant la dette non échue)

Les opérations non budgétaires proviennent d'augmentations ou de diminutions dans les comptes de l'actif et du passif du gouvernement et elles n'entrent pas dans le calcul de l'excédent ou du déficit budgétaire annuel.

En 1966–1967, les décaissements et frais nets de 2,758 millions de dollars dépassent les recettes et crédits nets, qui s'établissent à 2,467 millions, exigeant une affectation nette de 291 millions de dollars. En 1965–1966, les décaissements et frais nets s'établissaient à 1,154 millions de dollars et les recettes et crédits nets à 1,033 millions, laissant une affectation nette de 121 millions de dollars.

*Caisse de sécurité de la vieillesse*

Les recettes de la Caisse, en 1966–1967, s'élèvent à 1,286 millions de dollars et représentent un excédent de 213 millions sur les paiements de 1,073 millions. En 1965–1966, les recettes étaient de 1,169 millions de dollars et les paiements, de 927 millions.

Les opérations du compte en 1966–1967, par rapport à celles de 1965–1966, s'établissent de la façon suivante:

| | Année financière terminée le 31 mars | |
|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 |
| | (en millions de dollars) | |
| Solde à la caisse au début de l'année | 217 | (1) −25 |
| Recettes | 1,286 | 1,169 |
| Paiements de pension | −1,073 | −927 |
| Solde à la caisse à la fin de l'année | 430 | 217 |

(1) Couverts par des prêts temporaires du ministre des Finances, qui ont été remboursés en 1965–1966.

*Compte du régime de pensions du Canada*

Les recettes dans ce compte en 1966–1967 se sont élevées à 600 millions et les déboursés à 9 millions. En 1965–1966, les recettes étaient de 95 millions et les déboursés de 6 millions.

Les opérations dans ce compte en 1966–1967 peuvent se comparer à celles de 1965–1966 de la façon suivante:

| | Année financière terminée le 31 mars | |
|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 |
| | (en millions de dollars) | |
| Solde dans le compte au début de l'année | 89 | |
| Recettes | 600 | 95 |
| Prestations | −9 | −6 |
| Solde dans le compte à la fin de l'année | 680 | 89 |

Le 31 mars 1967, le solde du compte comprenait un solde d'exploitation de 65 millions déposé auprès du gouvernement et des valeurs des gouvernements provinciaux, achetées sur les instructions des provinces, au montant de 613 millions, ainsi que des valeurs du gouvernement fédéral, au montant de 2 millions, figurant au compte de la Caisse de placement du régime de pensions du Canada.

## Opérations intéressant la dette non échue

Les opérations de 1966–1967 relatives à la dette non échue font augmenter de 711 millions de dollars la dette non échue et impayée envers le public. En 1965–1966, l'augmentation était de 113 millions de dollars.

## L'encaisse

Les soldes bancaires au crédit du receveur général, dans les dépôts courants, s'établissaient, au 31 mars 1967, à 8 millions de dollars de moins qu'au 31 mars 1966. Le déficit budgétaire de 428 millions plus des exigences non budgétaires de 291 millions ont été financés par une augmentation de 711 millions de la dette non échue et un prélèvement de 8 millions sur le solde bancaire du receveur général.

## La dette

Par suite de ces opérations budgétaires et non budgétaires, le 31 mars 1967 la dette publique brute avait augmenté de 2,867 millions pour se chiffrer à 30,350 millions, l'actif net aux livres, de 2,439 millions pour se chiffrer à 14,385 millions et la dette nette, de 428 millions pour se chiffrer à 15,971 millions.

## COMPTES BUDGÉTAIRES

Le total des recettes, qui s'élève à 8,366 millions de dollars pour l'année 1966–1967, dépassait de 670 millions celui de l'année financière précédente. Le total des dépenses, soit 8,794 millions de dollars, représente une augmentation de 1,059 millions sur celui de 1965–1966. Le déficit de l'année financière 1966–1967 s'établit à 428 millions de dollars contre 39 millions durant l'année précédente.

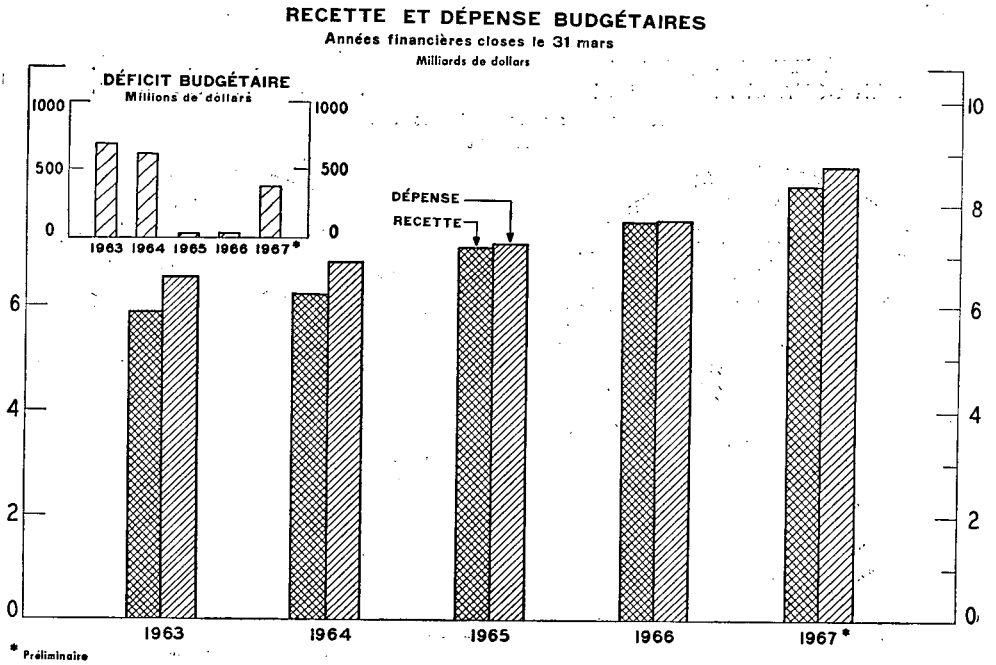


TABLEAU 3

RECETTES, DÉPENSES ET DÉFICIT BUDGÉTAIRES

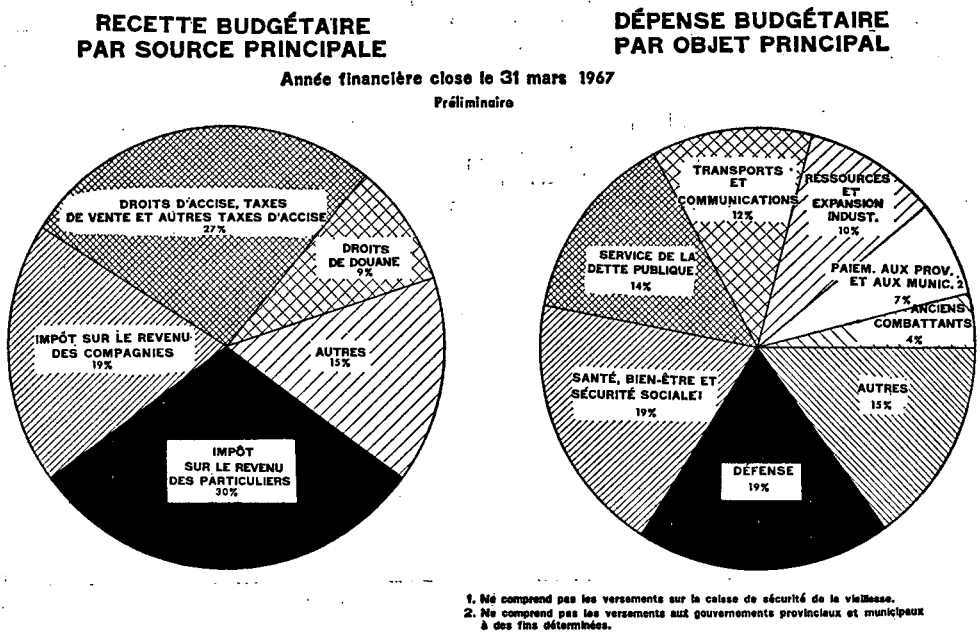
(en millions de dollars)

| ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS | Recettes budgétaires | Dépenses budgétaires | Déficit |
|---|---|---|---|
| 1958 | 5,048.8 | 5.087.4 | — 38.6 |
| 1959 | 4,754.7 | 5,364.0 | —609.3 |
| 1960 | 5,289.8 | 5,702.9 | —413.1 |
| 1961 | 5,617.7 | 5,958.1 | —340.4 |
| 1962 | 5,729.6 | 6,520.6 | —791.0 |
| 1963 | 5,878.7 | 6,570.3 | —691.6 |
| 1964 | 6,253.2 | 6,872.4 | —619.2 |
| 1965 | 7,180.3 | 7,218.3 | — 38.0 |
| 1966 | 7,695.8 | 7,734.8 | — 39.0 |
| 1967 (estimation) | 8,366.0 | 8,794.0 | —428.0 |

## RECETTES

Les recettes budgétaires de 1966–1967 sont de 8,366 millions de dollars, soit 670 millions ou 9 p. 100 de plus que le total de 7,696 millions perçu en 1965–1966. Les recettes fiscales, atteignant 7,436 millions, représentent 89 p. 100 de l'ensemble des recettes de l'année financière et les recettes non fiscales, de 930 millions, en représentent 11 p. 100.

Les postes les plus importants sont des augmentations de 330 millions de dollars provenant des impôts sur le revenu des particuliers, de 118 millions provenant des recettes de la taxe de vente, de 92 millions en droits de douane à l'importation et de 79 millions provenant du revenu des placements.




1. Ne comprend pas les versements sur la caisse de sécurité de la vieillesse.
2. Ne comprend pas les versements aux gouvernements provinciaux et municipaux à des fins déterminées.

TABLEAU 4

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES PAR SOURCES PRINCIPALES

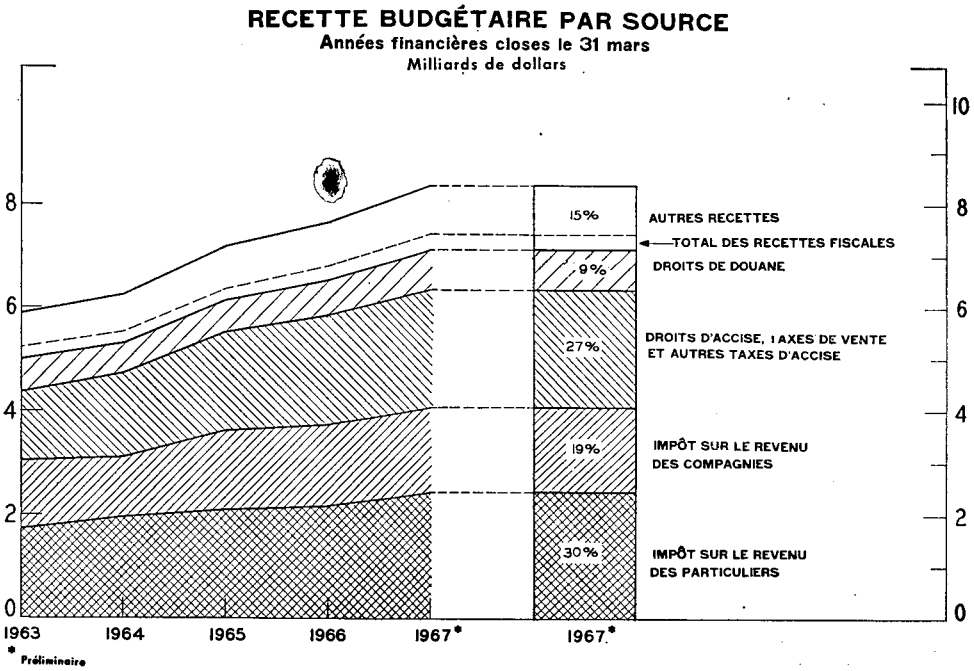
(en millions de dollars)

| SOURCE | Année financière terminée le 31 mars | | | | Augmentation ou Diminution (−) | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | | 1966 | | | |
| | Montant | Pourcentage | Montant | Pourcentage | Montant | Pourcentage |
| RECETTES FISCALES— | | | | | | |
| Impôt sur le revenu— | | | | | | |
| Des particuliers[1] | 2,472.0 | 29.6 | 2,142.5 | 27.8 | 329.5 | 15.4 |
| Des sociétés[1] | 1,593.0 | 19.0 | 1,606.6 | 20.9 | −13.6 | −0.8 |
| Sur les dividendes, intérêts, etc., allant à l'étranger | 204.0 | 2.4 | 170.0 | 2.2 | 34.0 | 20.0 |
| Taxes d'accise— | | | | | | |
| Taxes de vente[1][2] | 1,513.0 | 18.1 | 1,395.1 | 18.1 | 117.9 | 8.5 |
| Autres taxes | 315.0 | 3.8 | 296.2 | 3.9 | 18.8 | 6.3 |
| Droits de douane à l'importation | 777.0 | 9.3 | 685.5 | 8.9 | 91.5 | 13.3 |
| Droits d'accise | 461.0 | 5.5 | 445.9 | 5.8 | 11.1 | 3.4 |
| Impôt sur les biens transmis par décès[3] | 100.8 | 1.2 | 108.3 | 1.4 | −7.5 | −6.9 |
| Autres impôts | 0.2 | | 0.2 | | | |
| | *7,436.0* | *88.9* | *6,850.3* | *89.0* | *585.7* | *8.5* |
| RECETTES NON FISCALES— | | | | | | |
| Revenu de placements | 517.0 | 6.2 | 438.3 | 5.7 | 78.7 | 18.0 |
| Ministère des Postes— | | | | | | |
| Revenu postal net | 254.0 | 3.0 | 237.5 | 3.1 | 16.5 | 6.9 |
| Autres recettes non fiscales | 159.0 | 1.9 | 169.7 | 2.2 | −10.7 | −6.3 |
| | *930.0* | *11.1* | *845.5* | *11.0* | *84.5* | *10.0* |
| Total des recettes budgétaires | 8,366.0 | 100.0 | 7,695.8 | 100.0 | 670.2 | 8.7 |

| | 1966–1967 (estimation) | 1965–1966 |
|---|---|---|
| [1]Sans les impôts crédités | | |
| A la caisse de sécurité de la vieillesse— | | |
| Impôt sur le revenu des particuliers | 576.0 | 494.9 |
| Impôt sur le revenu des société | 150.0 | 152.3 |
| Taxe de vente | 560.0 | 522.1 |
| | 1,286.0 | 1,169.3 |
| Au régime de pensions du Canada— | | |
| Impôt sur le revenu des particuliers | 588.8 | 94.9 |

[2]Montant net après déduction des remboursements et drawbacks.

[3]Comprend les droits levés en vertu de la loi fédérale sur les droits successoraux.




RECETTES FISCALES

## Ententes fiscales entre le gouvernement fédéral et les provinces

Aux termes des ententes entrées en vigueur en 1962, le gouvernement fédéral s'est retiré en partie du domaine de l'imposition directe pour laisser ce champ libre aux provinces. Le gouvernement fédéral a offert de percevoir les impôts provinciaux sans frais, à condition que les impôts prélevés par les provinces sur les revenus des particuliers soient exprimés en un pourcentage de l'impôt fédéral sur les mêmes revenus et que l'impôt provincial sur le revenu des sociétés utilise une définition du revenu imposable des sociétés qui soit identique à la définition fédérale. Afin de faciliter le prélèvement des impôts provinciaux sur le revenu, la loi de l'impôt sur le revenu a été modifiée pour réduire de 16 p. 100 l'impôt payable en 1962 par les particuliers de toutes les provinces, de 17 p. 100 celui payable en 1963, de 18 p. 100 celui payable en 1964, de 21 p. 100 celui payable en 1965, de 24 p. 100 celui payable en 1966 et de 28 p. 100 celui payable en 1967. Pour 1965 et 1966, les réductions de l'impôt fédéral autrement payable dans la province de Québec étaient de 44 p. 100 et de 47 p. 100 respectivement; pour 1967, le chiffre correspondant était de 50 p. 100. Ces réductions plus élevées pour la province de Québec sont en compensation du fait que le versement des allocations aux jeunes et le coût global de certains programmes relevant conjointement des gouvernements fédéral et provinciaux dans les autres provinces ont été assumés par cette province. Pour les années 1962 à 1966, les taux de l'impôt fédéral sur le revenu imposable des sociétés ont été réduits de 9 points de pourcentage dans les provinces autres que le Québec et de 10 points de pourcentage dans le cas de l'impôt sur le revenu imposable gagné dans le Québec. Pour 1967, la réduction correspondante était de 10 p. 100 pour toutes les provinces. Le gouvernement fédéral a conclu des accords sur la perception des impôts, en vertu desquels il perçoit les impôts sur le revenu des particuliers prélevés par les provinces dans toutes les provinces, sauf le Québec, et les impôts sur le revenu des sociétés prélevés par les provinces dans toutes les provinces, sauf l'Ontario et le Québec.

Aux termes de ces accords, des paiements mensuels, calculés d'après une estimation des recettes fiscales de chaque province, sont versés aux provinces. Lorsque le montant exact des recettes est établi, ordinairement dans le mois de décembre qui suit la fin de l'année financière, les comptes avec les provinces sont régularisés.

En vertu des accords fiscaux de 1962–1967 le gouvernement fédéral a consenti à réduire de 50 p. 100 ses impôts sur les biens transmis par décès au cours des années financières 1962–1963 et 1963–1964, et de 75 p 100 durant les années financières de 1964–1965, 1965–1966 et 1966–1967, dans toutes les provinces qui prélèvent leurs propres impôts sur les biens transmis par décès. A une province qui n'est pas intéressée à percevoir à nouveau des impôts sur les biens transmis par décès, le gouvernement fédéral a consenti à verser 50 p. 100 des impôts fédéraux perçus sur les biens transmis par décès en 1962–1963 et 1963–1964, et 75 p. 100 en 1964–1965, 1965–1966 et 1966–1967. Au cours de 1962–1963, le Québec et l'Ontario ont prélevé leurs propres impôts sur les biens transmis par décès, tandis que les autres provinces recevaient un paiement au lieu de percevoir ces impôts. A compter de 1963–1964, la Colombie-Britannique s'est jointe à l'Ontario et au Québec pour prélever ses propres impôts sur les biens transmis par décès. Lorsque la diminution a été portée à 75 p. 100 en 1964–1965, la Colombie-Britannique a augmenté ses taux d'autant, mais le Québec et l'Ontario ont accepté, au lieu d'une réduction supplémentaire, un paiement correspondant à 25 p. 100 des impôts fédéraux perçus dans ces provinces sur les biens transmis par décès.

## Impôt sur le revenu des particuliers

En 1966-1967, l'impôt sur le revenu des particuliers est de nouveau la plus importante des recettes de l'État. Son rendement (à l'exclusion de l'impôt sur la sécurité de la vieillesse) est de 2,472 millions de dollars, soit 30 p. 100 de toutes les recettes budgétaires. L'augmentation de 330 millions de dollars, soit 15 p. 100 par rapport aux rentrées de 1965–1966, reflète principalement un accroissement, au cours de l'année, des revenus des particuliers et la suppression de la réduction d'impôt accordée en 1965 et son remplacement par une réduction moins élevée d'impôt pour 1966 et les années subséquentes, cette dernière étant d'ailleurs partiellement compensée par de plus fortes réductions provinciales. En plus de cette recette fédérale, on a affecté 697 millions de dollars au titre des accords de perception d'impôt conclus avec les provinces en vertu de la loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces. En 1965–1966, la recette fédérale de cette source s'élevait à 2,142 millions de dollars et en outre 529 millions de dollars avaient été imputés au compte des accords de perception de l'impôt provincial.

L'impôt sur le revenu des particuliers, perçu en vertu de la loi sur la sécurité de la vieillesse, et qui est crédité à la Caisse de la sécurité de la vieillesse, a rapporté 576 millions de dollars par rapport à 495 millions de dollars en 1965–1966. Le montant maximum payable par un particulier à titre de l'impôt de 4 p. 100 sur le revenu perçu en vertu de cette loi a été porté de 120 dollars par an à 240 dollars par an, à compter du 1er janvier 1967.

## Impôt sur le revenu des sociétés

L'impôt sur le revenu des sociétés est la deuxième en importance des recettes de l'État. Son rendement (à l'exclusion de l'impôt de la sécurité de la vieillesse) est de 1,593 millions de dollars, soit 19 p. 100 de toutes les recettes budgétaires. La diminution de 14 millions de dollars, soit 1 p. 100 des rentrées par rapport à 1965–1966, est attribuable à la stabilisation des bénéfices des sociétés et à l'absence, dans les recettes fiscales de 1966–1967, de montants semblables à ceux qui avaient été perçus en 1965–1966 à la suite du report, en 1963, des périodes de paiement de l'impôt sur le revenu des sociétés. En plus de la recette fédérale, on a imputé 132 millions de dollars au compte des accords sur la perception fiscale, conclus avec les provinces aux termes de la loi sur les

arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces. En 1965–1966, ce domaine a rapporté au gouvernement fédéral 1,607 millions et en plus 132 millions de dollars ont été imputés au compte des accords relatifs à la perception de l'impôt provincial.

L'impôt sur le revenu des sociétés perçu en vertu de la loi sur la sécurité de la vieillesse, et crédité à la Caisse de la sécurité de la vieillesse, a rapporté un montant de 150 millions de dollars, soit 2 millions de moins qu'en 1965–1966.

### Impôts sur les dividendes, intérêts, etc., allant à l'étranger

Les recettes portées à cette rubrique proviennent des taxes retenues sur les dividendes, intérêts, loyers, redevances, pensions alimentaires et revenus provenant de successions et de biens sous gestion versés à des non-résidents. Pour 1966–1967, les perceptions se chiffrent à 204 millions de dollars, soit une augmentation de 34 millions de dollars ou 20 p. 100 par rapport au montant global de 1965–1966.

### Taxes d'accise

Figurent sous cette rubrique les recettes de la taxe générale de vente et d'autres taxes d'accise.

Du point de vue des recettes, la taxe générale de vente est l'impôt le plus important prélevé en vertu de la loi sur la taxe d'accise. Les recettes de cette taxe (à l'exclusion de la taxe relative à la sécurité de la vieillesse) sont de 1,513 millions de dollars, soit 9 p. 100 de plus que l'année financière précédente. L taux de la taxe générale de vente a été porté de 11 p. 100 à 12 p. 100, à compter du 1er janvier 1967. Cette augmentation n'a toutefois pas frappé les machines de production et les matériaux de construction et d'équipement qui avaient été exemptés d'impôt avant le budget de 1963.

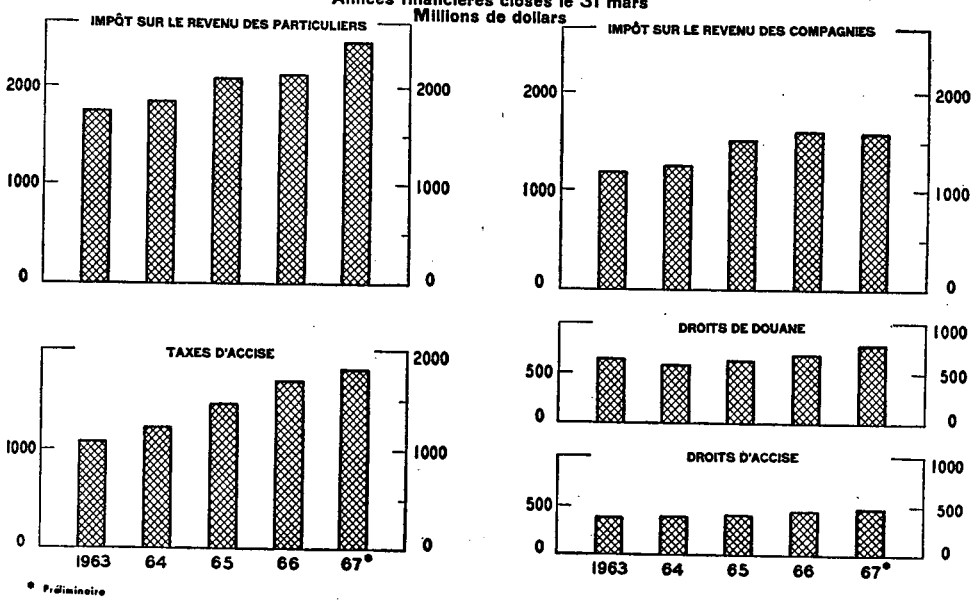
La taxe de vente prélevée en vertu de la loi sur la sécurité de la vieillesse et créditée à la Caisse de la sécurité de la vieillesse, a rapporté 560 millions de dollars.

Les taxes d'accise prélevées en vertu de la loi sur la taxe d'accise, à l'exception de la taxe générale de vente, ont rapporté 315 millions de dollars, soit 19 millions de plus qu'en 1965–1966.

**PRINCIPALES SOURCES DES RECETTES FISCALES**

Années financières closes le 31 mars

Millions de dollars




* Préliminaire

## Droits de douane à l'importation

Les droits de douane à l'importation s'élèvent à 777 millions de dollars, par rapport à 686 millions en 1965–1966. L'augmentation de 92 millions de dollars, soit 13 p. 100, reflète l'augmentation en volume et en valeur des importations en 1966–1967.

## Droits d'accise

Les droits d'accise frappent les spiritueux (autres que les vins) et les produits du tabac. (Des taxes supplémentaires sont prélevées sur les produits du tabac en vertu de la loi sur la taxe d'accise.) Les recettes nettes en 1966–1967 s'élèvent à 461 millions de dollars, par rapport à 446 millions en 1965–1966.

Des remises et des drawbacks de 7 millions de dollars ont diminué les 271 millions de recettes brutes provenant des droits sur les boissons alcooliques (159 millions pour les spiritueux et 112 millions pour la bière) et de 197 millions provenant des droits sur les produits du tabac. Les chiffres correspondants pour 1965–1966 sont: 6 millions (remises et drawbacks), 265 millions (157 millions pour les spiritueux et 108 millions pour la bière) et 187 millions (produits du tabac).

## Impôt sur les biens transmis par décès

Les recettes tombant dans cette catégorie proviennent de la loi de l'impôt sur les biens transmis par décès. Les recettes nettes de 101 millions de dollars sont de 7 millions de dollars inférieures à celles de 1965–1966.

## Autres taxes

Les recettes portées à cette rubrique au cours de l'année financière s'établissent à $200,000, soit au même montant que l'année précédente.

## Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales s'élèvent à 930 millions, soit une augmentation de 85 millions sur le total pour 1965–1966.

TABLEAU 5

(en millions de dollars)

| Recettes non fiscales | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) | |
|---|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | Montant | Pourcentage |
| Revenu de placements | 517.0 | 438.3 | 78.7 | 18.0 |
| Revenu net du ministère des Postes | 254.0 | 237.5 | 16.5 | 6.9 |
| Services et honoraires | 64.0 | 63.1 | 0.9 | 1.4 |
| Droits, licences et permis | 37.0 | 39.0 | −2.0 | −5.1 |
| Produits de ventes | 21.0 | 22.9 | −1.9 | −8.3 |
| Remboursement de dépenses des années précédentes | 17.0 | 18.9 | −1.9 | −10.1 |
| Lingots et frappe | 5.0 | 11.2 | −6.2 | −55.4 |
| Autres | 15.0 | 14.6 | 0.4 | 2.7 |
| | 930.0 | 845.5 | 84.5 | 10.0 |

## Rendement des placements

Ces recettes de 517 millions proviennent de prêts, d'avances et de placements de l'État relatifs à des avoirs productifs ou rentables. En 1965–1966, les rentrées ont été de 438 millions.

Les recettes provenant des sociétés de la Couronne se sont établies à 371 millions, soit 51 millions de plus que l'année précédente. Les principaux changements sont une augmentation des paiements de 22 millions de la Société centrale d'hypothèques et de logement, une augmentation de 8 millions des bénéfices de la Banque du Canada qui ont été versés à l'État et une augmentation de 8 millions au compte de la Société du crédit agricole.

Les autres prêts et placements ont rapporté 146 millions, soit 28 millions de plus que le montant global en 1965–1966. Cette augmentation est principalement attribuable au versement de 20 millions de dollars en intérêt sur un prêt consenti au Royaume-Uni et au versement de 6 millions en intérêt sur les prêts consentis à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités. En 1965–1966, l'intérêt payable sur le prêt consenti au Royaume-Uni a été différé en vertu d'accords spéciaux.

TABLEAU 6

(en millions de dollars)

| Rendement des placements | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Prêts et placements, sociétés de la Couronne— | | | |
| Banque du Canada—Bénéfices | 150.6 | 143.1 | 7.5 |
| Société Radio-Canada | 2.5 | 1.0 | 1.5 |
| Compagnie canadienne de l'exposition universelle de 1967 | 3.5 | 0.2 | 3.3 |
| Chemins de fer Nationaux du Canada | 16.2 | 12.0 | 4.2 |
| Société canadienne des télécommunications transmarines | 2.5 | 2.7 | −0.2 |
| Société centrale d'hypothèques et de logement | 129.8 | 107.8 | 22.0 |
| Eldorado Mining and Refining Limited | 1.0 | 1.5 | −0.5 |
| Société d'assurance des crédits à l'exportation | 7.7 | 6.8 | 0.9 |
| Société de crédit agricole | 29.1 | 21.0 | 8.1 |
| Commission de la capitale nationale | 3.9 | 3.3 | 0.6 |
| Conseil des ports nationaux | 1.7 | 4.1 | −2.4 |
| Commission d'énergie du Nord canadien | 3.2 | 2.2 | 1.0 |
| Polymer Corporation Limited | 5.0 | 4.5 | 0.5 |
| L'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent | 13.8 | 9.4 | 4.4 |
| Divers | 0.5 | 0.4 | 0.1 |
| | *371.0* | *320.0* | *51.0* |
| Autres prêts et avances— | | | |
| Royaume-Uni | 21.6 | 2.0 | 19.6 |
| Autres gouvernements étrangers | 4.0 | 4.5 | −0.5 |
| Gouvernements provinciaux | 0.8 | 0.9 | −0.1 |
| Compte du fonds des changes | 63.0 | 62.9 | 0.1 |
| Dépôts portant intérêt dans les banques à charte | 21.0 | 21.7 | −0.7 |
| Office de développement municipal et des prêts aux municipalités | 6.5 | 0.7 | 5.8 |
| Fonds renouvelable de la Production de défense | 2.5 | ..... | 2.5 |
| Compte de placements en valeurs | 3.5 | 1.3 | 2.2 |
| Prêts consentis en vertu de la loi d'établissement de soldats et d'autres personnes, et avances faites en vertu de la loi sur les terres destinées aux anciens combattants | 9.4 | 9.1 | 0.3 |
| Valeurs spéciales des États-Unis d'Amérique—Traité du fleuve Columbia | 7.9 | 9.2 | −1.3 |
| Divers | 5.8 | 6.0 | −0.2 |
| | *146.0* | *118.3* | *27.7* |
| | 517.0 | 438.3 | 78.7 |

## Recettes du ministère des Postes

Les recettes brutes du ministère des Postes se chiffrent par 295 millions de dollars, mais les décaissements autorisés sur le revenu pour les traitements et les allocations de loyer, pour les autres allocations et commissions aux bureaux semi-urbains et aux bureaux à commission, pour les commissions aux bureaux auxiliaires, pour les frais de transport de la matière postale expédiée en transit dans des pays étrangers ou destinée à ces pays, etc., se sont chiffrés à 41 millions de dollars, ce qui a donné un revenu net de 254 millions. L'année financière précédente, les recettes brutes s'étaient élevées à 276 millions de dollars, les décaissements autorisés à 38 millions et le revenu net à 238 millions.

TABLEAU 7

(en millions de dollars)

| Recettes du ministère des postes | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Timbres— | | | |
| Canada | 277.3 | 257.8 | 19.5 |
| Pays étrangers | 4.2 | 5.0 | −0.8 |
| Commissions payées à l'égard des mandats de poste | 9.1 | 9.1 | |
| Location des cases postales | 2.3 | 2.4 | −0.1 |
| Autres recettes | 1.6 | 1.7 | −0.1 |
| | *294.5* | *276.0* | *18.5* |
| *Moins*— | | | |
| Traitements et allocations du personnel des bureaux semi-urbains et à commission | −35.7 | −33.6 | −2.1 |
| Frais de transport de la correspondance expédiée à ou à travers des pays étrangers | −3.4 | −3.5 | 0.1 |
| Autres frais | −1.4 | −1.4 | |
| | *−40.5* | *−38.5* | *−2.0* |
| | 254.0 | 237.5 | 16.5 |

Les frais d'exploitation nets du ministère des Postes en 1966–1967 (sans les 41 millions imputés sur le revenu) se sont établis à 269 millions de dollars, dépassant de 15 millions les revenus nets. Cependant, il y a lieu de remarquer, dans cette comparaison, que le total inscrit au revenu du ministère des Postes ne comporte aucun paiement pour la franchise accordée au courrier parlementaire et ministériel ni pour certains services d'ordre divers à d'autres ministères et organismes de l'État. Le total inscrit au chapitre des dépenses d'exploitation ne comporte pas, non plus, de frais à l'égard des locaux occupés par le ministère des Postes ou de certains services de comptabilité et autres rendus par d'autres ministères.

## Services et honoraires

Les recettes de 64 millions de dollars pour 1966–1967 présentaient une augmentation de 1 million de dollars par rapport à l'année financière précédente.

Le ministère des Transports a perçu 21 millions de dollars, dont 12 millions en droits d'atterrissage d'avions, 3 millions en recettes provenant des navires à vapeur et 2 millions en droits de quayage et de mouillage; la Gendarmerie royale du Canada a touché 17 millions de dollars, surtout pour le service de police dans certaines provinces et municipalités; le ministère de l'Agriculture a perçu 10 millions de dollars, dont 7 millions pour l'inspection, la pesée, l'entreposage et la mise en élévateurs des céréales et 2 millions pour la surveillance des pistes de courses; le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social a touché 6

millions de dollars, comportant surtout des remboursements de 4 millions provenant des provinces à l'égard des soins prodigués aux Indiens dans les hôpitaux du gouvernement fédéral; et le ministère du Commerce a perçu 2 millions de dollars provenant surtout d'honoraires d'inspection des poids et mesures, de l'électricité et du gaz.

### Droits, licences et permis

Les recettes de cette catégorie s'élèvent à 37 millions de dollars pour l'année 1966–1967, soit 2 millions de moins que l'année financière précédente.

Le ministère des Transports a reçu 16 millions de dollars surtout au titre des loyers, des droits de concession et des redevances sur les stations radio; le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien a touché 8 millions, dont 3 millions provenant de redevances, de loyers et de droits à l'égard de pétrole, de gaz et d'or et 1 million de redevances sur les permis provisoires à l'égard des véhicules automobiles; le ministère du Registraire général a reçu 4 millions au titre des brevets, marques de commerce, chartes et ainsi de suite; et le ministère des Travaux publics a touché 3 millions pour la location d'emplacements et d'édifices publics.

### Produits de ventes

Les recettes dans ce domaine se sont élevées à 21 millions de dollars, soit 2 millions de moins que le total de 1965–1966.

Le ministère de la Production de défense a reçu un montant de 5 millions, provenant surtout de la vente de biens de la Couronne en excédent; la Société centrale d'hypothèques et de logement a reçu 4 millions, provenant de la vente de propriétés, et de Département des impressions et de la papeterie publiques a touché 2 millions, provenant surtout de la vente de publications.

### Remboursements des dépenses des années précédentes

Les remboursements effectués en 1966–1967 à l'égard de dépenses faites les années précédentes sont de 17 millions de dollars, soit une diminution de 2 millions par rapport aux remboursements globaux de 1965–1966.

Le ministère de la Défense nationale a reçu 6 millions de dollars, dont 1 million pour des vérifications du prix de revient, tandis que le ministère des Affaires des anciens combattants a reçu 3 millions de dollars à titre de remboursements relatifs aux pensions, allocations et crédits de rétablissement d'anciens combattants.

### Lingots et frappe

Les recettes de 5 millions de dollars résultant de l'exploitation de la Monnaie royale canadienne comprenaient surtout des gains nets provenant de la frappe. De petits montants proviennent aussi des frais exigés pour l'affinage de l'or et pour la manutention, ainsi que des bénéfices réalisés sur l'affinage de l'or. En 1965–1966, ces recettes étaient de 11 millions.

### Autres recettes non fiscales

Les autres recettes non fiscales s'élèvent à 15 millions de dollars, soit le même montant qu'en 1965–1966.

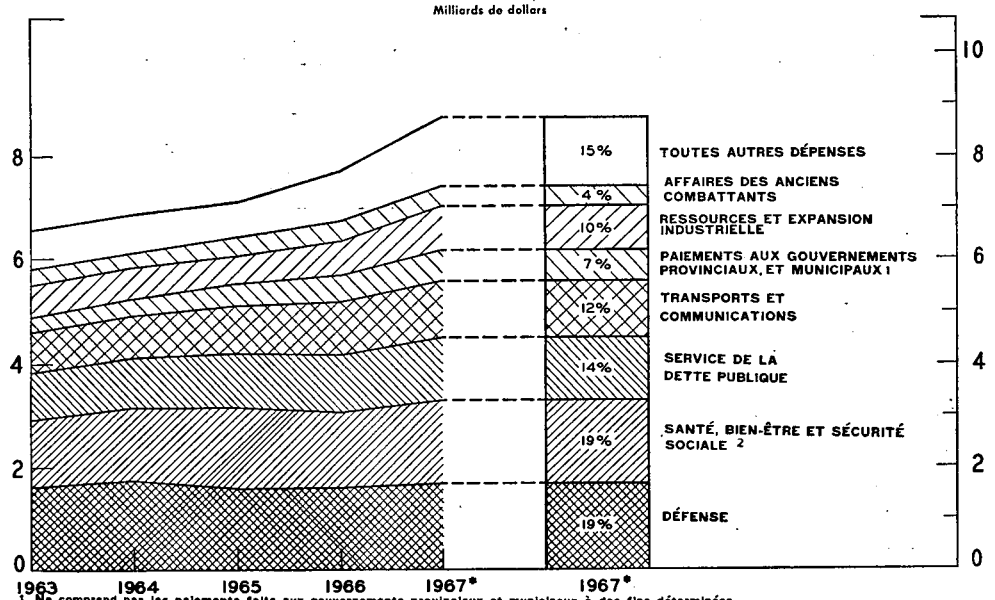
## Dépenses

Les dépenses budgétaires de 1966–1967 ont atteint 8,794 millions de dollars, c'est-à-dire 1,059 millions ou 14 p. 100 de plus qu'en 1965–1966.

## DÉPENSE BUDGÉTAIRE CLASSÉE PAR OBJET

Années financières closes le 31 mars

Milliards de dollars



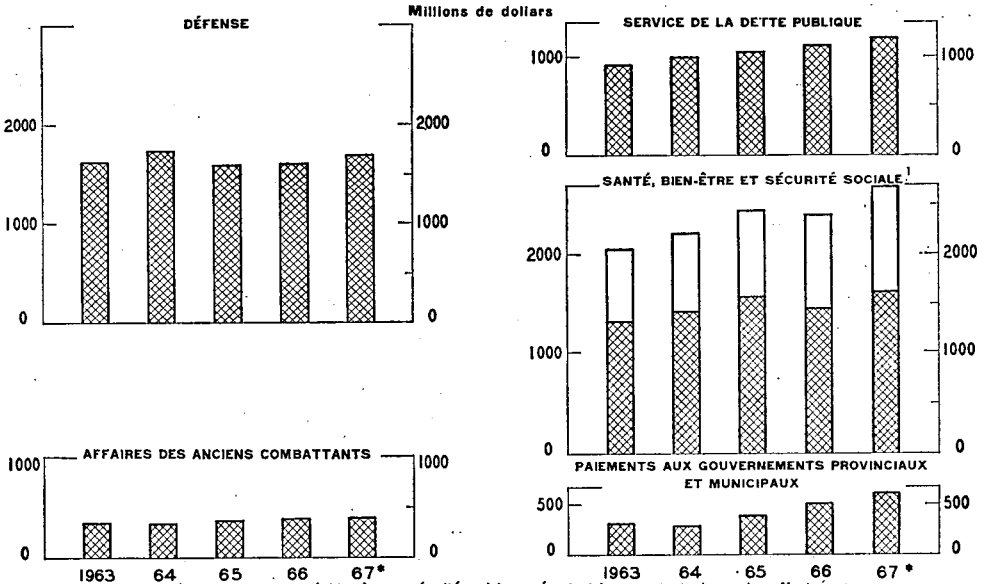

1. Ne comprend pas les paiements faits aux gouvernements provinciaux et municipaux à des fins déterminées.
2. Ne comprend pas les versements de pension sur la caisse de sécurité de la vieillesse qui n'ont pas été pris en dépense budgétaire durant l'année même.

* Préliminaire

## CATÉGORIES PRINCIPALES DE DÉPENSES BUDGÉTAIRES

Années financières closes le 31 mars

Millions de dollars




1. Les surfaces non ombrées du graphique santé, bien-être et sécurité sociale représentent les versements de pension effectués sur la caisse de sécurité de la vieillesse qui n'ont pas été pris en dépense budgétaire durant l'année même.
2. Ne comprend pas les paiements effectués aux gouvernements provinciaux et municipaux à des fins déterminées.

* Préliminaire

TABLEAU 8

ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES PAR MINISTÈRES ET PRINCIPALES CATÉGORIES

(en millions de dollars)

| — | Année financière terminée le 31 mars | | | | Augmentation ou diminution (−) | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | | 1966 | | | |
| | Montant | Pourcentage | Montant | Pourcentage | Montant | Pourcentage |
| Dépenses relatives à la défense— | | | | | | |
| Défense nationale | 1,642.2 | 18.7 | 1,548.4 | 20.0 | 93.8 | 6.1 |
| Production de défense[1] | 33.0 | 0.4 | 23.0 | 0.3 | 10.0 | 43.5 |
| Industrie[2] | 21.3 | 21.3 | 23.9 | 0.3 | −2.6 | −10.9 |
| | 1,696.5 | 19.3 | 1,595.3 | 20.6 | 101.2 | 6.3 |
| Dépenses étrangères à la défense— | | | | | | |
| Agriculture | 230.0 | 2.6 | 186.3 | 2.4 | 43.8 | 23.5 |
| Énergie atomique | 60.2 | 0.7 | 54.4 | 0.7 | 5.8 | 10.7 |
| Société Radio-Canada | 115.3 | 1.3 | 97.5 | 1.3 | 17.8 | 18.3 |
| Société centrale d'hypothèques et de logement | 20.1 | 0.2 | 21.6 | 0.3 | −1.5 | −6.9 |
| Bureau fédéral de la statistique | 26.7 | 0.3 | 15.6 | 0.2 | 11.1 | 71.2 |
| Énergie, Mines et Ressources | 128.4 | 1.5 | 107.3 | 1.4 | 21.1 | 19.7 |
| Affaires extérieures | 230.2 | 2.6 | 152.5 | 2.0 | 77.7 | 51.0 |
| Finances— | | | | | | |
| Service de la dette publique | 1,188.0 | 13.5 | 1,110.9 | 14.4 | 77.1 | 6.9 |
| Paiements fiscaux, subventions et autres versements aux provinces | 515.5 | 5.9 | 466.0 | 6.0 | 49.5 | 10.6 |
| Autres | 129.9 | 1.5 | 105.9 | 1.4 | 24.0 | 22.7 |
| | *1,833.4* | *20.9* | *1,682.8* | *21.8* | *150.6* | *8.9* |
| Pêcheries | 41.2 | 0.5 | 34.5 | 0.4 | 6.7 | 19.4 |
| Forêts et Développement rural | 66.5 | 0.8 | 57.1 | 0.7 | 9.4 | 16.5 |
| Affaires indiennes et Nord canadien— | | | | | | |
| Direction des affaires indiennes | 104.3 | 1.2 | 81.7 | 1.0 | 22.6 | 27.7 |
| Nord canadien | 93.7 | 1.1 | 74.7 | 1.0 | 19.0 | 25.4 |
| | *198.0* | *2.3* | *156.4* | *2.0* | *41.6* | *26.6* |
| Industrie | 13.4 | 0.2 | 5.4 | 0.1 | 8.0 | 148.1 |
| Justice | 12.3 | 0.1 | 11.4 | 0.1 | 0.9 | 7.9 |
| Travail | 25.7 | 0.3 | 24.0 | 0.3 | 1.7 | 7.1 |
| Service législatif | 17.6 | 0.2 | 14.7 | 0.2 | 2.9 | 19.7 |
| Main-d'œuvre et Immigration | 320.7 | 3.6 | 236.5 | 3.1 | 84.2 | 35.6 |
| Santé nationale et Bien-être social— | | | | | | |
| Allocations familiales | 555.8 | 6.3 | 551.7 | 7.2 | 4.1 | 0.7 |
| Quote-part de l'État en vertu de la loi sur l'assurance-hospitalisation et les services diagnostiques | 397.5 | 4.5 | 319.6 | 4.1 | 77.9 | 24.4 |
| Autres | 362.7 | 4.2 | 303.8 | 3.9 | 58.9 | 19.4 |
| | *1,316.0* | *15.0* | *1,175.1* | *15.2* | *140.9* | *12.0* |
| Conseil national de recherches, y compris le Conseil des recherches médicales | 96.1 | 1.1 | 74.4 | 1.0 | 21.7 | 29.2 |
| Revenu national | 106.0 | 1.2 | 95.0 | 1.2 | 11.0 | 11.6 |
| Postes | 268.7 | 3.1 | 240.2 | 3.1 | 28.5 | 11.9 |
| Travaux publics | 294.4 | 3.3 | 275.1 | 3.5 | 19.3 | 7.0 |
| Secrétariat d'État | 133.9 | 1.5 | 54.1 | 0.7 | 79.8 | 147.5 |
| Solliciteur général | 159.8 | 1.8 | 138.9 | 1.8 | 20.9 | 15.0 |
| Commerce | 72.9 | 0.8 | 68.0 | 0.9 | 4.9 | 7.2 |
| Transports | 603.4 | 6.9 | 532.5 | 6.9 | 70.9 | 13.3 |
| Conseil du Trésor | 153.0 | 1.7 | 102.7 | 1.3 | 50.3 | 49.0 |
| Commission d'assurance-chômage | 391.2 | 1.2 | 98.0 | 1.3 | 7.9 | 8.1 |
| Affaires des anciens combattants | 390.8 | 4.4 | 369.7 | 4.8 | 21.5 | 5.8 |
| Autres ministères | 56.4 | 0.6 | 57.8 | 0.7 | −1.4 | −2.4 |
| | *7,097.5* | *80.7* | *6,139.5* | *79.4* | *958.0* | *15.6* |
| Total des dépenses budgétaires | 8,794.0 | 100.0 | 7,734.8 | 100.0 | 1,059.2 | 13.7 |

[1] Sauf les dépenses étrangères à la défense de 9.4 millions de dollars figurant sous le titre «Autres ministères».

[2] Sauf 13.4 millions de dollars en dépenses étrangères à la défense.

## Dépenses relatives à la défense

Les dépenses du ministère de la Défense nationale et les dépenses relatives à la défense du ministère de la Production de défense et du ministère de l'Industrie ont constitué, une fois de plus, le chapitre le plus considérable des dépenses de l'État. Le total de 1,696 millions de dollars pour 1966–1967 équivaut à 19 p. 100 de l'ensemble des dépenses budgétaires de l'État pour l'année, et il dépasse de 101 millions de dollars le total atteint en 1965–1966, année où les dépenses aux fins de la défense représentaient 21 p. 100 des dépenses totales.

### Défense nationale

Les dépenses du ministère de la Défense nationale ont atteint 1,642 millions de dollars, contre 1,548 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 94 millions de dollars.

Les dépenses de 1,437 millions de dollars au titre des services de la défense comprenaient 1,162 millions pour la direction et l'entretien, 238 millions pour la construction ou l'acquisition de bâtiments, d'ouvrages, de terrains et de matériel important et 17 millions pour le développement. En 1965–1966, les dépenses de 1,401 millions au titre des services de la défense comprenaient 1,128 millions pour la direction et l'entretien, 220 millions pour la construction ou l'acquisition et 31 millions pour le développement.

TABLEAU 9

(en millions de dollars)

| Dépenses au titre de la dépense | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Ministère de la Défense nationale— | | | |
| Services de la défense— | | | |
| Direction et entretien | 1,161.8 | 1,127.8 | 34.0 |
| Construction ou acquisition de bâtiments, d'ouvrages, de terrains et de matériel important | 237.6 | 220.1 | 17.5 |
| Développement | 17.0 | 30.9 | −13.9 |
| Autres | 20.7 | 22.5 | −1.8 |
| | *1,437.1* | *1,401.3* | *35.8* |
| Caisse de pension de retraite des forces canadiennes— | | | |
| Quote-part de l'État | 42.7 | 58.8 | −16.1 |
| Amortissement de frais différés | 72.6 | 16.8 | 55.8 |
| Recherches pour la défense | 44.2 | 41.6 | 2.6 |
| Assistance mutuelle aux pays de l'OTAN, y compris les contributions au titre des dépenses militaires de l'OTAN | 18.7 | 14.6 | 4.1 |
| Defence Construction (1951) Limited | 2.2 | 2.0 | 0.2 |
| Frais administratifs et généraux | 24.7 | 13.3 | 11.4 |
| | *1,642.2* | *1,548.4* | *93.8* |
| Ministère de l'Industrie[1]— | | | |
| Aptitudes techniques | 21.3 | 23.9 | 2.6 |
| Ministère de la Production de défense[2]— | | | |
| Organisation des mesures d'urgence | 9.4 | 7.8 | 1.6 |
| Canadian Arsenals Limited | 1.3 | 1.7 | −0.4 |
| Aide financière au titre de la capacité de production et des immobilisations | 8.1 | 2.9 | 5.2 |
| Frais administratifs et généraux | 14.2 | 10.6 | 3.6 |
| | *33.0* | *23.0* | *10.0* |
| | 1,696.5 | 1,595.3 | 101.2 |

[1] Sauf 13.4 millions de dollars en dépenses étrangères à la défense.

[2] Sauf les dépenses étrangères à la défense de 9.4 millions de dollars figurant sous le titre «Autres ministères».

La contribution de l'État à la Caisse de retraite des forces canadiennes, soit une somme égale à une fois et deux tiers les cotisations versées par le personnel des forces permanentes, s'établissait à 43 millions de dollars, contre 59 millions en 1965–1966. Un montant de 17 millions de dollars, représentant un cinquième du déficit actuariel provenant de l'augmentation de traitements et soldes des années précédentes, plus un montant supplémentaire de 56 millions de dollars pour 1966–1967, ont été imputés aux dépenses budgétaires de 1966–1967.

Les dépenses au titre des recherches pour la défense se sont élevées à 44 millions de dollars, c'est-à-dire 3 millions de dollars de plus qu'en 1965–1966.

L'assistance mutuelle aux pays de l'OTAN, y compris les contributions au titre des dépenses militaires de l'OTAN, ont atteint 19 millions de dollars, soit 4 millions de plus qu'en 1965–1966.

### Production de défense

Les dépenses, au titre de la défense, du ministère de la Production de défense, y compris celles de l'Organisation des mesures d'urgence et de la *Canadian Arsenals Limited*, se chiffrent à 33 millions de dollars, contre 23 millions en 1965–1966.

### Organisation des mesures d'urgence

Les dépenses au chapitre de l'Organisation des mesures d'urgence, de 9 millions de dollars, dépassent de 2 millions celles de l'année financière précédente.

### Industrie

Les dépenses, au titre de la défense, du ministère de l'Industrie, s'élèvent à 21 millions de dollars, diminution de 3 millions par rapport à l'année précédente. L'augmentation tient à des débours plus importants, dus au programme lancé par le gouvernement en 1959–1960 en vue d'étayer, en matière de défense, certains programmes de perfectionnement tendant à améliorer les possibilités de progrès techniques dans l'industrie canadienne.

### Décaissements aux fins de la défense

Outre les présentes dépenses budgétaires aux fins de la défense, il faut tenir compte de certains autres décaissements dans l'évaluation du coût du programme de défense nationale.

En vertu du crédit n° 48 de la loi des subsides n° 2 de 1966, on doit porter au crédit d'un compte désigné biens excédentaires de la Couronne: *a*) toutes les recettes provenant, pendant l'année financière en cours et les années financières subséquentes, de la vente de matériel, d'approvisionnement et d'équipement excédentaires; et *b*) le produit reçu, pendant l'année financière en cours et les années subséquentes, de la vente des immeubles, des travaux et des terrains, ne dépassant pas un total de 5 millions de dollars. Les dépenses à l'une ou l'autre des fins du ministère de la Défense nationale sont soumises à l'approbation du Conseil du Trésor. En 1966–1967, le produit des ventes s'élève à 15 millions de dollars, ce qui laisse au compte un solde de 24 millions de dollars.

Le ministère de la Production de défense fait aussi des déboursés en espèces pour l'achat de matières nécessaires à la fabrication d'équipement pour la défense et qui ne sont pas inscrits dans les dépenses budgétaires. Aux fins de la comptabilité et de la vérification, ils sont imputés sur la caisse automatiquement renouvelable de la Production de défense et inscrits à l'actif dans les livres de l'État jusqu'à ce qu'ils aient été portés au compte du ministère de la Défense nationale ou que ce matériel ait été vendu à des entrepreneurs pour servir à la fabrication d'équipement de défense. En 1966–1967, le montant des achats, 45 millions de dollars, a dépassé le produit des ventes, 30 millions, et le solde est de 37 millions de dollars au 31 mars 1967.

TABLEAU 10

(en millions de dollars)

| DÉCAISSEMENTS AU TITRE DE LA DÉFENSE | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Dépenses budgétaires— | | | |
| Ministère de la Défense nationale | 1,642.2 | 1,548.4 | 93.8 |
| Ministère de l'Industrie[1] | 21.3 | 23.9 | −2.6 |
| Ministère de la Production de défense[2] | 23.6 | 15.2 | 8.4 |
| Organisation des mesures d'urgence | 9.4 | 7.8 | 1.6 |
| | *1,696.5* | *1,595.3* | *101.2* |
| Déboursés— | | | |
| Biens excédentaires de la Couronne | −15.2 | −9.1 | −6.1 |
| Fonds renouvelable de la Production de défense (net) | 14.6 | −7.6 | 22.2 |
| | *−0.6* | *−16.7* | *16.1* |
| Décaissements nets au titre de la défense | 1,695.9 | 1,578.6 | 117.3 |

(1) N'inclut pas 13.4 millions de dollars en dépenses étrangères à la défense.

(2) Ne comprend pas les 9.4 millions qui sont inclus dans la rubrique «Tous autres services».

## DÉPENSES ÉTRANGÈRES À LA DÉFENSE

### Agriculture

Les dépenses du ministère de l'Agriculture s'élèvent à 230 millions de dollars, soit 44 millions de plus qu'en 1965–1966.

TABLEAU 11

(en millions de dollars)

| AGRICULTURE | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Direction de la production et des marchés— | | | |
| Office de stabilisation des prix agricoles—perte nette d'exploitation | 90.0 | 39.4 | 50.6 |
| Plantes et produits végétaux | 20.3 | 16.4 | 3.9 |
| Subventions, contributions et primes accordées aux producteurs de lait | 0.4 | 19.2 | −18.8 |
| Animaux et produits d'origine animale | 19.7 | 18.3 | 1.4 |
| Office des produits agricoles—perte nette d'exploitation | 5.7 | 1.6 | 4.1 |
| Frais administratifs et généraux | 2.9 | 2.5 | 0.4 |
| | *139.0* | *97.4* | *41.6* |
| Recherches | 35.4 | 32.6 | 2.8 |
| Rétablissement agricole, irrigation et retenue des eaux | 24.9 | 28.4 | −3.5 |
| Hygiène vétérinaire | 16.2 | 15.0 | 1.2 |
| Commission des grains | 7.8 | 7.2 | 0.6 |
| Société de crédit agricole—perte nette d'exploitation | 2.6 | 1.0 | 1.6 |
| Frais administratifs et généraux | 4.2 | 4.7 | 0.5 |
| | 230.1 | 186.3 | 43.8 |

Les dépenses au titre de la division de la production et des marchés sont de 139 millions de dollars, augmentation de 42 millions sur les dépenses de 1965–1966. L'augmentation tient principalement à l'augmentation de 51 millions de

dollars des pertes nettes d'exploitation de l'Office de stabilisation des prix agricoles (surtout en paiements de stabilisation des prix du lait et des produits laitiers), de 4 millions de dollars de la division des plantes et des produits végétaux et à une diminution de 19 millions de dollars en versements aux producteurs admissibles de lait et de crème industriels conformément aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil.

Les dépenses au titre de la recherche s'élèvent à 35 millions de dollars contre 32 millions l'année financière précédente.

Les dépenses au chapitre des entreprises de rétablissement agricole, d'irrigation et de retenue des eaux atteignent un total de 25 millions de dollars, soit 3 millions de moins qu'en 1965–1966.

## Énergie atomique

Les dépenses de l'État au titre de l'Énergie atomique du Canada, Limitée, et de la Commission de contrôle de l'énergie atomique s'élèvent à 60 millions de dollars, contre 54 millions en 1965–1966.

L'Énergie atomique du Canada, Limitée, a reçu 58 millions de dollars pour son programme de recherches, dont 48 millions sont affectés aux frais courants d'exploitation et d'entretien, et 10 millions à la construction et à l'acquisition de bâtiments, ouvrages, terrains et matériel. En 1965–1966, la compagnie avait reçu 52 millions de dollars, dont 39 millions avaient servi à l'exploitation et à l'entretien courants, et 13 millions à la construction ou à des achats divers.

La Commission de contrôle de l'énergie atomique a reçu 2 millions de dollars (un peu plus que durant l'année financière précédente), principalement pour des subventions aux recherches et aux enquêtes.

De plus, des prêts au montant de 29 millions ont été consentis à l'Énergie atomique du Canada, Limitée.

TABLEAU 12

(en millions de dollars)

| Énergie atomique | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Énergie atomique du Canada, Limitée— | | | |
| Programme de recherches— | | | |
| Exploitation et entretien courants | 48.0 | 39.6 | 8.4 |
| Construction ou acquisition de bâtiments, ouvrages, terrains ou matériel | 10.0 | 13.0 | −3.0 |
| | *58.0* | *52.6* | *5.4* |
| Commission de contrôle de l'énergie atomique— | | | |
| Subventions pour les recherches et les enquêtes relatives à l'énergie atomique | 2.0 | 1.6 | 0.4 |
| Administration | 0.2 | 0.2 | |
| | *2.2* | *1.8* | *0.4* |
| | 60.2 | 54.4 | 5.8 |

## Société Radio-Canada

L'État a versé 115 millions de dollars à la Société Radio-Canada, imputés aux dépenses budgétaires, soit 18 millions de plus que le total de 97 millions versé en 1965–1966.

Les subventions au titre des dépenses nettes d'exploitation du service national de radiodiffusion et de télévision ont été de 112 millions de dollars, soit 17 millions de plus qu'en 1965–1966.

De plus, des prêts de 47 millions ont été consentis à la Société en 1966–1967 au titre d'immobilisations.

TABLEAU 13

(en millions de dollars)

| Société Radio-Canada | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Subventions à l'égard du service national de radiodiffusion et de télévision— | | | |
| Sommes requises au titre de l'exploitation (net) | 112.5 | 95.1 | 17.4 |
| Service international de radiodiffusion | 2.8 | 2.4 | 0.4 |
| | 115.3 | 97.5 | 17.8 |

## Société centrale d'hypothèques et de logement

Les dépenses budgétaires de l'État pour la Société centrale d'hypothèques et de logement s'élèvent à 20 millions de dollars, soit 2 millions de moins qu'en 1965–1966.

Les contributions de 8 millions de dollars accordées aux provinces ou aux municipalités pour la rénovation urbaine dépassent d'un million celles de 1965–1966.

En conformité de l'article 36G de la loi nationale sur l'habitation, la Société centrale d'hypothèques et de logement a fait remise de prêts s'établissant à 8 millions de dollars, soit 3 millions de moins qu'en 1965–1966, consentis à des municipalités et à des sociétés d'égouts municipaux. Ces prêts sont amortis dans les dépenses budgétaires.

De plus, des prêts au montant de 607 millions de dollars ont été consentis à la Société.

TABLEAU 14

(en millions de dollars)

| Société centrale d'hypothèques et de logement | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Remise de dettes par la Société | 7.9 | 10.5 | −2.6 |
| Versements aux provinces ou aux municipalités pour la rénovation urbaine | 7.9 | 6.9 | 1.0 |
| Pertes subies— | | | |
| Entreprises fédérales-provinciales | 2.1 | 2.0 | 0.1 |
| Vente d'hypothèques | | 0.7 | −0.7 |
| Études sur l'habitation et l'urbanisme | 2.2 | 1.5 | 0.7 |
| | 20.1 | 21.6 | −1.5 |

## Bureau fédéral de la statistique

Les dépenses du Bureau fédéral de la statistique s'élèvent à 27 millions de dollars, soit 11 millions de plus que le total de 16 millions en 1965–1966, principalement à cause d'une augmentation de 8 millions de dollars en mise de fonds, au titre du recensement quinquennal de 1966, par rapport aux dépenses totales de 1 million en 1965–1966.

TABLEAU 15
(en millions de dollars)

| Bureau fédéral de la statistique | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Administration et exploitation | 18.0 | 14.5 | 3.5 |
| Rencensement quinquennal du Canada de 1966 | 8.6 | 0.9 | 7.7 |
| Recensement décennal du Canada de 1961 | 0.1 | 0.2 | −0.1 |
| | 26.7 | 15.6 | 11.1 |

## Énergie, Mines et Ressources

Les dépenses du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources s'élèvent à 128 millions de dollars comparativement à 107 millions au cours de l'année financière précédente.

L'augmentation de 21 millions est surtout attribuable aux déboursés de 38 millions à l'égard de l'Office fédéral du charbon comparativement à 23 millions en 1965–1966, de 15 millions à l'égard des ressources hydrauliques comparativement à 14 millions, de 17 millions à l'égard de levés et recherches maritimes comparativement à 12 millions et de 10 millions à l'égard des recherches géologiques comparativement à 8 millions au cours de l'année financière précédente.

TABLEAU 16
(en millions de dollars)

| Énergie, Mines et Ressources | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Office fédéral du charbon | 38.0 | 23.4 | 14.6 |
| Ressources hydrauliques | 14.8 | 13.6 | 1.2 |
| Levés et recherches maritimes | 16.5 | 11.6 | 4.9 |
| Aide d'urgence à l'exploitation des mines d'or | 15.0 | 14.8 | 0.2 |
| Recherches géologiques | 9.9 | 7.8 | 2.1 |
| Levés terrestres et aériens, cartes géographiques et aéronautiques | 7.6 | 8.0 | 0.4 |
| Enquêtes et recherches minières et métallurgiques | 5.7 | 6.7 | −1.0 |
| Recherches en astronomie et en géophysique | 5.3 | 4.9 | 0.4 |
| Subventions aux provinces en vue de l'aménagement des routes d'accès aux ressources | 4.3 | 7.3 | −3.0 |
| Subventions aux termes de la loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique relativement à l'énergie électrique produite au moyen de charbon de l'Est | 3.0 | 2.5 | 0.5 |
| Plateau continental polaire | 2.0 | 1.3 | 0.7 |
| Office national de l'énergie | 1.1 | 0.9 | 0.2 |
| Levés et recherches géographiques | 1.1 | 0.9 | 0.2 |
| Frais administratifs et généraux | 4.1 | 3.6 | 0.5 |
| | 128.4 | 107.3 | 21.1 |

## Affaires extérieures

Les dépenses du ministère des Affaires extérieures s'élèvent à 230 millions de dollars en 1966–1967, soit 78 millions de plus que l'an dernier.

TABLEAU 17

(en millions de dollars)

| Affaires Extérieures | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Bureau de l'aide extérieure— | | | |
| Aide économique et technique, aide à l'éducation et autre— | | | |
| Programme international d'aide à l'alimentation | 96.4 | 34.5 | 61.9 |
| Aide à l'expansion internationale | 48.5 | 48.5 | |
| Contribution au fonds de la mise en valeur du bassin de l'Indus | 3.0 | 1.8 | 1.2 |
| Autres | 0.6 | 0.1 | 0.5 |
| Remise de dette (principal) relative à l'achat de blé et de farine par l'Inde | 9.4 | | 9.4 |
| Frais administratifs | 1.8 | 1.1 | 0.7 |
| | *159.7* | *86.0* | *73.7* |
| Représentation à l'étranger | 23.7 | 19.7 | 4.0 |
| Contributions aux Nations Unies et à leurs institutions | 12.5 | 13.5 | −1.0 |
| Cotisations du Canada pour son adhésion aux organismes internationaux (y compris ceux du Commonwealth) | 12.3 | 11.0 | 1.3 |
| Contributions, subventions et versements à d'autres organismes internationaux et du Commonwealth | 6.5 | 7.5 | −1.0 |
| Frais administratifs et généraux | 15.5 | 14.8 | 0.7 |
| | 230.2 | 152.5 | 77.7 |

Les dépenses du Bureau de l'aide extérieure s'élèvent à 160 millions de dollars, soit 74 millions de plus qu'en 1965-1966. L'augmentation est surtout attribuable à l'accroissement de 62 millions à l'égard du Programme international d'aide à l'alimentation, de 9 millions à l'égard de la remise d'une dette à l'Inde (aucune somme comparable n'était prévue en 1965–1966) et de 1 million au titre de la contribution au fonds de la mise en valeur du bassin de l'Indus.

La représentation à l'étranger a coûté 24 millions de dollars, soit 4 millions de plus qu'en 1965–1966; les contributions aux Nations Unies et à leurs institutions se sont élevées à 13 millions, soit 1 million de moins; les cotisations du Canada pour son adhésion aux organismes internationaux (y compris ceux du Commonwealth) se sont élevées à 12 millions de dollars, soit 1 million de plus, et les contributions, subventions et versements à d'autres organismes internationaux et du Commonwealth se sont élevés à 7 millions de dollars, soit 1 million de moins qu'en 1965–1966.

## Finances

Les dépenses du ministère des Finances s'élèvent à 1,833 millions de dollars en 1966–1967, soit 151 millions de plus que l'année précédente. Cette hausse s'explique surtout par les augmentations de 77 millions au titre du service de la dette publique et de 50 millions au titre des paiements aux provinces.

Certaines dépenses, qui étaient portées au compte du ministère des Finances en 1965–1966, se répartissent maintenant de la façon suivante: la Commission canadienne du blé relève du ministère de l'Industrie et du Commerce; les subventions aux universités sont imputées au Secrétariat d'État; enfin, le compte des pensions de retraite de la fonction publique (hormis les frais d'administration

qui sont portés au compte du Bureau du contrôleur du Trésor), la quote-part du gouvernement aux primes d'assurance chirurgicale-médicale, la quote-part du gouvernement, à titre d'employeur, à la Caisse d'assurance-chômage, au régime de pensions du Canada et au régime de rentes du Québec sont portées au compte du Conseil du Trésor. Les chiffres de l'an dernier ont été modifiés aux fins de comparaison.

TABLEAU 18

(en millions de dollars)

| Finances | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Service de la dette publique | 1,188.0 | 1,110.9 | 77.1 |
| Paiements fiscaux, subventions et autres paiements aux provinces | 515.5 | 466.0 | 49.5 |
| Remise de dettes—Office de développement et de prêts municipaux | 41.8 | 33.9 | 7.9 |
| Subventions aux municipalités en remplacement d'impôts sur les propriétés fédérales | 37.6 | 36.8 | 0.8 |
| Bureau du contrôleur du Trésor | 29.2 | 25.4 | 3.8 |
| Contributions au gouvernement du Manitoba—Inondation de la rivière Rouge en 1966 | 7.1 | | 7.1 |
| Frais administratifs et généraux | 14.2 | 9.8 | 4.4 |
| | 1,833.4 | 1,682.8 | 150.6 |

*Service de la dette publique*

La service de la dette publique occupe encore le troisième rang parmi tous les postes du budget des dépenses, venant après le poste de la défense et celui de la santé nationale, du bien-être et de la sécurité sociale.

Les dépenses qui figurent sous cette rubrique comprennent l'intérêt de la dette publique, l'amortissement annuel des escomptes et commissions sur les obligations, les frais d'émission des nouveaux emprunts et autres frais relatifs au service de la dette publique. En 1966–1967, ces dépenses se sont élevées à 1,188 millions de dollars, soit 14 p. 100 de toutes les dépenses budgétaires, par rapport à 1,111 millions ou 14 p. 100 en 1965–1966.

L'intérêt de la dette publique s'est élevé à 1,154 millions de dollars, sur lesquels 899 millions avaient trait à la dette non échue et 255 millions à d'autres obligations. En 1965–1966, les montants correspondants étaient de 1,077 millions, de 847 millions et de 230 millions de dollars respectivement.

L'augmentation de 52 millions de dollars en intérêts de la dette non échue fut imputable à l'accroissement de cette dernière et à des taux d'intérêt plus élevés. L'augmentation de l'intérêt d'autres obligations a été surtout due à l'accroissement de 9 millions de dollars du compte de pension de retraite du service public et du même montant par rapport au compte de pension des forces armées.

Les autres dépenses relatives à la dette publique, soit 34 millions de dollars, ont été légèrement inférieures à celles de 1965–1966.

Devant l'importance des frais de service de la dette publique et le fardeau qu'ils imposent au Trésor, il ne faut pas oublier qu'une bonne partie de la dette est attribuable à des avoirs productifs ou à des avoirs produisant des revenus, ou est placée dans ces avoirs. En calculant le fardeau *net* des intérêts annuels qui incombent à l'État, il faut donc tenir compte des recettes tirées des prêts, des

TABLEAU 19

(en millions de dollars)

| Intérêt et autres frais de service de la dette publique | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Intérêt de la dette publique | | | |
| Dette non échue, y compris les bons du Trésor— | | | |
| Payable au Canada | 883.0 | 830.8 | 52.2 |
| Payable à New York | 16.0 | 16.2 | −0.2 |
| | *899.0* | *847.0* | *52.0* |
| Autres obligations— | | | |
| Comptes de rentes de l'État, assurance et pensions | 252.0 | 226.9 | 25.1 |
| Comptes de dépôts et de fiducie | 3.5 | 3.4 | 0.1 |
| | *255.5* | *230.3* | *25.2* |
| Total de l'intérêt de la dette publique | 1,154.5 | 1,072.3 | 77.2 |
| Autres frais relatifs à la dette publique— | | | |
| Amortissement annuel des escomptes et commissions relatifs aux obligations | 30.0 | 30.8 | −0.8 |
| Frais d'émissions de nouveaux emprunts | 2.3 | 1.8 | 0.5 |
| Service de la dette publique | 1.2 | 1.0 | 0.2 |
| | *33.5* | *33.6* | *−0.1* |
| | 1,188.0 | 1,110.9 | 77.1 |

placements ou autres avoirs productifs. En 1966–1967, ces recettes ont atteint 517 millions de dollars, comme le révèle le chapitre des recettes non fiscales sous la rubrique «rendement des placements». Si l'on soustrait ce montant du total brut de 1,154 millions de dollars en intérêts qui figure au tableau, on obtient un montant net de 637 millions, comparativement à 639 millions en 1965–1966. Par rapport à la dette nette, les intérêts nets annuels ont atteint un taux de 3.99 p. 100 en 1966–1967, comparativement à 4.11 p. 100 en 1965–1966.

TABLEAU 20

(en millions de dollars)

| Fardeau net des intérêts annuels | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Intérêt global de la dette publique | 1,154.5 | 1,077.3 | 77.2 |
| *Moins:* Revenus de placements | −517.0 | −438.3 | −78.7 |
| Coût net de l'intérêt | 637.5 | 639.0 | −1.5 |
| Pourcentage du coût net de l'intérêt à l'égard de la dette nette | 3.99 | 4.11 | |

*Paiements fiscaux, subventions et autres versements aux provinces*

Les versements aux provinces se sont élevés à 516 millions de dollars, dépassant de 50 millions ceux de 1965–1966.

Toutefois, outre les versements susmentionnés, une somme de 828 millions de dollars provenant de l'impôt sur le revenu perçu par le gouvernement fédéral au nom des provinces a été affectée au compte des provinces aux termes de la loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces.

Une explication plus détaillée de ces arrangements figure au chapitre de la présente partie du Livre blanc qui a trait aux recettes fiscales.

TABLEAU 21

(en millions de dollars)

| PAIEMENTS FISCAUX, SUBVENTIONS ET AUTRES VERSEMENTS AUX PROVINCES | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Versements effectués en vertu de la loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces | (1)423.2 | (1)356.1 | 67.1 |
| Versements en vertu de la loi sur les arrangements provisoires(2) | 57.6 | 81.5 | −23.9 |
| Subventions statutaires | 23.7 | 23.6 | 0.1 |
| Versements aux termes de la loi sur les arrangements entre le le Canada et les provinces relativement au partage d'impôts | 9.1 | 3.3 | 5.8 |
| Transfert de recettes de l'impôt versées par certaines entreprises d'utilité publique | 6.0 | 6.4 | −0.4 |
| Versements effectués en vertu de la loi sur la revision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces (allocations aux jeunes) | (3)4.1 Cr. | (3)4.9 Cr. | 0.8 |
| | 515.5 | 466.0 | 49.5 |

(1)Montant brut avant le recouvrement d'un abattement excédentaire accordé à la province de Québec, selon la loi sur la revision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces (allocations aux jeunes).

(2)Les versements à la province de Québec découlent d'accords d'option.

(3)Recouvrement de versements effectués à la province de Québec en vertu de la loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces.

Le tableau suivant fournit un sommaire des paiements versés, par province, au cours de 1966–1967:

TABLEAU 22

(en millions de dollars)

| PAIEMENTS FISCAUX, SUBVENTIONS ET AUTRES VERSEMENTS AUX PROVINCES | Année financière terminée le 31 mars 1967 (estimation) | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Paiements aux termes des accords fiscaux | Paiements aux termes des arrangements provisoires | Subventions statutaires | Paiements aux termes de la revision des arrangements fiscaux (allocations aux jeunes) | Transfert de certaines recettes fiscales d'entreprises d'utilité publique | Paiements aux termes d'arrangements entre le Canada et les provinces sur le partage des impôts | Total |
| Terre-Neuve | 48.5 | | 1.7 | | 0.3 | 0.2 | 50.7 |
| Île du Prince-Édouard | 10.9 | | 0.7 | | 0.1 | | 11.7 |
| Nouvelle-Écosse | 54.1 | | 2.1 | | 0.6 | 0.3 | 57.1 |
| Nouveau-Brunswick | 47.9 | | 1.8 | | (1) | 0.2 | 49.9 |
| Québec | (2)165.9 | 57.6 | 4.0 | (3)4.1 Cr. | 0.6 | 1.9 | 225.9 |
| Ontario | 19.7 | | 4.6 | | 1.1 | | 25.4 |
| Manitoba | 35.6 | | 2.1 | | 0.1 | 1.2 | 39.0 |
| Saskatchewan | 36.5 | | 2.1 | | (1) | 0.2 | 38.8 |
| Alberta | 4.1 | | 2.9 | | 3.0 | 0.5 | 10.5 |
| Colombie-Britannique | | | 1.7 | | 0.2 | 4.6 | 6.5 |
| | 432.2 | 57.6 | 23.7 | 4.1 Cr. | 6.0 | 9.1 | 515.5 |

(1)Moins de $50,000.

(2)Montant brut avant le recouvrement de l'abattement d'impôt excédentaire de 4.1 millions de dollars accordé selon la loi sur la revision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces (allocations aux jeunes).

(3)Recouvrement de versements effectués en vertu de la loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces.

*Office du développement municipal et des prêts aux municipalités—Remise de dette*

Aux termes de la loi sur le développement et les prêts municipaux, le gouvernement fédéral fait des avances à l'Office afin d'assurer une aide financière sous forme de prêts aux municipalités en vue de multiplier ou d'accélérer les travaux d'équipement. La loi prévoit aussi que l'Office, sous réserve de certaines conditions, fera remise à la municipalité de 25 p. 100 du capital emprunté. En 1966–1967, les remises de dette s'élèvent à 42 millions de dollars, comparativement à 34 millions l'année précédente.

*Subventions aux municipalités*

Les versements aux municipalités tenant lieu de taxes sur les propriétés fédérales se sont élevés à 38 millions de dollars, soit un million de plus qu'en 1965–1966.

## Pêcheries

Les dépenses du ministère des Pêcheries s'élèvent à 41 millions de dollars, soit 7 millions de plus qu'en 1965–1966, par suite surtout d'augmentations de 4 millions dans le domaine de la recherche et de l'administration en matière de pêcheries et de 2 millions à l'égard du conseil de recherches sur les pêcheries.

TABLEAU 23

(en millions de dollars)

| Pêcheries | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Direction et expansion— | | | |
| Service de la conservation et de l'expansion | 14.4 | 11.3 | 3.1 |
| Service d'expansion industrielle | 3.8 | 2.8 | 1.0 |
| Contributions et subventions | 4.1 | 3.9 | 0.2 |
| Service de l'inspection | 2.5 | 2.5 | |
| Quote-part du Canada des dépenses des commissions internationales | 1.4 | 1.3 | 0.1 |
| Autres | 2.3 | 2.3 | |
| | *28.5* | *24.1* | *4.4* |
| Conseil de recherches sur les pêcheries du Canada | 11.0 | 9.0 | 2.0 |
| Frais administratifs et généraux | 1.7 | 1.4 | 0.3 |
| | 41.2 | 34.5 | 6.7 |

## Forêts et Développement rural

Les dépenses du ministère des Forêts et du Développement rural s'élèvent à 66 millions de dollars, comparativement à 57 millions l'année précédente.

L'augmentation est attribuable surtout aux dépenses d'aménagement rural aux termes de la loi sur la remise en valeur et l'aménagement des terres agricoles et de la loi sur l'utilisation des terrains marécageux des provinces Maritimes, qui s'élèvent à 20 millions de dollars comparativement à 14 millions en 1965–1966.

L'aide au transport et les frais d'entreposage des céréales de provende de l'Ouest s'établissent à 21 millions de dollars, soit le même montant qu'en 1965–1966; les dépenses de 13 millions pour les recherches forestières et les instituts de recherches représentent 2 millions de plus qu'en 1965–1966, et les subventions d'aide aux provinces aux fins de l'inventaire des forêts, du reboisement, de la protection contre les incendies de forêts, de l'amélioration des réserves forestières et de l'aménagement des routes d'accès aux forêts, s'établissent à 11 millions de dollars, soit 2 millions de plus.

TABLEAU 24
(en millions de dollars)

| Forêts et développement rural | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Forêts— | | | |
| Recherches et services régionaux | 8.1 | 7.9 | 0.2 |
| Instituts de recherches | 3.4 | 1.6 | 1.8 |
| Frais d'administration | 1.5 | 1.4 | 0.1 |
| Subventions aux provinces— | | | |
| Aux fins de l'inventaire des forêts, du reboisement, de la protection contre les incendies de forêt et de l'aménagement des réserves forestières | 8.0 | 6.6 | 1.4 |
| Aux fins des routes d'accès aux forêts | 2.5 | 2.0 | 0.5 |
| | *23.5* | *19.5* | *4.0* |
| Aide au transport et frais d'entreposage des céréales de provende de l'Ouest | 21.0 | 21.0 | |
| Développement rural— | | | |
| Loi sur la remise en valeur et l'aménagement des terres agricoles | 18.3 | 13.4 | 4.9 |
| Loi sur l'utilisation des terrains marécageux des provinces Maritimes | 1.6 | 0.7 | 0.9 |
| | *19.9* | *14.1* | *5.8* |
| Frais administratifs et généraux | 2.1 | 2.5 | −0.4 |
| | 66.5 | 57.1 | 9.4 |

## Affaires indiennes et Nord canadien

Les dépenses du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien sont de 198 millions de dollars, au regard de 156 millions l'année précédente.

Les dépenses des Affaires indiennes ont été de 104 millions de dollars, soit 22 millions de plus que le total de l'année précédente. Il y a eu des augmentations de 11 millions, au chapitre de l'expansion et de l'entretien des collectivités indiennes, et de 11 millions, au chapitre de l'éducation.

TABLEAU 25
(en millions de dollars)

| Affaires indiennes et Nord canadien | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Affaires indiennes— | | | |
| Éducation | 53.0 | 41.7 | 11.3 |
| Expansion et entretien des collectivités indiennes | 43.6 | 34.7 | 10.9 |
| Frais administratifs et généraux | 5.7 | 5.3 | 0.4 |
| | *104.3* | *81.7* | *22.6* |
| Administration des régions septentrionales— | | | |
| Territoires du Nord-Ouest et autres services extérieurs | 21.7 | 16.5 | 5.2 |
| Éducation | 12.0 | 10.2 | 1.8 |
| Divisions sociales et industrielles | 7.6 | 4.6 | 3.0 |
| Territoire du Yukon | 7.0 | 5.2 | 1.8 |
| Paiements aux gouvernements du Territoire du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest | 6.3 | 5.5 | 0.8 |
| Frais administratifs | 1.4 | 1.2 | 0.2 |
| | *56.0* | *43.2* | *12.8* |
| Ressources naturelles et historiques | 34.1 | 29.0 | 5.1 |
| Frais administratifs et généraux | 3.6 | 2.5 | 1.1 |
| | 198.0 | 156.4 | 41.6 |

Les 56 millions de dollars au titre de l'administration des régions septentrionales représentent un déboursé dépassant de 13 millions celui de 1965–1966, et les 34 millions consacrés aux ressources naturelles et historiques sont une hausse de 5 millions au regard de l'année financière précédente.

## Industrie

Les dépenses étrangères à la défense, dans ce ministère, se chiffrent à 13 millions de dollars en 1966–1967, contre 5 millions en 1965–1966.

L'augmentation tient surtout à des dépenses de 3 millions en vue de fournir des encouragements à la création d'occasions d'emploi dans les industries établies dans les régions désignées du Canada—nulle dépense de ce genre n'ayant été faite en 1965–1966, on ne peut donc les comparer—et à une augmentation de 4 millions en vue d'étayer, en matière étrangère à la défense, certains programmes de perfectionnement tendant à renforcer les possibilités de progrès techniques dans l'industrie canadienne.

TABLEAU 26

(en millions de dollars)

| Industrie[1] | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Possibilités de progrès techniques dans l'industrie canadienne | 4.6 | 0.4 | 4.2 |
| Encouragements à la création d'occasions d'emploi dans les industries établies dans les régions désignées du Canada | 2.5 | | 2.5 |
| Frais administratifs et généraux | 6.3 | 5.0 | 1.3 |
| | 13.4 | 5.4 | 8.0 |

[1] Des dépenses supplémentaires de 21.3 millions de dollars sont comprises sous la rubrique «Dépenses au titre de la défense».

## Justice

Les dépenses du ministère de la Justice, s'élevant à 12 millions de dollars, dont 9 millions pour les traitements, indemnités de déplacement et pensions des juges et 3 millions pour les frais administratifs, dépassent d'un million celles de 1965–1966.

TABLEAU 27

(en millions de dollars)

| Justice | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Traitements, indemnités de déplacement et pensions des juges | 9.4 | 9.0 | 0.4 |
| Frais administratifs et généraux | 2.9 | 2.4 | 0.5 |
| | 12.3 | 11.4 | 0.9 |

## Travail

Les dépenses du ministère du Travail s'élèvent à 26 millions de dollars contre 24 millions en 1965–1966.

Aux termes du programme de construction domiciliaire pendant l'hiver, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, des versements de $500 sont effectués par unité d'habitation principalement construite au cours de la période allant du 15 novembre 1965 au 15 avril 1966 et à l'égard du programme de construction domiciliaire pendant l'hiver précédent. En 1966–1967, les versements se sont élevés à 15 millions de dollars, soit à peu près comme au cours de l'année financière précédente.

Les versements effectués aux termes de la loi concernant l'indemnisation des employés de l'État s'élèvent à 3 millions de dollars en 1966–1967, soit un peu plus qu'en 1965–1966.

TABLEAU 28
(en millions de dollars)

| Travail | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Programme d'hiver de construction domiciliaire | 15.3 | 15.8 | −0.5 |
| Paiements effectués en vertu de la loi concernant l'indemnisation aux employés de l'État | 3.1 | 2.8 | 0.3 |
| Frais administratifs et généraux | 7.3 | 5.4 | 1.9 |
| | 25.7 | 24.0 | 1.7 |

## Service législatif

Les dépenses du service législatif sont de 18 millions de dollars contre 15 millions en 1965–1966.

TABLEAU 29
(en millions de dollars)

| Service législatif | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Chambre des communes | 13.9 | 11.5 | 2.4 |
| Sénat | 3.1 | 2.7 | 0.4 |
| Bibliothèque du Parlement | 0.6 | 0.5 | 0.1 |
| | 17.6 | 14.7 | 2.9 |

## Main-d'œuvre et Immigration

Les dépenses du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration s'élèvent à 321 millions, soit une augmentation de 84 millions par rapport au montant global de 237 millions pour l'année financière précédente.

Les paiements de 223 millions de dollars versés aux provinces aux termes de la loi sur l'assistance à la formation technique et professionnelle se sont élevés à 70 millions de plus que le montant global pour l'année 1965–1966; les paiements de 37 millions, versés aux provinces à l'égard des bandes indiennes en vertu du programme d'encouragement aux travaux d'hiver dans les municipalités, ont été de 4 millions de moins; les dépenses de 34 millions à l'égard du Service national de placement se sont élevées à 11 millions de plus, et les dépenses relatives à l'immigration, de 21 millions de dollars, représentent 7 millions de plus qu'en 1965–1966.

Les dépenses de la Citoyenneté qui, les années précédentes, figuraient au budget du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, sont maintenant incluses dans celles du secrétariat d'État.

TABLEAU 30

(en millions de dollars)

| Main-d'œuvre et Immigration | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Loi sur l'assistance à la formation technique et professionnelle— | | | |
| Paiements aux provinces | 223.1 | 152.8 | 70.3 |
| Frais administratifs et généraux | 1.0 | 1.1 | −0.1 |
| | *224.1* | *153.9* | *70.2* |
| Programme d'encouragement aux travaux d'hiver dans les municipalités | 37.3 | 41.1 | −3.8 |
| Service national de placement | 33.8 | 22.7 | 11.1 |
| Immigration | 21.0 | 14.3 | 6.7 |
| Frais administratifs et généraux | 4.5 | 4.5 | |
| | 320.7 | 236.5 | 84.2 |

## Santé nationale et bien-être social

Les dépenses du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social s'élèvent à 1,316 millions de dollars, soit 141 millions de plus que le total de 1,175 millions atteint l'année précédente, à cause surtout d'une augmentation

TABLEAU 31

(en millions de dollars)

| Santé nationale et bien-être social | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Direction du Bien-être social— | | | |
| Allocations familiales | 555.8 | 551.7 | 4.1 |
| Allocations à la jeunesse | 47.4 | 46.5 | 0.9 |
| Assistance-vieillesse | 20.1 | 26.9 | −6.8 |
| Allocations aux aveugles | 3.4 | 3.6 | −0.2 |
| Allocations aux invalides | 14.6 | 15.0 | −0.4 |
| Assistance-chômage | 142.4 | 101.7 | 41.7 |
| Régime d'assistance publique du Canada | 10.4 | | 10.4 |
| Santé et sport amateur | 4.7 | 2.5 | 2.2 |
| Allocations d'aide à la famille | 5.0 | 2.8 | 2.2 |
| Autres | 7.1 | 6.3 | 0.8 |
| | *811.9* | *757.0* | *54.9* |
| Direction de la Santé nationale— | | | |
| Quote-part du gouvernement aux termes de la loi sur l'assurance-hospitalisation et les services diagnostiques | 397.5 | 319.6 | 77.9 |
| Subventions versées aux provinces— | | | |
| Hygiène | 26.6 | 27.9 | −1.3 |
| Construction d'hôpitaux | 18.9 | 17.6 | 1.3 |
| Caisse d'aide à la santé | 4.7 | | 4.7 |
| Autres | 8.3 | 7.6 | 0.7 |
| | *456.0* | *372.7* | *83.3* |
| Services médicaux | 38.2 | 37.5 | 0.7 |
| Services des aliments et drogues | 6.8 | 5.4 | 1.4 |
| Frais administratifs et généraux | 3.1 | 2.5 | 0.6 |
| | 1,316.0 | 1,175.1 | 140.9 |

de 78 millions de la quote-part du gouvernement aux termes de la loi sur l'assurance-hospitalisation et les services diagnostiques, de 10 millions sous le régime de l'assistance publique du Canada, pour lequel il n'y avait pas eu de dépense comparable en 1965–1966, et de 42 millions en vertu de la loi sur l'assistance-chômage.

Les dépenses des services de bien-être représentent 812 millions de dollars, soit 55 millions de plus qu'en 1965–1966; celles des services de santé atteignent 456 millions contre 373 millions, et celles des services médicaux, 38 millions, soit 1 million de plus qu'en l'année financière précédente.

*Allocations familiales*

Les allocations familiales sont versées à l'égard de tous les enfants de moins de 16 ans qui habitent le Canada, sauf quelques exceptions peu importantes comme dans le cas des enfants d'immigrants, qui doivent habiter le Canada pendant un an avant d'établir leur droit à l'allocation. Le montant mensuel est de $6 si l'enfant a moins de dix ans et de $8 pour les enfants de dix à quinze ans. Les enfants des immigrants touchent, au cours de leur première année de résidence au Canada, une allocation identique d'aide à la famille.

En 1966–1967, le montant des allocations a atteint 556 millions et représente 6 p. 100 du total des dépenses budgétaires, comparativement à 552 millions et 7 p. 100, en 1965–1966.

TABLEAU 32

(en millions de dollars)

| Versements d'allocations familiales | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Terre-Neuve | 17.0 | 16.9 | 0.1 |
| Nouvelle-Écosse | 21.5 | 21.6 | −0.1 |
| Île du Prince-Édouard | 3.2 | 3.2 | |
| Nouveau-Brunswick | 18.8 | 19.0 | −0.2 |
| Québec | 165.2 | 165.0 | 0.2 |
| Ontario | 185.2 | 182.4 | 2.8 |
| Manitoba | 25.6 | 25.9 | −0.3 |
| Saskatchewan | 26.9 | 27.0 | −0.1 |
| Alberta | 42.6 | 42.4 | 0.2 |
| Colombie-Britannique | 48.5 | 47.0 | 1.5 |
| Territoires du Nord-Ouest et du Yukon | 1.3 | 1.3 | |
| | 555.8 | 551.7 | 4.1 |

*Allocations à la jeunesse*

Aux termes d'une disposition de la loi sur les allocations aux jeunes, des allocations mensuelles de $10 sont versées à l'égard de toutes les personnes habitant le Canada, sauf celles qui habitent la province de Québec, et âgées d'au moins 16 ans, mais n'ayant pas encore 18 ans, qui fréquentent à plein temps une école ou une université ou qui, à cause de débilité physique ou mentale, ne peuvent fréquenter l'école ou l'université. Pour 1966–1967, ces versements s'élèvent à 47 millions de dollars, soit 1 million de plus qu'en 1965–1966.

Aucun paiement n'est versé, aux termes de cette loi, à l'égard de toutes les personnes habitant la province de Québec. Toutefois, aux termes de la loi de 1964 sur la revision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, des déductions de l'impôt fédéral sur le revenu autrement payable par les particuliers résidant dans la province de Québec ont été autorisées pour compenser le fait que la province a assumé le paiement d'allocations à la jeunesse et permettre aux provinces de prélever l'impôt sur le revenu nécessaire.

TABLEAU 33
(en millions de dollars)

| VERSEMENTS D'ALLOCATIONS À LA JEUNESSE | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (—) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Terre-Neuve | 1.7 | 1.6 | 0.1 |
| Nouvelle-Écosse | 2.7 | 2.7 | |
| Île du Prince-Édouard | 0.4 | 0.4 | |
| Nouveau-Brunswick | 2.3 | 2.3 | |
| Ontario | 22.4 | 22.0 | 0.4 |
| Manitoba | 3.3 | 3.3 | |
| Saskatchewan | 3.4 | 3.4 | |
| Alberta | 4.9 | 4.8 | 0.1 |
| Colombie-Britannique | 6.1 | 5.9 | 0.2 |
| Territoires du Nord-Ouest et du Yukon | 0.2 | 0.1 | 0.1 |
| | 47.4 | 46.5 | 0.9 |

*Assistance-vieillesse, allocations aux invalides, aux aveugles et assistance-chômage*

En vertu de la loi sur l'assistance-vieillesse, le gouvernement fédéral rembourse aux provinces la moitié de $75 par mois ou de la somme d'assistance fournie par les provinces sous forme de pensions mensuelles aux personnes nécessiteuses, âgées de 65 à 69 ans, qui y ont droit, selon la moindre de ces deux sommes. (En vertu de la loi sur la sécurité de la vieillesse, toute personne qui satisfait aux exigences relatives au domicile peut toucher du gouvernement fédéral une pension de $75 par mois prélevée sur la caisse de la sécurité de la vieillesse, pourvu qu'aucune pension ne soit payée pendant un mois antérieur à janvier 1966 avant que la personne ait atteint 70 ans, la limite d'âge étant réduite d'un an chaque année subséquente jusqu'à 1970.) Une modification à la loi sur la sécurité de la vieillesse autorise le paiement mensuel d'un supplément de revenu garanti aux pensionnés admissibles. Le montant du supplément que peut toucher un pensionné pour un mois est *a*) en l'année 1967, $30, et *b*) en toute autre année subséquente à 1967, 40 p. 100 du montant de la pension qu'il peut recevoir pour le mois, selon le montant de son revenu l'année précédente. De même, en vertu de la loi sur les aveugles, le gouvernement fédéral rembourse aux provinces, dans une proportion de 75 p. 100 des paiements globaux, les allocations, n'excédant pas $75 par mois, versées aux aveugles nécessiteux, âgés d'au moins 18 ans et, en vertu de la loi sur les invalides, la moitié d'au plus $75 par mois à titre d'allocations aux invalides nécessiteux âgés de 18 ans ou plus. En 1966–1967, les versements furent de 20 millions de dollars pour l'assistance-vieillesse, de 15 millions pour les allocations aux invalides et de 3 millions pour les allocations aux aveugles. En 1965–1966 les versements avaient été de 27 millions pour l'assistance-vieillesse, de 15 millions pour les allocations aux invalides et de 4 millions pour les allocations aux aveugles. La réduction des allocations d'assistance-vieillesse est attribuable à la baisse de l'âge d'admissibilité aux prestations de la sécurité de la vieillesse. La province de Québec s'est retirée de ces programmes sous l'empire d'un accord fédéral-provincial.

En vertu de la loi sur l'assistance-chômage, le ministre peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, conclure avec l'une ou l'autre des provinces un accord prévoyant le paiement à la province, par le Canada, de contributions ne dépassant pas la moitié des frais d'assistance-chômage dans la province. La participation fédérale pour 1966–1967 a été de 143 millions de dollars, comparativement à 102 millions en 1965–1966. En conformité des accords entre le gouvernement fédéral et les provinces, la province de Québec a renoncé à une partie de ce programme.

Le tableau suivant indique la répartition des sommes ainsi versées aux provinces pour l'année 1966–1967.

TABLEAU 34
(en millions de dollars)

| QUOTE-PART DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL À L'ASSISTANCE-VIEILLESSE, AUX ALLOCATIONS AUX INVALIDES ET AUX AVEUGLES, ET À L'ASSISTANCE-CHÔMAGE | Année financière terminée le 31 mars 1967 (estimation) | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Assistance-vieillesse | Allocations aux invalides | Allocations aux aveugles | Assistance-chômage |
| Terre-Neuve | 1.6 | 0.6 | 0.3 | 8.7 |
| Nouvelle-Écosse | 1.7 | 1.6 | 0.4 | 3.0 |
| Île du Prince-Édouard | 0.5 | 0.4 | 0.1 | 0.4 |
| Nouveau-Brunswick | 1.7 | 1.0 | 0.4 | 2.4 |
| Québec | | | | 33.2 |
| Ontario | 7.5 | 8.4 | 1.2 | 45.8 |
| Manitoba | 1.5 | 0.6 | 0.2 | 6.8 |
| Saskatchewan | 1.3 | 0.1 | 0.2 | 6.4 |
| Alberta | 2.0 | 0.9 | 0.3 | 13.4 |
| Colombie-Britannique | 2.2 | 1.0 | 0.3 | 21.2 |
| Territoires du Nord-Ouest et du Yukon | 0.1 | (1) | (1) | 0.1 |
| | 20.1 | 14.6 | 3.4 | 143.4 |

(1)Moins de $50,000.

*Régime d'assistance publique du Canada*

Le régime d'assistance publique du Canada adopté en 1966 autorise l'État à verser des contributions aux provinces, pour le financement partiel des programmes d'aide et de services de bien-être aux nécessiteux.

Les dépenses en 1966–1967 se sont élevées à 10 millions. Il n'y a eu aucune dépense comparable en 1965–1966.

*Contributions de l'État au titre de la loi sur l'assurance-hospitalisation et les services diagnostiques*

Les versements de 398 millions effectués aux provinces en vertu de la loi sur l'assurance-hospitalisation et les services diagnostiques accusent une augmentation de 78 millions par rapport au montant global de 1965–1966. En vertu de l'entente fédérale-provinciale, la province de Québec s'est retirée de ce programme.

TABLEAU 35
(en millions de dollars)

| CONTRIBUTIONS DE L'ÉTAT AU TITRE DE LA LOI SUR L'ASSURANCE-HOSPITALISATION ET LES SERVICES DIAGNOSTIQUES | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Terre-Neuve | 12.5 | 11.7 | 0.8 |
| Nouvelle-Écosse | 19.9 | 18.1 | 1.8 |
| Île du Prince-Édouard | 2.7 | 2.4 | 0.3 |
| Nouveau-Brunswick | 16.2 | 14.9 | 1.3 |
| Québec | (1)4.0 | (2)26.9Cr. | 30.9 |
| Ontario | 192.8 | 171.9 | 20.9 |
| Manitoba | 25.4 | 23.1 | 2.3 |
| Saskatchewan | 28.0 | 25.9 | 2.1 |
| Alberta | 44.4 | 36.9 | 7.5 |
| Colombie-Britannique | 50.5 | 40.5 | 10.0 |
| Territoires du Nord-Ouest et du Yukon | 1.1 | 1.1 | |
| | 397.5 | 319.6 | 77.9 |

(1)Rajustement pour 1964.
(2)Transféré à titre d'affectation aux paiements en vertu de la loi sur les programmes établis (arrangements provisoires) par le ministère des Finances.

*Subventions générales à l'hygiène et subventions pour la construction d'hôpitaux versées aux provinces*

Les subventions versées aux provinces se sont élevées à 27 millions au titre des services généraux d'hygiène et à 19 millions au titre de la construction d'hôpitaux, contre 28 millions et 18 millions respectivement en 1965–1966. En vertu d'un accord fédéral-provincial, la province de Québec s'est retirée d'une portion de ce programme.

TABLEAU 36

(en millions de dollars)

| Subventions générales à l'hygiène et à la construction d'hôpitaux | Année financière terminée le 31 mars 1967 (estimation) | | |
|---|---|---|---|
| | Subvention générale à l'hygiène | Subvention à la construction d'hôpitaux | Totaux |
| Terre-Neuve | 1.0 | 0.8 | 1.8 |
| Nouvelle-Écosse | 1.5 | 0.4 | 1.9 |
| Île du Prince-Édouard | 0.3 | 0.1 | 0.4 |
| Nouveau-Brunswick | 1.1 | 0.5 | 1.6 |
| Québec | 1.0 | 3.0 | 4.0 |
| Ontario | 11.7 | 7.0 | 18.7 |
| Manitoba | 2.4 | 1.0 | 3.4 |
| Saskatchewan | 1.8 | 1.6 | 3.4 |
| Alberta | 2.4 | 1.7 | 4.1 |
| Colombie-Britannique | 3.3 | 2.7 | 6.0 |
| Territoires du Nord-Ouest et du Yukon | 0.1 | 0.1 | 0.2 |
| | 26.6 | 18.9 | 45.5 |

*Caisse d'aide à la santé*

La loi sur la Caisse d'aide à la santé prévoit l'établissement d'une Caisse pour aider les provinces à acheter, construire et rénover les installations de formation en hygiène et des institutions de recherches.

Les dépenses en 1966–1967 se sont élevées à 5 millions. Il n'y a eu aucune dépense comparable durant l'année financière précédente.

## Conseil national de recherches, y compris le Conseil de la recherche médicale

Les dépenses du Conseil national de recherches, y compris le Conseil de la recherche médicale, se sont élevées à 96 millions, soit une augmentation de 22 millions sur l'année précédente.

TABLEAU 37

(en millions de dollars)

| Conseil national de recherches, y compris le Conseil de la recherche médicale | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Bourses et subventions aux recherches | 46.7 | 33.7 | 13.0 |
| Construction ou acquisition d'immeubles, de terrains et d'équipement | 8.1 | 6.1 | 2.0 |
| Aide aux recherches dans l'industrie | 4.2 | 3.3 | 0.9 |
| Frais administratifs et généraux | 37.1 | 31.3 | 5.8 |
| | 96.1 | 74.4 | 21.7 |

Des déboursés de 47 millions de dollars ont été consacrés aux bourses d'études et aux subventions à la recherche, ce qui représente 13 millions de l'augmentation, et de plus forts versements de 37 millions au titre de l'administration expliquent l'augmentation de 6 millions.

## Revenu national

Les dépenses du ministère du Revenu national s'établissent à 106 millions de dollars, soit 11 millions de plus que le total de 95 millions de dollars en 1965–1966.

TABLEAU 38

(en millions de dollars)

| Revenu national | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Division des douanes et de l'accise | 54.0 | 47.7 | 6.3 |
| Division de l'impôt | 51.7 | 47.0 | 4.7 |
| Commission d'appel de l'impôt sur le revenu | 0.3 | 0.3 | |
| | 106.0 | 95.0 | 11.0 |

## Ministère des Postes

Les dépenses du ministère des Postes imputées aux dépenses budgétaires se chiffrent à 269 millions de dollars, soit une hausse de 29 millions de dollars au regard de 1965–1966, attribuable à l'accroissement habituel du nombre d'employés et aux augmentations de traitements.

Les frais d'exploitation, s'établissant à 183 millions de dollars, dépassent de 22 millions ceux de l'année financière précédente, et l'acheminement du courrier a coûté 6 millions de plus, soit 78 millions.

TABLEAU 39

(en millions de dollars)

| Ministère des Postes | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Imputé aux dépenses budgétaires— | | | |
| Exploitation, y compris traitements et autres dépenses des bureaux de poste urbains, bureaux de district et services ambulants; approvisionnements, équipement et autres articles destinés aux bureaux de poste à commission | 182.9 | 160.9 | 22.0 |
| Transport—mouvement du courrier par terre, par air et par eau | 78.4 | 72.6 | 5.8 |
| Services financiers | 3.7 | 3.6 | 0.1 |
| Frais administratifs et généraux | 3.7 | 3.1 | 0.6 |
| | *268.7* | *240.2* | *28.5* |
| Imputé au revenu— | | | |
| Exploitation—traitements des maîtres de poste et du personnel, des bureaux à commission et semi-urbains; commissions payées aux bureaux auxiliaires et autres déboursés | 40.5 | 38.5 | 2.0 |
| | 309.2 | 278.7 | 30.5 |

La rémunération des maîtres de poste et du personnel des bureaux à commission et semi-urbains, et certains autres décaissements autorisés, sont payés sur le revenu. Ces versements s'élèvent à 40 millions de dollars, soit 2 millions de plus qu'en 1965–1966, ce qui porte les dépenses brutes du ministère des Postes à 309 millions pour 1966–1967.

## Travaux publics

Les dépenses du ministère des Travaux publics s'élèvent à 294 millions de dollars, soit 19 millions de plus qu'en 1965–1966.

*Services des installations*

Les dépenses relatives à ces services s'établissent à 109 millions de dollars, soit 7 millions de plus qu'en 1965–1966.

TABLEAU 40

(en millions de dollars)

| Travaux publics | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Services des installations— | | | |
| Entretien et exploitation des immeubles et terrains publics— | | | |
| A Ottawa et Hull | 28.2 | 24.4 | 3.8 |
| Ailleurs | 41.6 | 38.0 | 3.6 |
| Mobilier de bureau et ameublements | 5.0 | 4.1 | 0.9 |
| Acquisition d'équipement et d'ameublement autres que le mobilier de bureau | 0.9 | 1.2 | −0.3 |
| Construction, acquisition, réparations importantes, etc. d'immeubles publics— | | | |
| A Ottawa | 14.7 | 17.0 | −2.3 |
| Ailleurs | 18.5 | 17.0 | 1.5 |
| | *108.9* | *101.7* | *7.2* |
| Direction du génie (ports et rivières)— | | | |
| Exploitation et entretien | 7.5 | 7.4 | 0.1 |
| Construction ou acquisition de matériel | 1.0 | 0.5 | 0.5 |
| Construction, acquisition, réparations importantes, etc. d'ouvrages dans les ports et les cours d'eau | 29.0 | 27.3 | 1.7 |
| Subventions aux cales sèches | 0.2 | 0.2 | |
| | *37.7* | *35.4* | *2.3* |
| Routes, ponts et autres services de génie— | | | |
| Exploitation et entretien | 6.0 | 5.5 | 0.5 |
| Construction, acquisition, réparations importantes, amélioration, plans et emplacements pour routes, ponts et autres travaux de génie | 8.0 | 4.8 | 3.2 |
| Route transcanadienne— | | | |
| Versements aux provinces en vertu de la loi sur la route transcanadienne | 81.1 | 83.4 | −2.3 |
| Route traversant les parcs nationaux | 0.5 | 0.3 | 0.2 |
| | *95.6* | *94.0* | *1.6* |
| Commission de la capitale nationale— | | | |
| Fonctionnement et entretien | 4.7 | 3.8 | 0.9 |
| Frais d'intérêt (nets) | 3.3 | 2.7 | 0.6 |
| Paiement à la Caisse de la capitale nationale | 25.0 | 12.1 | 12.9 |
| | *33.0* | *18.6* | *14.4* |
| Laboratoires d'essais | 1.2 | 1.1 | 0.1 |
| Ouvrages de protection contre les glaces—quote-part fédérale | | 7.5 | −7.5 |
| Frais administratifs et généraux | 18.0 | 16.8 | 1.2 |
| | 294.4 | 275.1 | 19.3 |

L'entretien et l'exploitation des immeubles et terrains publics ont coûté 75 millions de dollars, soit 8 millions de plus que l'année précédente; la construction ou l'acquisition d'immeubles, etc., 33 millions, ce qui représente une diminution de 1 million sur 1965–1966.

*Services du génie (ports et cours d'eau)*

Les dépenses à l'égard de ces services s'élèvent en tout à 38 millions de dollars, marquant une augmentation de 2 millions par rapport à 1965–1966, surtout à cause d'un accroissement des frais de construction ou d'acquisition, etc., d'ouvrages dans les ports et les cours d'eau, frais qui se chiffrent à 29 millions, contre 27 millions l'année financière précédente.

*Routes, ponts et autres services du génie*

Les dépenses au titre de ces services atteignent 96 millions, soit 2 millions de plus qu'en 1965–1966. Les versements aux provinces pour la route transcanadienne sont passés à 81 millions, soit 2 millions de moins qu'en 1965–1966.

*Commission de la capitale nationale*

Les dépenses de la Commission de la capitale nationale s'élèvent à 33 millions de dollars, soit 14 millions de plus qu'en 1965–1966.

Les paiements à la Caisse de la capitale nationale atteignent 25 millions de dollars, c'est-à-dire 13 millions de plus que l'année précédente. Les dépenses affectées au fonctionnement et à l'entretien des parcs, promenades, etc., au montant de 5 millions de dollars, représentent un million de plus, et les frais d'intérêt de 3 millions, un million de plus que les dépenses de l'année financière précédente.

## Secrétariat d'État

Les dépenses du Secrétariat d'État se sont montées à 134 millions de dollars, soit une augmentation de 80 millions au regard du total de l'année financière précédente.

TABLEAU 41

(en millions de dollars)

| Secrétariat d'État | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Octrois aux universités | 87.1 | 27.7 | 59.4 |
| Commission du centenaire— | | | |
| Programmes et entrepirses d'envergure nationale | 12.7 | 3.8 | 8.9 |
| Versements au fonds du centenaire de la Confédération | 13.0 | 9.0 | 4.0 |
| Frais administratifs généraux | 4.5 | 1.8 | 2.7 |
| | *30.2* | *14.6* | *15.6* |
| Centre national des arts— | | | |
| Construction ou acquisition d'immeubles, travaux, terrains et équipement | 6.5 | 3.7 | 2.8 |
| Frais administratifs | 0.1 | 0.1 | |
| | *6.6* | *3.8* | *2.8* |
| Bureau des traductions | 3.5 | 2.7 | 0.8 |
| Citoyenneté | 2.6 | 2.1 | 0.5 |
| Musée national du Canada | 2.6 | 1.7 | 0.9 |
| Bureau du commissaire à la représentation | 0.2 | 0.8 | −0.6 |
| Frais administratifs et généraux | 1.1 | 0.7 | 0.4 |
| | 133.9 | 54.1 | 79.8 |

Les octrois à l'Association des universités et collèges du Canada, aux fins de subventions aux universités d'enseignement supérieur, atteignent la somme de 87 millions de dollars, soit 59 millions de plus qu'en 1965–1966. Jusqu'ici ces dépenses étaient portées au compte des dépenses du ministère des Finances.

Les déboursés de la Commission du centenaire ont été de 30 millions, soit 16 millions de plus qu'en 1965–1966, en raison d'augmentations de 9 millions au chapitre des programmes et entreprises d'envergure nationale et de 4 millions au titre des versements au Fonds du centenaire de la Confédération pour permettre l'octroi aux provinces de subventions destinées à des entreprises locales à caractère permanent.

Les dépenses du Centre national des arts se chiffrent à 7 millions, soit 3 millions de plus qu'en 1965–1966. Les dépenses de l'année précédente étaient inscrites au chapitre des dépenses de la Commission du centenaire.

Les déboursés de 4 millions pour le Bureau des traductions, de 3 millions pour la direction de la citoyenneté et de 3 millions pour le Musée national du Canada, dépassent chacun d'un million ceux de 1965–1966.

Les dépenses imputées à la division des sociétés et corporations, qui étaient jusqu'ici portées au titre des dépenses du Secrétariat d'État, sont maintenant inscrites au chapitre des dépenses du bureau du Registraire général.

## Solliciteur général

Les dépenses du ministère du Solliciteur général se sont élevées à 166 millions de dollars, contre 139 millions l'année financière précédente. Le principal changement est une augmentation de 20 millions pour la Gendarmerie royale du Canada.

TABLEAU 42

(en millions de dollars)

| Solliciteur général | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Gendarmerie royale du Canada— | | | |
| Divisions terrestres, aériennes et d'instruction | 72.4 | 59.5 | 12.9 |
| Administration centrale et services de police nationale | 12.7 | 10.7 | 2.0 |
| Pensions et autres prestations— | | | |
| Pensions | 4.9 | 4.5 | 0.4 |
| Caisse de retraite de la Gendarmerie royale— | | | |
| Quote-part de l'État | 4.5 | 3.9 | 0.6 |
| Amortissement des frais différés | 3.3 | 1.0 | 2.3 |
| Autres | 1.0 | 0.2 | 0.8 |
| Services maritimes | 2.8 | 2.2 | 0.6 |
| | *101.6* | *82.0* | *19.6* |
| Services correctionnels— | | | |
| Administration du service des pénitenciers | 1.0 | 0.8 | 0.2 |
| Exploitation et entretien des pénitenciers | 36.7 | 26.6 | 10.1 |
| Administration de la loi sur la libération conditionnelle de détenus | 1.3 | 0.9 | 0.4 |
| Construction ou acquisition d'immeubles, d'installations, de terrains et de matériel | 18.6 | 28.2 | −9.6 |
| | *57.6* | *56.5* | *1.1* |
| Bureau du solliciteur général | 0.6 | 0.4 | 0.2 |
| | 159.8 | 138.9 | 20.9 |

*Gendarmerie royale du Canada*

Les dépenses de la Gendarmerie royale du Canada se sont montées à 102 millions, contre 82 millions au cours de l'année 1965–1966. Il y a lieu de rapprocher de ces dépenses les encaissements de 17 millions reçus pour la police de certains territoires, provinces et municipalités. En 1965–1966, les encaissements avaient été de 16 millions.

*Services correctionnels*

Les déboursés de 58 millions pour les services correctionnels ont dépassé de 1 million ceux de 1965–1966, principalement parce que les frais de fonctionnement et d'entretien des pénitenciers se sont élevés à 37 millions, contre 27 millions l'année financière précédente; étant partiellement contrebalancés par ceux de la construction ou acquisition d'immeubles, etc., ils ont baissé à 19 millions, de 28 millions qu'ils étaient l'année précédente.

## Commerce

Les dépenses du ministère du Commerce, y compris celles de la Commission canadienne du blé, se sont établies à 73 millions de dollars, soit 5 millions de plus qu'en 1965–1966.

Les déboursés de 10 millions à l'égard de l'Office de tourisme du gouvernement canadien dépassent de 4 millions ceux de 1965–1966; les dépenses engagées quant à la Compagnie canadienne de l'Exposition universelle de 1967 ont augmenté de 4 millions pour atteindre 9 millions, et les déboursés relatifs au Service des délégués commerciaux se chiffrent à 9 millions, soit 1 million de plus. En ce qui concerne la Direction des expositions, les déboursés ont augmenté d'un million.

Compris, les années précédentes, dans les dépenses du ministère du Commerce, les déboursés du Bureau fédéral de la statistique figurent maintenant sous une rubrique individuelle. Les chiffres de l'année précédente ont été modifiés à des fins de comparaison.

*Commission canadienne du blé*

Les dépenses de la Commission canadienne du blé, inscrites en 1965–1966 au chapitre du ministère des Finances, le sont maintenant à celui du ministère du Commerce. Les chiffres de l'année précédente ont été modifiés à des fins de comparaison.

TABLEAU 43

(en millions de dollars)

| Commerce | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Commission canadienne du blé— | | | |
| Frais d'entreposage de réserves temporaires de blé | 29.9 | 36.8 | −6.9 |
| Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies | 0.6 | 0.7 | −0.1 |
| | *30.5* | *37.5* | *−7.0* |
| Service des délégués commerciaux | 8.6 | 7.8 | 0.8 |
| Office de tourisme du gouvernement canadien | 9.9 | 6.3 | 3.6 |
| Compagnie canadienne de l'Exposition universelle de 1967— | | | |
| Participation du gouvernement canadien | 8.9 | 4.6 | 4.3 |
| Direction des expositions | 4.3 | 2.8 | 1.5 |
| Direction des standards | 3.9 | 3.5 | 0.4 |
| Frais administratifs et généraux | 6.8 | 5.5 | 1.3 |
| | 72.9 | 68.0 | 4.9 |

En 1966–1967, les dépenses se sont élevées à 31 millions, contre 38 millions l'année financière précédente, et représentaient surtout des frais d'entreposage de réserves temporaires de blé.

## Transports

Les dépenses du ministère des Transports, y compris celles de l'Office d'expansion économique de la région atlantique, se sont élevées à 603 millions, contre 532 millions en 1965–1966.

*Services de l'air*

Les déboursés pour les services de l'air ont été de 166 millions de dollars, soit une augmentation de 23 millions par rapport à 1965–1966, due surtout à un accroissement de 12 millions des dépenses pour les aéroports et autres services terrestres.

*Commission des transports*

Les dépenses de la Commission des transports atteignent 138 millions, contre 110 millions en 1965–1966.

Cela comprend des paiements de 116 millions aux chemins de fer pour le maintien du trafic-marchandises, contre 88 millions en 1965–1966; des paiements de 5 millions aux chemins de fer pour l'entretien des voies ferrées dans le nord de l'Ontario, comparativement à des contributions de 7 millions, et de 15 millions pour le fonds des passages à niveau des chemins de fer, contre 14 millions l'année précédente. L'augmentation du coût de maintien des tarifs-marchandises est attribuable au versement, en 1966, de montants dus aux chemins de fer, à titre d'arriérés pour les deux années civiles précédentes, en vertu du règlement de 1967 concernant les salaires.

*Services de la marine*

Les dépenses des services de la marine atteignent 100 millions de dollars, soit 16 millions de plus qu'en 1965–1966. Cela comprend 56 millions au titre de la garde côtière du Canada, soit 7 millions de plus qu'en 1965–1966, et 19 millions pour les aides à la navigation, soit 4 millions de plus que l'année précédente.

*Services des chemins de fer et des navires à vapeur*

Les dépenses pour ces services sont de 86 millions de dollars, contre 100 millions en 1965–1966.

Les frais de construction ou d'acquisition d'immeubles, d'ouvrages et de terrains, etc., sont de 25 millions, soit 2 millions de plus qu'en 1965–1966, attribuables surtout à la construction de quais et de terminus concernant le service de transbordeur à Sydney-Nord—Port-aux-Basques et Argentia (T.-N.); les paiements en vertu de la loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes sont de 15 millions, soit un peu moins qu'en 1965–1966; et la subvention au chemin de fer du Grand Lac des Esclaves est de 1 million, soit 8 millions de moins.

La somme de 25 millions imputée sur les dépenses budgétaires de 1966–1967 pour couvrir le déficit d'exploitation de 1966 des chemins de fer Nationaux est inférieure de 9 millions à la dépense de 34 millions de 1965–1966 pour couvrir le déficit d'exploitation du chemin de fer en 1965.

*Commission maritime canadienne*

Les dépenses de la Commission s'élèvent à 47 millions de dollars, soit 3 millions de moins qu'en 1965–1966 par suite de la baisse des subventions d'équipement pour la construction de navires commerciaux et de bateaux de pêche.

TABLEAU 44

(en millions de dollars)

| TRANSPORTS | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Services de l'air— | | | |
| Aéroports et autres services au sol | 63.6 | 51.2 | 12.4 |
| Aide de radio aéronautique et navale | 38.1 | 39.3 | −1.2 |
| Services météorologiques | 26.6 | 23.7 | 2.9 |
| Contrôle de la circulation aérienne | 12.5 | 9.7 | 2.8 |
| Contrôle de l'aviation civile | 7.8 | 6.3 | 1.5 |
| Lois et règlements sur la radio | 4.9 | 4.1 | 0.8 |
| Frais administratifs et généraux | 12.2 | 8.7 | 3.5 |
| | *165.7* | *143.0* | *22.7* |
| Commission des transports du Canada— | | | |
| Paiements aux chemins de fer pour le maintien des tarifs du trafic-marchandises | 115.9 | 87.6 | 28.3 |
| Entretien des voies | 4.8 | 7.0 | −2.2 |
| Contribution à la Caisse des passages à niveau | 15.0 | 14.0 | 1.0 |
| Frais administratifs et généraux | 2.0 | 1.6 | 0.4 |
| | *137.7* | *110.2* | *27.5* |
| Services de la marine— | | | |
| Garde côtière canadienne | 56.1 | 49.1 | 7.0 |
| Aides à la navigation | 18.9 | 14.6 | 4.3 |
| Canaux | 8.7 | 8.5 | 0.2 |
| Ouvrages hydrauliques de la marine, y compris les chenaux maritimes du Saint-Laurent et du Saguenay | 7.3 | 5.9 | 1.4 |
| Règlements maritimes | 7.2 | 5.0 | 2.2 |
| Frais administratifs et généraux | 1.8 | 1.4 | 0.4 |
| | *100.0* | *84.5* | *15.5* |
| Services des chemins de fer et des navires à vapeur— | | | |
| Construction ou acquisition | 25.4 | 23.8 | 1.6 |
| Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes— | | | |
| Écarts entre les tarifs et les péages normaux | 15.0 | 15.1 | −0.1 |
| Chemin de fer du Grand Lac des Esclaves | 1.3 | 9.7 | −8.4 |
| Pont Victoria | 0.8 | 0.8 | |
| Déficits— | | | |
| National-Canadien | 24.6 | 33.4 | −8.8 |
| Transbordeur de Terre-Neuve et terminus | 13.0 | 12.4 | 0.6 |
| Transbordeur d'autos de l'Île du Prince-Édouard et terminus | 4.6 | 4.2 | 0.4 |
| Service de transbordeur entre Yarmouth (N.-É.) et Bar-Harbour (Maine), É.-U. | 0.1 | | 0.1 |
| Autres | 0.8 | 0.7 | 0.1 |
| | *85.6* | *100.1* | *−14.5* |
| Commission maritime canadienne | 47.0 | 50.3 | −3.3 |
| Office d'expansion économique de la région atlantique— | | | |
| Paiements à l'Office d'expansion économique de la région atlantique | 29.6 | 20.9 | 8.7 |
| Contribution du gouvernement fédéral aux frais d'un programme de route nationale | 8.6 | 2.1 | 6.5 |
| Frais administratifs et généraux | 1.8 | 0.8 | 1.0 |
| | *40.0* | *23.8* | *16.2* |
| Canaux et ouvrages relevant de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent— | | | |
| Canal Welland—déficit | 10.0 | 8.2 | 1.8 |
| Autres déficits d'exploitation et immobilisations requises | 2.9 | 1.9 | 1.0 |
| | *12.9* | *10.1* | *2.8* |
| Conseil des ports nationaux | 7.0 | 4.8 | 2.2 |
| Frais administratifs et généraux | 7.5 | 5.7 | 1.8 |
| | 603.4 | 532.5 | 70.9 |

*Office d'expansion économique de la région atlantique*

Les dépenses de l'Office d'expansion économique de la région atlantique se sont élevées à 40 millions de dollars, soit 16 millions de plus que le total de l'année précédente.

L'augmentation résultait surtout de paiements de 30 millions de dollars versés à l'Office, qui ont été crédités à la Caisse de l'expansion économique de la région atlantique pour financer et contribuer au financement de programmes et de projets envisagés par l'Office, et de déboursés de 9 millions de dollars représentant la quote-part fédérale du coût d'un programme de routes nationales pour les provinces de l'Atlantique. Les montants comparatifs s'élevaient à 21 millions et 2 millions respectivement en 1965–1966.

*Canaux et ouvrages confiés à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent*

Les dépenses de 13 millions de dollars dépassaient de 3 millions celles de 1965–1966 surtout à cause des augmentations, en 1966, de 2 millions du déficit d'exploitation du canal Welland et de 1 million pour les autres déficits d'exploitation et les immobilisations requises.

*Conseil des ports nationaux*

Les avances improductives au Conseil, qui sont imputées sur les dépenses budgétaires, ont atteint 7 millions de dollars en 1966–1967, soit 2 millions de plus qu'en 1965–1966. L'augmentation nette traduisait des augmentations de 2 millions et de 1 million pour la reconstruction et les frais d'immobilisations des ports d'Halifax et de Québec respectivement, et de 1 million du déficit d'exploitation du pont Jacques-Cartier à Montréal, en partie contrebalancées par une diminution de 3 millions des dépenses au titre de l'Exposition universelle de 1967.

De plus, des prêts consentis au Conseil se sont élevés à 17 millions en 1966–1967.

## Conseil du Trésor

Les dépenses du Conseil du Trésor s'élèvent à 153 millions de dollars en 1966–1967, soit une augmentation de 50 millions par rapport au total de 1965–1966. Au cours des années précédentes, ces dépenses figuraient au chapitre du ministère des Finances. Les chiffres de l'année précédente ont été modifiés à des fins de comparaison.

TABLEAU 45

(en millions de dollars)

| Conseil du Trésor | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Compte de la pension de retraite du service public— | | | |
| Contribution de l'État | 59.3 | 57.8 | 1.5 |
| Amortissement des frais différés | 56.4 | 25.9 | 30.5 |
| | *115.7* | *83.7* | *32.0* |
| Contributions de l'État à titre d'employeur— | | | |
| Régime de pensions du Canada et régime de rentes du Québec | 14.5 | 4.1 | 10.4 |
| Caisse d'assurance-chômage | 1.2 | 1.1 | 0.1 |
| | *15.7* | *5.2* | *10.5* |
| Quote-part de l'État aux primes d'assurance médicale-chirurgicale | 15.2 | 9.7 | 5.5 |
| Frais administratifs et généraux | 6.4 | 4.1 | 2.3 |
| | 153.0 | 102.7 | 50.3 |

*Compte de la pension de retraite du service public*

La contribution de l'État au compte de la pension de retraite du service public (égale au montant estimatif des contributions versées en 1965–1966 par les particuliers pour leur service actuel et leur service antérieur) s'établit à 59 millions de dollars, contre 58 millions en 1965–1966.

Un montant supplémentaire de 56 millions de dollars, égal au cinquième du déficit actuariel provenant des augmentations de traitement, a été imputé sur les dépenses budgétaires de 1966–1967. Il représente une augmentation de 30 millions de dollars par rapport à celui de l'année financière précédente.

*Contribution au régime de pensions du Canada et au régime de rentes du Québec*

La contribution de l'État, à titre d'employeur, à ces régimes de pensions, s'élève approximativement à 15 millions de dollars, soit 4 millions de plus qu'en 1965–1966. L'augmentation est due au fait que les contributions de 1965–1966 n'englobaient que trois mois, puisque le régime devint en vigueur à compter du 1er janvier 1966.

## Commission d'assurance-chômage

Les dépenses de la Commission atteignent 106 millions de dollars, y compris la contribution de l'État à la Caisse d'assurance-chômage au montant de 69 millions. En 1965–1966, les dépenses s'élevaient à 98 millions de dollars, dont 66 millions représentaient la contribution de l'État à la Caisse.

Les versements de prestations d'assurance-chômage ne sont pas imputés sur les dépenses budgétaires, mais sont prélevés sur la Caisse d'assurance-chômage financée par les contributions égales des employés et des employeurs, par les intérêts de placements et par la contribution, de la part de l'État, d'une somme égale au cinquième du total des contributions des employeurs et des employés. Pour de plus amples renseignements sur la Caisse d'assurance-chômage, voir, au chapitre du passif, la rubrique «*Comptes des rentes sur l'État, de l'assurance et des pensions*».

TABLEAU 46

(en millions de dollars)

| Commission d'assurance-chômage | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Contribution du gouvernement à la Caisse d'assurance-chômage | 68.7 | 65.6 | 3.1 |
| Exécution de la loi sur l'assurance-chômage | 37.2 | 32.4 | 4.8 |
| | 105.9 | 98.0 | 7.9 |

## Affaires des anciens combattants

Les dépenses du ministère des Affaires des anciens combattants se sont établies à 391 millions de dollars, ce qui constitue une augmentation de 21 millions sur celles de 1965–1966.

Les allocations aux anciens combattants et aux civils s'élèvent à 104 millions, soit 4 millions de plus qu'en 1965–1966, tandis que les pensions d'invalidité ou les prestations de décès s'établissent à 196 millions, 10 millions de plus, et les services de traitement ont coûté 55 millions, soit 5 millions de plus qu'en 1965–1966.

TABLEAU 47

(en millions de dollars)

| AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Pensions— | | | |
| Incapacité et décès | 196.1 | 185.5 | 10.5 |
| Frais administratifs et généraux | 3.2 | 2.8 | 0.4 |
| | *199.3* | *188.4* | *10.9* |
| Services de bien-être, allocations et autres prestations— | | | |
| Gratifications pour services de guerre et crédits de rétablissement | 103.6 | 99.9 | 3.7 |
| Assistance en conformité du Règlement sur le fonds d'assistance (allocations aux anciens combattants) | 5.9 | 5.7 | 0.2 |
| Services de bien-être aux anciens combattants | 4.6 | 4.0 | 0.6 |
| Allocations de traitement et autres | 2.5 | 2.6 | −0.1 |
| Frais administratifs et généraux | 3.6 | 3.6 | |
| | *120.2* | *115.8* | *4.4* |
| Services des traitements | 54.6 | 49.9 | 4.7 |
| Lois d'établissement de soldats et loi sur les terres destinées aux anciens combattants— | | | |
| Réserve aux fins de prestations conditionnelles | 3.5 | 3.2 | 0.3 |
| Frais administratifs et généraux | 5.2 | 4.5 | 0.7 |
| | *8.7* | *7.7* | *1.0* |
| Frais administratifs et généraux | 8.4 | 7.9 | 0.5 |
| | 391.2 | 369.7 | 21.5 |

## Tous autres services

Les dépenses des services dont il n'a pas été question de façon particulière atteignaient 56 millions de dollars, soit 2 millions de moins qu'en 1965–1966.

TABLEAU 48

(en millions de dollars)

| TOUS AUTRES SERVICES | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Bureau de l'auditeur général | 2.1 | 1.7 | 0.4 |
| Bureau des gouverneurs de la Radiodiffusion | 0.6 | 0.4 | 0.2 |
| Bureau du directeur général des élections | 0.9 | 13.0 | −12.1 |
| Commission du service public | 11.2 | 8.0 | 3.2 |
| Production de défense[1] | 9.4 | 8.2 | 1.2 |
| Gouverneur général et lieutenants-gouverneurs | 0.8 | 0.7 | 0.1 |
| Assurances | 1.7 | 1.5 | 0.2 |
| Office national du film | 8.0 | 6.9 | 1.1 |
| Galerie nationale du Canada | 1.9 | 1.8 | 0.1 |
| Conseil privé | 6.4 | 4.8 | 1.6 |
| Conseil économique du Canada | 1.4 | 1.1 | 0.3 |
| Archives publiques et Bibliothèque nationale | 2.7 | 2.0 | 0.7 |
| Impressions et papeterie publiques | 4.0 | 3.0 | 1.0 |
| Commission de la fonction publique | 10.9 | 8.0 | 2.9 |
| Commission des relations de travail dans la fonction publique | [2] | | [2] |
| Registraire général | 5.6 | 4.7 | 0.9 |
| | 56.4 | 57.8 | −1.4 |

[1] Voir aussi dépenses pour la défense, au début du chapitre.

[2] Moins de $50,000.

Les dépenses découlant de l'exécution de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions à l'égard de la Commission royale d'enquête sur les pratiques restrictives du commerce et du Bureau des enquêtes et recherches et les dépenses de la division des brevets, de la division des droits d'auteur et des dessins industriels et du Bureau des marques de commerce, qui étaient incluses antérieurement dans celles du Conseil privé, les dépenses concernant les compagnies et les filiales des sociétés qui étaient incluses antérieurement dans celles du Secrétariat d'État, et les dépenses concernant l'administration de la loi sur la faillite qui étaient incluses antérieurement dans celles du ministère de la Justice figurent maintenant dans celles du Registraire général.

Les principaux changements sont une diminution de 12 millions de dollars à l'égard du Bureau du directeur général des élections, à cause des élections générales de 1965–1966, et de petites augmentations dans les dépenses d'autres services qui répondent à ce titre.

## COMPTES DE L'ACTIF ET DU PASSIF

Le tableau qui suit donne un exposé succinct du passif et de l'actif du gouvernement du Canada au 31 mars 1967, les chiffres correspondants arrêtés au 31 mars 1966, ainsi que l'écart, pour chaque catégorie, enregistré en 1966–1967:

TABLEAU 49

(en millions de dollars)

| | Solde au 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| PASSIF | | | |
| Passif à court terme et à vue | 1,682.0 | 1,398.8 | 283.2 |
| Comptes de dépôt et de fiducie | 541.8 | 310.7 | 231.1 |
| Comptes des rentes sur l'Etat, des pensions et de l'assurance | 7,921.3 | 6,392.2 | 1,529.1 |
| Soldes non versés de crédits affectés à des comptes spéciaux | 78.1 | 101.9 | −23.8 |
| Crédits différés | 137.6 | 138.1 | −0.5 |
| Comptes d'ordre | 49.0 | 31.4 | 17.6 |
| Dette non échue | 19,940.2 | 19,109.8 | 830.4 |
| Passif total | 30,350.0 | 27,482.9 | 2,867.1 |
| ACTIF | | | |
| Actif à court terme | 1,395.5 | 1,016.0 | 379.5 |
| Fonds en devises bloquées | 1.0 | 1.0 | |
| Avances au compte du Fonds des changes | 2,355.0 | 2,696.0 | −341.0 |
| Placements dans des valeurs émises en dollars américains par des gouvernements autres que le gouvernement du Canada | 180.0 | 187.2 | −7.2 |
| Placements détenus pour le rachat de dette non échue | 3.2 | | 3.2 |
| Compte de placement du régime de pensions du Canada | 615.5 | 34.9 | 580.6 |
| Sociétés de la Couronne—prêts et placements | 6,727.8 | 5,659.1 | 1,068.7 |
| Prêts à des gouvernements étrangers | 1,201.6 | 1,225.2 | −23.6 |
| Autres prêts et placements | 1,717.5 | 1,263.2 | 454.3 |
| Titres gardés en fiducie | 50.9 | 52.0 | 1.1 |
| Frais différés | 582.2 | 256.5 | 325.7 |
| Capitaux fixes | (1) | (1) | |
| Prêts et placements improductifs | 94.8 | 94.8 | |
| Actif total | 14,925.0 | 12,485.9 | 2,439.1 |
| *Moins:* réserve en cas de perte éventuelle sur la réalisation de l'actif | −546.4 | −546.4 | |
| Actif net | 14,378.6 | 11,939.5 | 2,439.1 |
| Dette nette (excédent du passif sur l'actif net) | 15,971.4 | 15,543.4 | (2)428.0 |

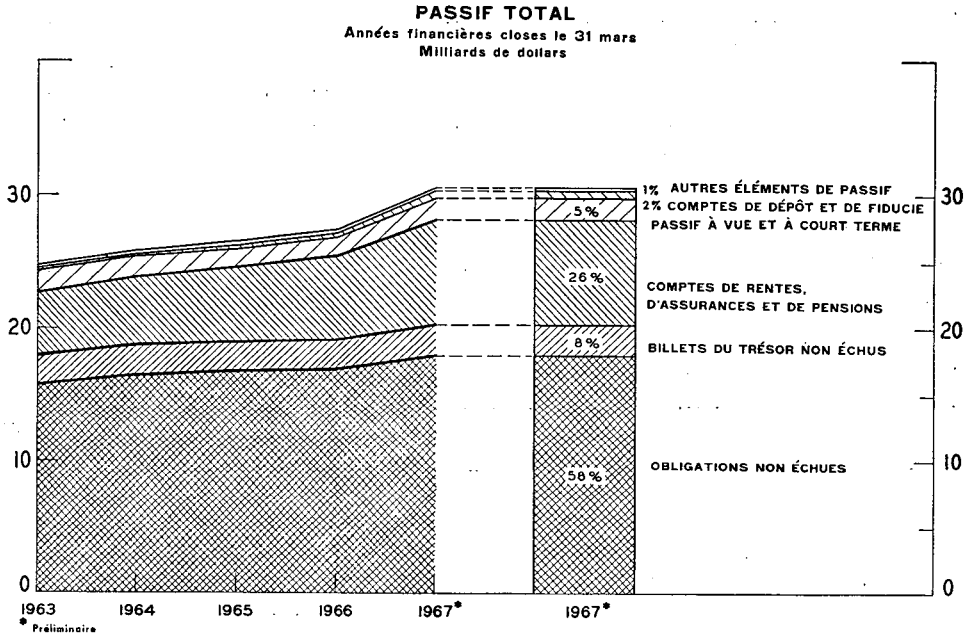
(1) Valeur nominale: $1

(2) Tenant compte du déficit budgétaire de 428 millions de dollars.

## Sommaire

Le passif brut du gouvernement est évalué à 30,350 millions de dollars au 31 mars 1967, soit une augmentation de 2,867 millions de dollars par rapport à la situation au 31 mars 1966. Les principaux changements sont des augmentations de 283 millions du passif à court terme et à vue, de 231 millions aux comptes de dépôt et de fiducie, de 1,529 millions aux comptes des rentes sur l'État, des pensions et de l'assurance et de 830 millions de la dette non échue.

L'actif net est évalué à 14,379 millions au 31 mars 1967, soit une augmentation de 2,439 millions par rapport à la situation au 31 mars 1966. Les principaux changements sont des augmentations de 1,069 millions des prêts et placements afférents aux sociétés de la Couronne, de 380 millions à l'actif réalisable, de 454 millions d'autres prêts et placements, de 581 millions au compte du placement du régime de pensions du Canada et de 326 millions de frais différés, partiellement compensés par des diminutions de 341 millions de dollars d'avances au compte du Fonds des changes.




## Comptes de valeurs passives

### Passif à court terme et à vue

Ce passif consistant en des obligations du gouvernement payables à court terme et à vue s'élève à 1,682 millions de dollars, soit 283 millions de plus que le total du 31 mars 1966.

Les principaux changements en 1966–1967 sont des augmentations de 111 millions de dollars des billets non productifs d'intérêt et payables à vue, de 33 millions de l'intérêt couru, de 50 millions de chèques du Trésor impayés et de 77 millions en comptes payables.

Les billets non productifs d'intérêt représentent la partie revenant au Canada du capital de certaines institutions internationales qui n'est pas garantie par de l'or ou des espèces. Les billets à l'égard du Fonds monétaire international s'élèvent à 339 millions de dollars, soit 106 millions de plus que le 31 mars 1966, tandis que les billets à l'égard de l'Association internationale de développement se chiffrent à 26 millions, soit 4 millions de plus.

TABLEAU 50
(en millions de dollars)

| Passif à court terme et à vue | Solde au 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Chèques du Trésor impayés | 382.8 | 332.9 | 49.9 |
| Comptes à payer | 457.0 | 380.3 | 76.7 |
| Billets non productifs d'intérêt payables à: | | | |
| Association internationale de développement | 26.0 | 22.4 | 3.6 |
| Fonds monétaire international | 339.0 | 233.0 | 106.0 |
| Banque asiatique de développement | 1.4 | | 1.4 |
| | *366.4* | *255.4* | *111.0* |
| Dettes échues non payées | 30.7 | 27.3 | 3.4 |
| Intérêt dû et non versé | 113.0 | 110.9 | 2.1 |
| Intérêt couru | 287.2 | 254.3 | 32.9 |
| Postes—(mandats-poste non payés) | 36.7 | 27.5 | 9.2 |
| Chèques de lettres de crédit impayés | 7.5 | 8.5 | −1.0 |
| Autres exigibilités | 0.7 | 1.7 | −1.0 |
| | 1,682.0 | 1,398.8 | 283.2 |

## Comptes de dépôt et de fiducie

Les comptes de dépôt et de fiducie comprennent des fonds divers déposés auprès du receveur général du Canada ou par lui détenus en fiducie à diverses fins.

L'augmentation nette de 231 millions de dollars en 1966–1967, portant le total à 542 millions au 31 mars 1967, est surtout attribuable à un montant de 196 millions au titre de l'impôt remboursable sur les sociétés, et des augmentations de 1 million au titre de dépôts de garantie, de 8 millions à la caisse d'urgence des terres des Prairies, de 4 millions à la Monnaie royale canadienne au titre des paiements anticipés et de 26 millions au compte des accords sur la perception des impôts provinciaux, partiellement compensés par une diminution de 5 millions au Conseil des ports nationaux—comptes spéciaux.

L'impôt remboursable sur les sociétés est inscrit dans un compte en contrepartie sous la rubrique «actif réalisable».

TABLEAU 51

(en millions de dollars)

| Comptes de dépôt et de fiducie | Solde au 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Impôt remboursable sur les sociétés | 196.2 | | 196.2 |
| Fonds de fiducie des Indiens | 34.1 | 32.0 | 2.1 |
| Dépôts de garantie— | | | |
| Énergie, Mines et Ressources | 9.8 | | 9.8 |
| Affaires indiennes et Nord canadien | 25.0 | 33.5 | −8.5 |
| Revenu national | 5.4 | 5.6 | −0.2 |
| | *40.2* | *39.1* | *1.1* |
| Caisse d'épargne des Postes | 20.1 | 22.0 | −1.9 |
| Dépôts des sociétés de la Couronne— | | | |
| Énergie atomique du Canada, Ltée | 4.0 | 5.0 | −1.0 |
| Corporation de disposition des biens de la Couronne | 0.8 | 0.7 | 0.1 |
| *Eldorado Mining and Refining Limited* | 10.0 | 10.0 | |
| Société d'assurance des crédits à l'exportation | 14.0 | 14.0 | |
| *Northern Ontario Pipe Line Crown Corporation* | 0.7 | 0.7 | |
| | *29.5* | *30.4* | *−0.9* |
| Commission canadienne des pensions—fonds de fiducie de l'administration | 16.0 | 15.2 | 0.8 |
| Conseil des ports nationaux—comptes spéciaux | 17.1 | 21.6 | −4.5 |
| Obligations achetées à tempérament par les fonctionnaires | 15.5 | 13.6 | 2.7 |
| Retenues aux entrepreneurs | 16.3 | 10.4 | 2.9 |
| Garantie des entrepreneurs—divers ministères— | | | |
| Obligations | 3.7 | 3.5 | 0.2 |
| Espèces | 1.0 | 1.5 | −0.5 |
| Chèques visés | 0.2 | 0.2 | |
| | *4.9* | *5.2* | *−0.3* |
| Fonds de bienfaisance de l'armée | 5.2 | 5.4 | −0.2 |
| Caisse de pension de la *Canadian Arsenals Limited* | 1.0 | 1.0 | |
| Aide à la construction de vaisseaux canadiens | 4.1 | 7.0 | −2.9 |
| Caisse scolaire commune—Ontario et Québec | 2.7 | 2.7 | |
| Aide d'urgence à l'exploitation des mines d'or—retenues | 2.2 | 2.3 | −0.1 |
| République fédérale d'Allemagne | 1.1 | 2.5 | −1.4 |
| Caisse des garanties à l'immigration | 1.8 | 1.6 | 0.2 |
| Conseil national de recherches—fonds spécial | 2.8 | 2.2 | 0.6 |
| Territoires du Nord-Ouest, compte des recettes | 3.0 | 3.4 | −0.4 |
| Paye différée des services permanents | 3.4 | 3.5 | −0.1 |
| Caisse d'urgence des terres des Prairies | 10.8 | 3.3 | 7.5 |
| Compte des accords sur la perception des impôts provinciaux | 91.8 | 66.3 | 25.5 |
| Monnaie royale canadienne, paiements anticipés | 4.2 | 0.5 | 3.7 |
| Compte de fiducie—loi sur les terres destinées aux anciens combattants—généralités | 7.2 | 7.0 | 0.2 |
| États-Unis d'Amérique | 0.1 | 0.6 | −0.5 |
| Fonds de fiducie d'aide aux anciens combattants | 3.5 | 3.0 | 0.5 |
| Autres | 9.2 | 8.9 | 0.3 |
| | 541.8 | 310.7 | 231.1 |

## Comptes de rentes sur l'État, d'assurance et de pension

Figure dans cette catégorie le passif de l'État inscrit au crédit des divers comptes de rentes sur l'État, d'assurance et de pension.

Une augmentation de 1,529 millions, pour l'année 1966–1967, porte le total à 7,921 millions de dollars au 31 mars 1967. Les principaux changements sont des augmentations de 308 millions dans le compte de pension du service public, de 393 millions dans le compte de pension des forces canadiennes, de 213 millions dans le fonds de sécurité de la vieillesse et de 591 millions dans le compte du régime de pensions du Canada.

TABLEAU 52

(en millions de dollars)

| COMPTES DE RENTES SUR L'ÉTAT, D'ASSURANCE ET DE PENSIONS | Solde au 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Caisse d'assurance-chômage | 279.8 | 162.2 | 117.6 |
| *Moins:* placement en obligations et intérêts courus | −266.6 | −148.6 | −118.0 |
| Fonds non placés, en dépôt auprès de l'État | 13.2 | 13.6 | −0.4 |
| Comptes de pensions— | | | |
| Service public | 2,698.0 | 2,390.4 | 307.6 |
| Forces canadiennes | 2,577.0 | 2,184.2 | 392.8 |
| Gendarmerie royale du Canada | 85.0 | 65.4 | 19.6 |
| | *5,360.0* | *4,640.0* | *720.0* |
| Régime de pensions du Canada | 680.6 | 89.4 | 591.2 |
| Rentes sur l'État | 1,323.5 | 1,317.1 | 6.4 |
| Fonds de sécurité de la vieillesse | 429.5 | 217.0 | 212.6 |
| Autres | 114.4 | 115.1 | −0.7 |
| | 7,921.3 | 6,392.2 | 1,529.1 |

*Caisse d'assurance-chômage*

Le solde de la caisse, au 31 mars 1967, s'établit à 280 millions (dont 21 millions représentent un passif: mandats non encaissés et dépôts d'employeurs) et il consiste en 267 millions placés dans des obligations spéciales de l'État (y compris les intérêts courus) et 13 millions en dépôt auprès du receveur général

TABLEAU 53

(en millions de dollars)

| CAISSE D'ASSURANCE-CHÔMAGE | Année financière terminée le 31 mars | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 | 1967 (estimation) |
| Recettes | | | | | |
| Cotisations— | | | | | |
| Employés et employeurs[1] | 286.4 | 296.6 | 310.8 | 328.3 | 352.9 |
| État[2] | 57.3 | 59.3 | 62.1 | 65.7 | 68.7 |
| Revenu net des placements | 2.5 | 1.1 | 1.8 | 4.7 | 10.9 |
| Autres revenus | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 |
| | 346.3 | 357.1 | 374.8 | 398.8 | 432.6 |
| Dépenses | | | | | |
| Prestations | −403.2 | −365.7 | −335.0 | −297.8 | −315.6 |
| Intérêts des prêts | | −0.2 | −0.2 | | |
| Excédent des revenus sur les dépenses ou des dépenses sur les revenus (−) | −56.9 | −8.8 | 39.6 | 101.0 | 117.0 |
| Solde créditeur de la caisse à la fin de l'année financière | 9.7 | 0.9 | 40.5 | 141.5 | 258.5 |
| Mandats non encaissés et dépôt des employeurs | 16.7 | 15.9 | 17.8 | 20.7 | 21.3 |
| | 26.4 | 16.8 | 58.3 | 162.2 | 279.8 |
| Placement en obligations et intérêts courus | −11.8 | | −44.0 | −148.6 | −266.6 |
| Solde du dépôt auprès de l'État | 14.6 | 16.8 | 14.3 | 13.6 | 13.2 |

[1] La base des cotisations des employeurs et des employés est la même.

[2] La participation de l'État représente 20 p. 100 du total des cotisations versées par les employeurs et les employés.

du Canada. Au 31 mars 1966, le solde de ce compte s'établissait à 162 millions (dont 21 millions représentent un passif: mandats non encaissés et dépôts d'employeurs) et consistait en 149 millions placés dans des obligations spéciales de l'État (y compris les intérêts courus) et en 14 millions en dépôt auprès de l'État.

Les recettes de 433 millions, pour l'année financière, comprennent les contributions des employés et des employeurs, soit 353 millions, un montant de 69 millions représentant la quote-part du gouvernement ainsi que 11 millions en intérêt sur les placements. Comme les prestations versées atteignent en tout 316 millions, les recettes, pour l'année 1966–1967, excèdent de 117 millions les décaissements. En 1965–1966, les recettes globales ont atteint 399 millions, dont 328 millions en contributions des employés et des employeurs, 66 millions comme quote-part de l'État et 5 millions en intérêt sur les placements. Pour cette même année 1965–1966, les prestations versées ont atteint 298 millions de dollars.

*Compte de la pension de retraite du service public*

Le solde de 2,698 millions inscrit à ce compte au 31 mars 1967 est de 308 millions plus élevé que le solde enregistré à la clôture de l'année financière précédente.

Les recettes de 382 millions consistent en un montant de 152 millions crédité à ce compte au regard d'une revision des traitements effectuée en 1966–1967, en une somme de 68 millions représentant des cotisations personnelles, un montant de 59 millions versé par l'État, une somme de 4 millions versée par certaines sociétés de la Couronne, plus l'intérêt de 99 millions crédité à ce compte par l'État. Les contributions de l'État et des sociétés de la Couronne équivalent à la somme estimative des cotisations de l'année et des arrérages versés par des intéressés en 1965–1966. L'intérêt à 4 p. 100 par année est crédité au compte trimestriellement et est calculé tous les trimestres sur le solde impayé à la fin du trimestre précédent.

Les décaissements, dont le montant a atteint 75 millions, comprenaient 63 millions de rentes et 11 millions de retraits de cotisations.

En 1965–1966, les recettes ont été de 299 millions et les décaissements, de 70 millions.

TABLEAU 54

(en millions de dollars)

| Compte de pension de la fonction publique | Année financière terminée le 31 mars | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 | 1967 (estimation) |
| Recettes— | | | | | |
| Cotisations— | | | | | |
| Employés | 57.0 | 59.2 | 61.1 | 66.7 | 67.7 |
| Sociétés de la Couronne | 2.9 | 3.0 | 3.4 | 3.7 | 3.7 |
| Gouvernement | 51.1 | 54.0 | 55.6 | 57.8 | 59.3 |
| Intérêt | 66.4 | 71.8 | 78.7 | 89.5 | 98.7 |
| Rajustement relatif à la responsabilité actuarielle | | | 169.5 | 79.6 | 152.2 |
| Autres | 11.6 | 1.1 | 1.3 | 1.2 | 0.6 |
| | 189.0 | 189.1 | 369.6 | 298.5 | 382.2 |
| Décaissements— | | | | | |
| Rentes | 43.6 | 47.8 | 52.6 | 57.7 | 62.8 |
| Retraits de cotisations | 7.6 | 8.4 | 10.8 | 11.3 | 10.8 |
| Autres | 0.6 | 0.6 | 0.8 | 0.9 | 1.0 |
| | 51.8 | 56.8 | 64.2 | 69.9 | 74.6 |
| Excédent des recettes sur les décaissements | 137.2 | 132.3 | 305.4 | 228.6 | 307.6 |
| Solde en caisse reporté | 1,586.9 | 1,724.1 | 1,856.4 | 2,161.8 | 2,390.4 |
| Solde créditeur de la caisse | 1,724.1 | 1,856.4 | 2,161.8 | 2,390.4 | 2,698.0 |

*Pension de retraite des forces canadiennes*

Le solde de 2,577 millions, au 31 mars 1967, reflète une augmentation de 393 millions pendant l'année financière.

Les recettes de 438 millions comprennent un crédit de 279 millions en passif additionnel découlant de l'évaluation quinquennale faite au 31 décembre 1965, les cotisations du personnel (24 millions), la contribution régulière de l'État (43 millions), des intérêts de 92 millions crédités au compte par l'État. Les contributions régulières de l'État sont établies à raison d'une fois et deux tiers les cotisations courantes et les arrérages versés par le personnel. Trimestriellement, on porte au crédit du compte des intérêts au taux de 4 p. 100 l'an, calculés trimestriellement sur le solde en caisse à la fin du trimestre précédent.

Les décaissements de 45 millions comprennent 36 millions en pensions ainsi que 9 millions en allocations de fin de service et en remboursement de cotisations.

En 1965–1966, les recettes se sont élevées à 193 millions et les décaissements à 37 millions.

TABLEAU 55

(en millions de dollars)

| Compte de pension des forces canadiennes | Année financière terminée le 31 mars | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 | 1967 (estimation) |
| Recettes— | | | | | |
| Cotisations— | | | | | |
| Personnel | 34.5 | 36.0 | 35.2 | 34.1 | 24.4 |
| Gouvernement | 58.1 | 136.2 | 58.8 | 58.8 | 42.7 |
| Intérêt | 53.1 | 66.3 | 75.0 | 83.2 | 91.7 |
| Responsabilité actuarielle | 198.5 | | 67.2 | 16.6 | 279.2 |
| Autres | 0.3 | 0.2 | 0.2 | 0.3 | 0.3 |
| | 344.5 | 238.7 | 236.4 | 193.0 | 438.3 |
| Décaissements— | | | | | |
| Pensions et allocations de retraite | 9.9 | 13.4 | 18.6 | 26.7 | 36.5 |
| Allocations de licenciement en espèces et remboursement de cotisations | 8.0 | 9.5 | 11.0 | 10.1 | 8.8 |
| Autres | 0.1 | 0.1 | 0.2 | 0.1 | 0.2 |
| | 18.0 | 23.0 | 29.8 | 36.9 | 45.5 |
| Excédent des recettes sur les décaissements | 326.5 | 215.7 | 206.6 | 156.1 | 392.8 |
| Solde en caisse reporté | 1,279.3 | 1,605.8 | 1,821.5 | 2,028.1 | 2,184.2 |
| Solde créditeur de la caisse | 1,605.8 | 1,821.5 | 2,028.1 | 2,184.2 | 2,577.0 |

*Compte de la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*

Le solde de 85 millions, dans ce compte, au 31 mars 1967, dépassait de 20 millions celui de 65 millions qui s'y trouvait à la fin de l'année financière précédente.

Les recettes de 21 millions de l'année à l'étude comprenaient un crédit supplémentaire (11 millions) exigé par des relèvements de traitements, les cotisations du personnel (2 millions), les intérêts crédités au compte (3 millions) et la contribution de l'État (5 millions).

Les décaissements de 1 million comprenaient surtout des rentes et allocations, ainsi que des allocations de fin de service et des remboursements de cotisations.

En 1965–1966, les recettes avaient été de 8 millions de dollars et les décaissements, de 1 million.

*Compte du régime de pensions du Canada*

Le solde de 680 millions, dans ce compte, au 31 mars 1967, dépassait de 591 millions le solde correspondant au 31 mars 1966.

Les crédits de 600 millions portés à ce compte comprenaient les cotisations versées d'après la loi (589 millions), les intérêts sur des obligations du Canada ou des provinces (10 millions) et les intérêts sur le solde d'exploitation en dépôt auprès du receveur général (1 million). Les imputations au compte (9 millions) consistaient surtout en frais administratifs.

Au cours de l'année, on a acheté pour un montant global de 581 millions de titres, qui sont inscrits comme éléments d'actif au compte «Fonds de placement du régime de pensions du Canada».

TABLEAU 56

(en millions de dollars)

| Compte du régime de pensions du Canada | Année financière terminée le 31 mars | |
|---|---|---|
| | 1966 | 1967 (estimation) |
| Recettes— | | |
| Cotisations | 94.9 | 588.8 |
| Intérêts des placements | | 10.3 |
| Intérêts sur solde d'exploitation | (1) | 1.2 |
| Autres | | 0.2 |
| | 94.9 | 600.5 |
| Paiements— | | |
| Frais administratifs | −5.5 | −9.2 |
| Prestations | | −0.1 |
| | −5.5 | −9.3 |
| Excédent des recettes sur les paiements | 89.4 | 591.2 |
| Report du solde en caisse | | 89.4 |
| Solde en caisse | 89.4 | 680.6 |
| *Moins* placements en titres au Fonds de placement du régime de pensions du Canada | −34.8 | −615.5 |
| Solde d'exploitation en dépôt auprès de l'État | 54.6 | 65.1 |

(1) Moins de $50,000.

*Comptes des rentes sur l'État*

Le solde de 1,323 millions de ce compte au 31 mars 1967 excédait de 6 millions celui du 31 mars 1966. Les recettes de 71 millions comprenaient 20 millions en primes perçues et 51 millions en intérêts versés par l'État. Les décaissements de 65 millions étaient surtout des paiements de rentes échues et de valeurs rachetées, ainsi que des remboursements de primes. En 1965–1966, les recettes s'étaient élevées à 78 millions et les décaissements à 64 millions.

*Caisse de la sécurité de la vieillesse*

Sous le régime de la loi modifiée sur la sécurité de la vieillesse, toutes les personnes qui en remplissent les conditions de résidence peuvent toucher, sur la caisse de la sécurité de la vieillesse, une pension de l'État de $75 par mois. Toutefois, aucune pension n'est versée pour n'importe quel mois avant janvier 1966 où la personne n'a pas encore atteint l'âge de 70 ans, la limite d'âge étant réduite d'un an à chaque année subséquente, jusqu'en 1970.

En 1966–1967, les recettes (1,286 millions) ont dépassé de 213 millions les versements de pension (1,073 millions), de sorte que le solde de la caisse était de 430 millions le 31 mars 1967.

En 1965–1966, les recettes (1,169 millions) avaient dépassé de 242 millions les versements de pension (927 millions). Des prêts temporaires de 25 millions à la Caisse par le ministre des Finances au 31 mars 1965 ont été remboursés, laissant un solde de 217 millions dans la Caisse au 31 mars 1966.

TABLEAU 57

(en millions de dollars)

| Caisse de la sécurité de la vieillesse | Année financière terminée le 31 mars | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 | 1967 (estimation) |
| Recettes fiscales— | | | | | |
| Taxe de vente | 302.2 | 331.8 | 383.2 | 522.1 | 560.0 |
| Impôt sur le revenu des particuliers | 273.7 | 302.6 | 431.9 | 494.9 | 576.0 |
| Impôt sur le revenu des sociétés | 115.2 | 115.7 | 145.2 | 152.3 | 150.0 |
| Total des recettes fiscales | 691.1 | 750.1 | 960.3 | 1,169.3 | 1,286.0 |
| Paiement de pensions | −734.4 | −808.4 | −885.3 | −927.3 | −1,073.4 |
| Excédent des recettes sur les paiements | −43.3 | −58.3 | 75.0 | 242.0 | 212.6 |
| Report de prêts temporaires | | −41.7 | −100.0 | −25.0 | |
| Report du solde en caisse | 1.6 | | | | 217.0 |
| Prêts temporaires du ministre des Finances pour combler le déficit de la caisse | 41.7 | 100.0 | 25.0 | | |
| Solde en caisse | | | | 217.0 | 429.6 |

Le tableau ci-après donne la répartition, par province, des paiements de pensions provenant de la caisse de la sécurité de la vieillesse:

TABLEAU 58

(en millions de dollars)

| Paiements au titre de la sécurité de la vieillesse | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Terre-Neuve | 20.3 | 17.6 | 2.7 |
| Nouvelle-Écosse | 48.0 | 42.0 | 6.0 |
| Île du Prince-Édouard | 8.3 | 7.4 | 0.9 |
| Nouveau-Brunswick | 35.2 | 31.0 | 4.2 |
| Québec | 238.4 | 201.0 | 37.4 |
| Ontario | 395.0 | 337.2 | 57.8 |
| Manitoba | 62.6 | 55.5 | 7.1 |
| Saskatchewan | 63.4 | 56.8 | 6.6 |
| Alberta | 71.8 | 62.8 | 9.0 |
| Colombie-Britannique | 129.7 | 115.3 | 14.4 |
| Territoires du Nord-Ouest et Yukon | 0.7 | 0.7 | |
| | 1,073.4 | 927.3 | 146.1 |

## Soldes non versés de crédits affectés à des comptes spéciaux

Dans ces comptes sont inscrits les soldes non déboursés de crédits pour lesquels des deniers ont été votés par le Parlement et sur lesquels des déboursés peuvent être faits à des fins autorisées au cours de périodes postérieures à celle où l'on a voté des crédits. Le solde de 78 millions, au 31 mars 1967, représente 24 millions de moins que celui du 31 mars 1966.

Le solde de 67 millions dans le Compte d'assistance internationale est de 17 millions de moins que celui du 31 mars 1966. Les décaissements de 66 millions ont été en partie contrebalancés par un crédit de 49 millions, lequel a été imputé sur les dépenses budgétaires du ministère des Affaires extérieures.

Le solde de 10 millions dans la Caisse des passages à niveau s'est établi à 1 million de moins qu'à la fin de l'année financière précédente. La baisse est attribuable aux 15 millions portés au crédit de la Caisse et imputés sur les dépenses budgétaires ainsi qu'aux décaissements de 16 millions de la Caisse.

Le solde de 5 millions dans le Fonds du centenaire de la Confédération est de 6 millions de moins qu'au 31 mars 1966. Un montant de 13 millions a été porté au crédit du Fonds et imputé sur les dépenses budgétaires et des décaissements de 19 millions ont été faits durant l'année.

TABLEAU 59

(en millions de dollars)

| Soldes non versés de crédits affectés à des comptes spéciaux | Solde au 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Compte d'assistance internationale | 61.6 | 78.7 | −17.1 |
| Caisse des passages à niveau | 10.3 | 11.0 | −0.7 |
| Fonds du centenaire de la Confédération | 4.7 | 10.5 | −5.8 |
| Fonds de la capitale nationale | | 1.6 | −1.6 |
| Compte de l'aménagement rural | 1.3 | | 1.3 |
| Autres | 0.2 | 0.1 | 0.1 |
| | 78.1 | 101.9 | −23.8 |

## Crédits différés

Sous cette rubrique sont inscrits les montants dus au gouvernement et dont le paiement a été différé. Ce sont des comptes de contrepartie correspondant aux éléments d'actif suivants: prêts et placements intéressant les sociétés de la Couronne, prêts à des gouvernements étrangers et autres prêts et placements. Le solde de 138 millions de dollars au 31 mars 1967 équivaut à celui du 31 mars 1966.

On trouve également sous cette rubrique les primes touchées sur l'émission d'obligations du gouvernement du Canada, lesquelles sont portées au crédit du compte du service de la dette publique sur une base d'amortissement mensuelle.

TABLEAU 60
(en millions de dollars)

| Crédits différés | Solde au 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Intérêt différé— | | | |
| L'Énergie atomique du Canada, Ltée | 0.1 | (1) | 0.1 |
| Gouvernement de l'Inde | | 0.3 | −0.3 |
| Commission d'énergie du Nord canadien | 2.3 | 2.2 | 0.1 |
| Administration de la voie maritime du Saint-Laurent | 47.8 | 45.2 | 2.6 |
| Loi de 1946 sur l'accord financier avec le Royaume-Uni | 83.0 | 83.0 | |
| | *133.2* | *130.7* | *2.5* |
| Soldes recevables en vertu de conventions de ventes de biens de la Couronne | 0.3 | 1.3 | −1.0 |
| Corporation de disposition des biens de la Couronne—Part de l'État | 3.0 | 5.0 | 2.0 |
| Prime non amortie sur les emprunts | 1.1 | 1.1 | |
| | 137.6 | 138.1 | −0.5 |

(1) Moins de $50,000.

L'intérêt différé à l'égard de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, qui est un compte en contrepartie correspondant à un poste sous la rubrique «Prêts et placements intéressant les sociétés de la Couronne», a augmenté de 3 millions au cours de l'année, portant le solde à 48 millions au 31 mars 1967. On trouvera, au compte de l'actif, une explication de cette augmentation.

Les soldes à recevoir en vertu de conventions de vente de biens de la Couronne sont inscrits comme comptes en contrepartie correspondant à un compte de disponibilités figurant sous la rubrique «Autres prêts et placements». Des versements de 1 million ayant été faits au cours de l'année, le solde débiteur était de $300,000 au 31 mars 1967. Aucune nouvelle convention n'a été conclue pendant l'année.

L'avoir-propre du gouvernement, dans le compte de la Corporation de disposition des biens de la Couronne, est un compte de contrepartie correspondant à un compte de disponibilités figurant sous la rubrique «Autres prêts et placements». Le solde du compte est de 3 millions de dollars, soit une baisse de 2 millions par rapport au total de l'année financière précédente.

## Comptes d'ordre

Les comptes d'ordre consistent en soldes dont on ne connaît pas, de façon sûre, la destination définitive.

Au cours de 1966–1967, ces comptes ont accusé une hausse nette de 18 millions de dollars, portant les soldes impayés à 49 millions au 31 mars 1967.

On porte au crédit du compte des biens excédentaires de la Couronne, établi en vertu du crédit n° 48 de la Défense nationale (loi des subsides n° 2, 1966) tout le revenu touché au cours de l'année financière courante et des années financières subséquentes, par suite de la vente de fournitures, d'approvisionnements et de matériel excédentaires et de la vente, au cours de l'année financière courante, de bâtiments, ouvrages et terrains de surplus. On porte au débit du compte, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, toutes dépenses occasionnées par l'une quelconque des fins du ministère de la Défense nationale. Les crédits de 15 millions versés au compte pendant l'année ont porté le solde à 24 millions. Il n'y a pas eu de décaissement.

TABLEAU 61

(en millions de dollars)

| Comptes d'ordre | Solde au 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Prévision pour la prime estimative de remboursement d'obligations | 17.3 | 15.0 | 2.3 |
| Biens excédentaires de la Couronne | 24.3 | 9.1 | 15.2 |
| Chèques non touchés | 1.2 | 1.2 | |
| Remplacement du matériel, article 11 de la loi sur la défence nationale | 0.6 | 0.6 | |
| Autres | 5.6 | 5.5 | 0.1 |
| | 49.0 | 31.4 | 17.6 |

## Dette non échue

La dette non échue, d'un montant de 19,940 millions, représentait 830 millions de plus que le total à la fin de l'année financière précédente. Les obligations payables au Canada s'élevaient à 19,574 millions de dollars et celles payables à New York à 366 millions, comparativement à 18,739 millions et à 371 millions respectivement au 31 mars 1966.

TABLEAU 62

(en millions de dollars)

| Dette non échue | Solde au 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Payable au Canada— | | | |
| Obligations négociables | 10,986.3 | 10,711.5 | 274.8 |
| Obligations non négociables— | | | |
| Obligations d'épargne du Canada | 6,016.4 | 5,733.2 | 283.2 |
| Régime de pensions du Canada | 1.9 | 0.1 | 1.8 |
| Commission d'assurance-chômage | 260.0 | 144.0 | 116.0 |
| | *17,264.6* | *16,588.8* | *675.8* |
| Bons du Trésor | 2,310.0 | 2,150.0 | 160.0 |
| | 19,574.6 | 18,738.8 | 835.8 |
| Payable à New York[1][2] | 365.6 | 371.0 | −5.4 |
| | 19,940.2 | 19,109.8 | 830.4 |

[1] Obligations négociables.

[2] Conversion au taux de change officiel: 1 dollar des États-Unis pour 1.08108 dollar canadien.

On trouvera, dans la section intitulée «La dette publique», d'autres détails sur les divers emprunts, échéances, rachats et annulations dont résulte l'augmentation nette.

### Comptes de valeurs actives

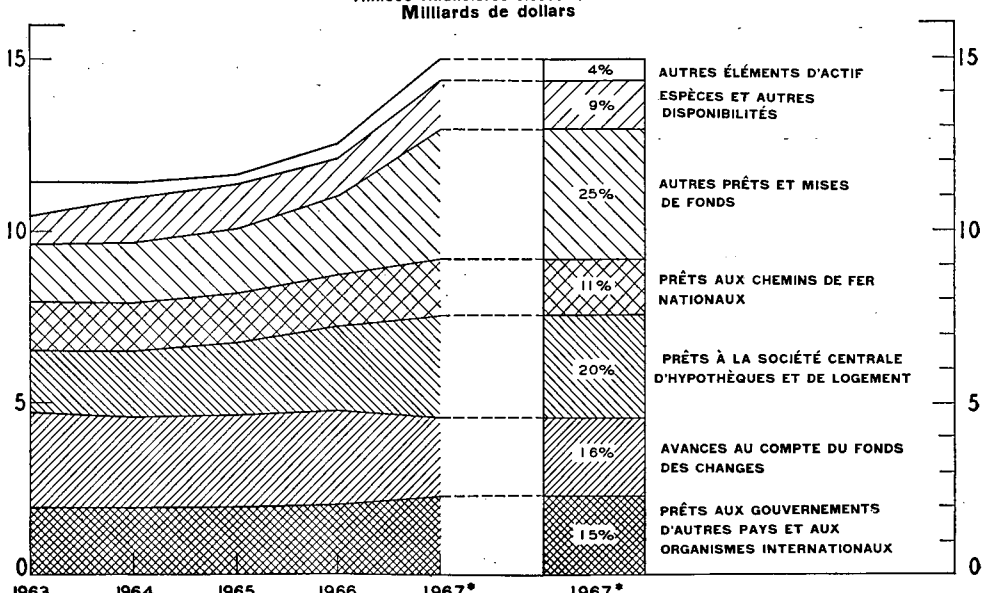
## Actif réalisable

Ces comptes se composent de divers comptes d'espèces, des avances de fonds de roulement et du compte de placements en valeurs.

**ACTIF TOTAL**[1]

Années financières closes le 31 mars

Milliards de dollars




1. Figurant au tableau "Sommaire de l'actif et du passif". Le présent graphique ne fait pas état de la réserve pour pertes à la réalisation d'éléments d'actif.
*Préliminaire

Le total de l'actif réalisable, qui s'établit à 1,396 millions de dollars, est de 380 millions de dollars supérieur à celui de l'année financière précédente. Les principaux changements sont des montants de 188 millions de dollars en impôt remboursable sur les sociétés, et des augmentations de 116 millions de dollars au compte de placements en valeur, de 38 millions au compte des avances de fonds de roulement des ministères et de 31 millions en espèces aux mains des percepteurs et en transit.

Le compte de stabilisation des produits agricoles comptabilise les opérations de l'Office de stabilisation des prix agricoles. Les avances non remboursées étaient de 1 million au 31 mars 1967, soit 5 millions de moins qu'au 31 mars 1966.

Dans son exposé budgétaire du 29 mars 1967, le ministre des Finances a annoncé la création d'une taxe remboursable sur les bénéfices en espèces des sociétés. Il est exigible de toutes les sociétés qui ne sont pas exemptées de la taxe en vertu de l'article 62 de la loi de l'impôt sur le revenu et par certaines catégories de fiducie portant sur des revenus d'un caractère défini. Au cours de l'année, on a perçu 196 millions de dollars de cette source. Un compte de contrepartie est inscrit sous la catégorie du passif intitulée «comptes de dépôts et de fiducie».

La caisse renouvelable de la Production de défense enregistre les déboursés pour l'achat de matériel nécessaire à la fabrication d'équipement pour la défense jusqu'à ce qu'ils aient été portés au compte du ministère de la Défense nationale ou que le matériel ait été vendu à des entrepreneurs pour servir à la fabrication d'équipement de défense, de même que les prêts et les avances de fonds de roulement pour leur production. En 1966–1967, le montant des achats a dépassé de 15 millions le produit des ventes, portant le solde du compte à 37 millions au 31 mars 1967.

Le compte de stockage de concentrés d'uranium enregistre l'achat de concentrés d'uranium, de certaines compagnies minières, par l'*Eldorado Mining and Refining Limited*, au nom de Sa Majesté du chef du Canada, en vertu de contrats conclus avec l'approbation du gouverneur en conseil. Le solde au 31 mars 1967 s'établit à 57 millions, soit 20 millions de plus qu'à la fin de l'année financière précédente.

TABLEAU 63

(en millions de dollars)

| ACTIF RÉALISABLE | Solde au 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Comptes en espèces— | | | |
| Dépôts courants en expèces [1] | 625.4 | 633.4 | −8.0 |
| Taxe remboursable sur les sociétés | [2]187.9 | | 187.9 |
| | *813.3* | *633.4* | *179.9* |
| Dépôts spéciaux en espèces | 3.5 | 1.6 | 1.9 |
| Espèces aux mains des percepteurs et en transit | 155.0 | 124.1 | 30.9 |
| Fonds reçus aprés le 31 mars mais applicables à l'année courante | 42.5 | 42.9 | −0.4 |
| Postes—espèces en main ou en transit | 24.5 | 11.9 | 12.6 |
| | 1,038.8 | 813.9 | 224.9 |
| Avances de fonds de roulement des ministères— | | | |
| Compte de stabilisation des prix agricoles | 0.9 | 5.4 | −4.5 |
| Provision du gouvernement canadien | 3.0 | | 3.0 |
| Caisse renouvelable de la Production de défense | 37.2 | 22.6 | 14.6 |
| Divers comptes de frais de déplacement et d'avances des ministères | 23.4 | 21.1 | 2.3 |
| Monnaie royale canadienne | 17.9 | 14.8 | 3.1 |
| Stockage de concentrés d'uranium | 57.2 | 37.1 | 20.1 |
| Autres | 19.4 | 19.6 | −0.2 |
| | 159.0 | 120.6 | 38.4 |
| Compte de placements en valeurs | 197.7 | 81.5 | 116.2 |
| | 1,395.5 | 1,016.0 | 379.5 |

[1] Les soldes de fin d'année du receveur général à Londres, New York, Paris et Bonn sont indiqués en dollars canadiens, cours du change au 31 mars.

[2] De plus, 8.3 millions sont inclus dans «espèces aux mains des percepteurs et en transit».

## Avances au Fonds des changes

Les avances en vue du financement de l'achat d'or et de devises étrangères se sont élevées, au cours de l'année, à 1,098 millions de dollars et les remboursements à 1,439 millions, soit une diminution de 341 millions, qui porte les avances non remboursées à 2,355 millions au 31 mars 1967.

En 1965–1966, les avances avaient atteint 1,121 millions de dollars, les remboursements, 1,046 millions, et le solde s'établissait à 2,696 millions au 31 mars 1966.

## Placements dans des titres émis en dollars américains par des gouvernements autres que le gouvernement du Canada

Ce compte a été établi pour enregistrer les titres spéciaux émis par le gouvernement des États-Unis d'Amérique et achetés par le Canada en conformité des dispositions du Traité du Columbia conclu entre le gouvernement des États-Unis et le gouvernement du Canada. Des titres d'une valeur de 32 millions de dollars ont été rachetés en 1966–1967, ce qui porte le solde à 155 millions au 31 mars 1967. Est également compris un placement fait en 1966–1967 au montant de 25 millions de dollars en obligations de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

## Placements détenus pour le remboursement de la dette non échue

Entre ici en ligne de compte une somme de 3 millions se rapportant au prêt consenti à 5½ p. 100 le 1er août 1962 et venant à échéance le 1er août 1980.

## Fonds de placement du régime de pensions du Canada

Le fonds de placement du régime de pensions du Canada enregistre les titres achetés en vertu du régime de pensions du Canada et la vente de ces titres. Le montant dont le solde d'exploitation du compte du régime des pensions du Canada au cours d'un mois dépasse le montant estimatif nécessaire pour faire tous les paiements de la période de trois mois qui suit est disponible pour l'achat de titres de provinces participantes. Le solde, s'il en est, de l'excédent après l'achat requis des titres des provinces doit être affecté à l'achat de titres du Canada. Les avoirs au 31 mars 1967 s'établissaient à un total de 615 millions de dollars dont 2 millions étaient en titres du gouvernement fédéral.

## Prêts et placements afférents aux sociétés de la Couronne

Les prêts et placements de cette catégorie s'élèvent à 6,728 millions de dollars, soit une augmentation de 1,069 millions sur le total inscrit au 31 mars 1966.

TABLEAU 64

(en millions de dollars)

| Prêts et placements afférents aux sociétés de la Couronne | Solde au 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| L'Énergie atomique du Canada, Ltée | 106.0 | 77.6 | 28.4 |
| Banque du Canada | 5.9 | 5.9 | |
| *Canadian Arsenals Limited* | 5.0 | 5.0 | |
| Société Radio-Canada | 9.0 | 3.0 | 6.0 |
| Corporation commerciale canadienne | 10.0 | 5.5 | 4.5 |
| Chemins de fer Nationaux du Canada | 1,610.6 | 1,489.7 | 120.9 |
| Air Canada | 7.3 | 4.3 | 3.0 |
| | *1,617.9* | *1,494.0* | *123.9* |
| Société canadienne des télécommunications transmarines | 49.8 | 52.5 | −2.7 |
| Société centrale d'hypothèques et de logement | 2,941.5 | 2,452.9 | 488.6 |
| *Eldorado Mining and Refining Limited* | 8.2 | 8.2 | |
| Société d'assurance des crédits à l'exportation | 164.4 | 128.2 | 36.2 |
| Société de crédit agricole | 752.5 | 588.4 | 164.1 |
| Commission de la capitale nationale | 37.2 | 32.1 | 5.1 |
| Conseil des ports nationaux | 222.3 | 202.8 | 19.5 |
| Commission d'énergie du Nord canadien | 29.8 | 29.9 | −0.1 |
| *Polymer Corporation Limited* | 30.0 | 30.0 | |
| Administration de la voie maritime du Saint-Laurent— | | | |
| Prêts | 326.7 | 326.7 | |
| Intérêt différé | 47.8 | 45.2 | 2.6 |
| Prêts sans intérêt | 90.5 | 64.0 | 26.5 |
| | *465.0* | *435.9* | *29.1* |
| Recouvrement qui exigera probablement des crédits parlementaires— | | | |
| Radio-Canada | 55.7 | 26.7 | 29.0 |
| Compagnie de l'Exposition universelle du Canada de 1967 | 175.0 | 44.0 | 131.0 |
| Commission de la capitale nationale—Ceinture de verdure | 37.2 | 35.2 | 2.0 |
| | *267.9* | *105.9* | *162.0* |
| Autres sociétés de la Couronne | 5.4 | 1.3 | 4.1 |
| | 6,727.8 | 5,659.1 | 1,068.7 |

*L'Énergie atomique du Canada, Ltée*

Au 31 mars 1967, il y avait à ce compte un solde de 106 millions de dollars constitué d'un placement de 15 millions en capital social fait par le gouvernement et en prêts de 91 millions dont 67 millions se rapportaient à l'usine génératrice de Douglas Point. Au 31 mars 1966, les montants correspondants étaient respectivement de 78 millions en capital social et de 63 millions en prêts, dont 48 millions de dollars pour l'usine génératrice de Douglas Point.

*Société Radio-Canada*

Les sommes avancées pour le fonds de roulement en 1966–1967 ont atteint le montant de 6 millions de dollars, ce qui en a porté le total à 9 millions au 31 mars 1967. Pendant l'année, les avances nettes à la Société, pour immobilisations, se sont élevées à 29 millions de dollars, portant le total des avances à 56 millions au terme de l'année financière. Le remboursement de ces avances se fera sans doute par des affectations du Parlement au cours des années financières subséquentes.

*Compagnie canadienne de l'Exposition universelle de 1967*

A ce compte figurent les achats de titres émis par la compagnie aux termes de la loi sur la Compagnie canadienne de l'exposition universelle de 1967. Au 31 mars 1967, le solde en était de 175 millions, comparativement à 44 millions au 31 mars 1966. Le recouvrement de ces avances exigera probablement des crédits parlementaires au cours des prochaines années financières.

*Chemins de fer Nationaux du Canada (y compris Air Canada)*

Les avances non remboursées aux chemins de fer Nationaux du Canada s'élevaient à 1,618 millions de dollars au 31 mars 1967, soit une augmentation de 124 millions sur le solde de la fin de l'année financière précédente, qui était de 1,494 millions de dollars.

TABLEAU 65

(en millions de dollars)

| Avances au National-Canadien | Solde au 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Loi sur la revision du capital (1952)— | | | |
| Actions privilégiées | 1,075.2 | 1,044.3 | 30.9 |
| Obligations à vingt ans | 100.0 | 100.0 | |
| Loi de financement et de garantie (1960) | 27.0 | 27.0 | |
| Loi de financement et de garantie (1961) | 28.4 | 28.4 | |
| Loi de financement et de garantie (1965) | 40.0 | | 40.0 |
| Loi sur le remboursement (1955) | 323.0 | 273.0 | 50.0 |
| Chemins de fer de l'État canadien | 17.0 | 17.0 | |
| Air Canada | 7.3 | 4.3 | 3.0 |
| | 1,617.9 | 1,494.0 | 123.9 |

En 1966–1967, le gouvernement a consenti des avances de 144 millions de dollars à la compagnie, qui lui a remboursé 20 millions, d'où un accroissement net de 124 millions de dollars dans les avances non remboursées. En 1965–1966, les avances avaient été de 99 millions de dollars et les remboursements, de 39 millions.

TABLEAU 66

(en millions de dollars)

| LE NATIONAL-CANADIEN—AVANCES ET REMBOURSEMENTS | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Avances— | | | |
| Pour le remboursement de la dette | 50.0 | 35.0 | 15.0 |
| Pour la loi de financement et de garantie (1965) | 40.0 | | 40.0 |
| Pour le financement des déficits d'encaisse— | | | |
| National-Canadien | 16.0 | 3.34 | −17.4 |
| Air Canada | 7.3 | 6.0 | 1.3 |
| Avances globales | 113.3 | 74.4 | 38.9 |
| Achat d'actions privilégiées 4 p. 100 (loi de 1952 sur la revision du capital des chemins de fer Nationaux du Canada) | 30.9 | 24.1 | 6.8 |
| | 144.2 | 98.5 | 45.7 |
| Remboursements— | | | |
| Avances pour le financement provisoire des déficits d'encaisse— | | | |
| National-Canadien | −16.0 | −33.4 | 17.4 |
| Air Canada | −4.3 | −5.3 | 1.0 |
| | *−20.3* | *−38.7* | *18.4* |
| Augmentation ou diminution (−) nette pendant l'année financière | 123.9 | 59.8 | 64.1 |

En 1966–1967, le gouvernement a avancé 90 millions de dollars à la compagnie à des fins d'immobilisations et pour le remboursement de sa dette au public.

Afin d'aider la compagnie à financer de nouvelles immobilisations au cours de l'année, le gouvernement a acheté pour 31 millions de dollars d'actions privilégiées 4 p. 100 de la compagnie. Ces actions sont émises sous l'empire de la loi de 1952 sur la revision du capital des chemins de fer Nationaux du Canada, jusqu'à concurrence d'un montant égal à 3 p. 100 du revenu brut de la compagnie.

En outre, le gouvernement a consenti à la compagnie des prêts provisoires de 16 millions de dollars pour combler son déficit de 1966, et ces prêts ont été remboursés lorsque le déficit d'encaisse de la compagnie (25 millions) a été imputé sur les dépenses budgétaires de 1966–1967.

Le 31 mars 1966, il restait à recouvrer 4 millions de dollars des prêts provisoires consentis à Air Canada relativement à ses opérations de 1966. La compagnie a remboursé ces prêts en 1966–1967. Toutefois, de nouveaux prêts de 7 millions de dollars ont été consentis à la société aérienne au cours de 1966–1967, relativement à ses opérations de 1967.

*Société centrale d'hypothèques et de logement*

Le solde, à ce titre, atteignait au 31 mars 1967 le chiffre de 2,942 millions de dollars, soit une augmentation de 489 millions sur le solde du 31 mars 1966; ce solde comprenait les placements de la Couronne dans le capital de la Société, soit 25 millions de dollars, et des prêts et avances au montant de 2,917 millions de dollars.

Les prêts et les avances consentis à la Société ont atteint, en 1966–1967, le chiffre de 607 millions de dollars et les remboursements, 118 millions. En 1965–1966, les avances s'élevaient à 514 millions de dollars et les remboursements, à 199 millions.

TABLEAU 67

(en millions de dollars)

| Société centrale d'hypothèques et de logement, avances et remboursements | Année financière terminée le 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Avances— | | | |
| Prêts directs et avances à des sociétés à dividendes limités | 497.7 | 403.8 | 93.9 |
| Entreprises fédérales-provinciales—Habitations | 21.5 | 4.5 | 17.0 |
| Caisse d'achat des prêts et des hypothèques | 16.5 | 30.0 | −13.5 |
| Usines municipales d'épuration des eaux-vannes | 35.0 | 40.4 | −5.4 |
| Logements pour étudiants d'université | 36.0 | 35.0 | 1.0 |
| | 606.7 | 513.7 | 93.0 |
| Remboursements— | | | |
| Prêts directs et avances à des sociétés à dividendes limités | −86.5 | −156.3 | 69.8 |
| Entreprises fédérales-provinciales—Habitations | −4.0 | −3.3 | −0.7 |
| Caisse d'achat des prêts et des hypothèques | −14.5 | −12.1 | −2.4 |
| Usines municipales d'épuration des eaux-vannes | −9.6 | −23.3 | 13.7 |
| Logements pour étudiants d'université | −0.5 | −0.3 | −0.2 |
| Acquisition ou construction d'immeubles | −3.0 | −3.3 | 0.3 |
| | −118.1 | −198.6 | 80.5 |
| Augmentation nette pendant l'année financière | 488.6 | 315.1 | 173.5 |

Les avances comprenaient 498 millions à l'égard des prêts directs et des prêts accordés aux sociétés d'habitation à dividendes limitées, 21 millions à l'égard des entreprises fédérales-provinciales d'habitation, 17 millions à l'égard de la caisse d'achat des prêts et des hypothèques, 35 millions pour des entreprises municipales d'épuration des eaux-vannes et 36 millions pour la construction de logements pour étudiants d'université.

Les remboursements s'élevaient à 118 millions, dont 87 millions provenant des prêts directs et des prêts accordés aux sociétés d'habitation à dividendes limitées, 4 millions pour l'habitation, 14 millions pour la caisse d'achat des prêts et des hypothèques, 10 millions pour les entreprises municipales d'épuration des eaux-vannes et 3 millions pour l'acquisition ou la construction d'immeubles.

*Société d'assurance des crédits à l'exportation*

Au 31 mars, le solde non échu figurant sous ce compte se chiffre à 164 millions de dollars, soit 5 millions pour les actions de capital, 5 millions pour le capital engagé, et 154 millions pour les prêts consentis en vertu de l'article 21A de la loi sur l'assurance des crédits à l'exportation. Cet article de la loi autorise

le ministre des Finances à consentir des prêts à la société, sous caution d'un instrument garanti. En 1965–1966, les montants en question s'élevaient à 5 millions de dollars pour les actions de capital, 5 millions pour le capital engagé et 118 millions pour les prêts.

*Société du crédit agricole*

Le gouvernement consent des prêts à la Société qui accorde ensuite des prêts sur les propriétés agricoles. Le solde de ce compte, au 31 mars 1967, s'établit à 753 millions de dollars; sur ce montant, 30 millions représentent les placements de la Couronne dans les fonds de la Société, et 723 millions, des prêts et des avances. Au 31 mars 1966, le solde s'établissait à 588 millions, soit 23 millions en placements et 565 millions en prêts et avances.

En 1966–1967, les opérations faites dans ce compte représentent de nouveaux placements de 7 millions par le gouvernement dans les fonds de la Société ainsi que des prêts et des avances de 183 millions. La Société, par ailleurs, a remboursé 26 millions. En 1965–1966, les nouveaux placements par le gouvernement s'élevaient à 6 millions, les prêts et les avances à 162 millions, et les remboursements à 21 millions.

*Commission de la capitale nationale*

Les prêts destinés à l'acquisition de propriétés dans «la ceinture de verdure» ont augmenté de 2 millions de dollars au cours de l'année, portant le solde à 37 millions. Le remboursement de ces prêts s'effectuera vraisemblablement par des affectations du Parlement au cours des années financières subséquentes.

Les prêts destinés à l'acquisition de propriétés situées en dehors de «la ceinture de verdure» ont augmenté de 5 millions, pour atteindre 37 millions au 31 mars 1967.

*Administration de la voie maritime du Saint-Laurent*

Au 31 mars 1967, les obligations non échues figurant dans ce compte s'élevaient à 465 millions de dollars, dont 327 millions en prêts portant intérêt, 90 millions en prêts sans intérêt et 48 millions en intérêts différés. Au 31 mars 1966, les obligations non échues s'établissaient à 436 millions de dollars, dont 327 millions en prêts portant intérêt, 64 millions en prêts sans intérêt et 45 millions en intérêt différé.

*Autres sociétés de la Couronne*

Les avances consenties à la Corporation commerciale canadienne ont augmenté de 5 millions de dollars en 1966–1967 et celles qui ont été consenties au Conseil des ports nationaux, de 20 millions.

## Prêts à des gouvernements étrangers

Une diminution nette de 24 millions de dollars dans les prêts de cette catégorie a porté le solde total à 1,202 millions de dollars au 31 mars 1967.

Le Royaume-Uni a remboursé 19 millions de dollars du prêt de 1,185 millions consenti en vertu du crédit de 1,250 millions autorisé aux termes de la loi de 1946 sur l'accord financier avec le Royaume-Uni, ce qui a réduit le principal à 976 millions au 31 mars 1967.

Les avances en vertu de la partie II de la loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, versées à la Belgique, à la France et aux Pays-Bas pour leur permettre d'acheter des marchandises au Canada, ont été réduites par le remboursement de 2 millions de dollars. Le solde de ces avances au 31 mars 1967 se montait à 122 millions. La diminution de 2 millions de dollars représente le remboursement annuel ordinaire du gouvernement de Belgique.

Les prêts spéciaux consentis par le Canada aux nations membres du plan de Colombo, en vue de leur permettre de financer l'achat de blé et de farine du Canada, ont diminué de 10 millions par rapport au solde de la fin de l'année financière précédente en raison de la remise, par le Canada, du montant que devait payer l'Inde quant à l'ensemble du principal et de l'intérêt accumulé, aux termes des ententes portant sur l'achat de blé et de farine du Canada pour un montant de 10 millions.

Les prêts consentis à l'Inde pour l'achat d'avions et d'accessoires de ces appareils au Canada se sont établis à 4 millions de dollars, soit 2 millions de moins qu'au 31 mars 1966.

Dans le compte des prêts spéciaux d'assistance aux pays en voie de développement sont inscrits les prêts ne dépassant pas 50 millions de dollars, consentis selon des conditions approuvées par le gouverneur en conseil, en vue de la réalisation de projets d'ordre économique, éducatif ou technique. Le solde du compte, au 31 mars 1967, s'élevait à 15 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 10 millions.

TABLEAU 68

(en millions de dollars)

| Prêts à des gouvernements étrangers | Solde au 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Prêts au Royaume-Uni— | | | |
| Loi sur l'accord financier avec le Royaume-Uni (1946) | 976.2 | 995.1 | −18.9 |
| Intérêt différé | 83.0 | 83.0 | |
| | *1,059.2* | *1,078.1* | *−18.9* |
| Prêts accordés en vertu de la loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, Partie II— | | | |
| Belgique | 23.0 | 25.4 | −2.4 |
| France | 67.0 | 67.0 | |
| Pays-Bas | 32.1 | 32.1 | |
| | *122.1* | *124.5* | *−2.4* |
| Prêts spéciaux accordés aux pays du Plan de Colombo pour le financement de l'achat de blé du Canada— | | | |
| Ceylan | 0.3 | 0.5 | −0.2 |
| Inde | | 9.7 | −9.7 |
| | *0.3* | *10.2* | *−9.9* |
| Avances et prêts divers— | | | |
| Inde—prêts accordés pour l'achat au Canada d'aéronefs, de pièces détachées et de matériel d'avion | 3.7 | 6.4 | −2.7 |
| France—crédit provisoire—intérêt consolidé | 0.7 | 0.7 | |
| Prêts spéciaux d'assistance—Pays en voie de développement | 15.1 | 5.2 | 9.9 |
| Autres | 0.5 | 0.1 | 0.4 |
| | *20.0* | *12.4* | *7.6* |
| | 1,201.6 | 1,225.2 | −23.6 |

## Autres prêts et placements

Le solde, sous cette rubrique, atteint le total de 1,718 millions de dollars au 31 mars 1967, soit une augmentation de 554 millions sur celui de l'année financière précédente.

TABLEAU 69

(en millions de dollars)

| AUTRES PRÊTS ET PLACEMENTS | Solde au 31 mars | | Augmentation ou diminution (−) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Capital souscrit, avances de fonds de roulement et prêts à des organismes internationaux— | | | |
| Part du Canada au capital— | | | |
| de la Banque asiatique de développement | 2.7 | | 2.7 |
| de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement | 85.0 | 80.5 | −4.5 |
| de l'Association internationale de développement | 70.7 | 55.7 | 15.0 |
| de la Société financière internationale | 3.5 | 3.5 | |
| du Fonds monétaire international | 781.7 | 577.3 | 205.4 |
| Avances de fonds de roulement et prêts aux organismes internationaux | 7.6 | 7.7 | −0.1 |
| | 952.2 | 724.7 | 227.5 |
| Prêts aux gouvernements provinciaux— | | | |
| Alberta | 5.4 | 5.9 | −0.5 |
| Colombie-Britannique | 10.3 | 11.2 | −0.9 |
| Manitoba | 9.2 | 10.0 | −0.8 |
| Nouveau-Brunswick | 31.7 | 29.1 | 2.6 |
| Terre-Neuve | 17.7 | 3.5 | 14.2 |
| Nouvelle-Écosse | 22.5 | 7.0 | 15.5 |
| Saskatchewan | 26.3 | 30.0 | −3.7 |
| | 123.1 | 96.7 | 26.4 |
| Fonds d'assistance en vertu de la loi sur les terres destinées aux anciens combattants | 332.8 | 278.8 | 54.0 |
| *Moins:*—réserve aux fins de prestations conditionnelles | −22.4 | −22.6 | 0.2 |
| | 310.4 | 256.2 | 54.2 |
| Avances—Office de développement municipal et de prêts aux municipalités | 236.3 | 115.5 | 120.8 |
| *Moins*—réserve pour exonération de la dette | −5.1 | −6.6 | 1.5 |
| | 231.2 | 108.9 | 122.3 |
| Divers— | | | |
| Avances aux employés: caisse de retraite et régime de pensions du Canada/Québec | 8.9 | 4.1 | 4.8 |
| Programme d'acquittement des frais de passage | 11.0 | 6.4 | 4.6 |
| Soldes à recevoir en vertu d'actes de vente visant des biens de la Couronne | 1.4 | 2.4 | −1.0 |
| Ville de Montréal— | | | |
| Tunnel de la rue Atwater | 1.7 | 1.8 | −0.1 |
| Tunnel de la rue Saint-Rémi | 1.0 | 1.0 | |
| Ville de Whitehorse | 1.9 | 1.9 | |
| Aménagement de quais et de voies ferrées pour la *Steep Rock Iron Mines Limited* | 0.7 | 0.9 | −0.2 |
| Corporation de disposition des biens de la Couronne— | | | |
| Part de l'État dans le compte du mandataire | 2.4 | 5.0 | −2.6 |
| *Dominion Coal Company Limited* | 4,5 | 4.5 | |
| Commission du port du Fraser | 1.2 | 1.3 | −0.1 |
| Commission du port d'Hamilton | 1.6 | 1.7 | −0.1 |
| Projets d'habitations pour les forces canadiennes | 20.5 | 20.6 | −0.1 |
| Prêts aux fabricants de pièces d'automobile au Canada | 12.7 | 0.1 | 12.6 |
| Loi de 1938 sur l'aide aux améliorations municipales | 0.7 | 0.8 | −0.1 |
| Territoires du Nord-Ouest | 8.3 | 6.4 | 1.9 |
| Association récréative du Service civil: *W. Clifford Clark Memorial Recreational Centre* | 1.0 | 1.1 | −0.1 |
| Commission du port de Toronto | 1.5 | | 1.5 |
| Société de développement de la ville d'Oromocto | 1.1 | 1.1 | |
| Territoire du Yukon | 8.5 | 6.6 | 1.9 |
| Autres | 5.8 | 4.8 | 1.0 |
| Recouvrement qui exigera probablement un vote du Parlement—Oromocto (N.-B.) | 4.2 | 4.2 | |
| | 100.6 | 76.7 | 23.9 |
| | 1,717.5 | 1,263.2 | 454.3 |

La participation du Canada au capital des organismes internationaux a augmenté de 228 millions de dollars, par suite surtout de nouveaux engagements, et de 15 millions pour l'Association internationale de développement et de 205 millions pour le Fonds monétaire international. Les avances de fonds de roulement et les prêts à d'autres institutions internationales au montant de 8 millions équivalent à peu près au montant enregistré à la fin de l'année financière précédente.

Les prêts aux gouvernements provinciaux s'élevaient à 123 millions de dollars au 31 mars 1967, soit 26 millions de plus qu'à la fin de l'année financière précédente, par suite surtout d'une augmentation de 16 millions de dollars des prêts à la Nouvelle-Écosse et de 14 millions de dollars des prêts à Terre-Neuve.

La Caisse de la loi sur les terres destinées aux anciens combattants a été établie par la loi modifiant la loi sur les terres destinées aux anciens combattants, sanctionnée le 30 juin 1965; elle a pour objet de comptabiliser les avances ne devant pas dépasser 380 millions de dollars, pour permettre au directeur d'acheter des terrains, des immeubles, du matériel, du bétail, de l'outillage agricole et du matériel de pêche commerciale, aux fins de la loi, en vue de les vendre aux anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre de Corée aux termes de conventions de vente comportant des avantages conditionnels déterminés pour les anciens combattants qui en respectent les conditions, et pour permettre des versements échelonnés aux anciens combattants pendant la construction d'habitations. Les avances consenties en vertu de la loi sur les terres destinées aux anciens combattants et la réserve accumulée en vue de prestations conditionnelles ainsi que les comptes afférents à la loi sur les terres destinées aux anciens combattants sont combinés dans le présent compte. Les avances consenties au cours de l'année s'élèvent à 83 millions de dollars et les remboursements reçus à 29 millions de sorte que le total des avances non remboursées atteint 333 millions de dollars au 31 mars 1967. Si l'on soustrait la réserve de 23 millions de dollars pour les avantages conditionnels, il reste dans ce compte un solde de 310 millions de dollars à la fin de l'année financière.

La loi sur le développement et les prêts municipaux prévoit des avances à l'Office de développement municipal et de prêts aux municipalités afin de fournir de l'aide financière, sous forme de prêts aux municipalités, pour augmenter ou accélérer les travaux d'équipement. Si l'entreprise municipale qui fait l'objet d'un prêt est terminée le 30 septembre 1966, ou avant, l'Office diminuera de 25 p. 100 la dette contractée par la municipalité. Si l'entreprise n'est pas achevée au 30 septembre 1966, l'Office remettra 25 p. 100 de la partie de l'emprunt consentie à la municipalité au 30 septembre 1966.

Au 31 mars 1967, les avances s'élevaient à 236 millions de dollars, soit 121 millions de plus qu'au 31 mars 1966. Ces avances sont en partie contrebalancées par une réserve prévue pour la remise de la dette, composée des montants imputés sur les dépenses budgétaires, afin de couvrir 25 p. 100 du montant des avances. Au 31 mars 1967, il y avait une réserve de 5 millions de dollars, contre 7 millions de dollars au 31 mars 1966.

Les prêts et les placements divers ont atteint 101 millions de dollars au 31 mars 1967, soit 24 millions de plus que le solde au 31 mars 1966. L'augmentation est principalement attribuable à des prêts de 13 millions de dollars accordés aux fabricants de produits automobiles du Canada.

Les prêts aux fabricants de produits automobiles au Canada ont été établis en vertu du crédit L27c (loi des subsides n° 5, 1965) pour comptabiliser les prêts consentis durant l'année financière courante et les années subséquentes, conformément aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil, pour aider les fabricants des produits automobiles au Canada touchés par l'Accord canado-américain sur les produits automobiles à adapter et à étendre leur production;

ces prêts sont consentis à des fins d'achat, de construction, d'installation, de modernisation, de mise en valeur, de transformation ou d'expansion de terres, bâtiments, matériel, commodités ou outillage, ainsi qu'à titre de capital d'exploitation. Les prêts à ces fabricants se sont élevés à 13 millions en 1966–1967 contre $125,000 en 1965–1966.

## Valeurs détenues en fiducie

Cette catégorie comprend les réserves de valeurs relatives à divers comptes de dépôt et de fiducie, de rentes, d'assurance et de pension. Elle englobe aussi, dans les comptes de dépôt et de fiducie, les obligations et les chèques certifiés provenant d'entrepreneurs et détenus à titre de garantie. Au 31 mars 1967, le solde s'établissait à 51 millions, soit 1 million de moins que l'année financière précédente.

## Frais différés

Cette catégorie accuse un solde de 582 millions, soit 326 millions de plus qu'au 31 mars 1966, ce qui représente des augmentations de 311 millions de la partie non amortie du déficit actuariel du compte des pensions et de 15 millions des frais d'émission d'emprunts non amortis.

TABLEAU 70

(en millions de dollars)

| Frais différés | Solde au 31 mars | | Augmentation ou diminution (—) |
|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 | |
| Parties non amorties des déficits actuariels— | | | |
| Compte de pension de retraite des forces armées du Canada | 260.2 | 53.6 | 206.6 |
| Compte de pension de retraite de la fonction publique | 189.4 | 93.6 | 95.8 |
| Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada | 11.0 | 3.1 | 7.9 |
| | 460.6 | 150.3 | 310.3 |
| Frais d'émission d'emprunts non amortis | 121.6 | 106.2 | 15.4 |
| | 582.2 | 256.5 | 325.7 |

*Parties non amorties des déficits actuariels*

Au 31 mars 1967, ce poste s'établissait à un montant global de 461 millions de dollars, accusant une augmentation de 311 millions au regard du total de 150 millions en date du 31 mars de l'année précédente.

Tous les déficits actuariels découverts par les estimations quinquennales sont crédités aux comptes de pension de retraite, passés au présent compte et imputés aux dépenses budgétaires à raison de cinq versements annuels égaux, à partir de l'année financière au cours de laquelle le rapport a été déposé au Parlement. En outre, le coût des prestations payables en vertu des lois sur la pension de retraite par suite de l'autorisation visant la hausse des traitements, est crédité aux comptes de pension de retraite, passé au présent compte et imputé aux dépenses budgétaires pendant une période de cinq ans, à partir de l'année au cours de laquelle l'augmentation a été autorisée.

La partie non amortie des déficits actuariels des comptes de pension de retraite des forces armées du Canada s'élève à 260 millions comparativement à 54 millions, au 31 mars 1966. Au cours de l'année, on a imputé sur ce compte la somme de 279 millions attribuables à la révision actuarielle quinquennale des comptes de pension de retraite des forces armées du Canada au 31 décembre 1965, et on y a amorti la somme de 73 millions en l'imputant sur les comptes des dépenses budgétaires.

La partie non amortie des comptes de pension de retraite du service public s'élève à 190 millions; au 31 mars 1966, elle était de 94 millions. Pendant l'année il a été imputé sur ce compte 152 millions attribuables à des relèvements de traitements, et il a été amorti 56 millions imputés aux comptes des dépenses budgétaires.

On évalue à 11 millions la partie non amortie des déficits actuariels du compte de la Gendarmerie royale du Canada, au regard de 3 millions au 31 mars 1966. Pendant l'année, il a été imputé à ce compte la somme de 11 millions, attribuable à des augmentations de salaires, et on y a amorti 3 millions qui ont été imputés sur les comptes de dépenses budgétaires.

*Frais d'émission d'emprunts non amortis*

Ce compte enregistre les soldes résiduels des escomptes, commissions, primes de rachat et primes de conversion à l'égard d'emprunts et qui n'ont pas été imputés sur les dépenses budgétaires. Le solde est de 122 millions de dollars, soit une augmentation de 15 millions comparativement à la fin de l'année financière précédente.

TABLEAU 71

(en millions de dollars)

| Frais d'émission d'emprunts non amortis | Année financière terminée le 31 mars | |
|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 |
| Solde au début de l'année financière | 106.2 | 110.8 |
| Frais de nouvelles émissions, à amortir— | | |
| Emprunt à 4½%—1er mai 1966—1er avril 1967 | 1.8 | |
| Emprunt à 5%—1er mai 1966—1er juillet 1970 | 0.9 | |
| Emprunt à 5½%—1er mai 1966—1er août 1980 | 3.6 | |
| Emprunt à 4¼%—1er septembre 1966—1er octobre 1967 | 2.6 | |
| Emprunt à 5¾%—1er septembre 1966—1er octobre 1969 | 1.3 | |
| Emprunt à 5¾%—1er septembre 1966—1er septembre 1992 | 2.2 | |
| Emprunt à 5¾%—15 décembre 1966—1er septembre 1992 | 2.9 | |
| Emprunt à 5½%—15 décembre 1966—15 janvier 1968 | 0.6 | |
| Emprunt à 5¼%—15 décembre 1966—15 décembre 1970 | 1.9 | |
| Emprunt à 5½%—1er février 1967—1er octobre 1975 | 1.2 | |
| Emprunt à 5½%—1er février 1967—1er août 1980 | 0.7 | |
| Emprunt à 5¾%—1er février 1967—1er septembre 1982 | 0.2 | |
| Rajustements[1] | | 5.9 |
| Escompte sur les bons du Trésor | 20.9 | 16.5 |
| Obligations d'épargne du Canada—rajustement d'émissions antérieures | 0.5 | 0.8 |
| Obligations d'épargne du Canada—nouvelle émission | 20.6 | 7.4 |
| Emprunt à 4¼%—1er juillet 1965—1er juin 1967 | | 0.3 |
| Emprunt à 5%—1er juillet 1965—1er juillet 1970 | | 1.4 |
| Emprunt à 3¾%—1er septembre 1965—1er septembre 1966 | | 2.2 |
| Emprunt à 5½%—1er septembre 1965—1er octobre 1969 | | 0.1 |
| Emprunt à 4%—1er décembre 1965—15 décembre 1966 | | 1.8 |
| Emprunt à 5½%—1er décembre 1965—1er avril 1969 | | 0.1 |
| Emprunt à 5½%—1er décembre 1965—1er octobre 1975 | | 0.2 |
| Emprunt à 4%—1er février 1966—1er avril 1967 | | 2.3 |
| Emprunt à 5½%—1er février 1966—1er août 1980 | | 0.4 |
| | *61.9* | *39.4* |
| *Moins* | | |
| Amortissement applicable à l'année financière— | | |
| Obligations d'épargne du Canada et emprunts généraux | −30.0 | −30.8 |
| Escompte sur les bons du Trésor, imputé sur l'intérêt de la dette publique | −16.5 | −13.2 |
| | *−46.5* | *−44.0* |
| Augmentation ou diminution (−) au cours de l'année | 15.4 | −4.6 |
| Solde à la fin de l'année financière | 121.6 | 106.2 |

[1] Rajustements occasionnés par l'émission de tranches supplémentaires d'emprunts existants.

Les frais des nouveaux emprunts contractés en 1966–1967 et imputés sur le compte se sont élevés à 62 millions de dollars, dont 21 millions à l'égard de l'escompte des bons du Trésor, qui seront imputés sur le service de la dette publique en 1967–1968. On a porté au crédit du compte 46 millions de dollars, dont 30 millions ont été imputés sur les frais annuels d'amortissement et 16 millions (représentant l'escompte applicable à 1966–1967 sur les bons du Trésor vendus en 1965–1966) sur le service de la dette publique dans les comptes de dépenses budgétaires.

Les escomptes des bons du Trésor applicables à l'année financière courante sont imputés au service de la dette publique au moment de la vente. La partie des escomptes applicable à l'année financière subséquente est imputée au présent compte et transférée au service de la dette publique l'année suivante.

### Capitaux fixes

Les capitaux de l'État, notamment ses terrains, ses bâtiments, ses ouvrages et son matériel, qui sont imputés sur les dépenses budgétaires au moment de l'acquisition ou de la construction, figurent dans cette catégorie et paraissent dans l'état de l'actif et du passif, à la valeur nominale d'un dollar.

### Prêts et placements improductifs

Cette catégorie comprend les prêts et placements qui, pour le moment, ne rapportent pas de revenu ou ne sont pas réalisables. Y figurent le prêt de 49 millions consenti à la Chine en vertu de la loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, les prêts de 24 millions et de 7 millions à la Roumanie et à la Grèce, consentis en 1919–1920 et 1920–1921 respectivement, de même que des avances de 15 millions de dollars résultant de l'exécution de garanties (*Ming Sung Industrial Company Limited*).

### Réserves pour pertes sur la réalisation d'actifs

Le solde, au 31 mars 1967, reste au même niveau qu'à la fin de l'année financière précédente, soit 546 millions de dollars.

## Dette nette

La dette nette du Canada ou l'excédent du passif sur l'actif atteint 15,971 millions au 31 mars 1967, augmentation de 428 millions par rapport au 31 mars 1966, d'où le déficit budgétaire de 428 millions pour 1966–1967.

## ENCAISSE

Les soldes bancaires du gouvernement comprennent les dépôts inscrits au nom du Receveur général du Canada à la Banque du Canada, aux banques à charte au Canada et à certaines banques à Londres, à New York, à Paris et à Bonn. Ces soldes se chiffrent par 625 millions au 31 mars 1967, comparativement à 633 millions au 31 mars 1966, soit une diminution de 8 millions.

L'encaisse de l'État se ressent non seulement des opérations budgétaires, mais aussi des modifications apportées à la dette non échue de l'État ainsi que d'autres opérations non budgétaires. Les opérations non budgétaires sont celles qui ont trait aux comptes actif et passif de l'État et dont il faut tenir compte pour bien évaluer toute la portée des opérations financières de l'État, ainsi que leurs conséquences pour l'économie du pays.

A l'actif, les opérations non budgétaires consistent, pour la plupart, en prêts et avances aux sociétés de la Couronne et autres institutions et caisses de l'État (y compris la caisse de la sécurité de la vieillesse), aux gouvernements nationaux, provinciaux et municipaux, aux organismes internationaux, aux anciens combattants et à d'autres emprunteurs, et en remboursements effectués par les précédents. Au passif, elles ont surtout trait aux recettes et paiements se rapportant aux nombreaux comptes de dépôt et de fiducie et comptes de rentes, d'assurance et de pensions, détenus ou gérés par l'État.

Le tableau ci-après résume les opérations tant budgétaires que non budgétaires pour 1966–1967 et indique de quelle façon elles influent sur l'encaisse de l'État. Aux fins de comparaison, les chiffres correspondants pour 1965–1966 y figurent également.

TABLEAU 72

(en millions de dollars)

| Changements dans l'encaisse | Année financière terminée le 31 mars | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | | 1966 | |
| **Opérations budgétaires—** | | | | |
| Recettes | 8,366.0 | | 7,695.8 | |
| Dépenses | −8,794.0 | | −7,734.8 | |
| Déficit | | **−428.0** | | **−39.0** |
| **Opérations non budgétaires** (non compris les opérations intéressant la dette non échue)— | | | | |
| Recettes et crédits (net) | 2,466.9 | | 710.1 | |
| Décaissements et débits (net) | −2,757.9 | | −831.0 | |
| **Montant net requis pour des opérations non budgétaires** | | **−291.0** | | **−120.9** |
| **Montant global des besoins en espèces à financer par une augmentation de la dette non échue ou par une réduction des soldes en espèces** | | **−719.0** | | **−159.9** |
| **Augmentation nette de la dette non échue et impayée envers le public—** | | | | |
| Dette non échue— | | | | |
| Obligations d'épargne du Canada | 283.2 | | 180.8 | |
| Émissions sur le marché | 269.4 | | −160.3 | |
| Bons du Trésor | 160.0 | | 10.0 | |
| Obligations spéciales— | | | | |
| Commission d'assurance-chômage | 116.0 | | 101.0 | |
| Régime de pensions du Canada | 1.8 | | 0.1 | |
| | *830.4* | | *131.6* | |
| Compte de placement en valeurs | −116.2 | | −19.0 | |
| Placements détenus pour le remboursement de la dette non échue | −3.2 | | | |
| | | **711.0** | | **112.6** |
| **Augmentation ou diminution (−) nette des soldes bancaires du Receveur général** | | **−8.0** | | **−47.3** |

En 1966–1967, un déficit de 428 millions de dollars pour les opérations budgétaires et des décaissements nets de 291 millions pour les opérations non budgétaires (à l'exclusion des opérations intéressant la dette non échue) entraînent des exigences nettes en espèces de 719 millions pour l'année financière. Comme les opérations intéressant la dette non échue effectuées pendant l'année ont porté à 711 millions de plus la dette non échue et impayée au 31 mars 1967, les soldes

bancaires au crédit du Receveur général étaient de 8 millions. En 1965–1966, le déficit budgétaire de 39 millions et les décaissements nets de 121 millions intéressant les opérations non budgétaires ont donné lieu à des exigences nettes en espèces de 160 millions. La dette non échue et impayée ayant augmenté de 113 millions, les soldes bancaires au crédit du Receveur général ont baissé de 47 millions.

**Recettes et crédits non budgétaires** (à l'exclusion des opérations intéressant la dette non échue)

On évalue à 2,467 millions de dollars l'ensemble des recettes et crédits non budgétaires en 1966–1967, ce qui comprend 1,529 millions au titre des comptes de rentes, d'assurance et de pensions, 404 millions au chapitre des remboursements de prêts, placements et avances, et 534 millions au titre des autres recettes et crédits. Le tableau suivant renferme des détails supplémentaires:

TABLEAU 73

(en millions de dollars)

| Recettes et crédits non budgétaires (nets) | Année financière terminée le 31 mars | |
|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 |
| Remboursements de prêts, placements et avances— | | |
| Compte de stabilisation des produits agricoles | 4.5 | 17.8 |
| Fonds des changes | 341.0 | −75.0 |
| Société canadienne des télécommunications transmarines | 2.7 | 2.6 |
| Titres spéciaux des États-Unis (Traité du Columbia) | 32.2 | 32.2 |
| Gouvernements étrangers | 23.6 | −18.6 |
| | *404.0* | *−41.0* |
| Comptes de rentes, d'assurance et de pension— | | |
| Compte de pension des employés de la fonction publique | 307.6 | 228.6 |
| Comptes de pension des forces armées canadiennes | 392.8 | 156.1 |
| Compte de pension de la Gendarmerie royale du Canada | 19.6 | 7.7 |
| Caisse du régime de pensions du Canada | 591.2 | 89.4 |
| Caisse de la sécurité de la vieillesse | 212.6 | 217.0 |
| Autres | 5.3 | 17.5 |
| | *1,529.1* | *716.8* |
| Autres recettes et crédits— | | |
| Chèques du Trésor en circulation | 49.9 | 17.8 |
| Comptes exigibles | 76.7 | 16.4 |
| Effets improductifs d'intérêts payables à vue | 111.0 | −112.5 |
| Dette échue | 3.4 | 8.2 |
| Intérêt dû et échu | 2.1 | 8.9 |
| Intérêt couru | 32.9 | 23.1 |
| Mandats-poste en circulation | 9.2 | 0.9 |
| Compte de dépôt et de fiducie | 9.4 | 30.4 |
| Compte des accords sur la perception des impôts provinciaux | 25.5 | 17.5 |
| Biens excédentaires de la Couronne (ministère de la Défense nationale) | 15.2 | 9.1 |
| Provision pour la prime sur le rachat des obligations | 2.3 | 15.0 |
| Impôt remboursable sur les sociétés | 196.2 | |
| | *533.8* | *−84.8* |
| | 2,466.9 | 710.1 |

**Décaissements et charges non budgétaires** (à l'exclusion des opérations intéressant la dette non échue)

Le chiffre des décaissements et charges non budgétaires s'établit à 2,758 millions pour 1966–1967, et comporte 1,594 millions au chapitre des prêts, placements et avances, et 1,164 millions au chapitre des autres charges.

Le tableau suivant renferme des détails supplémentaires:

TABLEAU 74

(en millions de dollars)

| DÉCAISSEMENTS ET FRAIS NON BUDGÉTAIRES (NETS) | Année financière terminée le 31 mars | |
|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | 1966 |
| Prêts, placements et avances— | | |
| Crédit renouvelable de la Production de défense | 14.6 | −7.6 |
| Avances de fonds de roulement de la Monnaie royale du Canada | 3.1 | −3.9 |
| Stockage de concentrés d'uranium | 20.1 | 12.7 |
| Énergie atomique du Canada Ltée | 28.4 | 11.9 |
| Société Radio-Canada | 35.0 | 12.5 |
| Corporation commerciale canadienne | 4.5 | 2.0 |
| Compagnie de l'Exposition universelle canadienne de 1967 | 131.0 | 44.0 |
| Chemins de fer Nationaux du Canada (y compris Air Canada) | 123.9 | 59.8 |
| Société centrale d'hypothèques et de logement | 488.6 | 315.1 |
| Société d'assurance des crédits à l'exportation | 36.2 | 36.4 |
| Société de crédit agricole | 164.1 | 147.0 |
| Commission de la capitale nationale | 7.1 | 7.4 |
| Conseil des ports nationaux | 19.5 | 3.0 |
| Administration de la voie maritime du Saint-Laurent | 29.1 | 26.7 |
| Souscriptions au capital d'organismes internationaux | 227.5 | |
| Gouvernements provinciaux | 26.4 | −1.7 |
| Caisse sous le régime de la loi sur les terres destinées aux anciens combattants | 54.2 | 24.1 |
| Avances à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités | 122.3 | 101.3 |
| Prêts aux fabricants de produits automobiles au Canada | 12.6 | 0.1 |
| Obligations de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement | 25.0 | |
| Autres | 20.4 | 2.6 |
| | *1,593.6* | *793.4* |
| Autres décaissements et frais— | | |
| Impôt remboursable des sociétés | (1)187.9 | |
| Fonds entre les mains des percepteurs et en transit | 30.9 | −43.9 |
| Compte de placement du régime de pensions du Canada | 580.6 | 34.9 |
| Frais différés | 325.7 | 47.9 |
| Crédits différés | 0.5 | −24.9 |
| Compte d'aide internationale | 17.1 | 3.6 |
| Autres | 21.6 | −20.0 |
| | *1,164.3* | *−37.6* |
| | 2,757.9 | 831.0 |

(1) De plus, 8.3 millions sont compris dans le poste «fonds entre les mains des percepteurs et en transit».

## LA DETTE PUBLIQUE

### Dette brute et nette

La dette brute du Canada, à savoir le passif total inscrit dans l'état de l'actif et du passif, s'élevait à 30,350 millions au 31 mars 1967, soit une augmentation de 2,867 millions par rapport au 31 mars 1966. Les changements importants ont été des augmentations de 1,529 millions dans les comptes des rentes, assurances et pensions, de 830 millions dans la dette non échue, de 283 millions dans les obligations en cours et à vue et de 231 millions dans les comptes de dépôt et de fiducie. La dette non échue, de 19,940 millions, représente 66 p. 100 de la dette globale, et les comptes de rentes, assurances et pensions, d'une valeur de

7,921 millions, représentent 26 p. 100. Au 31 mars 1966, la dette non échue était de 19,110 millions, ou 70 p. 100, et les comptes des rentes, assurances et pensions s'élevaient à 6,392 millions ou 23 p. 100.

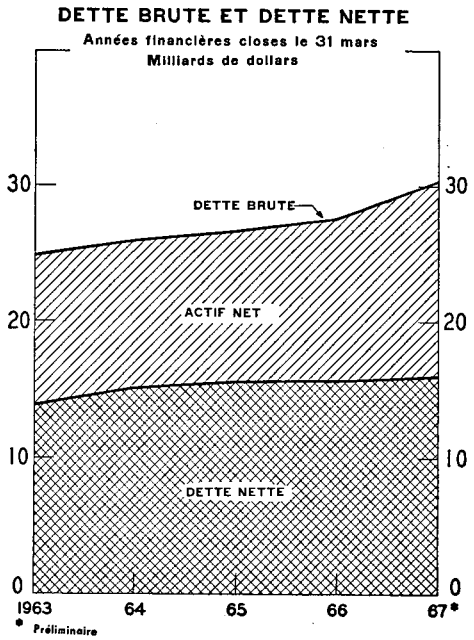
L'actif net inscrit s'élevait à 14,379 millions au 31 mars 1967, soit une augmentation de 2,439 millions par rapport au total du 31 mars 1966. Les changements importants ont été des augmentations de 1,069 millions au chapitre des prêts et placements afférents aux sociétés de la Couronne, de 581 millions dans le compte de placements du régime de pensions du Canada, de 454 millions au titre des autres prêts et placements, de 380 millions au chapitre de l'actif courant et de 326 millions dans les frais différés contrebalancés en partie par une diminution de 341 millions des avances au compte du fonds des changes. Les prêts et placements afférents aux sociétés de la Couronne représentent 47 p. 100 du

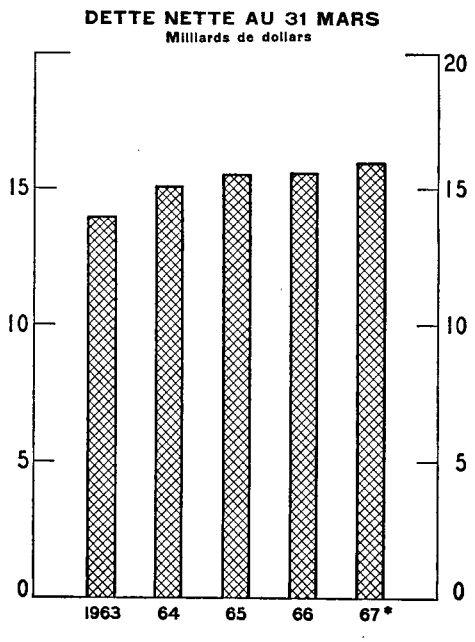
TABLEAU 75

ÉTAT DE LA DETTE PUBLIQUE, DE LA DETTE NON ÉCHUE, DE L'ACTIF NET INSCRIT ET DE LA DETTE NETTE DU CANADA

(en millions de dollars)

| Au 31 mars | Dette publique brute | | | Moins actif net inscrit | Dette nette | Augmentation de la dette nette pendant l'année financière |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Dette non échue | Autre passif | Total | | | |
| 1963 | 17,961.8 | 6,837.4 | 24,799.2 | 10,879.5 | 13,919.7 | 691.6 |
| 1964 | 18,740.1 | 7,183.3 | 25,923.4 | 10,853.3 | 15,070.1 | 1,150.4 |
| 1965 | 18,978.2 | 7,585.7 | 26,563.9 | 11,059.5 | 15,504.4 | 434.3 |
| 1966 | 19,109.8 | 8,373.1 | 27,482.9 | 11,939.5 | 15,543.4 | 39.0 |
| 1967 (estimation) | 19,940.2 | 10,409.8 | 30,350.0 | 14,378.6 | 15,971.4 | 428.0 |



total de la dette et les avances au fonds des changes, 16 p. 100. Au 31 mars 1966, les prêts et placements afférents aux sociétés de la Couronne étaient de 5,659 millions, soit 47 p. 100, et les avances au fonds des changes étaient de 2,696 millions, soit 23 p. 100.

La dette nette du Canada s'élevait à 15,971 millions au 31 mars 1967, par suite d'une augmentation de 428 millions, égale au déficit budgétaire de 1966–1967.

## Dette non échue

Le total de la dette non échue s'élève à 19,940 millions de dollars, soit 830 millions de plus que le solde au 31 mars 1966.

Les titres de l'État détenus par celui-ci au 31 mars 1967 s'élevaient à 198 millions de dollars détenus au compte de placement en valeurs (dont 37 millions sous le plan d'achat à versements échelonnés des employés et 3 millions en placements détenus pour le remboursement de la dette non échue). C'est 120 millions de plus que le total de l'année financière précédente, alors que le compte de placement en valeurs s'élevait à 82 millions, dont 32 millions, sous le plan d'achat à versements échelonnés des employés.

Sur le total de la dette non échue, 19,574 millions de dollars sont payables au Canada et 366 millions à New York. Les titres payables à New York ont été évalués au taux de change officiel de $1 des É.-U. pour $1.08108 dollar canadien.

TABLEAU 76

(en millions de dollars)

| Opérations touchant la dette non échue | Année financière terminée le 31 mars | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 1967 (estimation) | | 1966 | |
| Solde au début de l'année | | 19,110 | | 18,978 |
| Nouvelles émissions— | | | | |
| Contre espèces— | | | | |
| Obligations d'épargne du Canada S. 19 | | | 86 | |
| Obligations d'épargne du Canada S. 20 | 50 | | 868 | |
| Obligations d'épargne du Canada S. 21 | 2,272 | | | |
| Obligations négociables | 1,500 | | 1,550 | |
| Obligations non négociables (Commission d'assurance-chômage) | 157 | | 144 | |
| Obligations non négociables (Régime de pensions du Canada) | 2 | | [1] | |
| Bons du Trésor (net) | 160 | | 10 | |
| | 4,141 | | 2,658 | |
| *Moins*— | | | | |
| Obligations négociables échues | −1,231 | | −1,710 | |
| Obligations non négociables rachetées (Commission d'assurance-chômage) | −41 | | −43 | |
| Obligations d'épargne du Canada rachetées ou échues | −2,039 | | −773 | |
| | −3,311 | | −2,526 | |
| Accroissement de la dette non échue | | 830 | | 132 |
| Solde à la fin de l'année | | 19,940 | | 19,110 |

[1] Il y a eu une émission de $102,000 en 1965–1966.

*Résumé des émissions, échéances et rachats de valeurs*

A l'exclusion des remboursements de bons du Trésor, qui viennent à échéance toutes les semaines, le gouvernement a émis des valeurs de 4,141 millions de dollars et le total des rachats et échéances s'élève à 3,311 millions de dollars.

Les ventes nettes des obligations d'épargne du Canada de la série 21 s'établissent à 2,272 millions de dollars et les ventes supplémentaires de la série 20, à 50 millions. Les rachats et échéances des séries 9 à 20 atteignent le total de 2,039 millions de dollars. L'augmentation nette, pour toutes les séries, est de 283 millions, ce qui porte le total des obligations d'épargne du Canada en circulation à 6,016 millions.

Les bons du Trésor valent 2,310 millions de dollars, dont 1,430 millions en bons à trois mois, 780 millions en bons à six mois et 100 millions en bons à dix mois.

TABLEAU 77

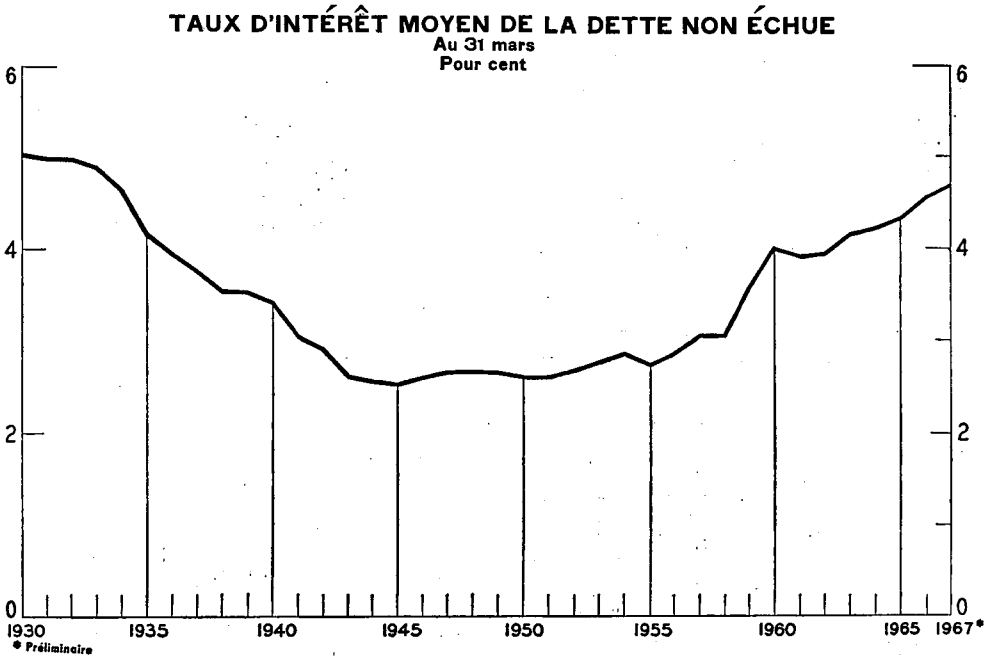
DETTE ÉCHUE OU CONVERTIE PENDANT L'ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1967
(en millions de dollars)

| — | Échue | Rachetée | Total |
|---|---|---|---|
| Obligations négociables— | | | |
| 3½% 1965–1966 ..... CT.16 | 325.0 | | 325.0 |
| 3% 1964–1966 ..... P. 7 | 245.2 | | 245.2 |
| 3–3¼% 1965–1966 ..... CT.20 | 205.0 | | 205.0 |
| 4½% 1961–1966 ..... AT. 6 | 175.0 | | 175.0 |
| 4½% 1963/1964–1966 ..... CT. 5 | 125.0 | | 125.0 |
| 4% 1965–1966 ..... CT.22 | 150.0 | | 150.0 |
| 5% 1962–1987 (Emprunt à New-York) ..... | | 5.4 | 5.4 |
| | *1,225.2* | *5.4* | *1,230.6* |
| Obligations non négociables— | | | |
| Obligations d'épargne du Canada ..... S. 9 | 22.7 | | 22.7 |
| Obligations d'épargne du Canada ..... S. 9–20 | | 2,016.0 | 2,016.0 |
| Commission d'assurance-chômage, 4½ p. 100 ..... | | 41.0 | 41.0 |
| | 1,247.9 | 2,062.4 | 3,310.3 |

TABLEAU 78

NOUVELLES ÉMISSIONS LANCÉES PENDANT L'ANNÉE TERMINÉE LE 31 MARS 1967
(en millions de dollars)

| — | Prix versé à l'État | Rendement sur le prix versé à l'État | Montant global de l'émission | Montant émis contre espèces |
|---|---|---|---|---|
| | | p. 100 | | |
| Obligations négociables— | | | | |
| 4¼% 1966–1967 ..... F 1 | 98.90 | 5.49 | 155.0 | 155.0 |
| 5% 1966–1970 ..... F 2 | 98.00 | 5.54 | 40.0 | 40.0 |
| 5½% 1966/1967–1980 ..... F 3 | 98.00 | 5.71 | 160.0 | 160.0 |
| 4¼% 1966–1967 ..... F 4 | 98.60 | 5.60 | 175.0 | 175.0 |
| 5¼% 1966–1969 ..... F 5 | 99.625 | 5.88 | 250.0 | 250.0 |
| 5¼% 1966–1992 ..... F 6 | 97.50 | 5.94 | 175.0 | 175.0 |
| 5¾% 1967–1992 ..... F 6 | 100.75 | 5.69 | 50.0 | 50.0 |
| 5½% 1966–1968 ..... F 7 | 99.60 | 5.88 | 125.0 | 125.0 |
| 5¾% 1966–1970 ..... F 8 | 99.50 | 5.89 | 300.0 | 300.0 |
| 5½% 1967–1975 ..... F 9 | 98.625 | 5.70 | 70.0 | 70.0 |
| | | | *1,500.0* | *1,500.0* |
| Obligations non négociables— | | | | |
| Commission d'assurance-chômage— | | | | |
| 5¼% ..... | 100.00 | 5.25 | 89.0 | 89.0 |
| 5½% ..... | 100.00 | 5.50 | 68.0 | 68.0 |
| Obligations d'épargne du Canada— | | | | |
| 1er nov. 1965—1er nov. 1977 | | | | |
| 4½–5½ p. 100 ..... S 20 | | | | |
| 1er nov. 1966—1er nov. 1979 | | | | |
| 5–6 p. 100 (net) ..... S 21 | | | | |
| Régime de pensions du Canada ..... | 100.00 | 5.03 | 50.4 | 50.4 |
| 5.36–5.61% ..... | 100.00 | 5.48 | 2,271.5 | 2,271.5 |
| Bons du Trésor (net) (à une semaine) ..... | 100.00 | | 1.8 | 1.8 |
| | | | 160.0 | 160.0 |
| | | | 4,140.7 | 4,140.7 |




## Taux d'intérêt

Le taux d'intérêt moyen de la dette non échue de l'État est passé à 4.69 p. 100 au cours de l'année financière, de 4.55 p. 100 qu'il était au 31 mars 1966.

Le rendement des bons du Trésor à trois mois, qui s'établissait à 5.06 p. 100 au moment de la soumission le 31 mars 1966, a atteint le chiffre de 4.13 p. 100 le 30 mars 1967.

Le rendement des bons du Trésor à six mois, qui était de 5.30 p. 100 au moment de la soumission le 31 mars 1966, a atteint 4.11 p. 100 le 30 mars 1967.

Le tableau suivant indique les rendements maximums et minimums, ainsi que le rendement des dernières émissions pour les années financières 1962–1963 à 1966–1967 inclusivement.

TABLEAU 79

RENDEMENT DES BONS DU TRÉSOR VENDUS PAR SOUMISSION

| Année financière se terminant le 31 mars | Maximum | Minimum | Dernière émission |
|---|---|---|---|
| | p. 100 | p. 100 | p. 100 |
| Bons à trois mois— | | | |
| 1963 | 5.51 | 3.04 | 3.62 |
| 1964 | 3.90 | 3.19 | 3.88 |
| 1965 | 3.87 | 3.53 | 3.62 |
| 1966 | 5.06 | 3.61 | 5.06 |
| 1967 | 5.20 | 4.10 | 4.13 |
| Bons à six mois— | | | |
| 1963 | 5.74 | 3.19 | 3.74 |
| 1964 | 4.06 | 3.30 | 4.04 |
| 1965 | 4.06 | 3.69 | 3.73 |
| 1966 | 5.30 | 3.71 | 5.30 |
| 1967 | 5.33 | 4.04 | 4.11 |
| Bons à dix mois | 4.51 | 4.51 | 4.51 |

## Dette indirecte ou passif éventuel

Outre la dette directe qui figure au bilan de l'actif et du passif, le gouvernement a assumé certaines obligations indirectes ou éventuelles. Ces obligations portent sur des titres des chemins de fer Nationaux du Canada, garantis quant au principal et à l'intérêt, sur les garanties des prêts assurés consentis par les banques à charte et autres institutions de prêts autorisées, en vertu de la loi nationale sur l'habitation, à l'égard des dépôts maintenus par les banques à charte à la Banque du Canada, des avances consenties en vertu de la loi sur l'assurance des crédits à l'exportation et des prêts consentis par les banques en vertu de divers statuts fédéraux.

TABLEAU 80

SOMMAIRE DE LA DETTE INDIRECTE OU PASSIF ÉVENTUEL (estimation)

| — | Montant des garanties | Montant impayé |
|---|---|---|
| | $ | $ |
| Titres de chemins de fer garantis quant au principal et à l'intérêt[1]— | | |
| 1. National-Canadien, 4½%, échéance 1er avril 1967 | 72,300,000 | 72,300,000 |
| 2. National-Canadien, 5%, échéance 15 mai 1968 | 55,800,000 | 55,800,000 |
| 3. National-Canadien, 2¾%, échéance 15 septembre 1969 | 70,000,000 | 70,000,000 |
| 4. National-Canadien, 2⅞%, échéance 16 janvier 1971 | 40,000,000 | 40,000,000 |
| 5. National-Canadien, 5½%, échéance 15 décembre 1971 | 190,561,500 | 190,561,500 |
| 6. National-Canadien, 3¾%, échéance 1er février 1974 | 200,000,000 | 200,000,000 |
| 7. National-Canadien, 2¼%, échéance 15 juin 1975 É.-U. $6,000,000[2] | 6,486,486 | 6,486,486 |
| 8. National-Canadien, 5%, échéance 15 mai 1977 | 83,925,000 | 83,925,000 |
| 9. National-Canadien, 4%, échéance 1er février 1981 | 300,000,000 | 300,000,000 |
| 10. National-Canadien, 5¼%, échéance 1er janvier 1985 | 98,500,000 | 98,500,000 |
| 11. National-Canadien, 5%, échéance 1er octobre 1987 | 158,375,000 | 158,375,000 |
| | 1,275,947,986 | 1,275,947,986 |
| Autres garanties et éléments de passif éventuels— | | |
| 12. Dépôts maintenus par les banques à charte à la Banque du Canada[1] | non indiqués | 1,133,996,567 |
| 13. Prêts consentis par des prêteurs en vertu de la partie IV de la loi nationale sur l'habitation (1954) pour l'amélioration et l'agrandissement de maisons[3] | 25,000,000 | 18,693,000 |
| 14. Prêts assurés consentis par des prêteurs autorisés en vertu de la loi nationale sur l'habitation de 1954[3] | 9,500,000,000 | 5,789,000,000 |
| 15. Passif pour l'assurance, les garanties et les autres engagements concernant le financement à long terme en vertu des articles 20 et 21A de la loi sur l'assurance des crédits à l'exportation[3] | 1,100,000,000 | 485,354,000 |
| 16. Prêts consentis par les banques à charte sous l'empire de la loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles[3] | 120,173,000 | 82,116,000 |
| 17. Prêts consentis par les banques à charte sous l'empire de la loi sur les prêts commerciaux et professionnels aux anciens combattants[3] | 2,000 | 2,000 |
| 18. Prêts consentis par les banques à charte et les coopératives de crédit sous l'empire de la loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche[3] | 2,700,000 | 525,000 |
| 19. Prêts consentis par les banques à charte sous l'empire de la loi sur les prêts aux petites entreprises[3] | 14,434,000 | 14,434,000 |
| 20. Prêts consentis par les banques à charte et les coopératives de crédit sous l'empire de la loi sur les prêts aux étudiants[4] | 160,230,000 | 115,600,000 |
| 21. Billets émis par la Compagnie canadienne de l'exposition universelle de 1967[1] | non indiqués | 166,000,000 |
| 22. Prêts consentis par les banques à charte à la Commission canadienne du blé[5] | 565,698,000 | 321,482,000 |
| | | 8,127,202,567 |
| 23. Prêts maintenus par des institutions de prêts autorisées en vertu des lois nationales sur l'habitation antérieures à la loi de 1954 | non indiqués | indéterminé |
| 24. Garanties aux propriétaires de revenus provenant d'entreprises d'habitations à loyer modique[6] | non indiquées | indéterminé |

[1] Au 15 mars 1967.
[2] Converti au taux canadien officiel de parité: $1.08108.
[3] Au 31 décembre 1966.
[4] Au 31 décembre 1966. Comprend le passif éventuel concernant les paiements facultatifs aux provinces non participantes.
[5] Au 28 février 1967.
[6] Au 31 décembre 1966, la Société centrale d'hypothèques et de logement détenait un montant de $4,135,376. En 1966, les contrats de loyer ont atteint $13,112,000.

## AUTRES TABLEAUX DÉTAILLÉS

Recettes

Dépenses

Changements annuels dans les prêts et placements

Dette non échue

## ÉTAT DES RECETTES POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES

(en millions de dollars)

| — | 1962–1963 | 1963–1964 | 1964–1965 | 1965–1966 | 1966–1967 (provisoire) |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | $ | $ |
| RECETTES FISCALES— | | | | | |
| Impôt sur le revenu— | | | | | |
| Des particuliers[1] | 1,744.6 | 1,865.1 | 2,103.3 | 2,142.5 | 2,472.0 |
| Des sociétés[1] | 1,182.8 | 1,259.0 | 1,523.8 | 1,606.6 | 1,593.0 |
| Sur les dividendes, intérêts, etc., allant à l'étranger | 129.2 | 124.5 | 143.7 | 170.0 | 204.0 |
| | *3,056.6* | *3,248.6* | *3,770.8* | *3,919.1* | *4,269.0* |
| Taxes d'accise— | | | | | |
| Taxe de vente[1][2] | 806.0 | 946.1 | 1,204.6 | 1,395.1 | *1,513.0* |
| Autres taxes d'accise— | | | | | |
| Automobiles | [3] | [3] | [3] | | |
| Cigarettes, cigares et tabac | 217.8 | 226.9 | 218.3 | 238.1 | 248.0 |
| Exportation d'énergie électrique | 0.5 | 0.1 | [3] | | |
| Bijouterie, montres, ornements, etc | 5.8 | 6.4 | 6.9 | 7.9 | 9.5 |
| Allumettes et briquets | 1.2 | 1.3 | 1.2 | 1.2 | 1.2 |
| Téléviseurs, radios et phonographes | 19.9 | 22.0 | 23.5 | 27.0 | 32.8 |
| Préparations de toilette | 10.2 | 11.1 | 12.8 | 14.1 | 16.0 |
| Vins | 3.7 | 3.8 | 4.1 | 4.4 | 4.8 |
| Denrées diverses | 1.2 | 1.3 | 1.4 | 2.2 | 1.4 |
| Intérêts et amendes | 0.5 | 0.8 | 1.2 | 1.6 | 1.8 |
| *Moins:* remboursements | −0.4 | −0.3 | −0.3 | −0.3 | −0.5 |
| | *260.4* | *273.4* | *269.1* | *296.2* | *315.0* |
| Droits de douane à l'importation | 645.0 | 581.4 | 622.1 | 685.5 | 777.0 |
| Droits d'accise— | | | | | |
| Spiritueux | 122.1 | 129.4 | 134.7 | 157.0 | 159.1 |
| Bière | 98.2 | 102.9 | 105.4 | 107.9 | 112.1 |
| Cigarettes, cigares et tabac | 166.5 | 165.7 | 177.2 | 187.1 | 196.5 |
| Permis | [3] | [3] | [3] | [3] | [3] |
| *Moins:* remboursements | −4.9 | −4.7 | −5.9 | −6.1 | −6.7 |
| | *381.9* | *393.3* | *411.4* | *445.9* | *461.0* |
| Impôt sur les biens transmis par décès[4] | 87.1 | 90.6 | 88.6 | 108.3 | 100.8 |
| Recettes fiscales diverses | [3] | 0.1 | 0.2 | 0.2 | 0.2 |
| Total des recettes fiscales | 5,237.0 | 5,533.5 | 6,366.8 | 6,850.3 | 7,436.0 |
| RECETTES NON FISCALES— | | | | | |
| Revenu de placements | 311.9 | 366.4 | 422.7 | 438.3 | 517.0 |
| Postes—recettes postales nettes | 192.8 | 200.7 | 230.4 | 237.5 | 254.0 |
| Divers | 137.0 | 152.6 | 160.4 | 169.7 | 159.0 |
| Total des recettes non fiscales | 641.7 | 719.7 | 813.5 | 845.5 | 930.0 |
| TOTAL DES RECETTES | 5,878.7 | 6,253.2 | 7,180.3 | 7,695.8 | 8,366.0 |

[1] Sans les impôts crédités.

| | 1962–1963 | 1963–1964 | 1964–1965 | 1965–1966 | 1966–1967 (provisoire) |
|---|---|---|---|---|---|
| A la caisse de la sécurité de la vieillesse: | | | | | |
| Impôt sur le revenu des particuliers | 273.7 | 302.6 | 431.9 | 494.9 | 596.0 |
| Impôt sur le revenu des sociétés | 115.2 | 115.7 | 145.2 | 152.3 | 150.0 |
| Taxe de vente | 302.2 | 331.8 | 383.2 | 522.1 | 560.0 |
| Au compte du régime des pensions du Canada: | | | | | |
| Impôt sur le revenu des particuliers | | | | 94.9 | 588.8 |

[2] Net après déduction des remboursements et des remises, ainsi que des transferts à la caisse de la sécurité de la vieillesse.

[3] Moins de $50,000.

[4] Y compris les droits perçus sous l'empire de la loi fédérale sur les droits successoraux.

## ÉTAT DES DÉPENSES DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES, PAR PRINCIPALES CATÉGORIES ET PAR SERVICES

(en millions de dollars)

| | 1962–1963 | 1963–1964 | 1964–1965 | 1965–1966 | 1966–1967 (estimation) |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | $ | $ |
| AGRICULTURE— | | | | | |
| Frais administratifs et généraux | 3.3 | 3.6 | 4.1 | 4.7 | 4.2 |
| Commission des grains | 6.2 | 6.7 | 6.6 | 7.2 | 7.8 |
| Société du crédit agricole—perte nette d'exploitation | | 1.1 | 0.5 | 1.0 | 2.6 |
| Hygiène animale | 13.4 | 13.2 | 13.5 | 15.0 | 16.2 |
| Production et mise en marché, y compris les subventions et autres formes d'assistance— | | | | | |
| Frais administratifs et généraux | 9.9 | 3.2 | 3.0 | 21.7 | 3.3 |
| Compte de stabilisation des produits agricoles —perte nette d'exploitation | 71.9 | 122.2 | 57.1 | 39.4 | 90.0 |
| Compte de l'Office des produits agricoles— perte nette d'exploitation | 0.9 | 1.0 | 0.3 | 1.6 | 5.7 |
| Animaux et produits d'origine animale | 14.3 | 16.3 | 17.7 | 18.3 | 19.7 |
| Produits végétaux | 8.7 | 7.1 | 7.7 | 16.4 | 20.3 |
| Entreprises de rétablissement et d'assainissement | 27.8 | 23.7 | 26.4 | 28.4 | 24.9 |
| Recherches | 27.0 | 27.6 | 28.8 | 32.6 | 35.4 |
| | *183.4* | *225.7* | *165.7* | *186.3* | *230.1* |
| ÉNERGIE ATOMIQUE | 63.2 | 45.9 | 46.5 | 54.4 | 60.2 |
| BUREAU DE L'AUDITEUR GÉNÉRAL | 1.2 | 1.3 | 1.6 | 1.7 | 2.1 |
| BUREAU DES GOUVERNEURS DE LA RADIODIFFUSION | 0.4 | 0.3 | 0.4 | 0.4 | 0.6 |
| SOCIÉTÉ RADIO-CANADA— | | | | | |
| Subventions aux frais nets d'exploitation du service national de la radiodiffusion | 79.0 | 85.7 | 85.9 | 95.1 | 112.5 |
| Service international de radiodiffusion | 1.8 | 1.9 | 2.1 | 2.4 | 2.8 |
| | *80.8* | *87.6* | *88.0* | *97.5* | *115.3* |
| SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT | 8.7 | 13.5 | 15.0 | 21.6 | 20.2 |
| BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS | 11.8 | 11.9 | 0.6 | 13.0 | 0.9 |
| PRODUCTION DE DÉFENSE— | | | | | |
| Dépenses relatives à la défense | 24.2 | 25.0 | 27.4 | 23.0 | 33.0 |
| Dépenses étrangères à la défense | 1.9 | 1.9 | 3.1 | 8.2 | 9.4 |
| | *26.1* | *26.9* | *30.5* | *31.2* | *42.4* |
| BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE | 11.9 | 12.3 | 13.5 | 15.6 | 26.7 |
| ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES— | | | | | |
| Frais administratifs et généraux | 47.2 | 40.7 | 42.5 | 54.6 | 59.5 |
| Office fédéral du charbon | 20.4 | 20.6 | 23.2 | 23.4 | 38.0 |
| Aide d'urgence aux mines d'or | 15.2 | 15.0 | 15.7 | 14.8 | 15.0 |
| Office national de l'énergie | 0.5 | 0.6 | 0.7 | 0.9 | 1.1 |
| Direction des ressources hydrauliques | 5.5 | 10.3 | 12.2 | 13.6 | 14.8 |
| | *88.8* | *87.2* | *94.3* | *107.3* | *128.4* |
| AFFAIRES EXTÉRIEURES— | | | | | |
| Frais administratifs et généraux | 23.4 | 26.2 | 29.8 | 34.5 | 39.2 |
| Cotisations, contributions et autres paiements à des organismes internationaux et aux programmes multilatéraux d'aide économique et spéciale | 15.3 | 22.4 | 20.0 | 32.0 | 31.3 |
| Aide extérieure | 46.5 | 48.4 | 81.4 | 86.0 | 159.7 |
| | *85.2* | *97.0* | *131.2* | *152.5* | *230.2* |
| FINANCES— | | | | | |
| Frais administratifs et généraux | 18.3 | 7.7 | 7.2 | 9.8 | 21.3 |
| Bureau du contrôleur du Trésor | 23.3 | 23.8 | 24.9 | 25.4 | 29.2 |

ÉTAT DES DÉPENSES DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES, PAR PRINCIPALES CATÉGORIES ET PAR SERVICES—(*Suite*)

(en millions de dollars)

| — | 1962–1963 | 1963–1964 | 1964–1965 | 1965–1966 | 1966–1967 (estimation) |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | $ | $ |
| FINANCES—*fin* | | | | | |
| Subventions aux municipalités en remplacement des taxes | 29.2 | 31.5 | 35.7 | 36.8 | 37.6 |
| Office de développement municipal et des prêts aux municipalités | ..... | 0.1 | 2.7 | 33.9 | 41.8 |
| Frais de la dette publique, y compris intérêts et amortissement | 917.8 | 993.7 | 1,051.3 | 1,110.9 | 1,188.0 |
| Subventions et versements fiscaux aux provinces | 275.3 | 254.3 | 358.4 | 466.0 | 515.5 |
| | *1,263.9* | *1,331.1* | *1,480.2* | *1,682.8* | *1,838.8* |
| PÊCHERIES | 23.3 | 23.7 | 25.6 | 34.5 | 41.2 |
| FORÊTS ET DÉVELOPPEMENT RURAL— | | | | | |
| Frais administratifs et généraux | 16.2 | 18.5 | 20.6 | 22.0 | 25.6 |
| Aide au transport des céréales et frais d'entreposage | 14.4 | 18.7 | 19.1 | 21.0 | 21.0 |
| Développement rural—Entreprises de rétablissement et d'assainissement, y compris des paiements aux provinces | 1.2 | 4.6 | 10.0 | 14.1 | 19.9 |
| | *31.8* | *41.8* | *49.7* | *57.1* | *66.5* |
| GOUVERNEUR GÉNÉRAL ET LIEUTENANTS-GOUVERNEURS | 0.5 | 0.5 | 0.7 | 0.7 | 0.8 |
| AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN— | | | | | |
| Affaires indiennes | 51.0 | 55.6 | 64.8 | 81.7 | 104.3 |
| Nord canadien | 69.2 | 58.6 | 62.5 | 74.7 | 93.7 |
| | *120.2* | *114.2* | *127.3* | *156.4* | *198.0* |
| INDUSTRIE— | | | | | |
| Dépenses relatives à la défense | 8.0 | 19.0 | 20.5 | 23.9 | 21.3 |
| Dépenses étrangères à la défense | 0.4 | 0.7 | 3.3 | 5.4 | 13.4 |
| | *8.4* | *19.7* | *23.8* | *29.3* | *34.7* |
| ASSURANCE | 1.4 | 1.4 | 1.4 | 1.5 | 1.7 |
| JUSTICE | 8.4 | 9.9 | 10.7 | 11.4 | 12.3 |
| TRAVAIL | 7.2 | 7.9 | 23.4 | 24.0 | 25.7 |
| SERVICE LÉGISLATIF— | | | | | |
| Chambre des communes | 5.9 | 10.1 | 11.1 | 11.5 | 13.9 |
| Sénat | 1.8 | 2.5 | 2.7 | 2.7 | 3.1 |
| Bibliothèque du Parlement | 0.4 | 0.3 | 0.4 | 0.5 | 0.6 |
| | *8.1* | *12.9* | *14.2* | *14.7* | *17.6* |
| MAIN-D'ŒUVRE ET IMMIGRATION— | | | | | |
| Frais administratifs et généraux | 1.8 | 2.4 | 5.3 | 5.6 | 5.5 |
| Direction de l'immigration | 10.8 | 11.4 | 12.2 | 14.3 | 21.0 |
| Programme d'encouragement aux travaux d'hiver municipaux | 27.1 | 26.7 | 42.8 | 41.1 | 37.3 |
| Service national de placement | 18.8 | 19.0 | 21.7 | 22.7 | 33.8 |
| Paiements aux provinces pour l'aide à la formation technique et professionnelle | 207.9 | 136.4 | 97.2 | 152.8 | 223.1 |
| | *266.4* | *195.9* | *179.2* | *236.5* | *320.7* |
| DÉFENSE NATIONALE— | | | | | |
| Frais administratifs et généraux | 14.7 | 14.3 | 14.4 | 15.3 | 26.9 |
| Services de défense y compris le perfectionnement | 1,445.6 | 1,473.1 | 1,387.0 | 1,401.3 | 1,437.1 |
| Recherche | 30.9 | 33.6 | 36.7 | 41.6 | 44.2 |
| Compte de la pension des forces canadiennes— | | | | | |
| Quote-part de l'État | 58.1 | 59.6 | 58.8 | 58.8 | 42.7 |
| Quotes-parts spéciales de l'État | ..... | 76.5 | | | |
| Amortissement de frais différés | | | 13.4 | 16.8 | 72.6 |
| Aide mutuelle aux pays de l'OTAN | 25.0 | 28.9 | 27.5 | 14.6 | 18.7 |
| | *1,574.3* | *1,686.0* | *1,537.8* | *1,548.4* | *1,642.2* |
| OFFICE NATIONAL DU FILM | 5.6 | 5.8 | 6.4 | 6.9 | 8.0 |

## ÉTAT DES DÉPENSES DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES, PAR PRINCIPALES CATÉGORIES ET PAR SERVICES—(*Suite*)

(en millions de dollars)

| — | 1962–1963 | 1963–1964 | 1964–1965 | 1965–1966 | 1966–1967 (estimation) |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | $ | $ |
| GALERIE NATIONALE | 1.0 | 1.1 | 1.3 | 1.8 | 1.9 |
| SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL— | | | | | |
| Frais administratifs et généraux | 1.9 | 2.0 | 2.3 | 2.5 | 3.1 |
| Service des aliments et drogues | 2.8 | 3.4 | 4.3 | 5.4 | 6.8 |
| Services de santé— | | | | | |
| Subventions générales à la santé et à la construction d'hôpitaux dans les provinces | 50.3 | 53.0 | 56.7 | 45.5 | 45.5 |
| Contributions de l'État en vertu de la loi sur l'assurance-hospitalisation et les services diagnostiques | 336.7 | 392.2 | 433.9 | 319.6 | 397.5 |
| Caisse d'aide à la santé | | | | | 4.7 |
| Autres dépenses | 6.6 | 6.9 | 7.7 | 7.6 | 8.3 |
| Services médicaux | 28.9 | 30.6 | 32.5 | 37.5 | 38.2 |
| Services du bien-être— | | | | | |
| Régime d'assistance publique du Canada | | | | | 10.4 |
| Allocations familiales | 531.6 | 538.3 | 545.8 | 551.7 | 555.8 |
| Allocations à la jeunesse | | | 26.9 | 46.5 | 47.4 |
| Paiements au titre de l'aptitude physique et du sport amateur | 1.1 | 1.6 | 2.0 | 2.5 | 4.7 |
| Assistance-vieillesse, allocations de cécité et d'invalidité | 62.7 | 64.4 | 74.0 | 45.5 | 38.1 |
| Assistance-chômage | 96.5 | 107.4 | 107.5 | 101.7 | 143.4 |
| Autres dépenses | 5.9 | 6.9 | 7.0 | 9.1 | 12.1 |
| | *1,125.0* | *1,206.7* | *1,300.6* | *1,175.1* | *1,316.0* |
| CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES, Y COMPRIS LE CONSEIL DE LA RECHERCHE MÉDICALE | 40.6 | 47.3 | 56.7 | 74.4 | 96.1 |
| REVENU NATIONAL | 78.7 | 83.0 | 86.9 | 95.0 | 106.0 |
| POSTES | 189.4 | 206.9 | 210.5 | 240.2 | 268.7 |
| CONSEIL PRIVÉ | 2.1 | 2.9 | 4.6 | 4.8 | 6.4 |
| Conseil économique du Canada | | 0.2 | 0.8 | 1.1 | 1.4 |
| | *2.1* | *3.1* | *5.4* | *5.9* | *7.8* |
| ARCHIVES PUBLIQUES ET BIBLIOTHÈQUE NATIONALE | 1.1 | 1.1 | 1.5 | 2.0 | 2.7 |
| IMPRESSIONS ET PAPETERIE PUBLIQUES | 2.0 | 2.2 | 2.7 | 3.0 | 4.0 |
| COMMISSION DU SERVICE CIVIL | 4.8 | 5.2 | 6.2 | 8.0 | 10.9 |
| COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE | | | | | (1) |
| TRAVAUX PUBLICS | | | | | |
| Frais administratifs et généraux | 17.5 | 17.6 | 30.3 | 36.0 | 33.7 |
| Services des locaux | 72.2 | 74.3 | 87.3 | 101.7 | 108.9 |
| Services du génie (ports et rivières) | 30.8 | 23.7 | 30.3 | 35.4 | 37.7 |
| Commission de la capitale nationale | 13.0 | 12.2 | 10.3 | 18.6 | 33.0 |
| Route transcanadienne—contributions aux provinces | 29.2 | 39.2 | 76.1 | 83.4 | 81.0 |
| | *162.7* | *167.0* | *234.3* | *275.1* | *294.4* |
| REGISTRAIRE GÉNÉRAL | 3.3 | 3.5 | 3.9 | 4.7 | 5.6 |
| SECRÉTARIAT D'ÉTAT | | | | | |
| Frais administratifs et généraux | 5.0 | 5.1 | 16.1 | 11.0 | 16.4 |
| Commission du centenaire | 1.3 | 3.9 | 7.3 | 14.6 | 30.2 |
| Bureau du commissaire à la représentation | | (1) | 0.2 | 0.8 | 0.2 |
| Subventions aux universités | 26.3 | 26.8 | 27.3 | 27.7 | 87.1 |
| | *32.6* | *35.8* | *50.9* | *54.1* | *133.9* |
| SOLLICITEUR GÉNÉRAL— | | | | | |
| Frais administratifs et généraux | | | 0.3 | 0.4 | 0.6 |
| Services de correction | 25.5 | 27.9 | 39.0 | 56.5 | 57.6 |
| Gendarmerie royale du Canada | 65.4 | 66.9 | 76.2 | 82.0 | 101.6 |
| | *90.9* | *94.8* | *115.5* | *138.9* | *159.8* |

## ÉTAT DES DÉPENSES DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES, PAR PRINCIPALES CATÉGORIES ET PAR SERVICES—*(Fin)*

(en millions de dollars)

| — | 1962–1963 | 1963–1964 | 1964–1965 | 1965–1966 | 1966–1967 (estimation) |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | $ | $ |
| COMMERCE— | | | | | |
| Frais administratifs et généraux | 13.9 | 14.8 | 16.9 | 19.6 | 23.6 |
| Aide au titre de l'entreposage des céréales | 35.7 | 40.5 | 34.6 | 37.5 | 30.5 |
| Compagnie canadienne de l'exposition universelle de 1967 | 0.3 | 1.2 | 19.5 | 4.6 | 8.9 |
| Office de tourisme du gouvernement canadien | 3.3 | 3.9 | 4.9 | 6.3 | 9.9 |
| | *53.2* | *60.4* | *75.9* | *68.0* | *72.9* |
| TRANSPORTS— | | | | | |
| Frais administratifs et généraux | 8.0 | 4.5 | 7.1 | 5.7 | 7.5 |
| Services de l'air | 136.9 | 121.1 | 131.5 | 143.0 | 165.7 |
| Office d'expansion économique de la région atlantique | (1) | 0.2 | 4.3 | 23.8 | 40.0 |
| Commission des transports du Canada | 1.3 | 1.4 | 1.5 | 1.6 | 2.0 |
| Paiements aux chemins de fer pour le maintien des tarifs du trafic-marchandises | 70.6 | 68.1 | 68.7 | 87.6 | 115.9 |
| Entretien des voies | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 4.8 |
| Contributions à la Caisse des passages à niveau | 5.8 | 5.1 | 5.1 | 14.0 | 15.0 |
| Commission maritime canadienne | 31.1 | 49.8 | 40.6 | 50.3 | 47.0 |
| Canaux et ouvrages relevant de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent | 2.9 | 3.0 | 29.0 | 10.1 | 12.9 |
| Services de la marine | 57.8 | 64.1 | 64.5 | 84.5 | 100.0 |
| Actif non productif— | | | | | |
| Conseil des ports nationaux | 5.2 | 0.3 | 7.6 | 4.8 | 7.0 |
| Services des chemins de fer et des navires | 15.9 | 30.3 | 35.3 | 35.0 | 28.3 |
| Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes | 12.9 | 13.4 | 14.7 | 15.1 | 15.0 |
| Déficits— | | | | | |
| National-Canadien | 48.9 | 43.0 | 38.7 | 33.4 | 24.6 |
| Transbordeur de Terre-Neuve et terminus | 8.2 | 8.6 | 11.1 | 12.4 | 13.0 |
| Transbordeur d'autos de l'Île du Prince-Édouard et terminus | 3.3 | 3.4 | 4.0 | 4.2 | 4.6 |
| Service de transbordeur entre Yarmouth et Bar-Harbor | 0.2 | 0.2 | 0.1 | | 0.1 |
| | *416.0* | *423.5* | *470.8* | *532.5* | *608.4* |
| CONSEIL DU TRÉSOR— | | | | | |
| Frais administratifs et généraux | 13.5 | 14.5 | 15.0 | 19.0 | 37.3 |
| Compte de la pension de retraite du service public— | | | | | |
| Contribution de l'État | 51.1 | 54.0 | 55.6 | 57.8 | 59.3 |
| Amortissement des frais différés | | | 10.0 | 25.9 | 56.4 |
| | *64.6* | *68.5* | *80.6* | *102.7* | *153.0* |
| Commission d'assurance-chômage— | | | | | |
| Frais administratifs et généraux | 29.3 | 29.8 | 32.7 | 32.4 | 37.2 |
| Quote-part de l'État | 57.3 | 59.3 | 62.1 | 65.6 | 68.7 |
| | *86.6* | *89.1* | *94.8* | *98.0* | *105.9* |
| AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS— | | | | | |
| Frais administratifs et généraux | 10.3 | 10.0 | 10.5 | 10.7 | 11.6 |
| Pensions (incapacité et décès) | 175.9 | 173.2 | 180.3 | 185.6 | 196.1 |
| Réserve (aux fins de prestations conditionnelles) | 3.2 | 3.2 | 3.1 | 3.2 | 3.5 |
| Loi d'établissement de soldats et loi sur les terres destinées aux anciens combattants | 4.6 | 4.5 | 4.5 | 4.5 | 5.2 |
| Services des traitements | 45.3 | 45.5 | 46.8 | 49.9 | 54.6 |
| Services de bien-être, allocations et autres prestations | 95.4 | 96.4 | 106.9 | 115.8 | 120.2 |
| | *334.7* | *332.8* | *352.1* | *369.7* | *391.2* |
| TOTAL DES DÉPENSES | 6,570.3 | 6,872.4 | 7,218.3 | 7,734.8 | 8,794.0 |

NOTA—Lorsque des transferts effectués pendant l'année financière courante, conformément à la loi sur les remaniements et transferts de fonctions dans le service public, ont nécessité le transfert de crédits partiels, les changements requis ont été faits en 1965–1966 et 1966–1967, mais non les années précédentes.

(1) Moins de $50,000.

## CHANGEMENTS ANNUELS DANS LES PRÊTS ET PLACEMENTS DURANT LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES

(en millions de dollars)

| — | 1962–1963 | 1963–1964 | 1964–1965 | 1965–1966 | 1966–1967 (estimation) |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | $ | $ |
| Prêts et placements intéressant les sociétés de la Couronne— | | | | | |
| Air Canada | −0.4 | 0.4 | −1.4 | 0.7 | 3.0 |
| Énergie atomique du Canada, Ltée | −12.5 | 0.4 | 12.0 | 11.9 | 28.4 |
| *Canadian Arsenals Limited* | | | | −2.5 | |
| Société Radio-Canada | | | 14.3 | 12.5 | 35.0 |
| Corporation commerciale canadienne | −0.5 | −4.0 | −2.0 | 2.0 | 4.5 |
| Compagnie canadienne de l'exposition universelle de 1967 | | | | 44.0 | 131.0 |
| Chemins de fer Nationaux du Canada | 274.7 | −28.8 | 24.7 | 59.1 | 120.9 |
| Société canadienne des télécommunications transmarines | 11.4 | 6.2 | −0.4 | −2.6 | −2.7 |
| Société centrale d'hypothèques et de logement | 101.8 | 113.3 | 221.7 | 315.1 | 488.6 |
| Société d'assurance des crédits à l'exportation | 19.6 | 23.4 | 33.4 | 36.4 | 36.2 |
| Société du crédit agricole | 59.0 | 69.9 | 102.4 | 147.0 | 164.1 |
| Commission de la capitale nationale | 9.4 | 12.1 | 6.9 | 7.4 | 7.1 |
| Conseil des ports nationaux | 13.8 | 5.5 | 1.7 | 3.0 | 19.5 |
| Commission d'énergie du Nord canadien | −7.2 | 3.4 | 5.4 | 2.1 | −0.1 |
| Société de la Couronne *Northern Ontario Pipe Line* | −8.4 | −110.6 | | | |
| Administration de la voie maritime du Saint-Laurent | (1)22.7 | (1)24.9 | (1)−6.5 | (1)26.7 | (1)29.1 |
| Autres | −0.6 | | −0.1 | | 4.1 |
| | *482.8* | *116.1* | *412.1* | *662.8* | *1,608.7* |
| Prêts aux gouvernements étrangers— | | | | | |
| Royaume-Uni | −17.5 | −17.8 | (2)19.6 | (2)19.2 | −18.9 |
| Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation | −105.9 | −2.3 | −2.3 | −2.3 | −2.4 |
| Plan de Colombo—Prêts spéciaux pour financer l'achat de blé et de farine du Canada | −5.0 | −5.0 | −5.0 | −1.3 | −9.9 |
| Prêts à l'Inde pour l'achat au Canada d'aéronefs, de pièces de rechange et autre matériel connexes | | 10.0 | −1.4 | −2.2 | −2.7 |
| Pays en voie de développement—Aide de prêts spéciaux | | | | 5.2 | 9.9 |
| Autres | −0.6 | | | | 0.4 |
| | *−129.0* | *−15.1* | *10.9* | *18.6* | *−23.6* |
| Autres prêts et placements— | | | | | |
| Part du Canada au capital et fonds de roulement des organismes internationaux ainsi qu'aux prêts consentis à ceux-ci— | | | | | |
| Part du Canada au capital— | | | | | |
| de la Banque asiatique de développement | | | | | 2.7 |
| du Fonds monétaire international | 12.6 | | | | 205.4 |
| de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement | 6.8 | | | | 4.5 |
| de l'Association internationale de développement | 8.5 | 7.9 | 7.9 | 15.0 | 15.0 |
| Avance au fonds de roulement des organismes internationaux et prêts consentis à ceux-ci | 6.2 | 0.2 | −0.2 | −0.1 | −0.1 |
| Prêts aux gouvernements provinciaux | 5.8 | −0.5 | −4.8 | −1.7 | 26.4 |
| Office du développement municipal et des prêts aux municipalités | | | 7.6 | 101.3 | 122.3 |
| Avances en vertu de la loi sur les terres destinées aux anciens combattants | 18.6 | 21.0 | 14.3 | 24.1 | 54.2 |
| Ententes relatives à la perception des impôts provinciaux—avances | 13.1 | −2.7 | −10.4 | | |
| Soldes recouvrables au titre d'accords de vente de biens de la Couronne | −2.3 | −2.3 | −1.8 | −1.7 | −1.0 |
| Habitations pour les Forces armées | 6.1 | 5.4 | 2.5 | 0.2 | −0.1 |
| Caisse de la sécurité de la vieillesse | 41.7 | 58.3 | −75.0 | −25.0 | |
| Prêts aux fabricants de pièces d'automobile au Canada | | | | 0.1 | 12.6 |
| Autres | −0.3 | −0.2 | 1.5 | 10.9 | 12.4 |
| | *116.8* | *87.1* | *−58.4* | *125.1* | *454.3* |
| Total net des changements—prêts et placements | 470.6 | 188.1 | 364.6 | 804.5 | 1,499.4 |

(1) Intérêt différé compris.
(2) Intérêt différé.

DETTE NON ÉCHUE Y COMPRIS BONS DU TRÉSOR AU 31 MARS 1967 ET INTÉRÊTS ANNUELS (estimation)

| — | | Date d'échéance | Taux % | Montant de l'emprunt | Intérêts annuels |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | $ | $ |
| Payable au Canada— | | | | | |
| Emprunt de 1966 | CT.25 | 1967 1er avril | 4 | 170,000,000 | 6,800,000 |
| Emprunt de 1966 | F. 1 | 1er avril | 4¼ | 155,000,000 | 6,587,500 |
| Emprunt de 1961 et 1963 | AT. 9 | 1er juin | 4¼ | 275,000,000 | 11,687,500 |
| Emprunt de 1965 | CT.18 | 1er juin | 4¼ | 50,000,000 | 2,125,000 |
| Emprunt de 1962 | AT.12 | 1er oct. | 3½ | 100,000,000 | 3,750,000 |
| Emprunt de 1964 et 1965 | CT.14 | 1er oct. | 3¾ | 250,000,000 | 9,375,000 |
| Emprunt de 1966 | F. 4 | 1er oct. | 4¼ | 175,000,000 | 7,437,500 |
| Obligations d'épargne du Canada 1965 | S. 10 | 1er nov. | 3½ | (1)17,457,550 | 567,370 |
| Emprunt de 1962 | AT.11 | 1968 15 janv. | 4¼ | 250,000,000 | 10,625,000 |
| Emprunt de 1964 | CT. 8 | 15 janv. | 4¼ | 130,000,000 | 5,525,000 |
| Emprunt de 1966 | F. 7 | 15 janv. | 5½ | 125,000,000 | 6,875,000 |
| Emprunt de remboursement 1950 | P. 9 | 15 juin | 2¾ | 308,581,000 | 8,485,978 |
| Emprunt de 1964 | CT. 3 | 1er oct. | 5 | 441,000,000 | 22,050,000 |
| Obligations d'épargne du Canada 1959 | S. 14 | 1er nov. | 5 | (1)770,574,000 | 38,528,700 |
| Emprunt de 1960 | T. 39 | 1969 1er avril | 5½ | 80,000,000 | 4,400,000 |
| Emprunt de 1965 | CT.23 | 1er avril | 5½ | 100,000,000 | 5,500,000 |
| Emprunt de 1962 | AT.16 | 1er avril | 5½ | 100,000,000 | 5,500,000 |
| Obligations d'épargne du Canada 1956 | S. 11 | 1er mai | 4 | (1)32,084,850 | 1,283,394 |
| Emprunt de 1964 | CT.11 | 1er juill. | 5 | 325,000,000 | 16,250,000 |
| Emprunt de 1962 | AT.13 | 1er oct. | 5½ | 80,000,000 | 4,400,000 |
| Emprunt de 1965 | CT.21 | 1er oct. | 5½ | 145,000,000 | 7,975,000 |
| Emprunt de 1966 | F. 5 | 1er oct. | 5¾ | 250,000,000 | 14,375,000 |
| Emprunt de 1958 | T. 24 | 1970 1er mai | 3½ | 200,000,000 | 7,000,000 |
| Emprunt de 1965 et 1966 | CT.19 | 1er juill. | 5 | 175,000,000 | 8,750,000 |
| Emprunt de 1966 | F. 2 | 1er juill. | 5 | 40,000,000 | 2,000,000 |
| Obligations d'épargne du Canada 1957 | S. 12 | 1er nov. | 4¾ | (1)185,669,300 | 8,819,292 |
| Obligations d'épargne du Canada 1960 | S. 15 | 1er nov. | 5 | (1)251,179,450 | 12,558,972 |
| Emprunt de 1966 | F. 8 | 15 déc. | 5¾ | 300,000,000 | 17,250,000 |
| Emprunt de 1964 | CT.15 | 1971 1er juin | 5 | 350,000,000 | 17,500,000 |
| Obligations d'épargne du Canada 1961 | S. 16 | 1er nov. | 4½ | (1)187,994,750 | 8,459,764 |
| Emprunt de conversion 1958 | T. 28 | 1972 1er sept. | 4¼ | 1,267,203,100 | 53,856,132 |
| Emprunt de 1965 | CT.17 | 1973 1er oct. | 5 | 275,000,000 | 13,750,000 |
| Obligations d'épargne du Canada 1958 | S. 13 | 1er nov. | 4¼ | (1)64,377,850 | 2,736,059 |
| Obligations d'épargne du Canada 1964 | S. 19 | 1974 1er nov. | 4½ | (1)466,015,450 | 20,970,695 |
| Emprunt de 1959 | T. 36 | 1975 1er oct. | 5½ | 310,361,000 | 17,069,855 |
| Emprunt de 1965 | CT.24 | 1er oct. | 5½ | 50,000,000 | 2,750,000 |
| Emprunt de 1966 | F. 9 | 1er oct. | 5½ | 70,000,000 | 3,850,000 |
| Obligations d'épargne du Canada 1963 | S. 18 | 1er nov. | 5 | (1)498,387,450 | 24,919,372 |
| Emprunt de 1960 | T. 38 | 1976 1er avril | 5½ | 436,198,000 | 23,990,890 |
| Emprunt de 1954 | T. 11 | 1er juin | 3¼ | 247,046,500 | 8,029,011 |
| Obligations d'épargne du Canada 1962 | S. 17 | 1er nov. | 5 | (1)870,682,450 | 43,534,122 |
| Obligations d'épargne du Canada 1965 | S. 20 | 1977 1er nov. | 4½ | (1)400,569,864 | 18,025,644 |
| Emprunt de 1953 et 1958 | T. 5 | 1978 15 janv. | 3¾ | 207,911,500 | 7,796,681 |
| Emprunt de 1954 | T. 13 | 1979 1er oct. | 3¼ | 343,246,500 | 11,155,511 |
| Obligations d'épargne du Canada 1966 | S. 21 | 1er nov. | 5 | (1)2,271,476,936 | 113,573,847 |
| Emprunt de 1962 | AT.14 | 1980 1er août | 5½ | 120,000,000 | 6,600,000 |
| Emprunt de 1966 | CT.26 | 1er août | 5½ | 80,000,000 | 4,400,000 |
| Emprunt de 1966 | F. 3 | 1er août | 5½ | 160,000,000 | 8,800,000 |
| Emprunt de conversion 1958 | T. 29 | 1983 1er sept. | 4½ | 1,992,679,450 | 89,670,575 |
| Emprunt de 1963 | AT.21 | 1988 1er juin | 5 | 100,000,000 | 5,000,000 |
| Emprunt de 1964 | CT. 9 | 1er juin | 5 | 50,000,000 | 2,500,000 |
| Emprunt de 1964 | CT.12 | 1990 1er mai | 5¼ | 225,000,000 | 11,812,500 |
| Emprunt de 1966 | F. 6 | 1992 1er sept. | 5¾ | 225,000,000 | 12,937,500 |
| Emprunt de conversion 1956 | T. 15 | 1998 15 mars | 3¾ | 197,045,000 | 7,389,188 |
| Emprunt de 1936 | P. 1 | perpétuel | 3 | 55,000,000 | 1,650,000 |
| Bons du Trésor (3 mois) | | | (2)4.13 | 1,430,000,000 | 64,955,000 |
| Bons du Trésor (6 mois) | | | (2)4.11 | 780,000,000 | 38,079,000 |
| Bons du Trésor (10 mois) | | | 4.51 | 100,000,000 | 4,510,000 |
| Obligations spéciales non négociables— | | | | | |
| | | | 4½ | 39,500,000 | 1,777,500 |
| | | | 4⅞ | 63,500,000 | 3,095,625 |
| Commission d'assurance-chômage | | | 5¼ | 89,000,000 | 4,672,500 |
| | | | 5½ | 68,000,000 | 3,740,000 |
| Caisse de placements du régime de pensions du Canada | | | (3)5.36 | 1,894,000 | 104,231 |
| | | | | 19,574,635,950 | 920,142,408 |

DETTE NON ÉCHUE Y COMPRIS BONS DU TRÉSOR AU 31 MARS 1967 ET INTÉRÊTS ANNUELS (estimation)—*fin*

| — | Date d'échéance | Taux % | Montant de l'emprunt | Intérêts annuels |
|---|---|---|---|---|
| Payable à New York— | | | | |
| Emprunt de 1949 | 1974 1er sept. | 2¾ | (4)65,087,502 | 1,789,906 |
| Emprunt de 1950 | 1975 15 sept. | 2¾ | (4)41,047,527 | 1,128,807 |
| Emprunt de 1962 | 1987 15 oct. | 5 | (4)259,459,200 | 12,972,960 |
| | | | 365,594,229 | 15,891,673 |
| | | | 19,940,230,179 | 936,034,081 |

NOTA.—L'intérêt indiqué est une extrapolation pour un an aux taux d'intérêt annuels sur le principal non remboursé au 31 mars 1967. Lorsque divers taux d'intérêt sont applicables pendant la durée d'un prêt, on a utilisé le taux d'intérêt en vigueur au 31 mars 1967.

(1)Estimation.

(2)Taux d'escompte par soumission en cours le 30 mars 1967.

(3)Taux d'intérêt sur les obligations émises le 2 mars 1967.

(4)Taux de conversion: $1.08108 canadien pour $1 américain.